MASTER SCIENCES SOCIALES

Parcours « Sciences Sociales Appliquées à l'Alimentation »

MÉMOIRE DE DEUXIÈME ANNÉE

Les conséquences de la dévalorisation de l'agriculture sur les relations de genre en Inde : le cas du district montagneux de Kangra

Présenté par :

Adèle Arfi

Année universitaire : **2019 – 2020**

Sous la direction de : **Christophe Serra Mallol**

Les conséquences de la dévalorisation de l'agriculture sur les relations de genre en Inde : le cas du district montagneux de Kangra

L'ISTHIA de l'Université Toulouse - Jean Jaurès n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les projets tuteurés et mémoires de recherche. Les opinions qui y sont développées doivent être considérées comme propre à leur auteur(e).

A mon père

« Qu'il s'agisse de la terre ou du cœur, c'est quand on s'aime qu'on récolte »

Claude Frisoni

Remerciements

Je remercie tout d'abord de tout cœur mon maître de mémoire Christophe Serra Mallol de m'avoir guidée pendant les deux dernières années avec bienveillance, compréhension et générosité,

Je tiens à remercier mes camarades d'avoir également participé à faire de ces deux années un délice à travers des échanges amicaux, intellectuels, culinaires… et merci pour les partages de ces derniers mois qui ont participé à la mise au monde de ce mémoire,

Merci plus largement à mes amis et ma famille qui ont participé à rendre ces derniers mois, quelque peu solitaires dans mon travail, riches en chaleur humaine par ailleurs, équilibrés et joyeux,

Merci à Hélène Guétat-Bernard et Estelle Fourat, pour les échanges éclairants sur mon travail,

Je remercie les indiens ayant clarifié de manière informelle certains questionnements, et ceux m'ayant chaleureusement accueillie en Inde l'année dernière, point de départ de cette recherche,

Et enfin, je remercie l'ensemble des enseignants et du personnel de l'ISTHIA, qui ont contribué à faire de ces deux années un régal, et à faire émerger de nouvelles perspectives de vie.

Je me dois tout de même d'exprimer ma gratitude envers les circonstances, qui, si elles m'ont empêché de réaliser ce stage en Inde (cette fois-ci !), m'ont donné l'occasion de voyager loin intérieurement !

Sommaire

Remerciements 5
Sommaire 6
Introduction générale 8
Partie 1. Contextualisation 11
1.1 Données du terrain 12
1.2 Agriculture 25
1.3 Cadre théorique 44
Conclusion de la première partie 69
Partie 2. Problématique et hypothèses 70
Introduction 71
2.1 Hypothèse 1 : L'agriculture connaît un mouvement de dévalorisation sociale qui fragilise les identités masculines 71
2.2 Sous hypothèse 1.1 : De nombreux petits paysans rencontrant des difficultés à assurer la sécurité financière de leur famille adoptent la stratégie de migration et voient leur masculinité fragilisée dans la menace de leur rôle de pourvoyeur 81
2.3 Hypothèse 2 : La féminisation de la main d'œuvre agricole entraine à la fois un enfermement des femmes dans les activités agricoles et une certaine progression dans leur pouvoir de décision 92
2.4 Sous-hypothèse 2.1 : « Etude de cas » : La durabilité des canaux d'irrigation de la vallée de Kangra (*kuhls*), construits socialement du côté masculin, est menacée, induisant une participation grandissante des femmes dans leur gestion. 106
Conclusion de la deuxième partie 118
Partie 3. Méthodologie probatoire 120
Introduction 121
3.1 Hommes 121
3.2 Femmes 124
3.3 Obstacles à anticiper 128
Conclusion de la troisième partie 133
Conclusion générale 134
Bibliographie 137
Table des annexes 167
Table des figures 190
Table des matières 191

Introduction générale

Mon premier voyage en Inde a été marquant à bien des égards, et le souvenir d'un séjour dans une micro-ferme dans les contreforts de l'Himalaya tenue par un couple de métayers venus du Népal a suscité chez moi une série de questionnements. De quoi vivaient ces gens ? Sûrement pas des revenus de leur labeur, mais en préparant les repas et l'accueil de visiteurs envoyés par la propriétaire dans un esprit « chambres d'hôtes ».

Dans ce pays connu pour sa fameuse « Révolution Verte », les petits paysans pratiquant une agriculture vivrière ne parviennent pas à pourvoir à leurs besoins de base. L'idée absurde que les producteurs de nourriture eux-mêmes n'arrivent pas à se nourrir du fruit de leur travail mérite toute notre attention, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une problématique propre à l'Inde. Si l'époque des famines fait pour le moment partie du passé, la malnutrition frappe encore trop souvent la population. L'UNICEF a publié un rapport comportant un chiffre frappant : en 2019, 38% des enfants de moins de quatre ans souffrent de malnutrition dans le pays[1]. En 2012, le premier ministre Manmohan Singh qualifiait cette réalité de « honte nationale[2] » ; force est de constater que si le taux de croissance du PIB ne cesse de grimper, le taux de malnutrition infantile, lui, n'a perdu que 4 points depuis cette date.

La libéralisation galopante amorcée dans les années 1990 a provoqué un désengagement de l'Etat du secteur agricole. Parallèlement, les effets néfastes de la Révolution Verte se font sentir tant aux niveaux environnemental et social, qu'économique. L'agriculture n'en finit pas de se dévaloriser, financièrement et socialement. Les petits paysans doivent employer diverses stratégies afin de subvenir aux besoins du foyer. Les hommes investissent de plus en plus les secteurs non-agricoles, et nombre d'entre eux migrent vers les villes, à la recherche d'un revenu décent. Par conséquent, on assiste à un phénomène de féminisation de l'agriculture, dans la mesure où les opportunités les plus avantageuses profitent en premier lieu aux hommes. Mais les femmes sont soumises à des contraintes plus grandes encore, dans l'accès aux ressources et aux moyens de production (terre, techniques, information…) mais aussi dans leurs déplacements restreints par exemple. De plus, elles ne bénéficient pas d'un pouvoir de décision égal à celui des hommes. Dès lors, ce sont elles qui sont en première ligne face aux conséquences de la crise agraire, et au réchauffement

[1] https://www.unicef.org/reports/state-of-worlds-children-2019

[2] https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2013/07/17/inde-colere-apres-la-mort-de-22-enfants-victimes-d-intoxication-alimentaire_3449017_3216.html

climatique.

Dans un contexte de globalisation, en perpétuel mouvement, les aspirations des plus jeunes générations évoluent. La vie urbaine est magnifiée, et les travailleurs migrants se retrouvent souvent confrontés à une âpre réalité sur place. On peut observer des rapports ambigus au traditionnel et au moderne. Ballandier (2013), dans le domaine de l'anthropologie politique, parle du traditionalisme fondamental comme d'une force de conservation des institutions sociales à l'œuvre en Inde. Il soutient que les évolutions de cet ordre ne provoquent ainsi pas de rupture du système. En effet, on peut observer des continuités tenaces dans le domaine des traditions patriarcales, qui va nous intéresser. Cependant, les structures familiales sont en mutations et le modèle de la famille élargie fait progressivement place à de nouvelles configurations. D'un point de vue général, l'objet de ce mémoire consistera à s'interroger sur les conséquences de la crise agraire sur les rapports de genre. Nous avons ainsi choisi de porter notre attention sur les recompositions des identités masculines dans ce contexte, ainsi que sur les évolutions dans le pouvoir de décision des femmes paysannes.

Nous avons décidé de prendre comme point de départ pour notre cadre théorique les masculinités, car étudier les relations de genre ne se résume pas à analyser une seule facette de ces rapports. Christine Verschuur (2000, p 6) affirmait à ce propos : *« il y a comme une sur-visibilité de l'identité féminine comme construit social alors que l'identité masculine apparaît comme un donné, une norme que l'on questionne peu ».* Elle critique les approches focalisées uniquement sur les femmes dans le domaine du développement, en avançant que celles-ci ne devraient pas endosser seules l'entière responsabilité d'un mouvement vers plus d'égalité des genres. Serge Rabier aussi invite à investir le champ de recherche des masculinités en affirmant qu'il *« reste encore un objet, au mieux oublié et méconnu, au pire instrumentalisé, en tout cas sous-traité et maltraité*[3] *».* Carrigan, Connell et Lee, en 1985, ont établi une théorie de la masculinité et ont conceptualisé la notion de « masculinité hégémonique ». Cette image d'une identité dominante valorisée mais quasiment impossible à atteindre crée tensions et des dissonances chez les individus qui ne s'y conforment pas. De plus, elle perpétue les structures patriarcales tout en constituant une pression sociale pour les hommes. Verschuur (2000, p 8) cite Cornwall (1997) qui avance que c'est en déconstruisant ces phénomènes et en identifiant le sentiment d'impuissance de certains que l'on peut espérer *« provoquer chez eux [les hommes] une réflexion sur leur comportement avec ceux (celles) sur lesquels ils sentent qu'ils ont du pouvoir ».* Nous nous intéresserons ainsi aux institutions

[3] Serge Rabier - 12 février 2017. https://theconversation.com/quest-ce-que-les-hommes-ont-a-voir-avec-le-genre-71770

reproduisant cet ordre social, et à différentes dimensions du pouvoir.

Notre terrain se situera dans une région montagneuse du nord-ouest de l'Inde, lieu initial de mon stage annulé, dans l'Etat de l'Himachal Pradesh. Après avoir décrit le contexte du terrain dans lequel notre réflexion s'ancrera, je ferai un point sur les enjeux et les réalités de l'agriculture en Inde. En m'intéressant aux dimensions géographiques, historiques, politiques, économiques et sociales, un paysage complexe, à l'image du pays, se dessinera. Ensuite, je me pencherai sur les rapports de genre et la place des femmes en milieu rural. Finalement, je présenterai un point théorique sur la construction des identités, avant de déployer la réflexion de la deuxième partie. Le lecteur trouvera dans celle-ci la problématique, accompagnée de deux hypothèses principales, établies suite à une revue de littérature. N'ayant pas eu l'occasion d'effectuer de terrain cette année, la troisième partie présentera une projection de méthodologie probatoire, et les obstacles à anticiper avant de s'employer à la mettre en œuvre sur le terrain.

Partie 1. Contextualisation

1.1 Données du terrain

1.1.1 L'Inde, un pays sous le signe de la diversité

1.1.1.1 Géographie[4]

L'Inde, également appelée sous-continent ou quasi continent indien en raison de sa taille considérable, est divisée en 28 États[5] (qui sont eux-mêmes subdivisés en districts, 733 au total[6]), six territoires fédéraux et le territoire national de la capitale Delhi. Les États ont leur propre gouvernement élu tandis que les territoires fédéraux sont gouvernés par un administrateur nommé par le gouvernement fédéral. On estime à 1 387 037 000[7] le nombre d'habitants. D'une superficie de 3 287 263 km², ce qui représente six fois celle de la France, l'Inde présente une diversité géographique considérable : région montagneuse du nord, désert, plaines et plateaux, ou encore côtes et îles voisines.

D'un bout à l'autre du pays, on rencontre une multitude de cultures, de religions, de langues, de nourritures, de populations… Il est alors délicat de parler de l'Inde en général, qui recouvre une pluralité de réalités.

1.1.1.2 Histoire (Astier, 2007)

Tout d'abord envahi par les Portugais dès le début du XVIème siècle, puis par les anglais, les Français, et les Hollandais qui s'investissent dans différents commerces (épices, textiles), le pays est colonisé par les Britanniques à partir de 1765 à travers une conquête militaire progressive. Une victoire sur les Marathes en 1818 instaure une longue période de suprématie anglaise.

La société coloniale est organisée selon une hiérarchie stricte : les officiers et les hauts fonctionnaires britanniques dominent la pyramide, puis suivent les missionnaires et les enseignants, ainsi que les hommes d'affaires et les fonctionnaires assignés à des missions techniques, comme l'irrigation ou les travaux publics. Pour finir, on trouve les travailleurs, les sous-officiers et les soldats. Il est à noter que les Indiens ne peuvent pas prétendre à un grade au-delà de celui de sous-officier.

Tandis que jusqu'à la fin du XVIIIème siècle Britanniques et Indiens entretiennent des

[4] Voir carte Annexe A
[5] https://www.india.gov.in/
[6] https://www.mapsofindia.com/districts-india/
[7] Estimation de 2019, disponible sur : https://www.universalis.fr/encyclopedie/inde-le-territoire-et-les-hommes-geographie/#i_4999

contacts, notamment sexuels, on assiste à un repli communautaire durant le XIXème siècle. Une ségrégation entre Européens et Indiens est instaurée, visible tant dans les trains ou les quartiers urbains. A cette époque, la population indienne est essentiellement rurale (90%) et paysanne, et n'a pas de rapports avec les colons.

A la fin du XIXème siècle, une élite indienne anglophone commence à exprimer des revendications politiques, selon des valeurs de démocratie prônées par les colons et jamais appliquées en Inde. En effet, jusqu'au début du XXème siècle, le pays est dirigé de manière tyrannique. Le Congrès national indien est créé en 1885 qui, en prenant peu à peu de l'ampleur, devient un moyen de pression sur le gouvernement en place. En effet, les membres réclament la participation des Indiens à la vie politique du pays. Une division entre hindous et musulmans est actée par la création en 1906 de la Ligue musulmane. Vers la fin de la Première Guerre Mondiale, une promesse de « self government » (une plus grande autonomie au niveau politique) est formulée par le secrétaire d'Etat à l'Inde suite à des revendications nationalistes dans un contexte de difficultés économiques.

Après la guerre, Gandhi mobilise une partie de la population selon des préceptes de résistance non-violente, « satyagraha »[8], qui se traduit par le non-respect de lois injustes, des marches de grande ampleur, des négociations alternées avec des pressions… et enfin la pratique du boycott ou de grèves. Ces mouvements rencontrent parfois une forte répression, et de graves incidents surviennent, à l'image d'un commissariat incendié en février 1922 entraînant la mort de vingt-deux policiers. Une suspension des soulèvements est alors décidée par le Mahatma[9] Gandhi, qui purgera une peine de six ans de prison. Il s'agit de la fin du « mouvement de non-coopération » (1920-1922). Il s'ensuit une certaine trêve entre le gouvernement colonial et le congrès, jusqu'en 1930 où Gandhi initie le mouvement dit de « désobéissance civile », symbolisé par la revendication de la suppression de l'impôt sur le sel et du monopole commercial du gouvernement colonial. Cela aura un impact important dans la mesure où des réformes constitutionnelles, dans un mouvement vers l'indépendance sont menées. C'est également à cette époque que des affrontements entre hindous et musulmans surviennent. Cependant, pendant la Seconde Guerre Mondiale, le gouvernement fait marche arrière lorsque Gandhi demande le départ des Britanniques (mouvement « Quit India »). Le congrès devient alors illégal. Après la guerre, les négociations reprennent, complexifiées par la demande de création d'un Etat pour accueillir les musulmans du pays, de la part de la Ligue Musulmane. Les tensions et affrontements sanglants entre hindous et

[8] Signifiant « force de la vérité », qui se différencie de la notion de passivité
[9] Que l'on peut traduire par « grande âme », surnom donné par le poète Tagore

musulmans précipitent la partition, en 1947 : le Pakistan[10] est créé dans l'urgence, et en parallèle l'indépendance de l'Inde est proclamée.

La partition entrainera dix à quinze millions de personnes déplacées et occasionnera entre 300 000 et 500 000 morts, massacres et viols ayant fortement marqué les esprits jusqu'à aujourd'hui.

Des conflits et des tensions au sujet de l'Etat du Kashmir ont également eu lieu jusqu'à aujourd'hui. Après l'indépendance, c'est le chef du Congrès Jawaharlal Nehru qui devient Premier ministre pendant une vingtaine d'années. En effet, depuis la constitution de 1950, le pays est une démocratie parlementaire et républicaine. Pendant la guerre froide, l'Inde choisit la position du non-alignement, en refusant de dépendre soit des Etats-Unis, soit de l'URSS.

Après le gouvernement de Nehru, le pays connaît une série de crises sociales, religieuses et politiques. C'est sa fille, Indira Gandhi (sans lien de parenté avec le Mahatma Gandhi), qui prend la place de Premier Ministre en 1967. D'autres partis politiques commencent alors à émerger. Elle entreprend de s'attaquer à la question de la pauvreté, sa devise « à bas la pauvreté » (« Garibi Hatao ») illustrant cette priorité, et soutient la création du Bangladesh. Sa popularité est par la suite mise à mal par des dérives autoritaires et en 1977 le parti du Congrès est battu aux élections par « Janata », une coalition particulièrement hétérogène qui se déchire rapidement au profit de la réélection d'Indira Gandhi. Elle sera assassinée en 1984 après une révolte de Sikhs indépendantistes qui se transforma en une guerre civile, sévèrement réprimée par l'armée indienne.

C'est au tour de son fils, Rajiv Gandhi, d'être élu, avec l'ambition de libéraliser l'économie et de lutter contre le fanatisme religieux et la corruption, tout en réduisant la bureaucratie dans le but de travailler plus vite. Sa devise est « l'Inde dans le XXI^{ème} siècle ». Le Congrès est ensuite battu aux élections, puis les regagne en 1991. En pleine crise financière, il décide de mettre en œuvre des privatisations de grande ampleur et d'ouvrir le pays aux capitaux étrangers.

1.1.1.3 La mondialisation

On peut définir cette notion, apparue dans les années 1980, comme *« une accélération, une intensification et une généralisation des flux matériels (personnes, biens…) et immatériels (capitaux, informations, idées…) »* (Cadène et Dumortier, 2015, p 22). Held et McGrew

[10] Recouvrant le Pakistan occidental ainsi que le Pakistan oriental, qui deviendra le Bangladesh

(2000) parlent, eux, d'une *« interconnexion croissante à l'échelle mondiale ».* Le point de vue des sciences sociales, qui nous intéresse ici, se concentre sur *« les acteurs, les lieux, les objets et les dispositifs de circulations transnationales »* (Leclerc, 2013, p 3).

A titre d'exemple, on voit se développer les conséquences suivantes (Cadène et Dumortier, 2015) :

- le libéralisme et la financiarisation de l'économie ;
- l'importance des entreprises transnationales et des organisations internationales ;
- les évolutions du rôle des Etats dans les contextes élargis (Union Européenne, zones de libre-échange…), les pouvoirs décentralisés ainsi que la démocratie participative ;
- l'émergence des ONG et d'idéologies (altermondialisme, néo-libéralisme…) ;
- le développement d'une culture mondiale, en parallèle d'un essor des fondamentalismes ;
- les migrations ;
- l'exacerbation des inégalités sociales et la progression des classes moyennes.

En ce qui concerne l'Inde, on peut retenir un événement majeur : en 1991, le pays contracte un prêt auprès du FMI, dont la contrepartie tient dans un plan d'ajustement structurel. Avec la dérégulation de l'économie, l'Inde investit l'exportation de services, particulièrement dans le domaine informatique. Les entreprises multinationales s'implantent dans le pays, et d'autre part certaines entreprises indiennes prennent une ampleur internationale, à l'instar de l'homme d'affaire Lakshmi Mittal dans le domaine de la sidérurgie.

Cependant, l'Inde intègre la mondialisation de manière atypique, en s'appuyant sur des réseaux traditionnels, parfois conditionnés par le système de castes, ou en mobilisant sa diaspora. Une porte d'entrée reposant plus sur un capitalisme familial que sur le déferlement d'entreprises multinationales. On peut noter que le pays fait partie de la South Asian Association for Regional Coopération (SAARC), une alliance de huit pays[11], qui se doivent de coopérer *« dans un esprit de confiance mutuelle au maintien de la paix et au développement économique et social »* (Cadène et Dumortier, 2015, p 27). Toutefois, on observe de vives tensions entre certains de ces pays, par exemple entre l'Inde et le Pakistan, notamment au sujet du Cachemire, mais aussi avec le Bangladesh pour des questions de religion mais aussi d'immigration clandestine.

L'objectif commun est donc limité et la méfiance est de mise.

1.1.1.4 La pauvreté

Voici la définition de la pauvreté selon le Petit Robert : « *État d'une personne qui manque*

[11] Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh, Afghanistan, Bhoutan, Maldives

de moyens matériels, d'argent. Insuffisance de ressources. Insuffisance matérielle ou morale » (Rey-Debove et Rey, 2009). Nous allons la compléter et la préciser en nous intéressant à la problématique de ses mesures.

Serge Paugam, dans son ouvrage *Les formes élémentaires de la pauvreté*, distingue trois formes de pauvreté, qui se manifestent différemment selon les régions du monde (Paugam, 2013) :

- La pauvreté **intégrée** se manifeste dans les pays pauvres où elle est devenue la norme. Elle n'est pas source de marginalisation puisqu'elle est massivement répandue. Les liens de solidarité familiaux sont forts et la couverture sociale faible.
- La pauvreté marginale est caractéristique des pays riches ou en développement. Le système capitaliste repose sur l'existence de cette pauvreté résiduelle vécue comme honteuse. Elle est observable en situation de plein emploi, où on assiste à la généralisation du système social : elle est combattue et concerne un nombre peu élevé de personnes généralement stigmatisés.
- La pauvreté disqualifiante est observable en temps de crise dans les pays riches et traduit un sentiment généralisé d'insécurité. Dans l'imaginaire collectif, la pauvreté peut frapper n'importe qui. Les liens sociaux sont fragiles, le nombre de bénéficiaires d'aides sociales est en forte augmentation.

On peut affirmer que c'est la pauvreté intégrée qui se manifeste en Inde. Cette situation encourage la création de liens d'interdépendance, particulièrement au sein de la famille. Les inégalités entre les plus hautes classes sont extrêmement marquées, mais les groupes se considèrent mutuellement comme différents. On peut observer une certaine acceptation de la place de chacun à cet égard. C'est ce contexte qui favorise l'émergence d'une économie informelle, et on peut affirmer que les indiens sont tout à fait inventifs dans ce domaine. Cette économie peut prendre des formes licites, illicites ou bien criminelles. Les frontières entre ces formes sont perméables et l'on peut facilement passer de l'une à l'autre. Par exemple on peut travailler ou utiliser des services à la fois dans le secteur formel et informel dans la même semaine. Les revenus peuvent être également complétée par une source publique.

1.1.1.4.1 Des mesures controversées

A quels chiffres se fier pour avoir une estimation réaliste de la pauvreté en Inde ? Plusieurs sources ont proposé différentes méthodes, chacune restant controversée. Selon Amartya Sen, *« la méthode couramment pratiquée pour identifier la pauvreté consiste à tracer un « seuil de pauvreté » clair et net, représentant le niveau de revenu ou le niveau de consommation au-dessous duquel on est considéré comme pauvre »* (Sen, 2000, p 149). Cet économiste a

développé avec Jean Drèze (2014) la notion de « capabilités[12] », qui appréhende la multidimensionnalité de l'atteinte d'une certaine autonomie.

La méthode du gouvernement indien, elle, se référait à l'origine à un panier alimentaire défini selon son apport en calories, définissant ainsi un seuil de pauvreté correspondant à la part de population ne pouvant se procurer cela. Cette mesure a évolué en prenant en compte des composantes supplémentaires, mais reste accusée d'une large sous-estimation, ainsi que de se focaliser sur un rapport réducteur revenu / consommation (Cadène et Dumortier, 2015). Aujourd'hui, certaines mesures incluent la notion de privation dans l'accès à certains services ou infrastructures, et à une participation politique réduite de ce fait (Baud et al, 2008 ; Mc Gee et Brock, 2001).

On peut ajouter que la pauvreté touche les indiens de manière différenciée selon la région, le groupe social, ou le milieu de vie (urbain / rural). On peut avancer que les migrants, les femmes, les enfants travailleurs, les personnes âgés, les basses castes et tribus répertoriées, ainsi que les musulmans sont surreprésentés dans les chiffres de la pauvreté.

On trouve tout de même des estimations présentées dans le tableau ci-dessous :

Figure 1 : Evolution de la part des pauvres dans la population

Part des pauvres	**1994**	**2005**	**2012**
Sur population totale	45,3%	37,2%	21,9%
Sur population rurale	50,1%	41,8%	25,7%
Sur population urbaine	31,8%	25,7%	13,7%

Source : Cadène et Dumortier, 2015, p 34 [Planning Commission of India (méthodologie Tandulkar)]

1.1.2 Structure sociale, ordre moral

1.1.2.1 Les castes

La société indienne est profondément structurée selon un système de castes[13], depuis près de deux mille ans. Les « varna » sont organisées selon une division en quatre ordres sociaux : les prêtres (brahmanes), les guerriers (kshatryas), les marchands (vaishyas) et les artisans (shudras). Le terme « intouchables » désigne les individus tout en bas de l'échelle sociale,

[12] « capabilities » en anglais
[13] Du portugais « casta » signifiant « chaste », « pur », « sans mélange » (Bruckert, 2005, p 21)

n'entrant pas dans la hiérarchie des *varna*, catégorie considérée comme « impure », en opposition à la pureté associée aux brahmanes. Cette dichotomie est illustrée dans les régimes alimentaires, où l'on observe une consommation végétarienne chez les hautes castes et un régime carnivore chez les plus basses, la viande étant associée à l'impur, même si aujourd'hui on peut constater un moindre respect de cette tradition (Deliège, 2006). En dessous des *varna*, il existe un découpage plus complexe, appelé « jâti », correspondant à un ordre socioprofessionnel ancien (Bruckert, 2005, p 21). Cependant, on ne peut considérer cet ordre comme un système homogène, comme un « tout » (Appadurai, 1986, p.759) essentialisant. Dumont nous éclaire en considérant l'opposition rituelle entre le pur et l'impur comme une idéologie sous tendant les pratiques sociales, *« c'est-à-dire comme un système cohérent, rationnel et intelligible d'idées et de valeurs »* (Dumont, 1966, p 66) ; autrement dit, l'intérêt de cette façon de considérer les castes est que certaines pratiques sociales sont rendues cohérentes d'un point de vue intellectuel. Elles constituent une institutionnalisation de la hiérarchie, héréditaire, et par extension une inégalité des statuts. Ce cloisonnement implique par exemple qu'il est socialement correct de se marier avec une personne de la même caste (Dupuis, 1996). Par contre, les relations sociales entre personnes d'un même statut sont caractérisées par une certaine réciprocité. Cependant, cette hiérarchie n'est pas exempte d'ambiguïtés et d'assouplissements même dans la formalité de l'institution du mariage ou du repas, qui cristallise traditionnellement l'asymétrie des relations entre membres des différentes castes ; par exemple dans les restrictions au niveau de la commensalité, ou lorsqu'un brahmane n'accepte pas la nourriture de la part d'un individu de caste inférieure, qui sera considérée comme polluée. D'autre part, la position occupée dans cette échelle n'est pas proportionnelle à l'acquisition d'un pouvoir économique ou politique (Deliège, 2006).

Au XX^{e} siècle, surtout dans les villes, les castes perdent de leur rigidité. Différentes castes cohabitent dans un même quartier. Les coutumes sont toujours respectées, mais de manière moins rigoureuse. Par exemple, on tolère davantage le manquement aux règles alimentaires. De même, les mariages inter-castes existent et sont favorisés par une loi de 1955, le « Special Marriage Act ». On peut noter également que l'abolition de l'intouchabilité est inscrite dans la constitution de 1949. Dans la pratique, ce principe d'égalité est plus difficile à observer. L'État a mis en place des mesures de discrimination positive, sources de révoltes. Par exemple, le « Reservation System » fixe un quota d'emplois administratifs réservés aux

intouchables[14]. Bien qu'il s'agisse souvent de postes situés au plus bas de la hiérarchie, ils demeurent très recherchés en raison d'un taux de chômage élevé. Ces castes dites « arriérées » (« backward castes ») représentent 43,7% de la population du pays. Ces quotas ont provoqué attaques, affrontements, manifestations... et même immolations de la part de personnes issues de « hautes castes » (Dupuis, 1996, p 367).

En conclusion, cette hiérarchisation, même si elle n'explicite pas à elle seule toutes les pratiques, coutumes ou représentations, est essentielle à prendre en compte pour une interprétation plus exhaustive.

1.1.2.2 Le dharma

Le terme « dharma », que l'on retrouve entre autres dans l'hindouisme, fait référence à « *l'ensemble des lois qui sous-tendent l'univers et l'empêchent de s'effondrer dans le chaos* » (Astier, 2007, p 75). Il s'agit donc d'un ordre cosmique, mais aussi moral. Il désigne l'homme par les rôles qu'il occupe dans la société, inscrit dans un ensemble, et non comme un individu. On retrouve ces lois dans les institutions et les rites. Elles se respectent à travers des comportements jugés justes, créateurs de *« stabilité, de continuité, de paix et de prospérité pour le plus grand nombre »* (Astier, 2007, p 75).

On peut trouver dans l'hindouisme certaines valeurs qui correspondent à un des multiples moyens pour atteindre Dieu. On peut en mentionner trois : la connaissance (« jñāna »), le travail (« karma ») et la dévotion (« bhakti »). De là peuvent découler des valeurs de travail désintéressé, de détachement, de sacrifice et de service à l'autre, de renonciation, d'honnêteté, de gentillesse, ou encore d'amour. L'hindouisme comporte une grande diversité de croyances, et l'unité réside dans ce code de conduite (Sen, 1961).

1.1.3 Structure économique, marché du travail

1.1.3.1 Evolution du marché du travail en Inde, une perspective genrée

L'économiste Subhanil Chowdhury (2011) constate que depuis 2005 et 2010, la création d'emploi dans le secteur non agricole a été fortement ralentie, spécialement en milieu rural. On a également assisté à une diminution de l'emploi ouvrier, particulièrement parmi les femmes. Il estime que les salaires auront moins de chances d'augmenter avec un tel ralentissement.

[14] Appelés aussi « dalits » (opprimés), « Harijan » (fils de Dieu) ou « castes répertoriées » (dénomination officielle)

L'amélioration de l'éducation chez les plus jeunes et notamment les filles n'explique pas à lui seul cet état de fait. En effet, la situation générale de l'emploi n'a pas évolué dans le pays. Cela s'explique par le fait qu'un nombre insuffisant d'emploi est créé, malgré un fort taux de croissance économique. L'auteur explique le déclin de la participation des femmes par la diminution des opportunités sur le marché de l'emploi pour la population en général. Les femmes seraient les premières à en être exclues, du fait des normes sociales en vigueur. De plus, les exportations du pays ont pâti de la crise économique de 2008, secteur employant un nombre important de femmes (Chowdhury, 2011). D'autre part, Kamala Marius (2016b) explique en grande partie la régression du taux d'activité des femmes par la diminution de leur travail agricole de type indépendant et non rémunéré.

L'informalisation du travail des femmes ne cesse d'augmenter, par exemple dans la sous-traitance d'activités d'artisanat à leur domicile. Chowdhury (2011) avance que ce phénomène pourrait bien expliquer les chiffres en déclin concernant la participation des femmes à l'emploi ouvrier. Il s'agirait donc d'une question de mesure (Chaturvedi et Sahai, 2019).

Kamala Marius fait référence à la définition de l'OCDE (2004), mentionnant la taille et l'évolution de l'emploi informel[15]:

« - *emploi informel dans le secteur informel : travailleurs indépendants : travailleurs à leur compte, employeurs, travailleurs familiaux ; employeurs et employés rémunérés travaillant dans des micro-entreprises comprenant moins de cinq travailleurs ou employés.*

- *emploi informel dans le secteur formel : employés rémunérés dépourvus de protection sociale dans des entreprises comprenant cinq travailleurs (ou employés) ou plus ; travailleurs domestiques rémunérés dépourvus de protection sociale*[16]. »

Voici un aperçu de l'évolution de la structure du marché du travail selon le genre, dans le tableau ci-dessous :

[15] Voir Annexe B

[16] Marius, Kamala, 2016, « Les inégalités de genre en Inde », Géoconfluences, mis en ligne le 28 novembre 2016 URL: http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-monde-indien-populations-et-espaces/corpus-documentaire/inegalites-genre-inde

Figure 2 : Les catégories d'emploi selon le genre et le milieu rural ou urbain

Répartition par type d'emploi, en %

En milieu rural	Auto-emploi	Emploi salarié	Emploi occasionnel
HOMMES			
2004-2005	58,1	9,0	32,9
1990-2000	55,0	8,8	36,2
1993-1994	57,7	8,5	33,8
1987-1987	58,6	10,0	31,4
1983	60,5	10,3	29,2
FEMMES			
2004-2005	63,7	3,7	32,6
1990-2000	57,3	3,1	39,6
1993-1994	58,6	2,7	38,7
1987-1987	60,8	3,7	35,5
1983	61,9	2,8	35,3

En milieu urbain	Auto-emploi	Emploi salarié	Emploi occasionnel
HOMMES			
2004-2005	44,8	40,6	14,6
1990-2000	41,5	41,7	16,8
1993-1994	41,7	42,0	16,3
1987-1987	41,7	43,7	14,6
1983	40,9	43,7	15,4
FEMMES			
2004-2005	47,7	35,6	16,7
1990-2000	45,3	33,3	21,4
1993-1994	45,8	28,4	25,8
1987-1987	47,1	27,5	25,4
1983	45,8	25,8	28,4

Lecture : en 2004-2005, 58,1 % des hommes vivant en milieu rural sont leur propre employeur, 9,0 % ont un emploi salarié et 32,9 % un emploi occasionnel.

Source : Marius, 2016 [Statement 5.7, NSS Report 2015]

On peut observer une évolution dans le type d'emplois occupés. Chowdhury (2011) considère trois catégories, l'activité indépendante, l'emploi salarié et l'occasionnel. Il constate que l'activité indépendante a augmenté de manière significative en 2005 tandis qu'on a pu observer une baisse de l'emploi occasionnel. En 2010, la tendance s'est modifiée, car l'activité indépendante a chuté, particulièrement chez les femmes. Par ailleurs, l'emploi occasionnel a fortement augmenté dans les zones rurales entre 2005 et 2010, peut-être en raison du programme du NREGA[17]. Pour ce qui est de l'emploi salarié, on constate une hausse modérée.

Les salaires ont globalement augmenté sur cette même période. Chowdhury (2011) émet l'hypothèse qu'il s'est produit un glissement du secteur primaire vers les secteurs secondaire et tertiaire, selon le modèle de Lewis. Néanmoins, ce transfert reste le plus bas du continent asiatique. L'agriculture reste un secteur de faible productivité et présente un surplus de main d'œuvre. Les chiffres de l'emploi dans l'industrie ont également baissé sur la période 2005-2010, alors que ceux de la construction ont augmenté, ce qui peut être interprété comme un autre effet du programme du NREGA. Dans le secteur des services, ils augmentent légèrement, particulièrement dans les domaines de la finance et de l'immobilier (par

[17] Le « National Rural Employment Guarantee Act » est une loi visant à offrir 100 jours de travail par an aux familles rurales défavorisées. Les personnes sont employées pour développer des biens et infrastructures collectives (routes, réservoirs d'eau…).

extension en lien avec la construction, et l'urbanisation rapide). Voici représentée l'évolution des secteurs dans le tableau ci-dessous :

Figure 3 : Part moyenne des trois grands secteurs économiques dans le PIB (1950-2014)

		Agriculture	Industrie	Services
1	1950/51-1966/67	47 %	14 %	37 %
2	1967/68-1983/84	38 %	17 %	43 %
3	1984/85-1992/93	31 %	20 %	49 %
4	1993/94-2002/03	24 %	21 %	54 %
5	2003/04-2013/14	16 %	20 %	64 %

Source : Dorin et Aubron [CSO, 2015 et Faostat, mars 2015], 2016, p 4

Harriss-White (2004) ajoute qu'avec un mouvement de modernisation de l'économie indienne, les entreprises ont pris de l'ampleur et les biens commerciaux sont contrôlés par les hommes ; on constate des inégalités face aux changements technologiques qui affectent le travail des femmes plus que celui des hommes. Elle s'est particulièrement attachée à étudier les cultures de riz en Inde du sud. L'économiste danoise Ester Boserup a parlé de « dépossession productive[18] » pour désigner *« le processus de masculinisation des marchés et du système rizicole après récolte »* (Harriss-White, 2012, p 284).

1.1.4 District de Kangra, Etat de l'Himachal Pradesh : données socio-économiques

1.1.4.1 Géographie

L'Himachal Pradesh, au nord-ouest du pays, représente 1,69% de la surface totale de l'Inde ; il compte sept districts, dont celui de Kangra, dont la plus grande ville est Dharamsala, où le gouvernement Tibétain en exil réside depuis 1960. Il s'agit de la région des montagnes septentrionales, les Dhauladhar, dans les contreforts de l'Himalaya. Dans ce district, l'altitude varie de 427 à 6401mètres. La végétation principale est constituée de pins, cèdres de l'Himalaya et rhododendrons. Il s'agit d'un climat subtropical humide. On peut compter cinq saisons : le printemps ; l'été (jusqu'à 36°C) ; la mousson[19], période pendant laquelle il peut pleuvoir jusqu'à 3000 mm, est une période imprévisible, qui entraîne de l'érosion, des inondations et des glissements de terrain ; l'automne (16-17°C) et l'hiver, froid et sec

[18] « productive deprivation »
[19] On peut identifier deux périodes de cultures liées à la mousson : le terme « kharif » renvoie aux cultures d'hiver et « rabi » à celles d'été (Cadène et Dumortier, 2015).

(températures entre 0°C et 15°C, chutes de neige pouvant être importantes)[20].

Figure 4 : Situation de l'Etat de l'Himachal Pradesh

Source : Google Maps, 2020

1.1.4.2 Économie

L'agriculture est le premier secteur économique de l'Etat, elle contribue pour plus de 45 % au produit intérieur de l'État (Inde : 24 %). C'est la source principale de revenu et elle fournit un emploi direct à 71 % de la population.

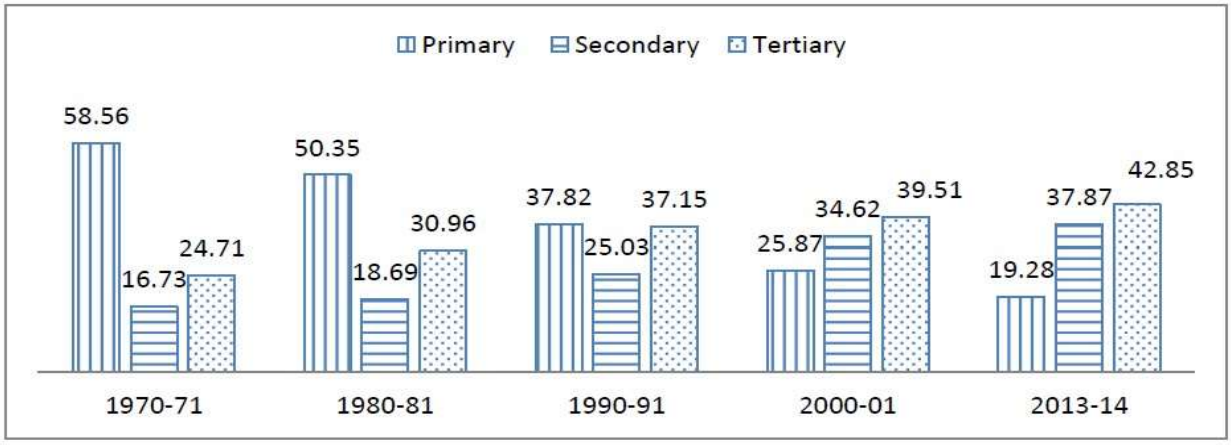
On y trouve une importante activité hydroélectrique, qui représente 25% de la production nationale. Le secteur industriel y est peu développé. On peut citer tout de même la production d'outillage agricole, de térébenthine et résines, d'engrais, de ciment... et plus spécifiquement dans le district de Kangra, la présence d'entreprises d'embouteillage d'eau, de matériaux de construction et de chips de pommes de terre[21]. La tradition artisanale est toujours vivante : laine, pashmina, bois... et le tourisme occupe une place importante, notamment à Dharamsala, où l'on peut rencontrer environ 400 000 touristes étrangers et autant de touristes indiens. Il s'agit principalement à cet endroit d'un tourisme autour de la spiritualité et les médecines naturelles. De nombreux occidentaux viennent se rapprocher de maîtres tibétains et participer à la protection de leur culture menacée (Clémentin-Ojha et al, 2009). On trouve aussi des activités d'écotourisme et de sports de montagne.

La structure économique de l'Himachal Pradesh a considérablement évolué : le secteur

[20] https://hpkangra.nic.in/climate-seasons-of-district-kangra/
[21] https://hpkangra.nic.in/economy/

primaire ne cesse de diminuer tandis que les secteurs secondaires et tertiaires[22] sont en hausse constante, comme on peut le voir sur le graphique suivant.

Figure 5 : Contribution au PIB intérieur selon les secteurs en Himachal Pradesh (en %)



Source : Economic Survey of Himachal Pradesh, Economics and Statistic Department, Government of Himachal

1.1.4.3 Démographie

On compte 6 864 602 habitants pour 55 780 km21 en Himachal Pradesh avec une densité de 123 habitants par km² [23]. C'est l'une des plus faibles du pays (324 hab/km2) car le relief est limitant ; l'Etat est par conséquent très faiblement urbanisée (9,8 %). La population est inégalement répartie, et l'on trouve la plus forte densité dans le district de Kangra. La transition démographique est encore inachevée mais entre dans sa dernière phase (Clémentin-Ojha et al, 2009) : le taux de mortalité, ainsi que le taux de natalité sont en baisse, ce que l'on peut attribuer à l'augmentation du taux d'alphabétisation des filles et femmes, mais aussi à l'amélioration des infrastructures de santé dans les dernières décennies (FAO, 2007). Le sexe-ratio est défavorable aux femmes avec 972 ‰ en 2011[24].

1.1.4.4 Religions

La religion majoritaire est l'hindouisme (95,5 %). On trouve également 1,94 % de musulmans contre 13,4 % dans l'ensemble du pays. Les Sikhs représentent 1,2% de la population. Les bouddhistes en constituent 1,25%, soit 0,8% de la population indienne. Une

[22] Secteur primaire : agriculture, élevage, forêt, activité minière, pêche, etc…
Secteur secondaire : industrie, construction, entretien et réparations, fourniture d'énergie et d'eau, etc…
Secteur tertiaire : commerce, transport, services, communication, banque, immobilier, etc…
[23] https://himachal.nic.in/en-IN/
[24] https://www.census2011.co.in/sexratio.php

partie des tibétains ont fui pour suivre le Dalaï Lama, dans la région de Dharamsala. Cette communauté représente quelques dizaines de milliers de personnes, et 130 000 réfugiés en Inde. Elle « *reste extérieure à la société indienne et entretient plus de relations avec les bouddhistes étrangers qu'avec ceux de l'Inde* » (Clémentin-Ojha et al, 2009, p 139).
Enfin, quelques chrétiens (0,18%) et Jaïns (0,02%) sont présents.

1.1.4.5 Taux d'alphabétisation

En 2011, le taux d'alphabétisation était de 82,80 %[25] (2001 : 76,48 %), plus élevé que dans l'ensemble du pays (74,04 %) ; il est de 89,53 % pour les hommes (Inde : 82,14 %) et de 75,93 % pour les femmes (Inde : 65,46 %)[26].

1.1.4.6 Langues

Les deux langues officielles de l'Inde sont l'Hindi (langue indo-aryenne) et l'Anglais. D'autres langues sont pratiquées en Himachal Pradesh comme le Pahari, le Kangri, l'Himachali, le Punjabi, le Kinnauri, le Dogri, le Tibétain ou la langue Gaddi.

1.1.4.7 Castes et tribus répertoriées[27]

Il s'agit de la partie la plus défavorisée de la population[28]. Les castes répertoriées (appelées dalits, ou intouchables) représentent 1 729 252 individus, soit 25,19 % de la population de l'Etat (Inde : 16 %). Parmi les populations tribales[29] (5,71 %)[30] on peut noter : les Gaddis, bergers semi-nomades hindous, les Pirals, qui transhument avec leurs troupeaux de chèvres, de la région de Kangra en hiver, vers le Lahaul en été, les Gujjars, bergers musulmans, qui pratiquent la transhumance dans le Dhaula Dhar[31].

Le réseau routier et les infrastructures de santé sont réduits et manquent d'entretien. La plupart des gens ont recours à des prêteurs locaux pour emprunter de l'argent plutôt qu'à des banques.

---

[25] https://himachal.nic.in/en-IN/at-a-glance.html
[26] https://www.census2011.co.in/literacy.php
[27] En anglais respectivement « scheduled castes » (SC) et « scheduled tribes » (SC)
[28] http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/sc-scheduled-castes
[29] Aussi appelés « adivasi », ils représentent des peuples aborigènes
[30] https://indikosh.com/st/8001/himachal-pradesh
[31] D'autres tribus sont répertoriées : les Bodh, les Jad, les Lamba, les Khampa, les Kanaura, les Lahaula, les Pangwala, les Swangla, les Beda, les Domba, les Gara, les Zoba
http://documents.worldbank.org/curated/en/361951539978518489/pdf/HPFFP-SAMF-TDF-Final-Report-08-Oct-2018-002.pdf

Pour finir, on peut signaler le fait que l'Himachal Pradesh a été désigné en 2005 comme le deuxième des États les moins corrompus du pays par Transparency International.

1.2 Agriculture

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, alors que l'Inde affiche un taux de croissance économique d'environ 7% par an en moyenne en vingt ans, 55% des indiens demeurent dépendants de l'agriculture[32], chiffre qui ne cesse d'augmenter. Bruno Dorin et Claire Aubron (2016, p 2), avancent cette explication : « *la libéralisation économique a bien dopé la croissance non agricole, mais cette dernière s'avère bien trop pauvre en emplois.* » Parallèlement à l'expansion économique depuis les années 1990, la croissance dans le secteur agricole s'est ralentie. La part de ce secteur au PIB ne cesse de diminuer. Les paysans n'ont pas profité de cette conjoncture et les écarts de revenus se creusent entre les populations actives agricoles et non-agricoles (Lutringer, 2013 ; Dorin et Aubron, 2016).

1.2.1 Les « petits paysans »

Le terme « petits paysans » recouvre une réalité hétérogène. Il désigne ceux cultivant moins de 2 hectares de terre, qui représentent 85% des producteurs.

Singh (2012) divise en trois catégories les paysans selon leur rapport au marché :

- ceux qui s'intègrent entièrement dans le marché ;
- ceux qui y recourent modérément ;
- ceux qui pratiquent une agriculture essentiellement vivrière.

Il affine les profils en les subdivisant en cinq autres catégories :

- les producteurs de produit à haute valeur ajoutée qui pratiquent l'exportation ;
- ceux qui produisent des denrées à haute valeur ajoutée pour le marché intérieur ;
- ceux qui cultivent des aliments de base pour le marché intérieur (céréales, légumineuses et oléagineux) ;
- ceux qui cultivent pour l'Etat, bénéficiant du système de soutien des prix
- ceux qui pratiquent une agriculture biologique pour le marché domestique ou extérieur (via des ONG ou initiatives privées)

Cela nous apporte un éclairage sur la diversité des situations dans la « petite paysannerie » en Inde. Nous verrons plus loin quelle population cible nous avons retenu parmi ces producteurs.

[32] Chiffres de 2011

1.2.2 Quelques cultures (Dorin et Landy, 2002)

1.2.2.1 Les plantations

Les britanniques importent des épices et autres denrées tropicales, et encouragent donc la culture du thé, du café, du tabac ou encore de la canne à sucre. Après l'indépendance, le gouvernement poursuit cet élan ; aujourd'hui encore, dans un contexte libéral, ces cultures restent importantes, dans la mesure où elles représentent une source de devises étrangères. C'est pour cette raison que la qualité des produits ainsi que leur conditionnement sont en constante amélioration.

La production du coton, culture particulièrement ancienne en Inde, a été largement accaparée par les Britanniques. Les vêtements tissés par les colons brûlés par les indiens impliqués dans le mouvement de désobéissance civile mené par Gandhi resteront un symbole de lutte pour l'indépendance. Le Mahatma est d'ailleurs souvent représenté avec un rouet, symbole également d'ascétisme. D'un point de vue économique, l'industrie du textile a servi à dynamiser les zones rurales et en 2002, ce secteur représentait un quart des exportations du pays (Dorin et Landy, 2002).

L'Inde est également le premier producteur, mais aussi consommateur mondial de canne à sucre. Les coûts de productions sont relativement élevés à cause des besoins importants en eau et en intrants. Il existe des barrières aux importations et les exportations sont souvent découragées par les prix extérieurs plus bas que sur le marché domestique, bénéficiant d'ailleurs d'un système de soutien des prix à la production comme à la consommation, régulant également la transformation. L'encadrement de l'Etat a pour effet de limiter la modernisation et l'efficacité de la filière, mais permet en même temps aux paysans d'accéder au crédit et aux débouchés, ce qui favorise le développement de ces zones rurales. On peut ajouter que la transformation de canne génère de la molasse, qui est utilisé pour obtenir de l'alcool éthylique pour la fabrication de spiritueux. La consommation d'alcool en Inde est en constante augmentation, ce qui occasionne de graves dommages, et notamment favorise la violence domestique.

1.2.2.2 Les fruits et légumes

L'Inde est le deuxième producteur mondial de fruits et légumes. On trouve plus particulièrement des mangues, des choux fleur, des papayes, des bananes, des litchis, des oignons, ainsi que des pommes de terre et des tomates. Ces cultures se développent dans les zones qui ne bénéficient pas des retombées de la Révolution Verte. Les filières pâtissent

cependant de la faible taille des exploitations, mais aussi du manque d'infrastructures dans les domaines du stockage et des transports, ce qui occasionne des gaspillages pharamineux, ainsi que d'un nombre d'intermédiaires très important (30 à 50% de marges). Les producteurs ne recevraient en tout et pour tout qu'environ un quart du prix payé par le consommateur.

Le National Dairy Dévelopment Board[33] (NDDB) est chargé en 1987 d'organiser la collecte et la distribution des fruits et légumes à Delhi, ce qui donne lieu à un système de commercialisation innovant, dans des boutiques avec des prix (souvent meilleur marché qu'ailleurs) clairement affichés.

1.2.3 L'élevage

L'élevage en Inde reste majoritairement destiné à la production laitière. Nous développerons dans un prochain point la question du lait. Chez les plus petits agriculteurs, les animaux sont utilisés de diverses manières. Ils peuvent être exploités pour du lait ou bien leur viande ; ils constituent un outil de travail lorsqu'ils sont sollicités comme bête de trait ; ils peuvent également représenter un capital et donc une façon d'épargner ; les paysans peuvent aussi tirer avantage de leur laine ou le cuir de leurs peaux, ou encore de leurs déjections en les utilisant comme combustibles ou bien comme engrais.

L'élevage pour la viande est encore peu développé en Inde. En effet, la consommation de viande est en hausse, mais sa progression n'est pas spectaculaire, comme on peut le voir sur le graphique annexe E. Au niveau des protéines animales, c'est surtout la consommation d'œufs et de poulets qui augmentent, principalement en milieu urbain.

S'il existe des tabous bien réels sur la viande en général, qui concernent une minorité d'individus, sur la consommation de bœuf pour certains hindous ou de porc pour les musulmans[34] pour des questions de pureté / d'impureté, la raison principale reste le prix trop élevé de ces denrées pour une bonne partie de la population. La commercialisation de la viande tient tout de même une place à part entière dans l'économie du pays, notamment lorsqu'elle est destinée aux exportations. L'élevage de poulet pour leur viande ou leurs œufs est un secteur dynamique et ne cesse de croitre. Le secteur s'est industrialisé et peut se placer sur le marché mondial, sans être extrêmement compétitif en raison des coûts de productions qui restent bien plus élevés qu'au Brésil par exemple. La production est dominée par l'entreprise « Venkateshwara », qui fabrique aussi des incubateurs, des vaccins, des œufs en

[33] Voir partie sur la Révolution Blanche
[34] Et certains hindous

poudre et transforme même la viande de poulet (Dorin et Landy, 2002).

De nombreux Etats interdisent l'abattage des vaches, et même parfois sa commercialisation. La question est même devenue une arme politique pour le gouvernement nationaliste hindou, où l'argument du caractère sacré de l'animal est brandi dans le but de discréditer la communauté musulmane, voire de les priver de leur source de revenus[35].

Mickaël Bruckert (2015) s'est penché sur la transition alimentaire de l'Inde. Il a cherché à savoir si la fameuse théorie de Popkin sur la transition nutritionnelle s'appliquait au pays, et comment, en observant plus largement les *« types de nourritures et les modalités de consommation »* (p 3). Il en conclue qu'il existe bien des changements en cours dans le régime alimentaire des Indiens, influencés par la mondialisation et l'augmentation du pouvoir d'achat pour certains, comme l'émet l'hypothèse de la transition nutritionnelle. Mais il ajoute que ces dimensions ne sont pas les seules à être prises en compte, car les questions de disponibilité et d'accessibilité, de même que symboliques, identitaires ou médicales représentent des éléments importants et spécifiques dans cette partie du monde. En effet, *« la recomposition des représentations et des pratiques, quand elle a lieu, se fait donc souvent sur fond d'*ethos *hindou »* (p 19). Concernant la consommation de viande, elle ne semble pas se répandre dans toute la classe moyenne. Pour lui, cette transition est incomplète. Il termine son article en soulignant le fait que *« […] les discours et [les] stratégies [visent] à produire de l'homogénéité et de la différence »*, ce qui fait de la viande par exemple un aliment *« valorisé [seulement] si cela a du sens pour le groupe ou l'individu »* (p 19). La signification des pratiques doit certainement être prises en compte afin de comprendre plus finement cette consommation.

Pour finir, on peut ajouter que la question de l'alimentation animale a été une des oubliées de l'administration. Les pâturages sont comptés dans le pays et la disponibilité en fourrage en général est restreinte, pour le bétail. Il en va de même pour la production de maïs qui reste peu importante compte tenu de la hausse de la demande.

1.2.4 Géopolitique

L'autosuffisance alimentaire est cruciale pour l'Inde qui rompt la dépendance à d'autres pays, et peut par là même affirmer sa puissance.

Au niveau international, les produits issus de l'agriculture indienne importés ne représentent

[35] « Les interdits alimentaires en Afrique et en Inde », Conférence de l'Université populaire du quai Branly (UPQB), le 4 janvier 2017, disponible sur : https://www.canal-u.tv/video/cerimes/les_interdits_alimentaires_en_afrique_et_en_inde.40157

que 3,4%[36] des importations totales du pays, alors que ce chiffre s'élève à 13% concernant les exportations. La balance commerciale globale du pays est défavorable (les importations énergétiques la plombent), contrairement à celle-ci[37], très favorable. Le pays ne participe que peu au commerce mondial dans ce domaine, ce qui lui confère une certaine protection face aux mouvements incertains des marchés. Jean Racine (2015), affirme que l'Inde possède plusieurs avantages d'un point de vue géopolitique dans la sphère de l'agriculture. En effet, plusieurs régions agricoles du monde s'intéressent à la façon dont le sous-continent a réussi à devenir autosuffisant avec un nombre de terres arables moins important qu'en Afrique par exemple. Au-delà de cette coopération technique, la question de la gestion de l'aide alimentaire peut représenter une source supplémentaire de coopération entre pays du Sud, visible notamment dans les votes à l'occasion des assemblées générales des Nations Unies.

Dans les négociations avec l'OMC, l'Inde peut peser un poids considérable et s'est montrée capable de contrer les attaques de l'organisation adressées à sa politique ambitieuse de sécurité alimentaire, en faisant blocage en 2014[38] dans des négociations de grande ampleur, portant sur *« le plus large accord commercial multilatéral jamais négocié »* selon Racine (2015, p 17), dit « Accord sur la facilitation des échanges ».

1.2.5 Révolutions agricoles

1.2.5.1 La Révolution Verte : les céréales

Dans les années 1960, le gouvernement indien s'est engagé dans un vaste programme de soutien à l'agriculture, établissant ainsi un double objectif : augmenter la production et faciliter l'accès à l'alimentation, notamment pour les plus pauvres.

Après l'indépendance, le pays a besoin d'affirmer sa souveraineté à travers son développement économique et social, et notamment en s'appuyant sur le développement agricole. Le sous-continent ayant été marqué par des famines de grande ampleur, il entreprend alors des actions afin d'assurer sa propre sécurité alimentaire. En effet, durant la colonisation britannique, la croissance des surfaces cultivées, qui avait dans un premier temps été dynamique, finit par ralentir tandis que les rendements des aliments de base se mettent à baisser, parallèlement à la croissance démographique. Pendant ce temps-là, les

[36] Chiffres de 2012-2013

[37] Pour le secteur des produits agricoles et alimentaires, les importations du pays représentent 13 milliards de dollars et les exportations 41 milliards de dollars (Racine, 2015 [Economic Survey 2013-2014, Statistical Appendix, New Delhi, Ministry of Finance, 2014, p. 71-78.])

[38] Blocage du gouvernement Modi, alors que son prédécesseur s'était engagé dans cet accord une année plus tôt

colons mettent l'accent sur les cultures à forte valeur ajoutée, destinées à l'export. Ces facteurs sont partiellement responsables de famines particulièrement meurtrières suite à de mauvaises saisons de moussons : 2 millions de morts en 1860-61, 4 millions en 1876-77 et plus de 5 millions en 1896-97 (Dorin et Landy, 2002). La famine de 1943 au Bengale[39], causée par des désordres géopolitiques associés à une tornade l'année précédente, constitue un traumatisme supplémentaire qui influencera fortement les décisions relatives aux politiques agricoles à venir.

Après avoir été dépendante des aides internationales, principalement américaines, ainsi que des importations dans ce domaine, l'Inde met en place des politiques interventionnistes visant à l'autosuffisance alimentaire (Lutringer, 2013).

A partir des années 1960, le gouvernement indien, soutenu par des investissements privés (prêts des fondations américaines Ford et Rockefeller)[40], s'est lancé dans un vaste programme de modernisation de l'agriculture, concentré principalement sur les cultures de riz et de blé : semences à haut rendement (subventions, recherche et vulgarisation), engrais chimiques (subventions) et développement de l'irrigation (subvention des projets et de l'électricité). Il soutient l'accès au crédit via la nationalisation des banques, qui cependant reste problématique aujourd'hui encore (Ballabh et Reddy, 2007), et en parallèle met en place un système de stabilisation des prix. Le gouvernement ajuste les prix recommandés par la Commission pour les Prix Agricoles (CACP), puis achète aux paysans une partie de leur production par le biais de son agence alimentaire, la « Food Corporation of India » (FCI), qui stocke mais aussi redistribue les céréales. Ce système permet d'avoir un impact sur les prix du marché. Une partie de ces stocks est ensuite écoulée à travers un système d'aide alimentaire public (Public Distribution System) via des magasins à prix subventionnés, les « fair price shops » (Lutringer, 2013).

Ce soutien a surtout profité aux régions et aux paysans déjà favorisés, et les disparités entre régions et groupes sociaux n'ont pas diminué, bien au contraire. Des facteurs institutionnels, politiques autant que sociaux et pas seulement agro-climatiques ont contribué à creuser des différences entre les régions en termes de productivité (Lutringer, 2013). L'objectif de remédier aux grandes famines que le pays a connu par le passé a été atteint, mais aujourd'hui de forts taux de malnutrition et de sous nutrition sont toujours observables. D'autre part, les dégâts environnementaux sont majeurs et les sols s'épuisent. Bruno Dorin et Claire Aubron (2016, p 18) commentent : « *sans changement de paradigme, tant institutionnel que*

[39] 4 millions de morts suite à la famine et les épidémies en résultant

[40] La fondation Rockefeller finance largement une assistance technique et scientifique

scientifique et technologique, la sortie de ce piège paraît compromise. »

Dès les années 1950, une diversification des cultures (commerciales notamment) s'est opérée. Le soja, l'arachide ou le tournesol ont fait leur entrée sur le marché, et trente ans plus tard, l'accent est mis sur les productions à forte valeur ajoutée, qui améliorent les revenus de certains agriculteurs : fruits et légumes, lait, œufs, viande et produits de la pêche. Il en résulte une baisse de la production de légumineuses par exemple, produit de base dans l'alimentation de nombreux indiens au régime végétarien (Lutringer, 2013).

Les rendements et la croissance agricole augmentent jusque dans les années 1980, puis commencent à décliner à partir des années 1990, parallèlement à une croissance économique dans d'autres sphères qui se dynamise, celle des services notamment. 1991 représente officiellement la date clé de l'ouverture économique du pays, puis en 1994 l'Inde signe les accords du GATT, l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Landy, 2006a).

L'Etat se désengage graduellement du secteur agricole. Cette libéralisation du secteur agricole a mené à une crise agraire majeure pour une partie des producteurs. Le manque de viabilité de nombreuses exploitations contraste avec celles investies dans les cultures à forte valeur ajoutée, tournées notamment vers l'export. Les plus petits agriculteurs font face à l'endettement (banques et prêteurs privés), et à un manque d'infrastructures rurales qui entraîne notamment des pertes de production et de faibles rendements.

La détresse des paysans indiens (« agrarian distress ») mène un grand nombre[41] d'entre eux au suicide. Selon Kannan (2012b), il s'agit d'une conjonction de plusieurs facteurs parmi ceux-ci : l'endettement, lorsqu'ils ne peuvent pas accéder au crédit institutionnel, les catastrophes naturelles qui entraînent de faibles récoltes, la rentabilité insuffisante (incluant le prix des intrants chimiques), les problèmes liés à la commercialisation croisés avec des difficultés sociales et familiales.

Sans pour autant plonger dans un désarroi si profond, selon une étude réalisée en 2005[42], 40% des paysans interrogés souhaiteraient quitter ce secteur s'ils le pouvaient, ce qui est lié à la perception de la rentabilité de cette activité, mais plus largement à l'idée des mutations en cours dans l'économie (Lutringer, 2013).

Alors qu'on assiste à un glissement d'une agriculture vivrière à une agriculture commerciale, tous les paysans n'ont pas l'opportunité de suivre ce mouvement. Les plus pauvres manquent

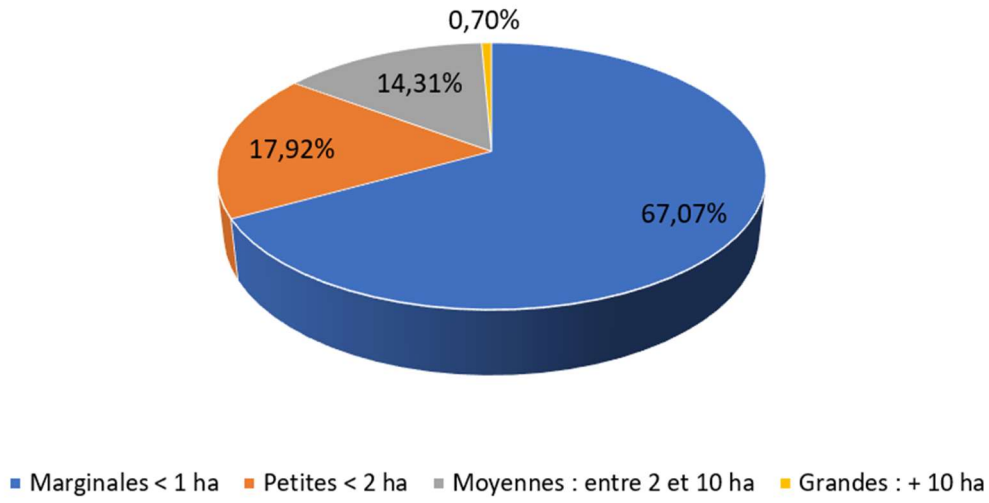
[41] Dans sa conférence « When farmers die : inequality and agrarian distress », Palagumi Sainath explique combien il est difficile d'estimer le nombre de suicides de paysans, notamment à cause d'une définition du paysan non consensuelle, de la non prise en compte des femmes, etc… Les chiffres officiels indiquent 284 694 suicides entre 1995 et 2013, avec une accélération sur la période de 2004 à 2012. Il affirme que ces chiffres sont sous-estimés.
https://www.canal-u.tv/video/fmsh/10_when_farmers_die_inequality_and_agrarian_distress.31895

[42] « Situation Assessment Survey of Farmers » réalisée par la National Sample Survey Organization en 2005

de moyens à la fois pour financer le maintien de leur outil de production, mais aussi pour se procurer les biens de consommation de base, à commencer par l'alimentation. Ils sont alors poussés soit à s'endetter, soit à vendre les instruments indispensables à la culture ainsi que leur terre. Après que les hommes aient abandonné leur agriculture paysanne, ils peuvent devenir ouvriers agricoles et/ou s'engager dans des activités non agricoles, ce qui engendre bien souvent des migrations. Dans ces conditions, de plus en plus de femmes se retrouvent à assumer les tâches agricoles. L'agriculture paysanne est dévalorisée, et lorsque les femmes s'engagent en tant qu'ouvrières, souvent dans un contexte informel, elles perçoivent une faible rémunération. Les paysannes exploitées portent à bout de bras un système de production dysfonctionnel (Verschuur, 2011).

De plus, la question de la taille moyenne des exploitations en Inde reste primordiale. En effet, la taille moyenne est de 1,33 hectares avec des différences régionales, selon *« […] le type de sol, la topographie, la pluviosité, la densité de population et l'efficacité des programmes de réformes agraire »* (Lutringer, 2013, p 20).

Figure 6 : Taille des exploitations agricoles en Inde



Source : D'après Dorin et Aubron, 2016

Les politiques d'attribution des terres ont eu pour effet indésirable une fragmentation menaçant la viabilité des exploitations, même si Singh (2012, p 96) apporte une nuance en affirmant que « *l'accès au marché est de plus en plus biaisé* », ce qui a pour conséquence de diminuer le pouvoir de négociation des petits producteurs.

1.2.5.2 Révolution blanche : le lait (Dorin et Landy, 2002)

En 1965, le « National Dairy Development Board » (NDDB) est créé par le gouvernement indien. Il s'agit d'une organisation structurant les coopératives laitières. Le modèle organisationnel est inspiré par la « Kaira District Cooperative Milk Producers' Union » (marque « Amul »), qui présente des performances bien supérieures au modèle étatique. Verghese Kurien, ingénieur laitier chez Amul, est à la tête du NDDB et décide de s'affranchir des financements publics peu fiables. Le projet, appelé « Opération Marée Blanche », obtient ainsi des fonds de la part de la Banque Mondiale, du Programme Alimentaire Mondial et de la Commission Européenne (Dorin et Landy, 2002). Il est géré par les paysans et s'organise selon trois principes :

- « le droit de recruter et de licencier ;
- le droit de fixer les prix d'achat aux producteurs et les prix de vente aux consommateurs ;
- le droit […] de déposer son bilan. »[43]

L'objectif de la première phase du projet est d'inonder le marché en produits laitiers à partir de la revente des denrées du programme d'aide alimentaire de la FAO (lait en poudre et beurre clarifié[44]) dans le but final d'atteindre l'autosuffisance au niveau national. La deuxième phase désigne l'effort de structuration des réseaux : les filières de production laitière en zone rurale sont reliées aux besoins des populations urbaines. La troisième phase consiste en la consolidation de la pérennité du modèle. Les coopératives laitières ne cessent de se multiplier durant ces périodes. Depuis les années 1990, suite à une sévère crise financière, les entreprises industrielles privées ont investi le marché qui jusque-là leur était inaccessible, soumis à une loi limitant les organisations non-coopératives. La dérégulation est toutefois contenue par des mesures étatiques, ce qui déplaît fortement aux entreprises privées accusant le gouvernement d'accorder un avantage déloyal aux coopératives. Finalement, le système a été investi par les fonctionnaires et les politiciens, ce qui le conduit à la faillite, sans pouvoir faire le poids face aux firmes multinationales (Dorin et Landy, 2002). On peut affirmer que la « révolution blanche » a réussi son pari en faisant de l'Inde le premier producteur mondial de lait.

[43] « Production laitière en Inde, la "révolution blanche" passe par les coopératives », article du Courrier international n°1133, 19 juillet 2012, p. 27
[44] « ghee »

1.2.5.3 Révolution jaune : les oléagineux (Dorin et Landy, 2002)

Dorin et Landy (2002, p 92) regroupent les oléagineux[45] en cinq catégories :

- les cultures annuelles alimentaires ou non : arachides, colza/moutarde, carthame, niger ou guizotia, sésame, soja et tournesol, lin et ricin ;
- les plantations pérennes : cocotiers, palmistes ou palmiers à huile ;
- les sous-produits de cultures commerciales : graines de cocotier, son de riz, graines de tabac, germes de maïs, graines de thé, jute, chanvre…
- les amandes, graines, ou pépins de fruits et légumes : mangue, aleurite, abricot, sithapal, sapotille, raisin…
- les graines d'espèces sauvages ou d'origine forestière : sal, mahua, neem ou margousier, karanja, khakan-pilu, kusum, dhupa, pistaches, noix de cajou…

Lorsque ces huiles sont produites, un résidu, appelé tourteau, est obtenu et peut constituer une source de protéines pour les animaux d'élevage.

L'Inde domine le marché mondial jusqu'à la Première Guerre Mondiale, puis la culture du soja aux Etats-Unis entre en concurrence, ce qui n'empêche pas le pays de rester exportateur d'oléagineux jusque dans les années 1960. Par la suite, on observe une hausse des prix sur le marché domestique, aggravée par de sévères sécheresses trois années de suite. Le gouvernement finit par ouvrir l'Inde aux importations en 1976 et le pays devient le premier importateur mondial de ces huiles bon marché. Malheureusement, les prix de ventes n'en deviennent pas pour autant accessibles à la majorité de la population, dans un contexte où le fléau de la malnutrition est largement répandue chez les plus défavorisés. En effet, des taxes sont prélevées tout au long de la chaîne : par la « State Trading Association » qui reçoit en premier toute importation, puis par l'Union et chaque Etat. L'industrie du « vanaspati[46] », qui détient le monopole du mélange avec des huiles locales, en perçoit une partie à prix avantageux et une autre partie, largement captée par des agents corrompus, revient au Public Distribution System. Ce sont donc les transformateurs et les négociants qui tirent profit de ce commerce, usant de stratégies pour influencer les prix du marché, au détriment des producteurs et des consommateurs. Après l'arrivée au pouvoir de Rajiv Gandhi en 1984, le gouvernement décide de reprendre en main la question des oléagineux en mobilisant de nombreux acteurs de la filière, et en 1988, la mission est confiée au NDDB, qui procèdera de la même manière qu'avec précédemment les produits laitiers, en optimisant les dons d'aide alimentaire, procédant ainsi à une « Opération Marée Jaune »[47]. L'objectif est de stabiliser les prix et d'augmenter la rémunération des producteurs. Il est intéressant de noter

[45] Plantes dont on peut tirer des huiles, alimentaires ou non, par pression ou extraction par solvants
[46] Mélange de matières grasses végétales solides à température ambiante
[47] « Operation Golden Flow »

que ces deux marchés sont à la fois concurrents (matières grasses animales et végétales) et interdépendants (les tourteaux nourrissent le bétail). Après toute une série de rebondissements, on peut constater que la mission fut un succès puisque le pays présentera une balance commerciale positive à partir des années 1990 et des exportations en hausse, tout ceci à moindre frais. Les surfaces cultivées et les prix de vente des producteurs ont également augmenté. De nouveaux acteurs entrent en jeu, et le marché profite à certaines industries agroalimentaires, des organisations para-publiques ou des associations de transformateurs. Parallèlement, le NDDB est démantelé pour des raisons politiques, notamment par crainte d'une concurrence avec la production de céréales. Finalement, les consommateurs sont désavantagés et doivent faire face à des prix trop élevés pour nombre d'entre eux.

1.2.6 Mouvements paysans

Dorin et Landy (2002) définissent deux catégories de paysans dans ce champ : les ouvriers agricoles et les propriétaires terriens. Les premiers ne sont plus guère actifs depuis les années 1970, selon eux. Les revendications des deuxièmes (paysans plus aisés) portent globalement sur des augmentations de prix de vente de leur production ainsi que sur des hausses de subventions aux intrants. Un seul mouvement milite pour le libre-échange et plus de libéralisme.

On peut noter par ailleurs que certains mouvements sont plus visibles sur la scène internationale, car ils entretiennent des liens avec d'autres organisations de défense des petits paysans à l'étranger, prenant part au mouvement « via campesina ». Dorin et Landy (2002, p 29) commentent l'engagement des « Jats » (Uttar Pradesh) et des « Vokkaligas » (de l'Etat du Karnataka), producteurs de céréales et de canne à sucre : *« ceux-ci entonnent sans complexe des slogans défenseurs de l'environnement, des femmes et des prolétaires agricoles, alors qu'en Inde ils tiennent pour la plupart un discours bien différent – économiquement très productiviste et socialement conservateur. »* Ces organisations se retrouvent tout de même sur la lutte contre les OGM, les multinationales agricoles et d'autres revendications dans le domaine alimentaire. Au sujet des OGM, citons également la célèbre ONG « Navdanya », emmenée par sa figure emblématique écoféministe Vandana Shiva, dont le cheval de bataille consiste en la sauvegarde et la diffusion de semences paysannes[48] contre le monopole des multinationales (Astruc, 2014). La mission proclamée est de

[48] Et plus globalement en la protection des savoirs et savoir-faire ancestraux

« *protéger la nature et le droit à la connaissance, à la biodiversité, à l'eau et à l'alimentation* »[49] dans une démarche d'empowerment des communautés dans le besoin.

1.2.7 Environnement (Dorin et Landy, 2002)

Les ressources en eau inégalement réparties et de plus en plus rares donnent lieu à des tensions, voire à de véritables « guerres de l'eau ». Le gaspillage et la qualité de l'eau constituent également des enjeux majeurs des années à venir dans une situation de stress hydrique grave[50].

1.2.7.1 Irrigation

En Inde, le niveau de précipitations est supérieur à la moyenne mondiale, mais se trouve inégalement réparti sur le territoire. De plus, ces pluies se concentrent sur les périodes de mousson. L'enjeu est donc de parvenir à diriger et répartir ces flux dans l'espace et dans le temps, pour qu'ils servent au mieux à la production agricole (et aux autres usages) de manière durable. Certaines zones semi-arides ont été de cette manière transformées en régions agricoles productives à l'instar de l'Etat du Punjab, qui par ailleurs fait aujourd'hui les frais des limites du système comme il a été pensé, notamment d'un point de vue écologique, faisant face à l'épuisement des ressources en eau.

Cependant, les cultures les plus gourmandes en eau que sont le riz et la canne à sucre sont subventionnées et donc encouragées. Les productions agricoles s'appuient sur des systèmes d'irrigation qui ponctionnent à eux seuls 83%[51] des ressources en eau utilisées dans le pays[52]. Les techniques d'irrigation sont variées : les systèmes de levage, les endiguements, les canaux, qui relèvent de techniques dites de submersion, influent sur les processus naturels (Durand-Dastes, 2001). Dans la vallée de Kangra, on peut trouver les « kuhls », des canaux de dérivation des torrents dans ce milieu montagneux. Les réservoirs (« tanks »), eux, servent à la fois à récolter et à stocker l'eau, ainsi qu'à réapprovisionner les nappes phréatiques.

Les puits, qui relèvent de techniques artificielles, viennent puiser dans les ressources en eaux souterraines. Il existe les puits ouverts, qui à l'origine ne dépassent pas trente mètres de profondeur. Avec la Révolution Verte, de nouveaux puits sont creusés, et les anciens sont forés de manière à augmenter leur profondeur, et équipés de pompes à diesel. 60% des

[49] « To protect nature and people's rights to knowledge, biodiversity, water and food », traduction personnelle, citation disponible sur le site internet de l'ONG : http://www.navdanya.org/site/component/content/article?id=619
[50] Voir les cartes annexe F
[51] Chiffres de 1997-98
[52] Voir annexe C : utilisation de l'eau par secteur et surfaces nettes irriguées par source

investissements publics dans l'irrigation des années 1950 à 1990 ont été accordés au puisement des eaux souterraines.

A la fin des années 1990, les subsides affluent pour le développement des puits tubés, atteignant des profondeurs de 150 mètres. Ils sont équipés de pompes électriques et sont donc plus rentables, dans la mesure où l'électricité est fortement subventionnée pour cet usage, jusqu'à la gratuité dans certaines régions. La production électrique du pays est cependant instable et son accès incertain.

La surexploitation de l'eau se fait au détriment à la fois de l'environnement et des plus petits agriculteurs, qui voient les plus riches propriétaires en jouir abondamment, eux qui détiennent le pouvoir d'investir dans des forages toujours plus profonds, tout en s'accaparant les ressources déjà accessibles.

D'un point de vue écologique, la question de l'érosion des sols est alarmante. L'utilisation outrancière des eaux souterraines amènent à une situation de pollution des eaux douces par l'arsenic ou le fluor, ou bien encore par le sel, qui émerge dans les zones arides en raison des forages bien trop profonds. Les zones côtières sont également touchées par la salinisation des sols, ce qui rend tout culture condamnée.

On assiste à un autre phénomène directement lié aux techniques d'irrigation, le « water-logging » : les nappes sont engorgées par des apports excessifs en eau, et de nombreux ouvrages ont été conçus sans système de drainage. Le ruissellement des eaux entraîne une érosion dramatique des sols, dégradant les terres, et charriant les nutriments nécessaires à leur fertilité. En Himachal Pradesh, ce phénomène se manifeste régulièrement par des glissements de terrains, accentués par le relief montagneux. Mais cette érosion n'est pas provoquée ici par un excès d'irrigation, d'autres facteurs entrent en jeu. Globalement, cette érosion est amplifiée par la déforestation et le surpâturage. Toutefois, des actions de reboisement sont entreprises, ce qui limite cette dégradation. Les cultures sur brûlis constituent un problème de taille car le temps de jachère est de plus en plus court, ce qui ne laisse pas le temps aux végétaux de se régénérer de manière soutenable. D'autre part, les besoins en bois ne cessent d'augmenter sous la pression démographique, que ce soit pour le bois de chauffe, les pâtures, le secteur de la construction ou l'industrie.

Concernant les canaux servant à acheminer l'eau des barrages, Dorin et Landy (2002, p 150) évoquent trois acteurs de la sphère publique représentant des freins à leur bon fonctionnement, chacun ayant des priorités propres :

> *« le ministère de l'Irrigation cherche à maximiser la disponibilité en eau sans se soucier de son utilisation optimale, le ministère de l'Agriculture vise l'intensification sans trop se*

préoccuper des coûts directs et indirects générés par les variétés et les techniques qu'il promeut, et rares sont enfin les contacts de ces deux ministères avec un troisième (Revenue Department) chargé de collecter les redevances payées par les irrigants ».

On peut ainsi observer des pertes importantes dues aux mauvaises conceptions et entretien des structures ainsi qu'à l'arrosage démesuré par rapport aux besoins réels dans certaines cultures. De graves dégâts environnementaux apparaissent, conséquences d'une agriculture intensive et excessive. Le manque de moyens alloués à la gestion de l'irrigation contribue à la dégradation globale du système.

1.2.7.2 Les barrages

Les barrages sont construits dans le but de créer de gigantesques réservoirs pour approvisionner les réseaux d'irrigation, mais alimentent aussi les grandes villes en eau, ou encore produisent de l'électricité.

La question des barrages provoque d'importants conflits et désastres humains, écologiques, économiques, sanitaires, et pourraient même rendre ces régions plus vulnérables aux tremblements de terre. De plus, de nombreux grands ouvrages n'ont jamais été terminés, à cause des lenteurs administratives, d'erreurs de planification ou bien de mouvements contre ces projets pour les raisons évoquées précédemment. Les industriels et les ONG s'affrontent. En effet, de nombreuses familles déplacées n'ont pas reçu de compensations satisfaisantes en terres ou en argent. De plus, les barrages approvisionnant les villes indiennes gigantesques assèchent les terres rurales et assoiffent des milliers de personnes. De même, certains Etats qui ne bénéficient pas également des retombées positives des barrages, ou doivent assumer la majorité des inconvénients, que le projet soit réalisé ou pas, se querellent. De plus, les régions supposées partager ce bien commun avec d'autres plus défavorisées de ce point de vue sont parfois réticents à y consentir. On trouve d'autres registres d'arguments, celui d'opposants à la construction d'ouvrages sur le Gange, qui évoquent le caractère sacré du fleuve, ou encore ceux contestant sa solidité. À l'échelle des villages, les disputes entre communautés ou individus ayant pour objet l'accès à l'eau, source de vie, peuvent dégénérer en affrontements sanglants.

1.2.7.3 Autres pollutions

On peut également mentionner d'autres sources de pollution. Ni l'eau, ni la terre, ni l'air ne sont épargnés. L'utilisation localement excessive d'engrais chimiques et pesticides qui

représente la mort des sols à moyen terme, et les résidus (nitrates, métaux lourds…) se retrouvent également dans les eaux, aussi bien que dans l'alimentation. L'Homme est aussi directement victime de ces matières toxiques, d'autant plus qu'elles sont souvent manipulées à mains nues : les maladies frappent les paysans et les populations rurales, et ces substances provoquent des malformations chez les nouveau-nés, voire la mort.

La production de dioxyde de carbone, responsable de « l'effet de serre », est aussi considérable, même si ramenés à l'échelle des individus, les chiffres sont bien en dessous de la moyenne mondiale. En effet, l'utilisation des énergies fossiles est en constante augmentation, surtout dans les villes, mais le modèle d'agriculture intensive du pays est également à mettre en cause. Il entraîne aussi une sérieuse dégradation de la biodiversité, et de nombreuses espèces, variétés et savoir-faire associés se voient décliner. Les céréales (sorgho, mil chandelle…) non prises en compte par la Révolution Verte, pourtant plus nutritives que les variétés de riz disponibles en masse, sont abandonnées et de nombreux terrains laissés en friche. D'autre part, l'Inde est à la fois le premier producteur et consommateur de légumineuses du monde. Elles apportent pour grande partie les protéines à la population. Cependant, les importations ne cessent d'augmenter, ainsi que les prix, alors que les cultures n'ont augmenté que d'un quart entre 1950 et 1996. On peut considérer qu'elles ont été à la fois exclues de la Révolution Verte et de celle des oléagineux.

1.2.8 Limitations (Dorin et Landy, 2002)

La concurrence est rude sur les marchés mondiaux et chaque Etat doit lutter pour garder sa place ou conquérir de nouvelles parts du gâteau. Plus spécifiquement, l'Inde doit faire face à des freins qui lui sont propres. Malgré l'émergence d'une classe moyenne dans un contexte de forte urbanisation, une grande partie de la population ne possède pas un pouvoir d'achat conséquent. D'autre part, la présence de nombreux intermédiaires représente une autre limite au développement des marchés, ainsi qu'une concurrence entre les aliments destinés à l'alimentation humaine et celle des animaux d'élevage. On observe également des difficultés dans les domaines du stockage, des transports, et de la transformation, ou encore une irrégularité quant à la qualité des denrées. De plus, on peut noter des limitations d'ordres socio-culturels, ou encore écologiques.

1.2.9 Réponses de l'Etat

Depuis 2004, l'Etat a réinvesti partiellement dans le soutien au secteur agricole. D'ailleurs,

Sharma (2012, p 14) estime que *« si tout est laissé au seul jeu du marché, les principaux bénéficiaires de l'agriculture à valeur ajoutée et globalisée seraient les grandes exploitations capitalisées qui ont accès à la technologie, au capital, aux infrastructures et aux marchés »*, insistant ainsi sur la nécessaire implication de l'Etat en tant que régulateur face à un Marché excluant les acteurs les plus vulnérables.

La politique de stabilisation des prix a repris une certaine ampleur, et divers programmes ont été mis en place. La National Food Security Mission (NFSM) favorise les cultures de riz, de blé et de légumineuses, la National Horticulture Mission les fruits, légumes et fleurs. Le Rashtriya Krishi Vikas Yojana (RKVY) incite les Etats à investir ; une réforme du système d'aide alimentaire a été entreprise ainsi qu'une optimisation des subventions aux intrants (Lutringer, 2013).

En 2005, un programme à destination des familles rurales favorisant les paysans avec pas ou peu de terres entre en vigueur : le Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act (NREGA), qui donne droit à 100 jours de travail par an sur des chantiers (routes, réservoirs, reboisement, etc…). Il représente, selon Christine Lutringer (2013, p 28), « *le plus ambitieux de tous les programmes de lutte contre la pauvreté en Inde »* et a concerné près d'un quart des familles vivant en milieu rural.

En 2013, le Right to Food Act (ou National Food Security Act) donne accès à près des deux tiers des indiens à plusieurs programmes de sécurité alimentaire (Dorin et Aubron, 2016).

1.2.10 La sécurité alimentaire

Le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale[53] a adopté en 1996 cette définition de la sécurité alimentaire :

> « *La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.* »

Il s'agit bien pour une personne de la possibilité d'accéder à l'alimentation, ce qui implique à la fois une disponibilité des denrées, et une capacité de se les procurer dans la durée. Le fait d'avoir suffisamment de ressources économiques pour se les procurer apparaît donc un critère de base.

On peut remarquer que plusieurs dimensions de l'alimentation sont prises en compte, et non

[53] Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale. *S'entendre sur la terminologie*, 2012, 17p. [en ligne]. Disponible sur http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MD776F.pdf. (Consulté le 20/01/2019)

seulement l'aspect biologique. Pour pourvoir ses besoins alimentaires, la quantité, mais aussi la qualité de l'alimentation sont indissociables. La notion de qualité peut être subjective : on peut prendre en compte la dimension sanitaire, la fraîcheur, mais bien souvent la qualité environnementale n'est pas incluse dans cette notion. Peut-on considérer qu'un végétal cultivé dans un processus d'agriculture intensive utilisant des intrants chimiques entre dans la catégorie « nourriture saine » ? Qu'en est-il également des produits transformés par l'industrie agroalimentaire contenant des additifs toxiques ?

Dans cette définition, on peut également souligner l'idée de « préférence alimentaire ». La nourriture doit être culturellement et socialement acceptable, respecter la diversité des goûts de chacun. On peut parler d'insécurité alimentaire lorsqu'un manquement à l'un de ces aspects apparaît.

1.2.10.1 (In)sécurité alimentaire en Inde

La FAO, elle, définit la sécurité alimentaire par rapport à quatre dimensions : la disponibilité (quantité et qualité), l'accès, l'utilisation[54] et la stabilité. Ces aspects sont schématisés dans la figure annexe G. Pour les années 2004-2005, le gouvernement a élaboré un projet pilote pour lutter contre l'insécurité alimentaire, soutenu par la FAO. L'« Insecurity and Vulnerability Information and Mapping System » (FIVIMS) a été lancé en Himachal Pradesh et dans l'Etat de l'Orissa. Il s'agissait d'améliorer l'accès à l'information concernant les données de l'insécurité alimentaire pour rendre les politiques plus pertinentes et efficaces (FAO, 2007).

En effet, l'insécurité alimentaire est une problématique récurrente en Inde. En 2000, 28,6 % de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté ; environ la moitié des enfants et 1/5ème de la population totale étaient malnutris **(**plus de la moitié des femmes de 15 à 49 ans sont anémiées)[55]**.**

Malgré un développement économique soutenu et une diminution de la pauvreté, l'Inde a moins progressé dans le domaine de la malnutrition que d'autres pays aux indicateurs socio-économiques semblables. Les inégalités à l'intérieur et entre les Etats ont empiré.

En 2006, plus d'un tiers (57 millions) des 146 millions d'enfants de moins de 5 ans en sous-poids dans les pays en voie de développement vivaient en Inde. Selon l'UNICEF (2006),

---

[54] *« L'utilisation de la nourriture dans le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques »* http://www.fao.org/

[55] FAOSTAT

50% de la mortalité infantile était due à la malnutrition. La faim tend à être chronique, plutôt qu'aiguë. Les femmes, les adolescentes, les enfants de moins de cinq ans, les tribus et castes défavorisées ainsi que les ruraux isolés représentent les groupes les plus vulnérables.
Le pays produit suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins de la population, mais les inégalités d'accès à l'alimentation sont criantes, doublées d'une forte corruption.
En 2013, une loi ambitieuse sur la sécurité alimentaire a été adoptée (« Food Security Act »), inscrivant dans la Constitution les principes de droit à l'alimentation et à la vie. Il s'agissait d'encadrer juridiquement un système de distribution alimentaire public de grande ampleur. Cette loi incluait des éléments de reconnaissance en matière de droits des femmes. Toutefois, des critiques ont été formulées quant à l'insuffisante reconnaissance des multiples activités des femmes à la fois dans la production alimentaire et les tâches constitutives du travail de *care*.
Finalement, on peut ajouter que les Indiens en zone rurale consacraient 55% de leur budget à l'alimentation en 2005 (Zhou, Liu, Gandhi, 2012).

1.2.11 District de Kangra

Dans le district de Kangra, dans l'Etat de l'Himachal Pradesh, région montagneuse au climat rude, la taille des parcelles est en moyenne de 0,6 hectares, principalement sous forme de cultures en terrasses. On y trouve majoritairement des céréales (maïs, blé, orge et riz), des graines, des pommes de terre ainsi que des oléagineux, production qui ne couvre pas les besoins de l'État. Les légumes, le thé, les olives, les figues, le houblon, les champignons, les pistaches, les herbes médicinales, les fleurs, les fruits et surtout les pommes (culture la plus productive), sont les productions les plus répandues. On peut mentionner également le petit élevage d'ovins et de caprins.
On peut d'ores et déjà préciser la nuance entre « exploitant agricole » (cultivator) qui consacre la plus grande partie de sa journée à sa propre terre et « l'ouvrier agricole » (agricultural labourer), qui est embauché, consacrant la plus grande partie de sa journée dans une activité agricole sur une terre qui ne lui appartient pas (Dorin et Landy, 2002).
On trouve dans un rapport de la FAO (2007) une classification des foyers vulnérables du point de vue de l'insécurité alimentaire. Cinq catégories ont été établies :

- les foyers dépendant de l'agriculture vivrière (Subsistence Farming Households) ;
- les foyers pratiquant l'agriculture commerciale de manière marginale (Marginal Commercial Farming Households), c'est à dire possédant moins d'un hectare de terre ;
- les foyers de travailleurs agricoles (Agricultural Labouring Households) percevant

un salaire constituant au minimum 50% du revenu du foyer ;
- les travailleurs migrants non-agricoles (Migratory Labouring Households) ;
- les familles de tribus pastorales (Pastoralist Tribal Households).

De nombreux foyers agricoles ont effectué un glissement d'une agriculture de subsistance basée sur la culture de céréales à une agriculture de rente. Toutefois, certains foyers n'ont pas pu suivre ce schéma, pour différentes raisons : terres pauvres, relief, absence d'irrigation... Tous n'ont pas non plus diversifié leurs revenus avec l'élevage ou en trouvant un emploi à l'extérieur. En cette zone montagneuse, leur production alimentaire pourvoit à leurs besoins seulement cinq mois par an. C'est pourquoi l'accès aux propriétés communes (common property rights) est crucial pour leur sécurité alimentaire.

Les foyers de la deuxième catégorie se sont mis à produire des fruits et des légumes hors saisons, destinés au marché national. Ces cultures sont beaucoup plus rentables et leur permettent de percevoir un revenu. Leur vulnérabilité est moindre comparé au premier groupe, mais les coûts de productions demeurent élevés, du fait de la petite taille des exploitations, et leur capacité à faire face aux risques est faible.

En Himachal Pradesh, on trouve peu de paysans sans terres, dans la mesure où le gouvernement a mené des politiques d'attribution de terres pendant une cinquantaine d'années[56].

L'une des conséquences de ces politiques a été la fragmentation des terres, ce qui diminue la possibilité de s'investir dans des cultures de rentes et remet en cause la viabilité des exploitations, majoritairement de petite taille, comme on l'a vu plus haut. Les gouvernements locaux encouragent le « remembrement » par l'échange de parcelles entre voisins, ce qui reste difficile à mettre effectivement en œuvre.

La pauvreté a poussé de plus en plus de gens à aller travailler en dehors de leurs fermes pour gagner un revenu complémentaire, pendant toute ou partie de l'année. Ainsi, « *les quatre cinquièmes des exploitations indiennes ne seraient pas viables sans revenu supplémentaire* » (Lutringer, 2013, p 20). Certaines femmes adoptent des stratégies d'adaptation pour subvenir aux besoins de la famille, en cherchant du travail comme gardiennes de troupeaux, ou en collectant des combustibles et du fourrage par exemple.

De plus, la croissance de l'agriculture commerciale a attiré de nombreux travailleurs provenant d'autres États et du Népal, cherchant à échapper à la pauvreté. La vulnérabilité des

[56] 1953 : Abolition of Big Landed Estates and Land Reform Act ; 1968 : Transferred Tenants Protection of Rights Act ; 1972 : Tenancy and Land reforms Act ; 1972 : Ceiling on Land Holding Act ; 1974 : Village Common Land Vesting and Utilization Act

travailleurs migrants est exacerbée par leur impossibilité d'accès aux services publics et au Public Distribution System (aide alimentaire publique). Ces travailleurs migrants agricoles et non-agricoles perçoivent un revenu très bas (catégorie 3 et 4).

Les tribus pastorales, nomades ou établies, combinent quelques cultures avec l'élevage extensif de bétail, car les forêts et les pâturages sont abondants. Par exemple, les Gujjars élèvent des buffles et les Gaddis gardent des chèvres et des moutons. Ils possèdent peu de ressources et peuvent faire face à certaines discriminations. Eux aussi ont des difficultés à accéder aux programmes de protection sociale.

Le TERI (The Energy and Resources Institute[57]) souligne dans un de ses rapports (2015) que le savoir indigène devrait être revalorisé, car il se trouve tout à fait adapté à son environnement. En Himachal Pradesh, un large éventail de pratiques traditionnelles durables[58] tombent en désuétude avec la modernisation de l'agriculture. Cela s'accompagne d'une perte de variété des semences.

Après avoir esquissé le contexte de notre étude, venons-en maintenant à la présentation de notre cadre théorique.

1.3 Cadre théorique

1.3.1 Les rapports de genre – des asymétries universellement ancrées

1.3.1.1 Le patriarcat

Le sens littéral du mot « patriarcat » nous éclaire sur sa signification : le pouvoir ou le commandement des pères. Ce terme fait référence à l'autorité détenue par le père à travers sa famille (Weber, 1947).

On peut faire remonter le patriarcat en tant qu'organisation sociale à l'antiquité, dans les sociétés grecques et romaines, organisation supposée assurer de cette manière *« le plus grand bien de tous »* (Côté, 2009, p 15), où on usait de justifications à la fois biologiques, religieuses, éthiques et philosophiques. Toutefois, certaines formes de discrimination se seraient manifestées beaucoup plus tôt. L'utilitariste John Stuart Mill (1869), dans son essai « De l'assujettissement des femmes », est le premier à assimiler le patriarcat à une forme d'esclavage. Cette vision a ensuite été reprise et développée par les féministes radicales des années 1970 et a suscité de nombreux débats depuis (Côté, 2009). On peut ajouter que le patriarcat peut être considéré comme un système politique (Delphy, 2001).

[57] Anciennement « Tata Energy Research Institute »
[58] engrais organiques, engrais verts, compost ou encore la pratique de cultures multiples

Il désigne aujourd'hui plus largement l'idée de domination masculine au sein des institutions sociales, autrement dit d'une asymétrie légitimée entre hommes et femmes au sein d'une société. Aujourd'hui, il s'agirait plutôt d'une domination perpétuée par des frères plus que par des pères (Fraisse, 2010, p 79). Clément Arambourou ajoute que les sociétés démocratiques expérimentant des tensions entre patriarcat et « dépatriarcalisation » sont tiraillées *« entre un principe d'égalité de genre – traduit en droit et par le droit – et la fabrique récurrente d'inégalités de genre »* (2017, p 2).

Ici, nous ne considérons pas la femme comme une simple victime passive subordonnée à la domination masculine, mais comme une actrice disposant de ressources propres, et à ce titre pouvant agir sur les interactions sociales. De la même façon, on ne considère pas que chaque homme incarne individuellement un sujet dominant, postulat relevant d'un « biologisme déterministe » (Côté, 2009, p 16).

Walby (1990) met en évidence six institutions centrales s'articulant à l'intérieur de ce système évolutif d'interactions sociales et politiques que constitue le patriarcat : un mode de production domestique, le travail salarié, l'Etat, la violence masculine, la sexualité et la culture. Kaufman et Kimmel (2018, p115), eux, appréhendent le patriarcat plus comme *« un état d'esprit qu'une structure »,* en se référant à des valeurs typiquement « masculines » comme la *« légitimité, l'autorité et le charisme ».*

Enfin, Éric Macé (2015) distingue trois types de sociétés patriarcales : le patriarcat traditionnel, qui légitime la domination à l'aide d'arguments théologiques, le patriarcat moderne, qui utilise des justifications de types scientifiques, et le « patriarcat modernisé des sociétés extra-européennes » qui représente un patriarcat traditionnel soumis aux dynamiques de la modernité (dont le féminisme par exemple), auquel on peut identifier notre terrain.

En résumé, Côté (2009, p 18) suggère que *« le patriarcat est un système social global. Pour qu'il disparaisse, toutes ses structures et institutions sociales et politiques doivent être transformées »*.

1.3.1.2 Genre et sexe

Il est important d'effectuer une distinction entre les termes « genre » et « sexe », qui induisent une confusion de taille, celle d'assimiler le genre à une caractéristique physiologique, légitimant l'idée d'une hiérarchie « naturelle » des sexes. Pour les féministes, le genre est relatif aux représentations de la féminité et de la masculinité. Ces conceptions se construisent tout au long du processus de socialisation, dès la naissance, où il est coutume

de s'écrier : « c'est une fille ! » ou « c'est un garçon ! ». Le genre représente une construction socio-psycho-culturelle produisant des normes qui organisent les rapports sociaux. Il s'agit également d'un concept permettant d'analyser ces processus, situés historiquement et culturellement. Les rapports de genre peuvent être considérés comme des rapports de pouvoir. En effet, cette notion est basée sur la différence perçue entre les sexes. Le terme « sexe », lui, représenterait une caractéristique biologique (Kaufman et Kimmel, 2018).

Christine Delphy (2001) affirme, elle, que « *le genre précède le sexe* », remettant en cause l'idée que le social se greffe sur le biologique. Le genre ne constitue pas un résultat du sexe. Pour elle, à l'inverse, l'existence du genre permet de nous éclairer sur la conception du sexe en tant que catégorie sociale. D'ailleurs, selon elle, *« s'il n'y avait pas de genre, ce qu'on appelle le sexe serait dénué de signification, et ne serait pas perçu comme important : ce ne serait qu'une différence physique parmi d'autres »* (Armengaud, 2002, p 4 [Delphy, 2001]). Le genre est lui de l'ordre de l'organisation sociale. Elle insiste sur la dimension de processus social dynamique, qui le différencie du patriarcat comme système politique.

West et Zimmerman, dans leur article « Doing gender » (1987), remettent en question la binarité et l'évidence de l'invariabilité des sexes en interrogeant l'existence d'intersexués et de transsexuels. Les observations de Michael Kaufman (1994) les rejoignent en assurant que les caractéristiques génitales et reproductives sont sujettes à variations, qualifiées parfois d'« anormalités » qui mettent à mal l'idée d'une distinction claire et systématique entre sexe masculin ou féminin. Il considère tout de même que le sexe en tant que caractéristique biologique est utile pour la différencier du genre en tant que construction sociale. Pour lui, le genre fait référence à des relations de pouvoirs construites socialement et incorporées individuellement.

West et Zimmerman viennent complexifier cette réflexion. Ils analysent la façon dont les catégories sociales sont créées et réaffirmées, d'un point de vue interactionniste. Selon eux, la production du genre est quotidienne et les institutions participent à l'affirmation de la différence des sexes. Selon eux, *« le sexe est une détermination établie au travers de l'application des critères biologiques socialement admis pour classer les personnes en tant que femelles ou mâles »* (West et Zimmerman, 2009, p 4)[59]. Autrement dit, ils considèrent la détermination des catégories de sexe également comme un processus social. Ils définissent également ce qu'est une « catégorie sexuelle ». Selon eux, les individus sont identifiés selon

[59] *« Le critère de classification peut s'avérer être les organes génitaux à la naissance, ou la détermination chromosomique après la naissance, et tous ces critères peuvent ne pas concorder nécessairement l'un avec l'autre. »* (West et Zimmerman, 2009, p 4)

certaines de leurs caractéristiques, comme appartenant à telle catégorie, identification binaire qui s'opère lors d'interactions. Cette catégorie est *« établie et soutenue par les affichages identificatoires requis socialement qui proclament une adhésion à l'une ou l'autre catégorie »* (West et Zimmerman,1987, p 127). Il peut ainsi exister un décalage entre le sexe et la catégorie sexuelle.

1.3.1.3 Le pouvoir

Venons-en maintenant à la notion de pouvoir. En voici une des définitions, figurant dans un dictionnaire de sociologie (Akoun et Ansart, 1999) : *« capacité, au sein de relations sociales asymétriques, d'exercer une emprise ou une influence sur des individus »*. Cette vision fait référence au concept de domination, au pouvoir « sur ». Considérons cette définition comme partielle et complétons là avec l'apport de Lisette Caubergs. Dans le domaine de l'*empowerment*, elle en a distingué quatre types, en s'inspirant des travaux de Michel Foucault :

- le pouvoir *sur* représente le pouvoir de dominer les autres ;
- le pouvoir *avec* fait référence à la collaboration, au soutien mutuel ;
- le pouvoir *de* parle de la capacité d'accomplir quelque chose ;
- le pouvoir *intérieur* renvoie à l'image et l'estime de soi, le pouvoir d'influencer sa propre vie.

Ainsi, le pouvoir n'est pas exclusivement connoté négativement, il peut en effet renvoyer à la capacité, au potentiel : *« le pouvoir peut être productif et source de changement »* (Calvès, 2009, p 6). Ces différents sens sont liés car dans une société inégalitaire, tout le monde n'a pas la possibilité d'investir ces potentiels de la même manière et au même niveau. Certaines personnes obtiendront du pouvoir dans la mesure où ils auront su tirer profit de ces inégalités. Elles détiendront ce pouvoir car elles auront accès à plus de ressources que d'autres (Kaufman, 1994). Ces relations de pouvoir se reflètent dans un grand nombre d'institutions : sociales, culturelles, politiques, économiques...

On peut ajouter que selon Jean-Paul Codol (1981), une des composantes du sentiment d'identité est la valorisation de soi, qui passe non seulement par l'attribution de qualités positives, mais aussi par l'obtention « *d'un certain pouvoir sur l'environnement matériel et social »*, d'un sentiment de maîtrise des événements.

1.3.1.4 La domination

Weber (1914) a établi une typologie de la domination, faisant référence à trois types de

légitimités :

- la domination traditionnelle repose sur la subordination aux croyances traditionnelles, et donc à la légitimité des leaders qui s'y réfèrent ;
- la domination charismatique se réfère à un acteur exceptionnel, sacré ou héroïque ;
- la domination rationnelle-légale s'appuie sur les règles, les lois, le droit.

En matière de domination masculine, c'est le premier idéal-type qui nous intéresse. Weber (1922, p 5) indique que la légitimité du pouvoir apparaît *« en vertu de la croyance dans le caractère sacré d'ordres, et de pouvoirs du maitre, qui existent depuis toujours ».* Cette personne se réfère à des justifications liées à la tradition, c'est-à-dire de source ancienne, qui *« [valent] depuis toujours »* (Weber, 1922, p 5). Elle règne selon ses affinités, et peuvent être sensibles à la complaisance. L'arbitraire et l'informel prévalent, les limites sont peu définies et donc « élastiques ». L'équité et la justice s'appuient à la fois sur les codes traditionnels stricts et sur l'appréciation subjective, voire irrationnelle du maître. Les dominés ont intériorisé des croyances et des habitudes par l'éducation, et sont liés au dominant par une relation affective. En cela, les croyances traditionnelles sont le fruit de la socialisation. L'espace domestique constitue un terreau fertile pour ce type de relations (Weber, 1922).

Pierre Bourdieu (1970) lui, fait référence à la domination symbolique, associée au concept d'habitus de classe. Domination des classes supérieures sur les classes populaires, d'un point de vue non seulement économique, mais social et culturel. L'habitus constitue un ensemble d'apprentissage acquis par l'individu lors de sa socialisation : comportements, façons de penser, de percevoir, ses goûts (de « nécessité », de « liberté ») qui influent et déterminent en partie ses pratiques sociales. Il constate que l'habitus des classes supérieures est pris pour référence comme « bonnes » pratiques sociales, encadrées par les institutions ; ceux qui n'accède pas à ces normes-là seront considérés comme « déviants » ou auront bien plus de chances d'être laissés de côté.

1.3.1.5 La domination masculine

Dans ses écrits sur la domination masculine, Bourdieu (1990 ; 1998) réutilise la notion d'habitus pour analyser la division sexuelle du travail. Voici comment il se réfère à ce concept : *« le monde social construit le corps, à la fois comme réalité sexuée et comme dépositaire de catégories de perception et d'appréciation sexuantes »* (Bourdieu 1990, p.11). Il insiste sur le rôle crucial de la violence symbolique, comme composante principale de cette domination (Bourdieu, 1990 ; 1972). Il affirme que l'agent de domination (personne ou structure) peut imposer ses productions (culturelles et symboliques) en les basant parfois

sur de l'arbitraire ; tout l'enjeu est de faire croire qu'elles sont légitimes. De plus, la *« fraction temporellement dominante »* doit elle-même être convaincu de sa propre légitimité « *qui fait partie des conditions de son pouvoir, parce qu'elle commande sa capacité d'imposer aux dominés la reconnaissance de sa domination, c'est-à-dire la méconnaissance de l'arbitraire de son pouvoir* » (Bourdieu, 1985-86, p 15). Le fait que les dominés intègrent la légitimité de leur position participe à la naturalisation de l'asymétrie. Anne-Catherine Wagner (2015, p 1) décrit la force des schémas de domination au niveau mental dans la pensée de Bourdieu : *« dominants et dominés ont les mêmes catégories de perception, les mêmes principes de divisions du monde social, les mêmes structures d'opposition (haut/bas, masculin/féminin, distingué/ vulgaire, etc.) ».* Bourdieu raisonne en termes de division sociale, et de manière dichotomique, le système de valeurs dit masculin sera considéré comme supérieur au système de valeurs dit féminin. Ces éléments se trouvent déterminants dans les mécanismes de reproduction, c'est-à-dire de la perpétuation de ces fonctionnements et par conséquent du maintien de la position de dominant.

Liz Kelly (1987) utilise la notion de « continuum » au sujet des violences sexuelles perpétrées par certains hommes. Ce terme rend compte de la variété des expériences, dont le dénominateur commun tiendrait dans le fait de ces hommes utilisent la force dans le but de contrôler des femmes. Ce terme est utile dans la mesure où il peut recouvrir un large spectre de violences, des menaces au meurtre, en passant par les agressions ou les viols. De plus, elle affirme que les agressions les plus sérieuses sont efficaces, même si elles ne sont pas commises : *« l'expression du pouvoir du genre masculin par le biais d'agressions routinières contre les femmes est liée aux agressions non-routinières comme les coups ou le viol, qui ne sont que l'extension de pressions plus courantes »* (Kelly, 1987, p 27). Ainsi, il n'est pas obligatoire de les subir pour acquérir une connaissance, en tant que femme, des risques encourus, savoir entretenu par des violences moins graves mais plus courantes comme des remarques ou des insultes relevant du sexisme ordinaire. Elles réaffirment de ce fait constamment l'asymétrie dans les rapports de genre.

Cet ouvrage a reçu de nombreuses critiques. Beate Krais (1999, p 4), notamment, pointe le fait que Pierre Bourdieu *« reste [...] enfermé dans une vision masculine ».* Elle souligne une autre limite de son travail : elle n'arrive pas à s'identifier au « monde social » décrit par l'auteur. Elle ne retrouve ni les pratiques, ni les représentations, ni les luttes des femmes « d'aujourd'hui ». Enfin, elle avance qu'il transparaît dans cette analyse une vision figée du phénomène. A l'inverse, elle souligne le caractère évolutif des relations de genre.

1.3.1.6 Socialisation et domination

Le processus de socialisation construit l'identité de chacun tout au long de la vie. Les socialisations sont multiples ; il s'agit d'expériences intériorisées pendant une multitude de rencontres depuis l'enfance[60]. Elles permettent, par l'apprentissage de valeurs et de normes communes, de s'intégrer, dans un groupe, ou plus largement dans la société. La plupart des individus éprouvent le besoin de s'intégrer dans une société, d'appartenir à un groupe. Elles sont donc le fruit des interactions avec toutes les personnes que l'on côtoie. Ces relations sociales sont influencées elles-mêmes par des normes dominantes, des contraintes imposées. C'est ce que Bourdieu (1972)[61] a appelé l'habitus, comme on l'a mentionné plus haut : une manière d'être, de se représenter les choses, influencée par ces contraintes, qui implique une homogénéité de ces représentations. La réflexivité de chacun à travers les relations interindividuelles contrebalance une partie de ces dispositions.

On peut donc considérer que les identités de genre se construisent selon ce modèle. Les femmes que nous avons ciblées se trouvent à une place subordonnée aux hommes et se doivent de se conformer à ces normes sous peine de sanction sociale. La stigmatisation serait alors à la fois une conséquence et une condition de maintien de la domination.

Sen (1987, p 3), lui, affirme que l'opprimé, en acceptant la légitimité de ces inégalités, devient implicitement un complice de cette oppression, et que par conséquent ce n'est pas parce qu'il n'existe pas de protestation de la part des opprimés qu'il n'existe pas d'oppression. Agarwal (2012) ajoute que si certaines femmes ne contestent pas ouvertement l'ordre établi, cela ne signifie pas qu'elles ne le réfutent pas.

Sen soutient que l'identité familiale, en milieu rural, exerce une telle influence sur les perceptions des femmes qu'il leur est incompréhensible que l'on puisse raisonner en termes de bien-être et de préférences individuelles. Elles, conçoivent les choses selon le prisme du bien-être de la famille.

Cela fait écho à cette citation d'Étienne de la Boétie (2004, p. 18) : *« soyez donc résolus à ne plus servir et vous serez libres »*. Dans certaines situations, le pouvoir ne peut s'exercer que si l'on accepte la position de dominé. La subordination peut avoir cours lorsque le dominé apporte son consentement (plus ou moins conscient) à cette domination. L'adhésion

[60] On parle habituellement de socialisations primaires et secondaires, mais ces typologies sont aujourd'hui remises en cause car l'enfant est de plus en plus en relation avec des personnes extérieures au cercle familial dès son plus jeune âge (Lahire, 1998).

[61] *"L'habitus est le produit du travail d'inculcation et d'appropriation nécessaire pour que ces produits de l'histoire collective que sont les structures objectives (e. g. de la langue, de l'économie, etc.) parviennent à se reproduire, sous la forme de dispositions durables, dans tous les organismes (que l'on peut, si l'on veut, appeler individus) durablement soumis aux mêmes conditionnements, donc placés dans les mêmes conditions matérielles d'existences"*

à une idéologie par exemple peut amener une personne ou un groupe à consentir à se plier aux règles qu'impliquent cette idéologie. La domination est devenue légitime. Cela s'applique également aux règles du groupe familial, comme on vient de le voir. Les normes sont imposées de l'extérieur, puis intériorisées et alors l'individu se les impose à lui-même. La croyance inculquée qu'il existerait de « bonnes » ou de « mauvaises » valeurs selon les groupes sociaux, reflétées par les institutions officielles, permet à ceux qui n'y adhèrent pas de se sentir déviants ou exclus du « bon » système de normes. De là peut naître la discrimination, ainsi que la stigmatisation.

Ainsi, les normes sociales construisent les individus et sont « *propices à leur réalisation* » (Guétat et Lapeyre, 2017, p14), mais peuvent à la fois être considérées comme contraignantes, voire opprimantes.

1.3.1.7 Le coût de la domination masculine

Durant ce processus de socialisation, les hommes intériorisent les normes et valeurs associées au type de masculinité socialement valorisé, en éloignant toute une série d'émotions, de besoins et de possibilités associées à des aspects féminins, comme la réceptivité, l'empathie, ou la compassion, considérés comme incompatibles avec le pouvoir masculin. Kaufmann et Kimmel (2018, p 115), l'expriment ainsi : « *nous avons éduqué nos garçons à être forts, combatifs et stoïques – à enfiler une armure qui les autorise à n'exprimer que certaines émotions et à réprimer tout le reste ».* Ces émotions et ces besoins ne disparaissent pas pour autant, mais sont enfouis, dans la mesure où ils pourraient menacer le contrôle de soi et la capacité à dominer d'autres êtres humains dont on dépend pour entretenir amour et amitié. Certaines attitudes sont attendues pour obtenir ce type de pouvoir, celui associé à la masculinité : la performance, le contrôle, la conquête, la compétition, le fait de diriger, prendre les décisions, endurer, produire et réaliser ses objectifs... (Kaufman, 1994, p 7). Des caractéristiques spécifiques (force, assurance, position de pouvoir, dispositifs de domination, etc.) sont associées à *« une configuration des pratiques de genre qui incarne la réponse socialement acceptée à un moment donné au problème de la légitimité du patriarcat et qui garantit (ou qui est utilisée pour garantir) la position dominante des hommes et la subordination des femmes*[62] *»*. Cela rejoint la question de la légitimité, centrale, développée un peu plus haut.

De plus, puisque ces images représentent un idéal d'omnipotence, elles sont illusoires et sont

[62] Serge Rabier, Les études de masculinités, un champ délaissé, The Conversation, 27 novembre 2016 https://theconversation.com/les-etudes-de-masculinites-un-champ-delaisse-68775

impossibles à atteindre. Il peut alors en résulter un sentiment de ne pas être à la hauteur. Cela peut également générer un sentiment de peur. Les hommes exercent ce type de pouvoir parce qu'ils en tirent des bénéfices, mais pas seulement. Il s'agit aussi d'un moyen de répondre à une peur et aux souffrances endurées dans ce processus d'acquisition du pouvoir.

Au fond, dans une société qui confond le genre et le sexe, il s'agit de la peur de n'être pas un homme, dans sa dimension biologique *(male vs man).* Ne pas correspondre à ce modèle, cela signifie perdre le pouvoir, et les bases mêmes de sa construction identitaire (Kaufman, 1994). Cette souffrance représente une impulsion pour que ce type de pouvoir soit accepté, affirmé, célébré et reproduit.

Les émotions et besoins refoulés finissent par resurgir dans nos vies, et nous dominer. Par exemple, dénier notre besoin de *care* et de nourriture affective, c'est atténuer notre capacité à prendre soin de nous-même, et c'est favoriser la dépendance affective.

Cela entraîne une souffrance, qui peut se transformer en violence (envers les femmes ou autres boucs émissaires). L'expression de cette violence peut donner l'illusion momentanée de maîtrise. D'autre part, cette violence peut s'extérioriser sous forme d'auto-destruction (haine de soi-même, dépréciation, maladie physique, sentiment d'insécurité, addictions...). Cette armure représente donc à la fois une protection et une prison.

On peut repérer une autre dissonance liée à ces injonctions normatives, celle d'une contradiction entre l'identité de citoyen et celle d'homme. En effet, selon la philosophe Nicole Mosconi, *« pour être un individu d'une société démocratique, il faut reconnaître l'égalité des sexes, mais pour être un "vrai" garçon/homme, il faut affirmer sa supériorité, son pouvoir sur les filles/femmes, donc faire vivre et exister l'inégalité des sexes »* (2014, p 42-43). Or, la cohérence représente une composante essentielle du « sentiment d'identité ». Il s'agit bien du besoin d'atténuer les éléments cognitifs discordants pour ressentir un niveau raisonnable d'unité (Festinger, 1957).

Ce pouvoir représente donc à la fois une source d'oppression pour d'autres personnes et une source de souffrance pour les hommes eux-mêmes. Nous avons là deux arguments solides pour aller vers une évolution des comportements.

L'engagement dans cette évolution porte la promesse d'une libération à travers la déconstruction des genres et l'investissement d'autres types de masculinités. En abandonnant ce type de pouvoir et quelques privilèges, d'autres avantages vont apparaître, comme la réduction d'une forme de souffrance, de certaines violences, ou l'abandon d'une pression relative à la performance et à la « réussite », accompagnée de l'impossibilité d'être à la hauteur de ces idéaux masculins (Kaufman, 1994).

Dans ce contexte, les coûts de la transgression de ces normes peuvent être dissuasifs. Il est important d'analyser les « *risques en termes d'image et de carrière, liés à l'engagement de certains hommes pour une société plus égalitaire, pour la remise en cause des stéréotypes, des normes, des rôles et assignations de genre, pour la dénonciation des comportements sexistes et violents »*[63]. Les personnes ne correspondant pas à cette image définie peuvent être victimes de stigmatisation. L'identité de genre, comme toute caractéristique de l'identité sociale, suscite des attentes à partir des habitus qui lui sont propres (De Gauléjac, 1996).

Un problème d'identité sociale découle du phénomène de stigmatisation : l'intériorisation de l'étiquette de « déviant » conduit la personne à se sentir coupable, et légitimement pointée du doigt (Goffman, 1975). Mais il s'agit du fruit d'interactions avec d'autres personnes le désignant comme « déviant » selon les normes sociales en vigueur (Becker, 1985). Si les normes avaient été différentes ou la personne sans contact avec d'autres, cette stigmatisation subjective n'aurait pas cours. Cela n'a donc aucun rapport avec ce qu'est la personne, mais avec ce qu'elle renvoie.

Malheureusement, elle va finir par intégrer le fait qu'elle a moins de valeur que les autres, les «normaux » et même parfois aller jusqu'à se conformer à ces visions extérieures. La personne perd finalement toute identité propre pour n'apparaître que sous le signe de son stigmate : cela devient sa nouvelle identité en faisant disparaître toutes les autres caractéristiques de la personne, laissant la place à divers préjugés moraux. Cette intériorisation de la dévalorisation, le « poids du regard et des mots », influence négativement l'estime de soi et le moral, créant un environnement anxiogène (Tibère et al., 2007).

Le manque de reconnaissance sociale pouvant être attaché à un autre type de masculinité peut générer un sentiment de honte, et donc créer des tensions (pouvant être elles-mêmes sources de violence). De Gauléjac (1996, p71) nous éclaire également sur celles-ci en nous parlant de la honte réactive : le sujet réagit face à la situation, pour prouver qu'il n'est pas « indigne et méprisable », et cela peut se manifester par de la haine, de la colère, un besoin de revanche ou par de l'ambition.

Nous pouvons affirmer que le besoin d'appartenance à un groupe social est un aspect structurant de la construction de l'identité, que nous développerons plus loin. De plus, Henri Tajfel (1972) postule que les groupes sociaux ont tendance à favoriser le leur par rapport aux autres groupes. En analysant les mécanismes de la comparaison sociale, il tente de démontrer

[63] Serge Rabier, The Conversation, 12 février 2017, disponible sur : https://theconversation.com/quest-ce-que-les-hommes-ont-a-voir-avec-le-genre-71770

que la valorisation de son propre groupe tend à s'opérer dans la dévalorisation d'un autre ; ce qui pourrait être une des raisons de l'attachement à son groupe d'appartenance.

1.3.1.8 Violences

Terminons ce cadrage sur les rapports de genre en développant la notion de violence. Voici l'une des définitions des violences basées sur le genre, selon l'Institut Européen de l'Égalité de Genre : « *violence commise contre une personne sur la base de son genre. Elle constitue une atteinte au droit fondamental à la vie, à la liberté, à la sécurité, à l'égalité de genre, à la non-discrimination, ainsi qu'à l'intégrité physique et mentale »*[64].

En Inde, le niveau de violence domestique en milieu rural reste très élevé. Cela peut représenter un frein à l'accès aux ressources alimentaires dans le sens où le travail de production ou de commercialisation des produits sera entravé par les conséquences de la violence. A l'inverse, lorsque les denrées viennent à manquer, la violence domestique tend à être exacerbée (de la part des hommes mais aussi des belles-mères), et la consommation d'alcool à augmenter (Hossain et Green, 2011). Dans ces circonstances, les femmes peuvent être amenées à se déplacer dans le but de trouver de la nourriture pour le foyer, déplacements qui augmentent le risque d'agressions. Il arrive également que certaines femmes soient amenées à se prostituer pour obtenir de la nourriture (De Walque, 2014). D'autre part, le mariage peut être un moyen d'améliorer son accès à l'alimentation, ce qui conduit certaines familles à procéder à des mariages précoces et/ou forcés.

Cette violence conjugale est particulièrement présente chez les personnes en bas de l'échelle sociale. Kamala Marius[65] se réfère à une étude réalisée en 2011 (Barker et al.) et rapporte par exemple que *« le fait de sortir sans permission (39 %), de négliger les tâches ménagères (35 %), de ne pas bien faire la cuisine (29 %) étaient des raisons suffisantes pour que les femmes soient battues*[66] *».* De plus, elle rapporte que de nombreux hommes (20%) affirment avoir déjà abusé sexuellement leur conjointe.

Françoise Héritier s'est penchée sur la raison de cette universelle infériorité des femmes par rapport aux hommes. Elle émet l'hypothèse que les hommes ressentent une angoisse par rapport au fait que les femmes sont capables de reproduire d'autres êtres humains, et que les hommes se demandent alors quelle est leur utilité, quel est leur rôle dans ce processus de création. Leur réponse se trouve dans le contrôle de ce qui leur échappe, la reproduction.

[64] http://eige.europa.eu/content/what-is-gender-based-violence
[65]http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-monde-indien-populations-et-espaces/corpus-documentaire/inegalites-genre-inde
[66] Voir chiffres annexe D

Cela expliquerait plus largement le contrôle du corps des femmes, et les violences perpétrées pour cela.

Focalisons-nous sur le domaine des agressions sexuelles, pour illustrer des situations extrêmes, mais courantes, de l'appropriation du corps de la femme. Le Docteur Marc Ravart[67], psychologue et sexologue clinicien, nous éclaire sur les auteurs de violences sexuelles envers les femmes, en établissant une typologie des agresseurs.

Le premier groupe fait référence à des hommes utilisant le viol comme moyen pour se rassurer sur leur puissance (compensation). Il s'agit de diminuer l'anxiété générée par une dissonance entre leur personnalité et les injonctions de virilité extérieures. Serge Rabier ajoute : « e*n essayant de se conformer à des représentations hégémoniques de la virilité, ces hommes, le plus souvent de compétence sociale faible, sont par ailleurs peu conscients de commettre un acte violent[68]».*

Le deuxième groupe englobe des hommes entendant exprimer leur droit à la domination. Dans ce cas, ils peuvent ressentir une légitimité à agir de la sorte. Leur violence augmente si la victime résiste, car cela sera interprété comme une remise en cause de leur puissance. Contrairement au type de viol précédent, celui-ci peut ainsi s'accompagner d'humiliations, la victime étant transformée en objet de fantasme.

Le troisième type est nommé « colère et rage vengeresse ». Il s'agit d'une agression impulsive et brutale pouvant aller jusqu'au meurtre, expression d'un « *ressentiment envers les femmes dont les causes peuvent être multiples (psychologiques, sociales, familiales…)[69] ».*

Enfin, la dernière catégorie regroupe des agressions de l'ordre du sadisme. Le violeur prépare son acte (rituel prolongé) afin de réaliser ses fantasmes de type « déviants » et violents. La violence sera de type physique et psychologique, avec usage de la torture, pouvant aboutir à la mort.

Cette typologie est à mettre en relation avec les caractéristiques de la masculinité hégémonique, que nous développerons un peu plus loin, qui offrent un environnement propice à la manifestation des violences. Il semble primordial d'identifier et de s'interroger sur les attributs d'un « vrai » homme au sein d'une société patriarcale. Quels sont les rôles et conduites attendus de la part des hommes, quelles sont les valeurs qu'ils doivent incarner ? Ce modèle dominant de masculinité est donc socialement et culturellement construit,

[67] http://www.sfms.fr/cube/2008-CIFMS_Ravart_Marc_presentation.pdf
[68]https://www.fun-mooc.fr/asset-v1:USPC+37011+session01+type@asset+block@Rapports_de_domination_masculine_%C3%A0_travers_les_violences_de_genre_-_Quelques_caract%C3%A9ristiques_culturelles_et_normes_sociales-_Serge_Rabier.pdf
[69] Ibid.

impliquant la soumission de la femme mais aussi le rejet des hommes ne correspondant pas à ce modèle : discriminations, exclusion, suspicion ou encore répression. On peut donc repérer des violences à l'encontre des femmes, d'autres hommes ou bien retournée contre l'homme lui-même.

L'enracinement des cultures patriarcales est tel qu'il est possible d'observer une légitimation de la domination, quasiment de l'ordre du naturel. Ainsi, l'homme aura globalement plus de légitimité à s'imposer dans l'espace social, et dans une certaine mesure à agir avec violence en toute impunité. Dans certains pays, on va jusqu'à fermer les yeux sur la violence domestique, ou bien glorifier la violence dans la sphère publique à travers les guerres par exemple, ce qui participe au régime de justification de ces violences.

D'autre part, comme on a souligné l'expérience contradictoire du pouvoir précédemment, les différentes formes de violence exercées par l'affirmation de sa virilité représentent une réponse à cette dissonance cognitive. On peut ajouter que le fait que l'empathie soit considérée comme une aptitude féminine amène nombre d'hommes à ne pas être conscients des douleurs causées, que leurs manifestations sont exagérées ; d'autant plus qu'eux-mêmes sont appelés à ne pas montrer ou même ressentir les douleurs.

Toutefois, on ne demande pas aux hommes de refouler toutes leurs émotions. En effet, certaines sont socialement acceptées, en particulier la colère. Cette émotion peut donc remplacer celles « non autorisées », et peut prendre différentes formes d'expression, énumérées par Serge Rabier : « *l'impatience par rapport aux choses dues, l'intonation de la voix forte, impérative, interruptive et tranchante, les dépréciations, les moqueries, les critiques, les violences verbales, psychologiques et bien sûr physiques*[70] *».*

Pour finir, on peut ajouter que lorsqu'un enfant est témoin de violences envers une ou plusieurs femmes à l'intérieur d'un foyer, il est possible qu'il intériorise cette violence, et la reproduction de ce modèle est alors assurée (répétition de violences ou tolérance).

En parlant de l'Inde, Van Woerkens (2010) rappelle que les visions occidentales de la femme indienne victime ne doivent pas nous faire oublier que *« les oppressions que subissent les femmes indiennes sont un miroir des nôtres, passées ou présentes ».*

1.3.2 Les femmes en Inde rurale

Etudions à présent la question des femmes en Inde rurale. Il nous faut tout d'abord insister sur une dimension essentielle des rapports de genre, qui peut se concevoir en termes

[70] Ibid.

spatiaux : dans plusieurs cultures en Inde, la sphère domestique est opposée à l'extérieur, la sphère publique. Bruckert (2015, p 195) précise que *« […] la première renvoie à la maison, au Soi, au féminin, au privé, au cœur ou à la parenté, alors que la deuxième renvoie à la cour extérieure, à la rue, au public, au guerrier, au corps ou au monde ».*

Astier (2007, p 71), lui, affirme que *« la femme indienne se définit en permanence par rapport à un mâle, de sa naissance à sa mort ».* C'est à travers le mariage qu'elle aura accès à la libération, et non par l'étude des *Veda*, comme c'est le cas pour les hommes. Les valeurs à embrasser par les femmes sont la chasteté, la fidélité, la soumission et la dévotion totale à son époux. Il fait référence à une position toutefois ambivalente : *« dans la mythologie, la femme est aussi la tentatrice, l'incarnation du désir qui détourne de l'ascèse et du renoncement ; mais qui permet ainsi la reproduction et donc la continuité »* (Astier, 2007, p 74).

L'égalité civique des hommes et des femmes est inscrite dans la Constitution de 1950. Cependant, la préférence pour les enfants de sexe masculin révèle la valeur moindre accordée au féminin mais aussi la prépondérance de croyances religieuses (le fils accomplit le rituel funéraire de ses parents), et traditionnelles (pratique de la dot). D'un point de vue utilitariste, les femmes représentent un poids économique pour la famille, et même souvent une source d'endettement, puisqu'elles partiront vivre dans la famille de l'époux au moment du mariage (patrilocalité), au prix d'une dot astronomique pour les parents de celle-ci. Cette pratique a été officiellement abolie en 1961, mais se perpétue jusqu'à aujourd'hui (Haag et Rippert, 2006).

On peut prendre la mesure des discriminations dans les chiffres du ratio par sexe : 943 femmes pour 1000 hommes en 2011 et 919 à la naissance[71]. Le nombre normal est de 1 050 femmes pour mille hommes[72]. En Himachal Pradesh, le sexe-ratio est de 972 (909 à la naissance) en 2011 et de 1012 dans le district de Kangra[73] (876 à la naissance). Les infanticides et les avortements sélectifs, bien qu'étant interdits, ont toujours cours, parallèlement aux négligences dont sont victimes des filles et les femmes (alimentation, soins, éducation...). On estime le nombre de « femmes manquantes[74] » à 36 millions en 2001 (Manier, 2008). En Himachal Pradesh, les indicateurs de santé et de bien-être sont en constante amélioration. Toutefois, les sexe-ratios sont de plus en plus défavorables aux femmes. Cela est dû à l'amélioration des technologies dans le domaine médical, qui permet

[71] https://www.census2011.co.in/sexratio.php
[72] http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/sex-ratio
[73] https://www.census2011.co.in/sexratio.php
[74] Ou « déficit de femmes »

de pratiquer l'avortement sélectif, qui représente tout de même un coût monétaire. Plusieurs auteurs (Piar et Shashi, 2009 ; Gupta, 2005) affirment ainsi que les sexe-ratios les plus défavorables se retrouvent dans les endroits où les familles sont les plus éduquées.

Plusieurs lois ont été adoptées en faveur des femmes (viol, violences domestiques, dot, successions...) mais n'ont que peu d'effets sur les pratiques. En témoignent cet autre fait violent : plusieurs milliers de femmes sont tuées chaque année lorsque la dot n'est pas versée en totalité. Ces meurtres déguisés sont appelés « dowry death[75] » (Paringaux, 2003).

1.3.2.1 La crémation des veuves

Il existe une tradition, symboliquement très frappante, le rite de la Sati. Ce rituel ne concernait à l'origine qu'une infime partie des femmes issues de hautes castes et reste rare aujourd'hui. Lorsque la femme perd son mari, elle s'immole sur son bûcher, et l'accompagne ainsi dans son voyage. Ce sacrifice divinise la veuve.

Toutefois, le BJP[76] (parti fondamentaliste hindou) y porte un regain d'intérêt, en tant que réponse culturelle à la mondialisation. Ce rite, considéré comme un symbole de la tradition hindoue par ce parti, connaît un nouveau souffle en tant qu'instrument politique, malgré son interdiction et toute expression de vénération s'y rapportant. Tambs-Lyche (2013, p 16) précise :

> « *Comme au début du 19° siècle, la Sati est importante, précisément parce qu'elle est perçue comme barbare par les Occidentaux. Aucun rite ne pourrait être mieux placé pour symboliser la transgression. Ce rite libère une puissance qui permet de sanctifier les valeurs hindoues et de maudire la décadence de l'Occident* ».

1.3.2.2 La figure de la belle-mère

Attardons-nous sur la figure de la belle-mère en Inde. Les belles-filles sont souvent présentées comme des femmes impuissantes subissant l'oppression de leurs belles-mères. Ces dernières sont vues comme des agents de reproduction des normes patriarcales, dominant leurs belles-filles en leur accordant un statut subordonné et les privant d'une alimentation satisfaisante, les forçant à adopter une attitude de soumission, confinées à l'espace domestique, pouvant aller jusqu'à participer à leur meurtre pour cause de dot[77] (Vatuk, 1995).

---

[75] « meurtres liés à la dot »
[76] « Bharatiya Janata Party »
[77] « dowry death »

D'autres auteurs (Jeffery et Jeffery, 1996[78] ; Bennett, 1983[79]) précisent qu'on peut observer « compétition », « discorde », « tension » et « rivalité » dans leurs relations, mais nuancent ces propos en mettant en évidence des discours de belles-mères et belles-filles se louant l'une l'autre ou bien en constatant quelques relations empreintes d'harmonie et de coopération.

Dans son article *« Like Her Own : Ideals and Experiences of the Mother-In-Law/Daughter-In-Law Relationship »,* la sociologue Keera Allendorf (2015) examine les représentations et les pratiques au cœur des relations entre belles-mères et belles-filles au sein d'un village du Bengale Occidental. Dans une famille où on a demandé de décrire la relation idéale entre les deux, l'une déclare qu'une belle-mère doit aimer sa belle-fille comme sa propre fille. Symétriquement, l'autre affirme qu'une belle-fille doit aimer une belle-mère comme sa propre mère. La relation est ainsi idéalement considérée comme forte et positive. Les notions valorisées sont alors l'amour, l'affection, et la compréhension. Ce dernier terme doit être compris comme une entente commune sur la répartition des tâches domestiques et de la façon de les exécuter, plus précisément de la responsabilité de la belle-fille dans ce domaine. Il est généralement admis que la belle-mère se consacrera plutôt au soin des enfants, et l'autre aux autres corvées comme le nettoyage, la cuisine, la collecte de l'eau et du charbon, ainsi qu'aux tâches agricoles. Allendorf avance l'hypothèse que cet idéal est positif en raison de la nature de la famille elle-même, composante de la culture indienne : le modèle de la famille élargie, distinct du modèle de la famille nucléaire typique des pays occidentaux.

A propos de la relation idéale entre mère et fille, il ressort la norme suivante : les relations parents-enfants sont forcément bonnes, les parents aimant par définition leurs enfants. Pourtant, on attend des femmes mariées qu'elles « tempèrent » les relations d'amour et de proximité avec leurs parents. Dans le système de famille élargie, la femme mariée est considérée d'abord comme appartenant à la famille de son mari, et devrait idéalement aimer ses beaux-parents davantage que ses parents biologiques. Pourtant, et cela vaut pour les deux modèles de famille, les liens familiaux d'ordre biologique sont reconnus plus fort en termes d'amour et de proximité que les liens créés par les alliances (Alledorf, 2015). Dans le modèle qui nous intéresse, le manque d'histoire et de passé communs entre belles-mères et belles-filles représente un frein au développement de liens d'amour (Merill, 2007) et Allendorf (2015, p 6) nous rappelle que *« la culture façonne l'amour »*[80]. Toutefois, même si l'idéal de relation fait référence à l'amour et la proximité, les interrogées sont conscientes qu'un tel

[78] Etude menée en Uttar Pradesh
[79] Etude menée au Népal
[80] Traduction personnelle : *« culture shapes love »*

absolu est difficile à atteindre dans les usages.

Dans la pratique, il apparaît que la bonne communication est évoquée comme condition primordiale pour le bon fonctionnement de la relation, c'est-à-dire une façon respectueuse de se parler et s'écouter. A l'inverse, lorsque cette condition n'est pas remplie, la relation est caractérisée par sa mauvaise qualité ; cela se réfère à des abus de langage, des réprimandes, des insultes, des méchancetés ou des paroles blessantes. Cela peut se traduire en conflit et en bagarre. En effet, certaines belles-filles rapportent s'être fait battre par leur belle-mère. Elles ajoutent que l'autre peut également adopter un comportement d'évitement, en refusant de leur adresser la parole. Etant donné la proximité physique des personnes dans de petits logements, on peut imaginer l'atmosphère pesante qui peut y régner. Finalement, le mode de communication négatif semble être le plus répandu.

Toutefois, les relations ne peuvent pas être considérées comme entièrement bonnes ou totalement mauvaises. Certaines femmes éprouvent à la fois des sentiments positifs et négatifs. On peut nuancer les résultats en affirmant que ces relations dyadiques présentent des difficultés dans n'importe quel type de famille. Allendorf conclut son étude en avançant qu'il existe une contradiction dans la structure même de la famille élargie. Les deux femmes sont censées appartenir à la même famille et sont à la fois des étrangères. On peut souligner là une dissonance dans les liens familiaux, dont découle à la fois de l'affection et du conflit. Elle conclut que *« dans ce système de famille élargie, le concept de contradiction est plus pertinent que celui d'ambiguïté »*[81] (Allendorf, 2015, p 22).

1.3.2.3 Le mariage

Comme l'énonce Virginie Chasles, (2009, p 3) *« […] la légitimité concédée aux femmes dans la société indienne est moindre que celle accordée aux hommes ».* Cependant, cette situation tend à évoluer. La jeune femme est destinée à être mariée, et elle devra quitter son foyer pour rejoindre la famille de son époux, où elle sera placée sous l'autorité de celui-ci ainsi que de sous celle de sa belle-mère. L'âge moyen du mariage est de 22,6 ans pour les garçons et de 18,3 ans pour les filles en 2001. Presque la moitié des femmes se retrouvent mariées avant leur majorité, âge légal de cette union. Les chiffrent varient considérablement selon la région et le statut social (Chasles, 2008). Le mariage représente la norme, et le célibat est ainsi mal considéré socialement, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

[81] Traduction personnelle : *«[…] in this joint family system context, I suggest that contradiction is a more accurate concept than ambiguity. »*

1.3.2.4 La maternité, la santé

La femme est ensuite destinée à devenir mère. Elle acquerra alors une certaine légitimité. En revanche, elle récoltera honte et opprobre si jamais le mari ou elle-même se trouvent stériles (Sonpar et Kapur, 2001).

Depuis les années 1990, la libéralisation de l'économie et la mondialisation ont de puissants effets sur les aspirations des nouvelles générations. Les médias notamment participent de manière importante au processus d'évolution des structures sociales et culturelles. Les femmes aspirent à plus d'autonomie, notamment financière, et à un accès au pouvoir de décision. Ces mutations sont particulièrement visibles en ville. Les deux systèmes de valeurs, traditionnel et moderne, cohabitent, et les femmes se retrouvent tiraillées entre responsabilités familiales, vecteur fondamental de reconnaissance et d'accomplissement, et aspirations professionnelles. Entre l'apport alimentaire moindre, les grossesses précoces, multiples et rapprochées, ainsi que les charges de travail qu'elles assument, leur santé est mise en péril, par le fait même qu'elles naissent de sexe féminin (Chasles, 2009).

Virginie Chasles souligne les difficultés d'accès aux soins qui découlent de restrictions spatiales imposées aux femmes. De plus, elle affirme l'idée d'une dichotomie entre les pathologies relevant de l'individuel et celles du collectif, comme la stérilité. La médicalisation de la grossesse progresse, mais principalement pour un premier enfant, notamment en raison du fait que c'est celui qui « *a la plus forte charge symbolique et sociale* » (Chasles, 2009, p 8). Par contre, on observe peu de suivi post natal. Les femmes sont alors soumises à des phases de purification, qui se traduisent par un isolement ou des restrictions alimentaires, pour pouvoir rejoindre son foyer sans risque de pollution. Enfin, le bien-être de la femme ou les autres troubles gynécologiques sont laissés de côté.

1.3.2.5 Restrictions spatiales

Virginie Chasles, géographe, a considéré une dimension subtile, celle des restrictions spatiales liées au statut dévalorisé de la femme dans une région de l'Inde rurale. Les déplacements doivent relever du domaine du visible. Elle affirme ainsi, d'après les travaux de Ranade (2007), que « s*ortir seule du cadre familier ou du voisinage protecteur, c'est comme révéler un détachement vis-à-vis de la communauté et de ses règles, ce qui est évidemment mal vu. La suspicion naît des motifs qui pourraient conduire à rechercher cet isolement, cette invisibilité* » (Chasles, 2009, p 5). L'invisibilité renvoie ainsi au « caché » et donc à l'immoralité et au déshonneur.

La femme devra demander la permission de sortir, et doit être accompagnée dans ses déplacements. Il s'agit donc d'une mobilité s'inscrivant dans un cadre collectif mais aussi négocié (Bourdier, 2001). Ces mobilités semblent donc sous le signe de la limitation, du contrôle, et sont cependant à nuancer avec l'âge et la caste : à la ménopause, ces restrictions s'atténuent. La femme âgée est plus libre, sauf si elle est veuve, auquel cas elle sera exclue de la société. D'autre part, dans les hautes castes, les restrictions sont plus strictes. Dans les basses castes, les femmes assurent une bonne partie du revenu de la famille et sont donc plus susceptibles de se déplacer, pour aller travailler par exemple.

Avec l'émergence de la classe moyenne et du consumérisme, les femmes se déplacent mais les règles sont toujours à respecter selon les normes en vigueur. Par exemple, les femmes ne doivent pas se montrer avec des hommes de caste inférieure, comme l'affirme ainsi Virginie Chasles (2009, p 6) : *« il ne faudrait pas que l'image de ces femmes de la classe moyenne, symbole de l*a shining India *(l'Inde qui brille), autrement dit de la réussite économique du pays, soit entachée ».* Néanmoins, quelques arrangements et transgressions temporaires sont observables.

Encadré 1 : L'égalité entre hommes et femmes

Qu'entendre par la notion de l'égalité hommes-femmes ? Bisilliat et Verschuur (2000, p 107) nous éclairent sur ses différentes dimensions :

« Le Rapport mondial sur le développement humain a toujours défini l'objectif fondamental du développement comme étant celui d'un élargissement de la palette de choix offerte aux êtres humains. Trois éléments essentiels constituent le coeur de ce concept :

- *égalité des chances pour toutes les personnes dans la société ;*
- *maintien de ces chances d'une génération à l'autre ;*
- *accession des personnes au contrôle de leur destinée afin qu'elles participent aux processus de développement et qu'elles en tirent parti. »*

« L'égalité entre hommes et femmes au regard des droits de l'homme est un principe universellement admis, réaffirmé par la déclaration de Vienne signée par 171 Etats lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, en juin 1993.
Ce principe revêt de nombreuses dimensions :

- *accès égal aux services sociaux fondamentaux, dont l'éducation et la santé ;*
- *égalité des chances de prendre part aux décisions politiques et économiques ;*
- *égalité des rémunérations à travail égal ;*
- *égalité devant la loi ;*
- *élimination des discriminations sexuelles et de la violence à l'encontre des femmes ;*
- *égalité des droits des citoyens dans toutes les sphères de la vie, qu'elles soient publiques – par exemple le lieu de travail – ou privées - par exemple le foyer. »*

1.3.2.6 Division sexuelle du travail

Les femmes sont manifestement assignées au travail domestique. Michael Kaufman (1994, p 9) explique la moindre participation des hommes au travail de *care* en avançant que le type de masculinité incorporé par les garçons renvoie aux notions de distance, de séparation, et d'une image fantasmée de ce que devrait être un homme, en opposition aux notions *« d'unité et d'inséparabilité caractéristique des relations mère-jeune enfant*[82] *».*

On peut entendre un discours de justification à ce sujet, un mélange d'ordre traditionnel et biologique : *« les femmes n'auraient aucun mérite à réaliser des tâches par ailleurs dévalorisées, puisqu'elles feraient ça depuis toujours et qu'elles seraient faites pour ça. »* (Clair, 2012, p 20) Les activités « productives » plus valorisées, sont réservées aux hommes et on considère la femme moins compétente pour ce type d'activités. C'est en cela que l'on peut parler de division sexuelle du travail. Il résulte de ces assignations *« la captation par les hommes des fonctions à forte valeur ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc…) »* (Kergoat, 2000, p 36). La justification d'un caractère « naturel », faisant par exemple référence aux sociétés de chasseurs-cueilleurs, sous-entend que « *les femmes étaient en charge de la quête des glucides parce qu'elles n'étaient pas capables de chasser* » (Fournier et al, 2015, p 8).

L'alimentation, au cœur du travail domestique, demande un investissement en temps et en énergie considérable, et sa gestion complexe requiert justement de multiples compétences, en plus de représenter une charge mentale conséquente. En cela, elle constitue une évocation perpétuelle de ces inégalités et révèle des mécanismes de reproduction de cet ordre social (Fournier et al, 2015).

En conclusion, Harriss-White (2012, p 284) anticipe toutefois des évolutions, en affirmant que *« le développement économique et social implique inévitablement la désintégration de la division sexuelle du travail établie traditionnellement dans les villages ».*

1.3.3 Construction des identités

Venons-en à présent à approfondir la notion d'identité, qui nous sera cruciale pour comprendre la suite de la réflexion.

1.3.3.1 Le processus de construction des identités

La construction des identités multiples est un processus mouvant : l'individu « hérite » ainsi d'une identité de sexe, d'une identité ethnique et de classe sociale par le biais de celle de ses

[82] Traduction personnelle

parents. Cependant, par la suite il va devoir négocier les identités attribuées par les autres et incorporées par soi, mais aussi réaliser un compromis entre identités « héritées » et « visées » (Dubar, 2000).

On peut différencier trois types d'identités, l'identité personnelle, sociale et culturelle. Ces identités s'entremêlent, se nourrissent les unes les autres. L'identité personnelle, de manière subjective, se construit en fonction de ce que l'individu perçoit de lui-même, et de l'image que l'on désire renvoyer aux autres (l'identité « pour soi » et « pour autrui »). Elle est le fruit de la socialisation (Dubar, 2000). Paul Ricoeur emploie les termes de « mêmeté » et d'« ipséité ». L'ipséité fait référence à notre singularité, tandis que la mêmeté représente "*une forme de permanence dans le temps qui soit une réponse à la question qui suis-je ?*" (Ricoeur, 1996, p. 143) autrement dit une façon de se reconnaître soi-même d'une manière stable dans le temps. Hanna Malewska (2000) insiste sur l'idée que même si l'identité est un processus dynamique, la continuité est essentielle pour protéger une certaine cohérence intérieure. Pour elle, l'identité personnelle est comme «*l'ensemble organisé des sentiments, des représentations, des expériences et des projets d'avenir se rapportant à soi* ».

L'identité sociale, elle, est définie par les positions sociales que les individus occupent. Ces positions, d'une part « prescrites », et d'autre part évoluant selon les interactions sociales, s'inscrivent dans une dimension collective. Ces places indiquent une appartenance à un groupe ou une catégorie sociale (le genre par exemple). Les personnes partagent donc des traits communs avec ce groupe d'appartenance, auquel elles adhèrent plus ou moins. Il s'agit de la représentation qu'un individu se fait du monde social qui l'entoure, et qui construit un système de non-appartenance, par opposition à l'appartenance (Zavalloni, 1984). Alex Mucchielli fait référence à une autre dimension : se repérer et être repéré dans la société. Il la définit comme « *l'ensemble des critères qui permettent une définition sociale de l'individu ou du groupe, c'est-à-dire qui permettent de le situer dans la société* » (1992, p 127).

Le psychologue social Henri Tajfel (1972) a énoncé la théorie de l'identité sociale, où il identifie trois pôles principaux :

- le pôle cognitif fait référence à la connaissance que l'individu a de son appartenance (ou sa non-appartenance) à un groupe social ;
- le pôle socio-cognitif renvoie à la notion de comparaison ;
- le pôle affectif représente une part de l'estime de soi que l'environnement social renvoie à la personne.

Enfin, l'identité culturelle fait référence aux relations qu'entretient un individu à son environnement culturel. Celui-ci participe à la définition du soi. « [...] l*'assignation d'une identité culturelle à l'autre sert à identifier et à séparer le Nous du Eux* » à partir de

représentations (mythes, symboles, valeurs) et de pratiques « spécifiques » (langue, cuisine…) communes à un groupe (Kilani, 2000).

1.3.3.2 Lien avec la socialisation

Comme on vient de le voir, cette construction commence dès les premiers jours de l'individu et se poursuit tout le long de la vie à travers le processus de socialisation. Aebischer et Oberlé soulignent l'importance de l'identification à des modèles. En construisant sa personnalité, l'individu va également acquérir la capacité de remettre en question ces influences : *« l'identification est le processus selon lequel l'individu, depuis l'enfance, tend à construire sa personnalité sur le modèle de quelqu'un d'autre. […] Ce processus se développe […] selon deux directions possibles : soit le sujet s'identifie à l'autre, soit il identifie l'autre à une partie de lui-même en le « plaçant » en lui* » (V. Aebischer, D. Oberlé, 1998, p 49).

La socialisation a pour fonction d'intégrer la personnalité dans l'environnement social. L'individu s'approprie un certain nombre de règles lui permettant de s'inclure dans son groupe social, ce qui a pour but d'accroître la solidarité entre les membres du groupe. Cela suppose que la société prévaut sur l'individu (Durkeim, 1925), autrement dit, il s'agit de *« l'exercice d'une contrainte par une autorité considérée comme légitime et un objectif défini au niveau social »* (Jumageldinov, 2009, p 21).

Ce processus est fondamentalement lié à l'altérité et, comme on l'a vu, à la reconnaissance dans le regard d'une autre personne, structurant la représentation de soi. Il s'agit d'un savant équilibre ou d'une tension entre le semblable et l'unicité, entre le « devoir être » et le « vouloir-être », le besoin d'appartenance et les aspirations personnelles. En ce sens, on peut affirmer que l'identité est par définition sociale (Jumageldinov, 2009).

1.3.3.3 Construction des identités de genre en Inde et sexualité

Mettons maintenant en perspective la manière dont les identités de genre sont construites en Inde rurale avec l'apprentissage de la sexualité. Durant l'enfance, les rôles de chacun sont déjà séparés de manière claire. Dans une société dominée par les hommes, les adolescents sont peu en contact avec les filles. On peut observer que l'éducation sexuelle se fait par l'intermédiaire des pairs et de la pornographie. Il existe un terme, « khillazadi », qui se réfère à l'apprentissage de la sexualité en épiant secrètement d'autres personnes pendant l'acte sexuel, puis en rapportant ensuite ces observations à ses amis (Verma et al., 2004).

Dans ce contexte, les jeunes hommes tendent à démontrer leur masculinité par des prouesses

sexuelles. De nombreux hommes considèrent que leur virilité pourrait être compromise s'ils n'ont pas de multiples partenaires sexuels et qu'ils utilisent des préservatifs (Greene, 1997). La différentiation des rôles s'accentue à l'adolescence, lorsque les garçons acquièrent de nouveaux privilèges comme plus d'autonomie, de mobilité, de pouvoir, d'opportunités... tandis que les adolescentes font l'expérience de plus de restrictions, spatiales par exemple, ou bien encore on les retire de l'école, et on contrôle leurs interactions avec les personnes de sexe masculin. Les jeunes femmes sont éloignées de la sphère publique pour se préparer à leur futur rôle d'épouse, et de mère. Ainsi, dès leur plus jeune âge, elles aident leurs aînées à accomplir les tâches domestiques (garde des enfants, préparation des repas, travail agricole...) tout en étant priées d'adopter une attitude de docilité et de respecter les règles. Par conséquent, elles sont amenées à fournir plus de travail et à jouir de moins de loisirs. Les restrictions spatiales sont justifiées par l'idée de la protection de l'honneur de la famille, soit en mettant les filles à l'abri des agressions sexuelles, ou bien en prévenant d'éventuelles explorations de la sexualité ; et lorsqu'elles sortent, elles se doivent d'observer un strict code de conduite, comme éviter les regards directs. Pendant ce temps, les garçons sont encouragés à faire preuve d'autonomie et d'indépendance. Les stéréotypes qui leurs sont associés, « actifs », « agressifs », « leaders », « téméraires », et « imposant le respect » font partie de la préparation de leur rôle de soutien de famille. Ils devront prendre les décisions, « protéger » leurs sœurs et femmes, s'assurer de l'éducation des jeunes frères, s'occuper des parents âgés, et exceller dans leur activité professionnelle (Gore, 1977 ; Kakar, 1996). Les stéréotypes liés aux femmes correspondent à ces qualités : être « belle », « affectueuse », « émotive », « attentionnée ». Dans cette société patriarcale, on attend d'elles qu'elles soient obéissantes, « bonnes », qu'elles aient le sens du sacrifice. On les a élevées de manière à ne pas remettre en question les discriminations, l'exploitation ou la subordination. D'ailleurs, il existe un terme, « paraya dhan » signifiant que la place de la femme est « ailleurs », c'est à dire dans la famille de son époux. Pour cette raison, le temps passé dans son foyer d'origine constitue une période de préparation à cette destinée. Pendant l'enfance, on attend des filles qu'elles jouent avec un certain type de jouets (poupées...), qu'elles restent proches de la maison pendant leurs jeux, afin qu'elles soient disponibles rapidement pour effectuer les corvées domestiques. Les garçons, eux, joueront avec des petites voitures et de fausses armes, éloignés de la maison. On peut également souligner ces différences dans le domaine du sport, où les hommes sont encouragés à pratiquer le cricket, le football ou la boxe, tandis que les femmes peuvent pratiquer une palette d'activités restreinte (Verma et Mahendra, 2004). Ces stéréotypes sexistes sont entretenus par les médias, notamment par la publicité

qui promeut par exemple les produits de beauté, ou bien certains produits alimentaires.
Ce modèle de socialisation incite les hommes à investir un comportement de contrôle des autres femmes et en particulier de l'épouse.
La masculinité hégémonique et la féminité définie par les normes sociales dominantes ont leur vocabulaire : « asli admi » ou « asli mard » font référence au « vrai homme » et « asli aurat » à la « vraie femme[83] ». Les hommes présentant des caractéristiques associées à la féminité seront qualifiés de « namard », littéralement « émasculé ». Dans l'étude menée par Verma et al. (2005), les interrogés associent des caractéristiques physiques (muscles, taille du sexe...), des attitudes et des comportements à la notion de « vrai homme », ainsi que la capacité d'avoir des enfants. Les attributs physiques ont leur importance dans la mesure où ils sont sensés attirer les femmes et augmenter les performances sexuelles dans le but de satisfaire ces femmes ; certains ont évoqué le risque que les femmes deviennent infidèles s'ils ne remplissent pas ces critères. On peut ajouter que les garçons sont très tôt encouragés à avoir une activité sexuelle. Ces avantages permettent également aux hommes de se situer dans leur groupe de pairs et leur communauté. Des comportements violents (physiques, sexuels, psychologiques) ont été également qualifiés comme faisant partie intégrante du « vrai homme ». Le harcèlement d'ordre sexuel dans les lieux publics par exemple n'est pas considéré comme tel mais plutôt comme une manière de prouver sa virilité, et d'attirer les femmes. Les jeunes hommes de l'enquête ont tendance à déclarer que ces comportements sont accentués lorsqu'ils en viennent à ressentir une certaine défiance envers leur masculinité.
Ceux qui transgressent ces normes seront désignés comme homosexuels[84]. Les préjugés contre les homosexuels entraînent des dégâts d'un point de vue psychologique notamment (mauvaise estime de soi, suicides...). Cela amène les hommes à rejeter et à éviter certains comportements considérés comme féminins (et donc émasculants), comme faire preuve d'attention envers les autres ou protéger leur santé. Cette pression est à l'origine de prises de risques dans les comportements sexuels. Ces contraintes entravent la circulation des informations autour de la sexualité et favorisent les violences sexuelles et les risques pour la santé, comme la propagation de maladies (FHI, 2002). La domination masculine, perpétuée à travers ces pratiques, empêche les femmes de disposer de leur corps, et de communiquer sur ce sujet « honteux » qu'est la sexualité, réservé aux hommes, même avec les autres

[83] Voir annexes H et I
[84] J'ai jusque-là trouvé dans la littérature une condamnation de l'homosexualité dans les représentations, mais Chowdhry (2011, p 249) affirme que *« des études montrent qu'en Inde du Nord en milieu rural, l'homosexualité n'est pas considérée comme bizarre ou contre-nature, mais est plutôt considérée comme temporaire »* (traduction personnelle)

femmes. Elles partagent donc peu autour des questions de contraception ou de reproduction (Desai, 1994). De plus, aborder ces discussions pour des jeunes filles pourrait entraîner une suspicion d'activité sexuelle quand la préservation de la virginité est un enjeu primordial pour l'honneur de la famille.

Les stéréotypes de genre encouragent l'infidélité des hommes, les relations sexuelles contraintes, les violences domestiques, et réduisent la mobilité des femmes, leur accès à l'éducation et aux services. Dans la mesure où les interactions entre hommes et femmes apparaissent si contraintes, il n'y a pas d'espace pour échanger sur la sexualité, qui est alors basée sur la peur et la honte. Verma et Mahendra (2004) parlent d'une « culture du silence ». La sexualité apprise à travers les films populaires dans des contextes de violence et d'alcool (Ramakrishna et al., 2003), associé à cette omerta, perpétuent les rapports de pouvoir, au détriment des femmes, mais aussi des hommes.

En conclusion, la sexualité est socialement construite et reflète les normes de la société dans laquelle elle s'exprime.

1.3.3.4 Les masculinités

Intéressons-nous au concept de masculinité hégémonique, que la sociologue Raewynn Connell a défini ainsi : *« ce concept vise à analyser les processus de hiérarchisation, de normalisation et de marginalisation des masculinités, par lesquels certaines catégories d'hommes imposent, à travers un travail sur eux-mêmes et sur les autres, leur domination aux femmes, mais également à d'autres catégories d'hommes*[85] *».*

Patricia Martin (2001) affirme que les masculinités sont hégémoniques d'un point de vue idéologique au sein d'une société ou d'une organisation mais qu'en pratique, les hommes expérimentent plusieurs types de masculinités, dont certaines sont hégémoniques. Pour cette raison, si l'on ne considère pas cette diversité d'expériences, on passe à côté des analyses. De plus, les masculinités sont culturellement et temporellement évolutives.

Connell (2014) a ainsi établi une typologie des masculinités, complétant l'image de la masculinité hégémonique :

- Les masculinités « complices » contribuent dans une certaine mesure à la masculinité hégémonique, sans profiter de tous ses avantages (masculinités ouvrières, des colonisateurs, du management…).
- Les masculinités « marginalisées » devraient a priori être exclues de la masculinité hégémonique et sont pourtant valorisées (ou au minimum tolérées) comme les

[85] Gourarier M., Rebucini G. et Voros F. 2013, « Entretien avec Raewyn Connell : Masculinité, colonialité et néoliberalisme », *Contretemps*, mis en ligne le 10 septembre 2013, http://www.contretemps.eu/interviews/masculinite-colonialite-neoliberalisme-entretien-raewyn-connell

boxeurs, les basketteurs, les rappeurs noirs... (critères de race ou de handicap par exemple).

- Les masculinités « subordonnées » représenteraient des « contre-modèles marginalisés »[86] puisqu'elles ne correspondent pas aux valeurs de la masculinité hégémonique (homosexuels, intellectuels, artistes...).

Il est en effet important de reconnaître qu'il est complexe d'être un homme, navigant parmi de multiples injonctions.

L'identité de genre, à l'image des autres identités, n'est pas une caractéristique statique. Elle est en constante interaction avec les différents environnements dans lesquels un individu évolue. Michael Kaufman (1994, p 6) parle de sa propre expérience en tant qu'homme et affirme qu'il *« acquière le sentiment de sa propre valeur par l'incorporation d'une forme dominante de masculinité propre à sa classe, sa race, sa nationalité, son lieu de vie, son orientation sexuelle et sa religion*[87] *».*

Une étude de Sai (2007) en Papouasie-Nouvelle-Guinée illustre bien cette idée de masculinité hégémonique. On peut constater que dans cette étude le masculin est associé à la force, au pouvoir, à la franchise, au fait d'être actif et détaché de ses émotions. Le genre féminin est supposé être modéré, passif et davantage associé aux émotions. Le premier relève de l'espace public, le deuxième du privé, du domestique.

Arthur Brittan (2001) avance qu'on peut observer un continuum dans les sortes de masculinités, qui peut évoluer avec le temps, mais que le pouvoir inhérent au masculin constitue un élément figé. En effet, il affirme que ce pouvoir se trouve parfois recomposé selon les circonstances, notamment historiques, mais finalement réaffirmé.

Finalement, la notion de masculinité hégémonique n'est donc qu'une image et n'existe que peu dans la réalité. Norberto Inda (1998, p 30), assure ainsi que *« le paradigme, l'homme, a été décrit comme étant belliqueux, ingénieux, studieux, fin stratège, travailleur, politicien ou artiste. Mis à part dans la fiction ou dans quelques cas cliniques, c'est rarement le cas ».*

En conclusion, on peut mentionner un type d'identité qu'il serait bon de garder à l'esprit pour notre sujet : la masculinité coloniale. Osella et Osella (2006) indiquent que les britanniques en Inde se présentaient comme hyper-masculins. Cette masculinité était incarnée par des valeurs de rationalité, de science, de progrès… incarnée par des hommes martiaux ou même assoiffés de sang. Ils humiliaient les indiens en les qualifiant d'efféminés et en leur attribuant des caractéristiques dévalorisantes : superstitieux, irrationnels, faibles,

[86] Serge Rabier, Les études de masculinités, un champ délaissé, The Conversation, 27 novembre 2016 https://theconversation.com/les-etudes-de-masculinites-un-champ-delaisse-68775

[87] Traduction personnelle

passifs (quand eux-mêmes se voyaient comme actifs), incapables de se défendre, ou de gouverner, manquant de self-contrôle… Certains d'entre eux (proches du pouvoir britannique) étaient toutefois épargnés par cette forme d'émasculation symbolique. Ces pratiques et représentations devenaient même un registre de justification du colonialisme. Les auteurs assurent ainsi qu'on considérait donc que les indiens, à l'image des femmes, avaient besoin d'être guidés (et donc gouvernés), disciplinés par les britanniques de classes sociales supérieures, ceux-ci étant eux-mêmes formatés par des institutions masculinisantes comme l'école ou l'armée.

Nous développerons plus largement dans la partie suivante les questions d'identités masculines.

Conclusion de la première partie

Comme on vient de le voir, l'Inde fait face à des défis de taille dans le domaine de l'agriculture. Dans un pays marqué par des famines de grande ampleur, une solution à court terme que représente la Révolution Verte a été adoptée, dans un objectif d'autosuffisance alimentaire, choix tout de même influencé par des acteurs américains. Les inégalités dans le monde agricole n'ont fait que se creuser, et ceux qui bénéficiaient déjà de situations décentes ont pu tirer profit de cette hausse de la productivité. En effet, les paysans n'ayant pas les moyens d'accéder à cette « modernisation » ont été laissés de côté. Les politiques agricoles ont délaissé la question des productions vivrières. Depuis quelques années déjà, les limites de ce modèle se font sentir, d'autant plus qu'il s'inscrit dans un système capitaliste plus large, qui intrinsèquement repose sur la subordination et l'exploitation des plus pauvres en général et des femmes en particulier. On peut d'ailleurs constater une situation paradoxale dans le fait que les femmes, responsables du travail alimentaire, soient largement touchées par la sous-alimentation. Le développement du marché des produits agricoles est en grande partie responsable de ces problèmes d'insécurité alimentaire dans le monde. Pour résumer, Christine Verschuur (2011b, p 22) affirme que *« la dévalorisation et la fragilisation de l'agriculture paysanne conduisent à une crise du système de production, avec des tensions dans l'articulation entre ces deux formes de production agricoles, paysanne et agro-industrielle, et à une crise de la reproduction sociale ».* Ces mutations s'inscrivent dans un contexte de crise écologique accélérant la détresse des agriculteurs. La dégradation des milieux naturels est doublée par le phénomène de réchauffement climatique et l'augmentation subséquente des catastrophes naturelles.

Cette crise agraire pousse les paysans à investir des stratégies de subsistance, notamment la migration, qui va nous intéresser dans la partie suivante. Dans ce contexte de dévalorisation de l'agriculture, les identités masculines se trouvent fragilisées pour plusieurs raisons que nous allons explorer à présent. D'autre part, les paysannes font face aux conséquences de ces mutations, loin du cliché de la femme soumise et passive.

Partie 2. Problématique et hypothèses

Introduction

Comme on vient de le voir, les systèmes agraires en Inde font face à une crise sociale, économique et écologique. Le déploiement de l'agro-industrie a provoqué une dévalorisation de l'agriculture paysanne. Dans le mot dévalorisation, on entend perte de valeur, de crédit… dépréciation (Rey-Debove et Rey, 2009). Comme l'ont formulé Inda et Rosaldo (2002, p. 9), nous devons prendre en compte l'*« enchevêtrement accru du local et du global »*, c'est-à-dire qu'il nous faut penser la notion de « local », en tension avec un univers globalisé. Dans cet environnement, la circulation des idées ne cesse de s'accélérer et naissent de nouvelles aspirations, qui pourraient bien devenir les moteurs de mutations sociales plus profondes, notamment en ce qui concerne les relations de genre. Suite à la revue de littérature, notre attention s'est dirigée vers le phénomène de migrations vers les villes qui prend de l'ampleur en Inde. On assiste à un exode rural contenu, dans la mesure où de nombreux migrants se déplacent de façon saisonnière, rentrant dans leurs villages à intervalles réguliers. De nombreuses femmes migrent également, mais en Himachal Pradesh, la plupart le font pour des raisons familiales, notamment pour aller vivre dans la famille de leurs maris. Les flux de migrations masculines partant de cet Etat se dirigent principalement vers les villes de Delhi et Chandigarh (Sharma, 2018).

Nous avons ainsi formulé les liens entre la dévalorisation de l'agriculture et sa féminisation, les migrations résultant de cette crise, puis nous nous sommes attachés à étudier les impacts de ces phénomènes sur les identités masculines et les relations de genre. Ainsi, cette problématique a émergé :

En quoi la question des migrations urbaines liée à l'agriculture en Inde induit-elle une recomposition des identités masculines à travers la féminisation de la main d'œuvre agricole ?

Nous avons alors établi deux grandes hypothèses pour tenter de répondre à ce questionnement.

2.1 Hypothèse 1 : L'agriculture connaît un mouvement de dévalorisation sociale qui fragilise les identités masculines

2.1.1 Dévalorisation de l'agriculture et célibat forcé

Nous allons maintenant nous pencher sur la question du célibat forcé des hommes en Inde, qui touche particulièrement les paysans, investis dans une activité devenue peu désirable et empreinte d'incertitudes, comme on a pu l'établir en première partie.

L'étude de Tilche et Simpson (2018) sur les liens entre le mariage et la crise des paysans au sein d'une caste « moyenne »[88], nous révèle une image dégradée de l'agriculteur, arriéré et démodé ; la société paysanne est menacée en termes de reproduction. De même que Bourdieu (2002) a pu mettre au jour le processus de dévalorisation de l'agriculture en France, les deux auteurs soulignent l'incorporation des paysans d'une violence symbolique, d'un sentiment d'infériorité face aux valeurs de « modernité » que véhiculent l'urbanité, l'ailleurs et les métiers non manuels. En Inde, parallèlement à un « déficit de femmes »[89], comme on l'a mentionné en première partie, on assiste à un nombre croissant d'hommes « immariables » (Ahlawat, 2016 ; Kaur, 2008 ; Mishra, 2016). Plusieurs auteurs ont mentionné la dévalorisation des identités rurales (Bailey, 1957 ; Marriott, 1955 ; Mayer, 1960 ; Srinivas, 1955). Les villages sont connectés avec les villes, à travers les médias et par les flux migratoires, des travailleurs notamment. La question de la possession de la terre a constitué un élément crucial de manifestation de pouvoir et de gouvernance. Aujourd'hui, cette même terre ne représente plus qu'une des possibilités dans les stratégies pour accéder aux ressources (Tilche et Simpson, 2018). De nouveaux modes de consommations et d'accès au marché du travail (non agricole) émergent, ainsi que de nouvelles aspirations (DeNeve et Carswell, 2014 ; Gidwani, 2000 ; Gupta, 2009 ; Parry, 2003). Polanyi (1944) a affirmé qu'en Europe, le glissement d'une société basée sur l'agriculture vers une société industrielle a eu pour conséquence une évolution majeure : celle d'un système fondé sur les notions de réciprocité et de redistribution vers le Marché et un individualisme croissant. En Inde, on ne peut pas considérer ce processus comme linéaire, mais cette montée de l'individualité est également visible, ce qui a pour conséquence de fragiliser les structures familiales (Kumar 2017).

[88] Etude menée au Gujarat
[89] Particulièrement marqué dans les régions rurales

Un élément crucial de l'incarnation de la masculinité en Inde rurale réside dans la capacité à accéder à un emploi non-agricole, à avoir des loisirs et du temps libre (Gidwani, 2000 ; Jeffrey, 2010). Cette masculinité doit se traduire également dans certaines pratiques de consommation (Osella et Osella 2000). La difficulté à atteindre ces nouvelles exigences, tant matérielles que culturelles, contribue à la détresse du monde agricole, à des recompositions sociales et à une « anomie », notamment la progression du célibat pour les hommes. Toutefois, cela affecte moins les plus pauvres. On peut avancer que les plus jeunes ressentent davantage la pression de correspondre à de nouvelles normes, mettant en jeu leur honneur et façonnant leurs aspirations à la mobilité et à la consommation. Bourdieu (2002) considère que les femmes, les plus pauvres et les fils les plus jeunes sont les sujets les plus susceptibles d'adhérer aux valeurs de la modernité urbaine et de les implanter en milieu rural, car ils sont moins attachés à la terre. Pour lui, cette modernité met à mal les valeurs et la valeur de la paysannerie, en faisant une des raisons de l'exode rural.

L'agriculture a pendant longtemps participé à façonner la culture des villages. Aujourd'hui, la dévalorisation sociale de l'agriculture trouve également sa source dans sa dévalorisation d'un point de vue financier. En effet, le fait de ne pas rémunérer suffisamment ce travail en fait une activité non attractive à tous points de vue, particulièrement pour les plus jeunes. Cependant, cette activité a bien perdu de son prestige en dehors des problèmes de rentabilité, car si dans les années 1950, il découlait de la terre et du savoir-faire agricole, aujourd'hui, même lorsque l'agriculture est viable, sa noblesse d'antan s'est amoindrie au profit des « travaux de l'esprit » (Tilche et Simpson, 2018, p 9). Les travaux agricoles sont aujourd'hui considérés comme l'échelon le plus bas de la hiérarchie des activités, avec les travaux manuels en général. A cela s'ajoutent d'autres hiérarchies, de castes, de classes, et de lieux[90]. Par exemple, chez les Patidars[91] étudiés par Tilche et Simpson (2018), un jeune homme exprime la pression qu'il subit quant à son statut de célibataire, sa famille et ses amis investissant leurs efforts dans la recherche d'une éventuelle épouse, en vain. Selon lui, les filles rejettent les paysans, aspirant à trouver un mari avec des *« ongles propres et des cartes de fidélité de supermarchés »* (p 6). Il conviendra alors de déterminer dans quelle mesure ce type de déclaration se retrouve chez les castes les plus basses et les paysans les plus pauvres. En effet, Jackson (1999) avance que la force physique est valorisée dans les groupes sociaux les plus bas, et que cela constitue un attribut désirable de la masculinité. Elle soutient

[90] Migrer à l'étranger est source de prestige par exemple ; et les destinations sont également hiérarchisées
[91] Caste de rang « moyen »

qu'ainsi, les travaux manuels[92] participent à la construction des identités masculines valorisées. Elle souligne enfin que ces travaux pénibles ne sont pas pour autant désirés par ces mêmes hommes, surtout sur le long terme, car ils s'épuisent à la tâche. Cela crée une tension entre le manque de désirabilité de ces emplois et l'exigence sociale de force physique.

Certains, issus des plus vieilles générations, voient en cette hausse du célibat des jeunes hommes le symptôme d'une institution du mariage qui part à vau-l'eau. Selon eux, les jeunes en général, et les femmes en particulier en seraient responsables, ne respectant plus l'autorité ni des parents, ni de la société.

Dans le village étudié dans le Gujarat, l'hypergamie[93] était une pratique traditionnelle forte, produisant un manque de femmes au bas de la pyramide. Les familles peuvent recourir à des femmes issues de castes plus basses, en échange d'une dot conséquente. Dumont (1964) y voit là un modèle de Don, où l'homme reçoit la femme en question[94], qui gagnera ainsi un statut plus élevé. Les femmes indiennes seront préférées aux étrangères, car elles sont censées incarner la tradition, et sont vues comme plus dociles et malléables, ce qui les rend plus susceptibles de préserver les valeurs de la caste. Ce système révèle un fait intéressant pour notre étude : la position sociale ascendante reposait autrefois sur une valeur fondamentale, celle de la possession de la terre. Dans ce village, la valorisation est aujourd'hui incarnée par la migration internationale. Toutefois, même si le sentiment de dignité associé à la terre s'amenuise, on peut noter que certains anciens paysans gardent la propriété de terres pour des raisons sentimentales ou des besoins de sécurité. Michiels (2016, p 422) analyse ainsi un entretien effectué auprès d'une paysanne de 43 ans[95] : *« le travail de la terre constitue en effet une certaine fierté pour elle et malgré les difficultés évoquées, il apparait clairement que l'attrait de l'agriculture n'est pas uniquement lié à des considérations économiques ».*

Par ailleurs, on peut noter des évolutions dans l'institution du mariage chez les plus défavorisés. D'une part, on voit apparaître des mariages collectifs. D'autre part, on peut observer le retour d'une ancienne tradition pratiquée notamment dans certaines tribus, le « prix de la mariée[96] », que Florence Laroche-Gisserot (2006) préfère appeler une « compensation matrimoniale ». Il arrive aujourd'hui qu'elle remplace la dot. Ce sera donc

[92] Ici le travail dans une briqueterie dans un contexte de migrations saisonnières
[93] Alliance avec un conjoint de statut plus élevé
[94] « gift of a maiden »
[95] Terrain réalisé au Tamil Nadu
[96] « bride price »

le marié qui payera pour une épouse et non l'inverse. Avec le célibat forcé, la femme prend donc plus de valeur sur le « marché du mariage » et devient à la fois plus vulnérable, car dans le cas de l'hypergamie, elle sera coupée de son réseau et pourra également subir des discriminations (Tilche et Simpson, 2018). Guttentag and Secord (1983) nuancent également cette idée de prise de valeur en détaillant cette autre dimension : en réalité les femmes sont valorisées dans leur rôle féminin assigné, ce qui tendrait à renforcer leur mise à l'écart de la sphère publique. Dans les faits, elles se marieront plus jeunes, auront plus d'enfants, et en tant que responsables du travail domestique auront moins accès à l'éducation et aux carrières professionnelles. Autrement dit, le déficit d'épouse augmente leur valeur marchande tout en restreignant leurs choix de vie.

Le célibat forcé des paysans se cumule donc avec un sentiment d'inadaptation, celui d'être paysan dans un environnement de plus en plus imprégné de modernité ; ce sentiment devient une source d'angoisse et d'inconfort pour les plus jeunes. Pour eux, le mariage présente plusieurs enjeux : se soustraire aux pressions de leur entourage concernant le célibat, sécuriser leurs vieux jours, et accéder à une vie sexuelle. Le mariage devient également une source de sociabilité et d'affection. Le mariage représente par ailleurs un rite de passage à l'âge adulte, ce qui constitue un enjeu primordial. Tilche et Simpson (2018) affirment même que sur leur terrain, cette dimension est plus importante que le risque de brimades concernant d'éventuelles tendances homosexuelles, si les jeunes hommes ne trouvent pas d'épouses. Le mariage a également l'avantage de théoriquement éviter aux hommes d'accomplir des « tâches de femmes ». Finalement, il est important de faire un *bon* mariage pour réaliser sa masculinité. Ce dernier aspect va en effet placer l'homme sur un échelon plus ou moins élevé dans la hiérarchie des statuts. L'identité se construit aussi par rapport aux autres hommes (Mishra, 2018).

Les femmes de l'enquête de Tilche et Simpson (2018) ne veulent a priori pas se marier avec des paysans car elles sont conscientes que si leur situation se dégrade, ce sont elles, et non plus les ouvriers (le cas échéant) qui devront s'occuper des tâches agricoles. Cela se vérifie dans les faits car on assiste à un mouvement de féminisation de la main d'œuvre agricole, notamment dans les cas où les hommes de la famille migrent pour apporter une autre source de revenu au foyer.

2.1.2 Célibat et masculinité hégémonique

Comme on l'a vu en première partie, la masculinité hégémonique est une construction sociale qui se manifeste selon le contexte culturel, historique, géographique… à un moment

donné. En Inde du Nord et en milieu rural, les normes en vigueur sont incarnées dans le mariage hétérosexuel, la conception d'une progéniture masculine et la capacité à rapporter un revenu et à s'occuper de sa famille (Chowdhry, 2011). Le fait de procréer dans le cadre du mariage est essentiel à la légitimité de l'enfant et est constitutif du rite de passage à l'âge adulte, indissociable de celui du mariage. L'absence d'enfant est aussi bien condamnée pour la femme, qui d'ailleurs sera rendue responsable de cette situation, que pour l'homme, qui verra sa virilité remise en cause, ainsi que sa capacité à perpétuer la lignée de la famille et de la caste (Mishra, 2018). Toutefois, il nous faut rappeler que la masculinité hégémonique n'est pas hégémonique en termes numériques ; on peut affirmer à la suite de Connell (2014) qu'elle n'existe que peu dans la réalité. C'est en ce sens que Connell et Messerschmidt (2005) font la distinction entre le « normal » et le « normatif » : la masculinité hégémonique n'est certainement pas normale en termes statistiques, mais assurément normative. Autrement dit, les hommes approchent plus ou moins cette image, et c'est ce fossé qui peut être source de frustration. Le célibataire parvenant à apporter un revenu à la famille et à s'occuper des aînés sera valorisé en tant que « bon fils ». Mais si en l'absence d'épouse dans le foyer, il en vient à s'acquitter des tâches domestiques, construites du côté féminin, sa masculinité ne correspondra pas entièrement à celle valorisée dans les normes sociales (Mishra, 2018). Cette sphère privée peut être vue comme féminisante voire émasculante (Nakassis, 2013).

Les célibataires occupent une position liminale, ni renonçants ni chefs de familles, quelque part entre les deux. Cela les conduit à avoir un rapport ambivalent à leur masculinité (Mishra, 2018). En ne correspondant pas aux normes de la masculinité hégémonique (Connell, 2014), ils peuvent se trouver en proie à l'anxiété. Mishra (2018) témoigne dans son article que les hommes ayant perdu espoir de trouver une épouse évitent les lieux réservés aux hommes. Les célibataires les plus âgés restent à l'intérieur de la maison. Une femme du village raconte comment un de ses beaux-frères de 47 ans, à l'origine loquace et jovial, s'est métamorphosé en une personne silencieuse, colérique et solitaire au point d'effrayer les enfants. Des enquêtés interprètent ce comportement en affirmant qu'ils n'ont plus que peu en commun avec les autres hommes et par conséquent rien à se dire. Les plus jeunes restent optimistes quant à leur possibilité de rencontrer une potentielle femme mais ils sont susceptibles de devoir dépenser une somme d'argent considérable s'il s'agit d'une union interrégionale et ils devront posséder un certain réseau de connaissances pour cela. Certains d'entre eux mettent tout de même en place des stratégies pour s'éloigner géographiquement du village de manière temporaire afin d'échapper aux commérages. Cela peut se faire en visitant la

famille de leurs sœurs, ou de leur mère, ou alors en accompagnant des amis chauffeurs de camion durant leurs trajets.

Les hommes célibataires n'intégrant pas pleinement leur rôle de pourvoyeur, prolongent leur expérience de la jeunesse. Ils sont souvent considérés comme immatures, déraisonnables et incapables d'émettre des jugements pertinents (Chowdhry, 2011 ; Kaur, 2008). Ils ne sont donc pas consultés dans les arbitrages familiaux importants, ce qui peut générer de la frustration. Cet homme interrogé a été mis à l'écart des choix en matière de cultures, sous prétexte qu'il avait « d'autres soucis » (il est sous-entendu qu'il était préoccupé par le fait de ne pas trouver d'épouse). La famille justifie également cette mise à l'écart par l'existence d'une hiérarchie des âges, les aînés primant dans la prise de décisions. Il se trouva donc contrarié pas le fait que son opinion ne fut pas estimée, et que s'il n'avait pas de prise sur son sort quant à la question du mariage, il pourrait au moins exercer un certain contrôle dans le domaine agricole. Il possède donc un pouvoir de décision limité et n'est ni considéré comme un adulte à part entière, ni comme un garçon (Mishra, 2018).

Le célibat des hommes n'est pas un phénomène nouveau, mais d'une part les façons de composer avec cette question ont évolué, et d'autre part, la pression a augmenté, car la plupart des hommes veulent se marier aujourd'hui, comme les normes dominantes le prescrivent. Avant l'époque coloniale, les stratégies des familles consistaient soit à envoyer les célibataires à l'armée ou à entrer en religion, soit à avoir recours à la polyandrie fraternelle[97], aux mariages léviratiques[98], ou encore aux mariages inter-castes (avec une femme de caste inférieure). Pendant la colonisation, la valeur de monogamie est devenue dominante, et les mariages inter-castes ont également diminué dans la mesure où ces cloisonnements se sont rigidifiés (Chowdhry, 2007). De plus, les célibataires étaient intégrés à la famille élargie, mais aujourd'hui nombre de ces hommes sont considérés comme des fardeaux. Les femmes les plus âgées peuvent se plaindre du manque de participation, tant financière que pour les tâches domestiques, de certains de ces célibataires. Ce fait est d'autant plus marqué si l'homme en question ne possède pas de terre, n'a pas d'emploi ou présente un handicap (Mishra, 2018).

D'autre part, les parents des célibataires peuvent vivre cette situation comme un échec personnel. En effet, ils comptent implicitement sur leurs petits enfants pour s'occuper d'eux lorsqu'ils seront âgés (Kaur, 2013b). Et encore une fois, un homme dépendant des autres reflète le décalage avec les normes de la masculinité hégémonique. De plus, les célibataires

[97] L'épouse est « partagée » par les frères du mari
[98] Quand une veuve épouse le frère de son mari

éprouvent eux aussi un sentiment d'échec en n'étant pas à la hauteur des attentes de leurs parents (Mishra, 2018).

En conclusion, on peut affirmer que les facteurs liés à la reproduction sociale des structures familiales doivent être mis en perspective avec des facteurs socio-économiques et politiques : en contexte d'inégalités sociales structurelles, le célibat forcé frappe en priorité les populations les plus défavorisées. Ce constat, théorisé par plusieurs auteurs (Wei et Zhang, 2015 ; Chowdhry, 2007 ; Gould et Paserman, 2003), se retrouve dans les discours des célibataires eux-mêmes qui, face à des facteurs considérés comme externes et hors de contrôle, éprouvent un profond sentiment d'impuissance (Mishra, 2018). Il s'agit de leur stratégie pour se distancier de toute responsabilité dans leur situation. De cette manière, ils ne s'attribuent pas personnellement le stigmate d'un potentiel marié peu convenable.

2.1.3 Le phénomène de « marriage squeeze »

En Inde, le mariage présente des règles complexes qui peuvent prendre des formes variées selon les groupes sociaux et les zones géographiques. Endogamie, exogamie, hypergamie selon les castes ou les classes, remariage des veuves… de plus, des pratiques anciennes réapparaissent, comme la polyandrie fraternelle, ou le mariage léviratique, définis prédédemment. Les mariages sont le plus souvent « arrangés », on rencontre donc peu de « mariages d'amour », ou encore de cohabitation sans union officielle.

On assiste à un phénomène de « marriage squeeze », que l'on pourrait traduire par « déséquilibre du marché matrimonial » (Spoorenberg, 2004) ou bien « pénurie de conjoints potentiels » (Safi, 2008). En effet, le nombre d'hommes sur le marché du mariage est supérieur à celui des femmes. Cela est en grande partie dû aux sexe-ratios déséquilibrés, comme on l'a mentionné précédemment. Pour rappel, en Himachal Pradesh, le sexe-ratio est de 972 femmes pour 1000 hommes (909 à la naissance) en 2011. Néanmoins, rappelons que le « marriage squeeze » dépend de la façon dont l'institution du mariage, mouvante, est socialement, économiquement et politiquement construite ; il ne s'agit donc pas uniquement d'un déséquilibre numérique. Cela fait référence à des facteurs comme le niveau d'éducation en hausse, l'augmentation de la main d'œuvre féminine, ainsi que les évolutions dans les préférences sexuelles et matrimoniales (Eklund, 2011), ou encore l'âge des époux conventionnellement plus élevé que celui des épouses, et un taux de fertilité en baisse (Kaur, 2013a). Les hommes célibataires sont surreprésentés dans certaines catégories : les hommes pauvres, les moins éduqués, sans emploi, de statut moindre, ou présentant d'autres désavantages (handicap par exemple), ainsi que les ruraux, dans la mesure où de nombreuses

femmes migrent pour des raisons matrimoniales.

2.1.4 Déficit de femmes et violences

Certains auteurs (Hudson et den Boer, 2002 ; 2004) affirment qu'il existe un lien entre le déficit de femmes à marier et l'augmentation des violences de la part des hommes, tant domestiques que publiques. D'autres auteurs (Edlund et al., 2007) nuancent ces résultats en Chine en concédant que si ces hommes présentent effectivement une mauvaise estime d'eux-mêmes et sont plus sujets aux dépressions, rien ne prouve une propension à la violence supérieure. Toutefois, l'augmentation de la violence envers les femmes, ainsi que les crimes d'honneur, perpétrés en réaction à certaines transgressions des traditions, tendent à être corrélés à un sexe-ratio défavorable en Inde. Par exemple, les violences sexuelles en Inde du nord sont en hausse, et les enquêtés de l'étude de Kaur (2013a) mentionnent la présence de nombreux jeunes hommes désœuvrés, errant sans rien avoir à faire ; de leur désespoir naîtraient du harcèlement et des abus, notamment à destination des femmes ou des couples « illégitimes » (Chowdhry, 2007). Dans l'Etat de l'Haryana, ces hommes sont appelés « célibataires chroniques » (Ahlawat, 2016). L'étude de Mishra (2018), dans ce même Etat limitrophe de Delhi, se penche sur la question de la sexualité. Celle des célibataires serait vue comme « prédatrice », hors de contrôle (« chutta saand [99] »), associée à la violence et menaçant la communauté (et en particulier les femmes) (Osella et Osella, 2006). La sexualité représenterait un système de pouvoirs récompensant ou condamnant les actants : source de respectabilité s'inscrivant dans la légalité ou à l'inverse apportant le discrédit et la criminalité. Il existerait donc une hiérarchie dans la sexualité : la « bonne », « naturelle », la sexualité socialement acceptée, incarnée pas des pratiques hétérosexuelles, monogames, procréatrices et au sein de la même génération, et une « mauvaise », « anormale » voire « maudite », faisant référence à une sexualité considérée comme déviante, c'est-à-dire homosexuelle, libertine, hors mariage ou sadomasochiste (Rubin 1984).

[99] « Taureau hors de contrôle »

Encadré 2 : extrait d'entretien

Voici pour illustration un extrait d'entretien de l'étude de Mishra (2018, p 10) en Haryana[100], au sujet de l'augmentation du nombre de célibataires. L'homme interrogé a 48 ans et fait partie du conseil du village.

Homme : *« La hausse des célibataires en Haryana est devenue un fléau pour les filles et leurs parents. Les gens ont peur d'envoyer leurs filles à l'extérieur. On peut voir dans les bus, les universités et dans les rues comment ces « branches nues[101] » se comportent comme des taureaux hors de contrôle, prêts à attaquer n'importe qui. Ils déshonorent l'Haryana ».*

Auteure : « *Les hommes mariés aussi harcèlent et abusent les femmes, ou ce sont seulement les célibataires ? »*

Homme : *« Ce ne sont que les célibataires qui agissent de la sorte. Les hommes mariés ont de quoi assouvir leur faim (les besoins sexuels). Ceux qui n'ont pas ce moyen désirent ardemment les autres femmes[102] »*

Mishra (2018) dément toutefois l'affirmation que le mariage aurait un pouvoir « civilisant » puisqu'elle a observé également des hommes mariés errants, harcelant des femmes.

Une autre femme témoigne du fait qu'elle a retiré ses filles de l'école de peur qu'elles se fassent agresser. Mishra (2018) avance également que le fait que de plus en plus de filles poursuivent des études supérieures les rend plus visibles dans l'espace public. Dans la mesure où les masculinités sont *« définies et redéfinies par les interactions sociales »* (Cornwall et Lindisfarne 1994, p. 3), et que les interactions entre hommes dans les espaces publics est une caractéristique fondamentale de la mise en œuvre des masculinités (Chopra, 2004), ces comportements de harcèlement peuvent renvoyer à une revendication d'un droit « naturel » à occuper cet espace. D'ailleurs, selon Connell (2014), les hommes adoptant ce type de comportements sont incapables de se considérer comme « déviants ». Au contraire, ils se pensent tout à fait légitimes en considérant qu'ils mettent en pratique un de leurs droits.

[100] Traduction personnelle

[101] Cette expression, qui désigne les célibataires enclins à la violence (métaphore de la massue), fait aussi référence aux branches de l'arbre généalogique dépourvues de fruits (progéniture)

[102] **Man** : Haryana's rising number of bachelors has become a nuisance for girls and their parents. People are afraid of sending their daughters outside home. You can see in buses, colleges and in the streets how these bare branches (*chade*) behave like uncontrolled bull (*chutta sand*) ready to attack anyone. They have brought a bad name to Haryana.
Author : Do married men also eve-tease or is it only bachelors?
Man : Only bachelors do so. Married men have means to satiate their hunger (*bhook*, implying sexual needs). Those who lack means lust after other women

2.1.5 Evolution des pratiques matrimoniales

En Inde, les pratiques de compensations matrimoniales sont en progression, et dans certains cas, la dot devient moins importante, ou disparaît. Cela se vérifie particulièrement dans les régions où le déficit d'épouse est conséquent (Larsen et Kaur, 2013). Mais ces phénomènes ne sont pas uniformes. En effet, ces changements ont lieu principalement dans les milieux les plus défavorisés.

On observe des évolutions dans l'institution du mariage. Dans les milieux agricoles, le célibat est dévalorisé, et les hommes qui le subissent font l'objet de railleries. De nouvelles stratégies sont alors mises en œuvre pour trouver des épouses. Le mariage avec des femmes de plus bas statut ou caste en est une. Même si cela relève de la transgression des coutumes, l'impossibilité de trouver une autre solution rend ces mariages acceptables. On y ajoute d'autres justifications commodes comme celle-ci : *« les femmes n'ont pas de caste*[103] *»* (Kaur, 2013a, p 4 [Darling, 1928]). Les épouses sont également recherchées dans d'autres régions de l'Inde, ou des pays limitrophes. Ces mariages posent des problèmes d'ordre culturels, et les femmes doivent s'adapter aux us de la famille du mari. Rappelons que certaines études montrent que dans ce cas, les épouses sont plus sujettes aux discriminations et aux violences domestiques (Kaur, 2013a ; Tilche et Simpson, 2018). Toutefois, Paro Mishra (2018) dément cette affirmation dans son étude en Haryana en insistant sur les ajustements auxquels sont confrontées ces femmes, plutôt que sur des discriminations, qui selon elle seraient plutôt typiques des mariages inter-castes au niveau local.

Le gouvernement indien a promulgué des lois concernant le droit de propriété des femmes, ou pour assouplir les conditions de divorce. En Himachal Pradesh, les normes matrimoniales tendent à également à s'assouplir, face au déficit d'épouses. Par exemple, les pratiques de dot sont en baisse, et l'exigence d'endogamie au sein des castes devient moins rigide. Kaur (2013a) se demande alors si ces évolutions ont un caractère temporaire ou s'il se produit un véritable mouvement d'affaiblissement des structures patriarcales.

On peut ajouter que les structures familiales évoluent et la famille nucléaire fait son apparition. Le problème des célibataires âgés que l'on retrouve en Chine, pourrait bien émerger en Inde. Toutefois, aujourd'hui en zone rurale, il est rare de voir un homme vivre seul, car culturellement, il ne doit pas accomplir des « tâches de femme ».

Au niveau politique, on peut voir émerger certaines initiatives, comme en Haryana où se sont formés des collectifs de célibataires (kunwara) (Masoodi, 2014). De plus, des

[103] Traduction personnelle

discussions sont initiées au sein des conseils coutumiers de caste[104] (khap panchayat's) pour assouplir les normes du mariage (Siwach, 2014a). On voit également apparaître le sujet du célibat dans les campagnes électorales, dans l'espoir de récolter des voies (Siwach, 2014b) ou d'une mise à l'agenda politique.

Comme on vient de le décrire, la dévalorisation sociale de l'agriculture remet en cause les identités masculines à travers le phénomène du célibat forcé. Cette dévalorisation est également financière puisque les fermes de petites tailles perdent leur viabilité. Par conséquent, de nombreux hommes quittent leurs fermes dans le but de trouver des emplois non-agricoles, notamment en ville.

2.2 Sous hypothèse 1.1 : De nombreux petits paysans rencontrant des difficultés à assurer la sécurité financière de leur famille adoptent la stratégie de migration et voient leur masculinité fragilisée dans la menace de leur rôle de pourvoyeur

Nous avons décrit en précédemment les effets néfastes de la libéralisation du secteur agricole, qui conduisent les petits paysans à déployer de nouvelles stratégies de subsistance. La gestion du risque, selon l'IPCC (2014, p. 127), s'apparente à *« des plans, des actions ou des politiques mis en œuvre pour réduire la probabilité et / ou les conséquences des risques. »* Elle est caractérisée par une accumulation de ressources ou de stratégies de diversification. On peut ajouter la stratégie de migration, qui va nous intéresser particulièrement dans cette recherche. Les conséquences des évolutions dans les structures des familles sur les stratégies de gestion du risque sont diverses et dépendent de facteurs sociaux comme la caste, la classe, la religion, le genre…, géographiques (milieu rural, urbain, péri-urbain) et politico-institutionnels (Singh, 2019).

2.2.1 Hétérogénéité des migrations[105]

Les pratiques migratoires sont extrêmement diverses, ainsi de nombreuses formes se côtoient. Nous nous intéresserons aux migrations saisonnières des petits paysans, plus particulièrement aux hommes migrant sans leur épouse ou leur famille. Michiels (2016, p 445) nous informe qu'il existe *« un continuum de pratiques entre les migrants de « choix »*

[104] « customary caste council »
[105] Voir flux en Himachal Pradesh Annexe J

et les migrants de « contraintes » et le passage de l'une de ces formes à l'autre s'organise et se réorganise tout au long de la vie, en fonction des besoins, des opportunités et des aspirations individuelles et collectives ». Les pratiques peuvent donc apparaître comme nébuleuses et changeantes, les profils migratoires comme très variés, ce qui rend ces processus complexes et pluridimensionnels. Chez les plus pauvres, cette stratégie répandue relève de la survie. L'évolution néolibérale du pays a donc impacté négativement les petits paysans. Le retrait de l'Etat a conduit à la dégradation de l'environnement, la propriété privée gagne du terrain au détriment des « communs[106] »… le secteur agricole est progressivement délaissé. De nombreux petits producteurs se retrouvent pris dans l'engrenage de l'endettement, qui constitue un déshonneur, les hommes ne pouvant pas assumer leur rôle assigné de pourvoyeur. Beaucoup d'entre eux sont par conséquent confrontés à un choix qui n'en est pas un, le suicide ou la migration (Michiels, 2016). J'ajouterais que certains diversifient leur activité en se tournant vers des emplois non-agricoles.

La migration représente une stratégie de survie, mais aussi de réduction des risques (Bhatta et Aggarwal, 2016 ; Deshingkar, 2016), et fait écho aux nouvelles aspirations de ces hommes (Singh et Basu, 2019 ; Sugden et al., 2014), particulièrement chez les plus jeunes. Elle est conditionnée par ces dernières, ainsi que par le pouvoir d'agir et les ressources des paysans. Elle peut avoir des effets économiques bénéfiques, et améliorer l'accès à certains services essentiels, résultant en un accroissement du bien-être du foyer (Szabo et al., 2018 ; Tiwari et Joshi, 2016). L'argent envoyé par les migrants à leurs familles peut potentiellement participer à la croissance économique et réduire la pauvreté, seulement les effets réels sur la réduction des inégalités sont discutables (De Haas, 2007). De plus, les hommes se retrouvent souvent à ne pas gagner suffisamment d'argent pour en faire profiter leur famille, et ne font que survivre au jour le jour en ville, intégrant des conditions de vie précaires (Chandrasekhar et Mitra, 2018 ; Samaddar, 2016). Ils s'installent dans des logements souvent temporaires et illégaux, travaillent dans le secteur informel et les tâches sont parfois dangereuses ; ils manquent de réseau social sur place et ont du mal à faire face à l'imprévu en cas d'accident ou de maladie par exemple. Finalement, ils subissent un stress au niveau psychologique face à la pression sociale de réussite professionnelle (Singh, 2019). Ainsi, dans de nombreux cas, la vulnérabilité des foyers peut être aggravée. Les jeunes hommes sont souvent ambitieux

[106] Certaines ressources sont de propriété commune comme des forêts, des pâturages, des sources… où se pratique notamment la cueillette, et les « commoners », pauvres monétairement, entretiennent en retour ces richesses. On assiste à la privatisation grandissante de ces ressources, dans un esprit capitaliste, privant de nombreuses personnes d'une importante source de subsistance
(Jodha, 1986).

mais font face à de nombreux obstacles, comme celui de n'être que peu qualifiés. Lorsqu'ils trouvent un emploi, ils restent vivre en ville. Si ce n'est pas le cas, il arrive qu'ils retournent au village, pour travailler comme salariés dans le secteur agricole ou bien effectuer des petits boulots. Toutefois, le retour est synonyme d'échec, et pour ne pas perdre la face (Goffman, 1973), les jeunes préfèrent persévérer en ville et « vivre à la dure », plutôt que de revenir vers les activités agricoles (Singh, 2019). Robson & Nayak (2010, p 275) soulignent une dimension importante des effets négatifs que les migrations peuvent entraîner. Ils parlent d'une *« déterritorialisation des espaces communautaires et des identités »,* qui impacterait les ressources communes (pâturages, sources ou forêts) et la cohésion sociale (Singh, 2019). L'accroissement de la gestion individuelle de ces ressources détériore la capacité des personnes restées au village à faire face aux risques. Les filets de sécurité que représentent la communauté et la famille, au sein de structures sociales fonctionnant sur un modèle de réciprocité sont alors affectés en temps de crise. Par exemple, des agissements comme se voir offrir de la nourriture en temps de pénurie, ou envoyer les enfants chez un proche, ne sont pratiquement pas apparues dans les entretiens de l'étude de Singh (2019) en Inde du sud. L'auteur souligne un autre problème de taille : la circulation des personnes et des idées entre ville et campagne modifie les identités, particulièrement celles des plus jeunes hommes. Ils se trouvent coupés de leurs racines paysannes, sans être tout à fait intégrés à l'esprit de la ville. Cela peut ainsi affaiblir leur foi en leur capacité d'adaptation à la fois dans le village et dans l'espace urbain. L'étude de Robson et Nayak (2010, p 275) sur les pêcheurs dans l'est du pays fait écho à ce phénomène. Ils affirment ainsi qu'il leur est *« difficile d'exprimer 'qui ils sont', et à quelle caste ou communauté ils appartiennent »* ; ainsi, leur fière identité de pêcheur a été remplacée par un *« sens aigu de mise à l'écart*[107] *».* Lorsque les effets des migrations se montrent positifs, on peut les considérer comme une adaptation face à la menace de l'insécurité alimentaire ou des risques climatiques (Warner et Afifi, 2014). Toutefois, cette stratégie n'est pas accessible à tous. Les individus ont besoin de ressources, qu'elles soient financières, humaines ou sociales, ainsi que la volonté de s'y engager. C'est pourquoi il s'agit d'une option hors d'atteinte pour nombre de paysans parmi les plus dépourvus de ces capitaux. Par ailleurs, les rares travailleurs migrants qui parviennent à augmenter leur capital social, leur participation politique, et leur connaissance des rouages du système urbain peuvent alors récolter des bénéfices comme un meilleur statut au sein de leur village, des opportunités plus nombreuses, et des perspectives plus larges.

[107] Traduction personnelle

Toutefois, ceci se produit souvent après des décennies de présence en ville (Singh, 2019).
Les migrations ont aussi une influence complexe et dynamiques sur les structures du foyer, avec l'accroissement de la charge de travail pour les femmes, les risques pour la santé des migrants, les identités et les façons de gérer les aléas de la vie. Ce mouvement a tendance à renforcer la division sexuelle du travail dans la mesure où les femmes sont consignées aux tâches domestiques, mais aussi agricoles qui sont à ce moment-là considérées comme une prolongation de leurs obligations domestiques. Cependant, de nombreuses études sur les migrations ont montré qu'elles ont un effet d'assouplissement de ces structures (Singh, 2019).

2.2.2 Evolution de la division sexuelle du travail

La division sexuelle du travail est très marquée en milieu agricole. Traditionnellement, les femmes s'occupent du repiquage, du désherbage et des récoltes, tandis que les hommes labourent, sèment, appliquent les produits phytosanitaires, creusent les canaux de drainage, se chargent des transports.
Les migrants de retour dans leur village évitent de pratiquer le désherbage mais lorsqu'ils ont absolument besoin de travailler, il arrive qu'ils s'y emploient. En effet, il s'agit d'une « tâche de femme » ; il sera donc dévalorisant pour un homme de l'accomplir. Toutefois, ils peuvent déployer une stratégie pour limiter le discrédit : demander une rémunération plus élevée que pour une femme. Il s'agit d'une façon de « compenser » leur perte de masculinité. Les employeurs critiquent cette pratique en expliquant que s'ils demandent un salaire deux fois plus élevé, ils ne fournissent pas pour autant le double de travail. Les paysans justifient cette division du travail en prétextant qu'ils sont physiquement constitués de telle façon qu'il leur est difficile de se pencher pour désherber (Rai, 2020).
De plus, une dimension religieuse vient renforcer ces divisions. La terre symbolise une déesse, qui est labourée, ensemencée, et fécondée par les hommes, tandis que les femmes portent (gestation), nourrissent, élèvent, prennent soin des jeunes plants. Pour que le statut de l'homme soit valable, il se doit de le réaffirmer régulièrement à travers ce type de pratiques (Delaney 1992). D'ailleurs, l'association symbolique de la semence à la graine et de la matrice féminine comme réceptacle à la terre, indique la position supérieure de l'homme dans cet acte (Dube, 2001 ; Madan, 1982).
Rai interroge des travailleurs partis travailler dans les champs de canne à sucre. Là-bas, les relations de pouvoir de type patriarcales sont reproduites, mais il remarque aussi une certaine flexibilité dans la division sexuelle du travail. En effet, les hommes sont chargés

traditionnellement de récolter la canne et les femmes forment ensuite des bottes. Lorsque l'homme présente des signes de faiblesse (épuisement, maladie…) et ralenti son travail, ils échangent leur rôle avec celui des femmes. Dans la mesure où les revenus issus de ces emplois sont relativement élevés, les hommes s'accommodent de cette souplesse. L'auteur précise finalement que les espaces ruraux sont préférés par les migrants voyageant avec leur femme dans la mesure où ces espaces genrés sont propices à la reproduction sociale de ces rapports de pouvoir ; pour cette raison, ces espaces apparaissent dans les discours comme convenables pour une expression de la féminité idéalisée.

Toutefois, en milieu urbain, les espaces et les tâches sont également genrés. Par exemple, dans les usines, les hommes sont employés pour effectuer des tâches requérant soit de la force physique, soit une utilisation de machines. Les femmes, elles, s'occupent de coudre ou de nettoyer. Dans le domaine de la construction, les migrants s'occupent de préparer le béton, tandis que les migrantes acheminent ce béton en le portant sur leurs têtes dans des paniers. Elles gagnent un salaire environ deux fois moins élevé que celui des hommes, et ne seront pas engagées sur des postes « masculins » (Fletcher et al., 2017). Par ailleurs, elles sont chargées des tâches domestiques dans leurs abris de fortune souvent situés dans des *slums*[108] ; elles se lèvent ainsi plus tôt que les hommes pour préparer les repas et se dépêchent pour être à l'heure au travail, en même temps que les hommes. Certains employeurs autorisent les femmes à quitter le travail un peu plus tôt pour assurer les tâches domestiques. Certains migrants voyageant seuls achètent des repas déjà préparés, ce qui constitue une charge financière supplémentaire. A l'inverse, d'autres hommes seuls se regroupent pour cuisiner ensemble (Rai, 2020). Cette dernière situation mériterait d'être étudiée plus en profondeur sur le terrain, n'ayant pas trouvé de littérature développant cet aspect.

Hondagneu et Messner (1994) avancent que lorsque l'époux migrant rentre dans sa famille, la division sexuelle du travail est quelque peu modifiée, l'homme étant plus volontiers prêt à aider son épouse dans les tâches domestiques, mais également à destination si la femme vient le rejoindre. Cela serait dû à la fois à l'obligation pour eux de les effectuer en migration lorsqu'ils n'ont pas de femme à disposition, mais aussi à l'influence de l'environnement à destination. En effet, si les migrants sont exposés à des conceptions des relations de genre plus égalitaires en ville, ils peuvent être influencés et devenir plus ouvert à cette évolution. Smith (2006) a constaté dans une étude sur les migrants mexicains aux Etats-Unis, qu'ils présentaient une masculinité plus flexible, phénomène visible notamment dans les relations

[108] « Bidonvilles », quartiers pauvres regroupant des habitats précaires

conjugales, ou dans l'importance accordée à l'éducation des filles. Cela demande à être vérifié sur notre terrain. En effet, on trouve des résultats contradictoires, notamment dans l'étude de Pease (2009) en Australie, où si quelques hommes se sont éloignés de comportements relevant du patriarcat, la plupart des enquêtés restaient campés sur leurs positions concernant leur conception des rapports de genre.

Pour finir, il est intéressant de relever une étude pointant une stratégie de réassurance des hommes à travers leurs habitudes alimentaires. En effet, de nombreux hommes s'y trouvent attachés de telle manière qu'elles constituent une continuité entre le village et la destination. L'étude d'Atkin (2016) s'intéresse à la prise calorique des travailleurs migrants, qui est inférieure d'environ 7% à destination. Le fait de ne pas vouloir changer leurs habitudes alimentaires les pousse à acheter des produits identiques à leur consommation usuelle, mais qui coûtent plus cher à destination que dans leur lieu d'origine. Cela est particulièrement visible pour les migrants du nord qui partent travailler au sud du pays (consommation de blé ou de riz). Par ailleurs, l'étude montre également que les femmes sont plus enclines à modifier leur régime alimentaire dans ces cas-là.

2.2.3 Masculinité de pourvoyeur

Le travail professionnel représente un élément déterminant dans la construction des identités de genre. Rai (2020, p 3 [Hodgson, 2003]) affirme ainsi que *« la capacité à gagner un revenu et à pourvoir aux besoins de leurs familles est associée aux hommes, à la construction et au renforcement de la masculinité ».* Cette « capacité » ne renvoie pas seulement à l'identité individuelle, mais également à une forme d'identité collective : *« en effet, un aspect important de la « masculinité de pourvoyeur*[109] *» est de percevoir un revenu et inclus également des idées de contrôle des ressources, d'activité homosociale et de participation à la sphère publique*[110] *».*

On peut alors aisément imaginer que lorsque les moyens de subsistance viennent à se raréfier, les identités masculines sont impactées (Gerson 1993). Bien entendu, la première raison des migrations réside dans la menace de ne pas pouvoir pourvoir aux besoins de base – les siens et ceux de ses proches – dont l'ultime conséquence peut être la mort. Cependant, le danger de l'insécurité alimentaire, le risque de ne pas pouvoir manger à sa faim peut être mis en rapport avec l'idée du droit à l'alimentation, qui utilise notamment l'argument de la dignité humaine. Si l'on considère que la notion de dignité correspond au *« respect que mérite*

[109] « provider masculinity »
[110] Traduction personnelle

quelqu'un[111] », et que c'est l'homme qui est en charge d'assurer les moyens de subsistance de la famille, alors on peut en déduire qu'il ne correspondra pas au standard de respectabilité qui lui incombe si l'on se fie aux normes sociales dominantes. Kumar (2017) va jusqu'à avancer que le taux de suicide croissant des paysans en Inde révèlerait un ébranlement des structures familiales et de la masculinité, en plus de la manifestation d'une crise de la production agricole. Il s'agirait là d'une incapacité à agir selon une « virilité entrepreneuriale[112] » (Kumar, 2017, p 273).

Autrefois, la masculinité était étroitement liée à l'agriculture en Inde du nord rurale, particulièrement chez les propriétaires terriens, mais cela a évolué vers la capacité à assumer un rôle de pourvoyeur pour la famille via des emplois urbains, et cela pour tout type de castes (Jeffery et al., 2010). Dans les foyers les plus pauvres, les femmes apportent souvent un revenu, mais il est qualifié de « complémentaire », et la responsabilité de subvenir aux besoins de la famille incombe aux hommes (Jeffery et Jeffery, 1996). Ainsi, ces hommes peuvent sentir leur statut menacé par le travail des femmes mais puisqu'il est tout de même nécessaire qu'elles gagnent de l'argent, leur travail va être dévalorisé (Jackson, 1999).

Hanlon (2012) dans une étude sur le *care* et les masculinités en Irlande, souligne l'importance pour les interrogés de se définir comme des personnes percevant une rémunération, mais aussi comme des « carers ». On peut comprendre ce dernier terme en soutenant que pour ces hommes, le fait de rapporter un revenu au foyer constitue un acte de *care*. L'auteur affirme ainsi qu'en remplissant leur rôle de pourvoyeur, les hommes *« atteignent un sentiment de respectabilité lié au* care *masculin*[113] *»* (Hanlon, 2012, p 111). On comprend habituellement ce terme comme un accomplissement du travail reproductif, construit du côté féminin. Cette définition de l'homme accomplissant le *care* à travers un travail professionnel rémunéré ne met pas l'accent sur la nécessité d'une rééquilibrage des tâches domestiques. J'ai également rencontré cette conception dans la littérature sur l'Inde (Jackson, 1999).

Lorsque le rôle de pourvoyeur n'est pas concrétisé, comme l'a étudié Goodwin (2002, p 164) à propos de chômeurs issus du prolétariat à Dublin, les hommes se sentent *« déprimés, sans valeur, paresseux, émotifs, incapables, inactifs, négatifs, manquant de respect de soi, faibles*[114] *»* et pour finir ils n'ont pas l'impression d'être de « vrais hommes ». Pour rester en

[111] https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/dignit%C3%A9/25525
[112] « entrepreneurial virility »
[113] Traduction personnelle, *« a sense of masculine caring respectability »*
[114] Traduction personnelle

Irlande, les études de Ni Laoire (2002, 2005) auprès de paysans corroborent ces résultats. Les masculinités agricoles traditionnelles en Irlande sont construites à partir des valeurs d'indépendance, de travail acharné, de fierté et du rôle de pourvoyeur. Ces agriculteurs-là sont engagés dans des luttes pour rester sur leurs terres, et voient leur masculinité fragilisée. La reproduction de l'ordre patriarcal est limitée du fait d'une évolution des aspirations et des rôles de genre, ainsi que la difficulté croissante de correspondre au rôle traditionnel de pourvoyeur.

Finalement, Whitson (2010) apporte une nuance à la valeur du travail qui construit les masculinités. En effet, dans un pays qui comporte une part de travail informel considérable, l'emploi peut ne pas être considéré comme suffisamment « véritable » pour correspondre à une performance de la masculinité. Travailler ne suffit pas, encore faut-il que l'emploi soit « convenable » (McDowell, 2003).

Aujourd'hui, ce phénomène risque d'être aggravé par le retour forcé des migrants journaliers dans leurs familles, coupés de leurs moyens de subsistance suite au confinement.

2.2.4 Masculinités contestataires

Les élites portent un regard méprisant sur les paysans, en les infantilisant comme des adolescents irresponsables, sans les considérer comme des hommes adultes (Osella et Osella, 2006). Connell (2014) affirme que la marginalisation favorise la manifestation d'affirmations excessives de la puissance et d'une hyper-masculinité incarnées dans la notion de « masculinité contestataire ». Comme c'est le cas pour les migrants confrontés à des conditions de travail désavantageuses, dont on peut qualifier la masculinité de « subalterne[115] »[116], les hommes qui n'atteignent pas les standards de la masculinité hégémonique construisent leur identité de genre en *« négociant les représentations et les pratiques de leur culture originelle avec la dominante[117] »* (Gilbert et Gilbert, 1998, p 146). On peut souligner un élément important de la construction de l'identité de genre d'un agriculteur : la capacité à maîtriser la nature dans un objectif de production est constitutif de la masculinité hégémonique (Bryant, 1999). La notion même de production est associée au masculin. L'homme qui travaille et obtient un certain contrôle sur le capital financier et la propriété l'amène à se situer dans une position de pouvoir. Les travailleurs pauvres rencontrent par conséquent des difficultés à correspondre à cette caractéristique valorisée de

[115] Voir partie 1
[116] Dans l'espace de temps où ils exercent le travail dévalorisé
[117] Traduction personnelle

la masculinité (Fuller, 2000). Les sentiments d'impuissance et d'insécurité peuvent être source d'une masculinité contestataire qui se manifeste en contexte de manque de ressources dans le but de garantir une position de pouvoir (Walker, 2006). Ce type de masculinité contient un continuum de pratiques incorporées par ces hommes confrontés en permanence à une hiérarchie sociale discréditante. Le fait que les travailleurs migrants se retrouvent marginalisés économiquement et socialement à la fois dans leur communauté d'origine et en ville crée les conditions pour une nouvelle forme de masculinité. Dans l'étude de Rai (2020), il se produit un phénomène nouveau : on peut lire que lorsque les migrants saisonniers reviennent au village, ils refusent d'intégrer des emplois d'ouvriers agricoles mal rémunérés. Dans ce contexte-là, où les stigmates historiques de propriétaires terriens exploiteurs sont encore visibles, la signification de ce refus de se faire abuser est forte. Ce genre de rapports de production, basés sur les discriminations et l'humiliation a marqué la société agraire pendant des générations (Guru, 2000). L'aptitude de ces hommes à trouver du travail en migrant leur a donné la capacité de se dresser contre l'idée communément acceptée par les agriculteurs de caste supérieure que l'ouvrier de caste inférieure doit accepter n'importe quelles conditions de travail, fixées unilatéralement par l'employeur (Omvedt, 1979). On peut lire cela comme une façon de revendiquer la réappropriation de leurs corps face à ces rapports de domination. Les ouvriers ont en effet longtemps subi des abus physiques et verbaux, des salaires bas voire inexistants. Ces exploitants agricoles font preuve d'intolérance face à ces migrants de retour oisifs, qui passent leur temps à discuter sur la place du village, cette attitude représentant une défiance et une divergence par rapport aux habitudes passées. Si ces hommes rejettent ces emplois, les femmes, elles, acceptent des salaires encore plus bas et continuent à occuper ces activités exploitantes (Da Corta et Venkateshwarlu, 1999).

La place du village est un espace de loisir fortement genré. En effet, il est réservé aux hommes. Une interrogée de l'étude de Rai (2020) explique que les femmes ne traînent pas comme les hommes car elles sont occupées du matin au soir. Cela tient aussi au fait que chaque espace est genré, et la sphère publique en général exclue les femmes. Elles ont aussi la possibilité de bavarder, mais tout en effectuant les tâches quotidiennes qui leur sont assignées ; leur « espace de loisir » à elles représente une prolongation de leur travail domestique. On peut souligner le fait que les masculinités contestataires s'appuient également sur l'exploitation du travail des femmes.

Les hommes, en investissant la place du village pour un temps de loisir durant les habituelles heures de travail, mettent en place un acte de défiance et en ce sens manifestent leur

masculinité protestataire. Ils affichent leur capacité à effectuer leurs propres choix en tant qu'individus, ce qui représente une rupture dans les relations « semi-féodales » (Rai, 2020, p 16) traditionnelles avec les exploitants agricoles. L'indépendance et l'investissement de l'espace de la rue représentent des aspects cruciaux de l'hyper-masculinité, constitutifs des masculinités contestataires (Nayak, 2003).

D'autre part, les travailleurs migrants sont vulnérables aux abus et à l'exploitation dans leur activité hors de leur communauté d'origine, ce qui peut reléguer leur masculinité à un statut « subalterne » et également mener à la contestation.

Avant Connell (2014) le médecin et psychothérapeute Alfred Adler (1992 [1927]) a défini le concept de « masculine protest » (contestation masculine). Il affirme qu'elle trouve sa source dans l'enfance, suite à des expériences d'impuissance et d'insécurité, et qu'elle se manifeste plus tard dans des revendications excessives de puissance. Cette caractéristique est assignée à la notion de masculinité dans la culture européenne nous dit-il, mais on peut également prétendre qu'elle est valable pour l'Inde. Cela entrainerait des situations d'affirmation d'une supériorité de genre, associée à une performance d'hyper-masculinité (dénigrement des gays, conduite dangereuse…). Il s'agit donc d'une compensation excessive menant à exprimer de l'agressivité et à s'investir dans une quête insatiable de victoire. Connell (2014, p 111) illustre cette masculinité : elle parle d'une *« façade crispée et effrayante, réclamant le pouvoir là où il n'y a pas de véritables ressources pour le pouvoir*[118] *».* Contrairement à Adler, elle insiste sur le fait que cette masculinité contestataire se manifeste de manière collective, ce qui se retrouve par exemple dans les pratiques collectives au sein de la classe ouvrière. Autrement dit, il s'agit d'une contestation des relations de production. C'est cette interprétation, prenant en compte la notion de classe, qui semble pertinente pour notre sujet. Walker (2006, p 1) ajoute qu'il s'agit également de protester contre l'idéal-type de la masculinité hégémonique. Il affirme que ce type de masculinité a été jusque-là décrit comme *« destructif, chaotique et aliénant »*. Il complète cette conception en distinguant une masculinité contestataire « anomique » et une autre « disciplinée », qui résulte d'un contrôle social dans le but d'augmenter la solidarité entre les hommes de la classe ouvrière.

L'article de González-Allende (2016) s'intéresse au récit d'un migrant espagnol en Allemagne. Cette nouvelle est basée sur des faits réels. L'analyse qu'il en fait nous éclaire sur les mécanismes de cette masculinité contestataire. Ce récit décrit comment une certaine violence se manifeste dans un contexte d'exploitation dans le travail à destination et de

[118] Traduction personnelle

discrimination dans un pays étranger. Il insiste lui aussi sur le fait que le statut social (et dans ce cas-là l'origine étrangère du migrant) génère un sentiment d'impuissance menant à des comportements d'hyper-masculinité, le but étant de réassurer leur statut d'homme. Certains auteurs (Hibbins et Pease, 2009 ; Alcade, 2011) affirment que les migrations peuvent être le point de départ de comportements violents de la part des travailleurs, et notamment contre leurs propres femmes ; cela a encore une fois la fonction de se prouver qu'ils sont bien des hommes. L'expression de la masculinité du héros du récit (Pedro) illustre ce que Walker (2006) a appelé la « masculinité contestataire disciplinée », comme on vient de le voir. Il se manifeste donc une solidarité entre les travailleurs contre les dirigeants de l'usine. Une autre caractéristique de cette expression réside dans le rejet d'une démonstration excessive de masculinité et de chauvinisme. On peut repérer deux comportements caractéristiques chez Pedro : l'engagement social, dont les conflits avec ses supérieurs hiérarchiques font partie ; et une manifestation de violence envers d'autres hommes lorsqu'il se sent méprisé. Autrement dit, cette violence est décrite comme une réponse aux situations d'exploitation et d'agression (González-Allende, 2016).

La migration peut donc amener les hommes à se sentir démunis et vulnérables, dans la mesure où leur pouvoir est ébranlé (Alcade, 2011). Ils peuvent être amenés à éprouver des sentiments considérés comme féminins, comme la peur ou le manque de confiance. Leur estime de soi peut par conséquent être abîmée, à travers les discriminations dont ils sont la cible, à la fois dans leur vie quotidienne et sur leur lieu de travail. Le sentiment d'infériorité auquel ils peuvent être confrontés tient à leur statut d'étranger, leur classe sociale, et le genre d'emploi qu'ils occupent (González-Allende, 2016), ainsi qu'au fait qu'ils peuvent être victimes d'infantilisation pour cela. En Inde, les travailleurs migrants font face aux mêmes types de discriminations, de par leur origine rurale, la diversité culturelle propre au pays, et leur classe, caste ou leur exclusion du système de castes, ainsi que la place qu'ils occupent dans la hiérarchie des emplois plus ou moins valorisés.

Ainsi, on peut considérer que le travail professionnel peut représenter à la fois une source de prestige et de reconnaissance pour les hommes et à la fois une émasculation symbolique pour les travailleurs subissant des conditions de travail particulièrement rudes (horaires à rallonge, tâches répétitives…). González-Allende (2016) mentionne d'ailleurs le fait que Pedro est sujet à la perte de sa libido dans cet environnement-là. Le caractère ennuyeux et même humiliant blesse la masculinité des ouvriers, selon Donaldson (1987). Kimmel (1997) fait le rapprochement avec la Révolution Industrielle et le passage au salariat, travail ainsi subordonné à des supérieurs. On peut ainsi effectuer un rapprochement avec les petits

paysans indiens, à l'origine indépendants, travaillant sur leur propre ferme, se retrouvant dans l'obligation d'obéir à un chef dans le cadre de leur emploi en ville.

D'autre part, les travailleurs peuvent éprouver un sentiment de nostalgie, et dans certains cas sombrer dans la folie. Cette dernière situation est contraire aux exigences de la masculinité hégémonique, notamment celles de rationalité, d'impassibilité, et de raison (González-Allende, 2016). Le sentiment de nostalgie est également non conforme à la faculté de maîtriser ses émotions et de supporter une pression physique (Beneke 1997). Ce sentiment est assez répandu dans la mesure où les conditions de vie sont souvent dévalorisantes pour les travailleurs non-qualifiés. On a parlé de la notion d'émasculation un peu plus tôt, qui pourrait en partie expliquer leur désir de rentrer dans leur communauté, avec suffisamment d'argent pour être reconnu par ses pairs et retrouver sa masculinité, et les privilèges liés à celle-ci (Pessar, 2003). Hondagneu-Sotelo (2003) souligne en effet la perte de leur pouvoir à la fois dans l'espace public et domestique en situation de migration.

D'autres formes de contestations peuvent être observées, comme les mouvements paysans, révélant une conscience politique (Rai, 2020) ; il s'est également produit des manifestations de travailleurs migrants suite au confinement qui les a dépossédés du peu qu'ils avaient.

En conclusion, on peut affirmer que le changement dans les aspirations professionnelles des jeunes hommes et l'incertitude de l'activité agricole poussent les hommes à quitter ce secteur, cela modifiant profondément leur identité. Dans l'étude de Singh (2019), les plus jeunes assuraient vouloir ouvrir des magasins de téléphonie mobile, faire des études, ou migrer vers des grandes villes.

Encadré 3

Extraits d'entretiens[119] (Singh, 2019), district rural de Kolar[120], Etat du Karnataka

« L'agriculture, c'est pour les vieux. On a des tracteurs, on fait de l'extraction de sable, ou on travaille comme plombiers, électriciens. L'agriculture est inutile, puisqu'on n'a pas de pluie » (jeune homme).

« On se trouve évincés de l'agriculture parce que c'est financièrement précaire. Le manque de pluie depuis 2001 a été la première cause de cette réduction de la rentabilité de l'agriculture » (jeune homme).

« Les jeunes ne sont pas intéressés par l'agriculture. Ils sentent que s'ils vont dans les champs, ils vont se salir les mains » (responsable d'ONG).

[119] Traduction personnelle

[120] 88% des agriculteurs du district sont des petits propriétaires terriens ou marginaux

Ces nouveaux appétits révèlent leurs *« luttes continuelles pour la reconnaissance sociale et l'élaboration d'une identité respectable, pour tenter de défier des hiérarchies imposées par le passé*[121] *»* (Rao, 2014, p. 873). En outre, cela souligne la désillusion à laquelle les jeunes sont confrontés concernant la viabilité de l'agriculture (Agarwal et Agrawal, 2016 ; Suthar, 2018).

2.3 Hypothèse 2 : La féminisation de la main d'œuvre agricole entraine à la fois un enfermement des femmes dans les activités agricoles et une certaine progression dans leur pouvoir de décision

Les jeunes hommes ne sont pas les seuls à voir leurs espoirs se transformer. Les jeunes femmes voient elles aussi leurs aspirations évoluer. Toutefois, les migrations des petits paysans ont entraîné de nombreuses conséquences négatives sur les femmes restées au village. Par exemple, la question de la féminisation de l'agriculture va être discutée dans les pages qui viennent. Les accès aux stratégies de subsistances contemporaines sont fortement genrées, et Hillenkamp (2011) avance que les inégalités existantes entre hommes et femmes ont tendance à se creuser dans ce contexte de crise agraire.

2.3.1 Conséquences des migrations

Selon Donaldson et Howson (2009) les migrants qui passent une partie du temps en ville ont l'occasion d'être exposés à une culture différente et de voir les rôles de genre différemment. Ils arrivent avec leur vision, leurs croyances et leurs pratiques dans la façon de vivre leur masculinité dans les relations de genre, mais se voient contraints de faire évoluer leur compréhension des identités de genre et par conséquent les rapports avec leur propre famille. Les migrations modifient la structure des ménages, ainsi que l'organisation du travail productif et reproductif. Elles participent également à faire évoluer les aspirations et les objectifs des membres du foyer, qui peuvent se révéler en contradiction. Les relations à l'intérieur du foyer sont impactées, ainsi que les identités de chacun. Si l'on observe les migrations dans une temporalité plus longue, elles peuvent également modifier l'identité de la communauté dans son ensemble, ses valeurs et les comportements de ses membres. Thapan, Singh et Sreekumar (2014) parlent d'une « culture de la migration ». Il ne s'agit pas

[121] Traduction personnelle

d'une rupture, mais bien d'un phénomène lent aux dimensions tangibles et intangibles, sans cesse en recomposition. Ces changements subtils sont visibles également à l'échelle du foyer, et y modèlent les interactions (Singh, 2019).

La migration des hommes est rendue possible par l'investissement des femmes dans le travail domestique et agricole. Ainsi, certains hommes, migrant à la recherche d'un revenu, interdisent aux femmes de faire de même, dans la mesure où quelqu'un doit s'occuper des activités agricoles proches du foyer. Elles se trouvent alors dans une situation de surcharge de travail. Ces femmes rencontrent des obstacles lorsqu'il s'agit de subvenir à leurs besoins et à ceux de la famille. Ces contraintes peuvent être d'ordre financier, physique ou encore psycho-sociaux. Ainsi, dans l'étude de Singh (2019), trois femmes témoignent. La première soutient que certaines femmes se mettent à ouvrir des commerces de denrées périssables. Elles manquent de moyens de stockage et font donc face à des pertes importantes. Elles manquent également d'espace pour s'installer, et sont soumises à des prélèvements de la part de la police et des membres du *panchayat*[122]. Une deuxième femme témoigne : elle doit réaliser toutes les corvées domestiques et le travail agricole. Elle affirme travailler deux fois plus que les hommes pour un revenu plus bas. Elle souligne ainsi la pénibilité de ces tâches, tout en étant dans l'impossibilité de mettre de l'argent de côté. Le troisième témoignage concerne les entraves à l'expression dans l'espace public. Une femme dénonce la dissuasion subie par des femmes de participer à un *Gram Sabha*, une assemblée de gouvernance locale. En effet, les femmes s'exprimant haut et fort sont étiquetées comme personnes querelleuses et colériques, lorsqu'elles se rendent au *panchayat* pour se renseigner sur les dispositifs et programmes en place et ainsi faire valoir leurs droits. De nombreuses femmes font passer leurs revendications par leurs maris, et en l'absence de celui-ci, l'interrogée se demande : *« qui va parler pour moi ?*[123] *»* (Singh, 2019, p 11). Elles sont donc nombreuses à ne pas pouvoir défendre les préoccupations de leur foyer au niveau de la communauté, par manque de pouvoir d'agir[124].

Toutefois, leurs prérogatives se voient élargies dans le domaine de l'agriculture, et elles investissent des domaines jusque-là réservés aux hommes, comme la commercialisation des produits ou bien l'irrigation (Singh, 2019). On peut donc se demander comment et à quel point cette évolution dans la division sexuelle du travail impacte les structures patriarcales.

[122] Conseil du village
[123] Traduction personnelle
[124] En anglais « agency »

2.3.2 Les femmes gagnent en autonomie et pouvoir de décision lorsque l'époux migre et lorsque la taille de la famille est restreinte

Si l'on trouve un large consensus dans la littérature concernant la non-progression du pouvoir de décision des femmes en contexte de féminisation de l'agriculture, on peut tout de même nuancer ces affirmations. Desai et Banerji (2008) se réfèrent à d'autres études sur les migrations, en Inde et au Mexique, (Hondagneu-Sotelo, 1992 ; Mascarenhas-Keyes, 1990) soulignant la progression des responsabilités et des compétences de ces femmes lorsque l'époux part, dans la mesure où elles réalisent des tâches jusque-là traditionnellement entreprises par des hommes. L'absence des hommes du foyer crée des conditions favorables à l'autonomie des femmes et à la progression de l'estime de soi. A l'inverse, comme on l'a vu précédemment, les hommes se retrouvent dans des situations où ils réalisent eux-mêmes des tâches relevant du travail domestique, qu'ils n'auraient pas exécutées au sein de leur foyer (Hugo, 2000). Cependant, cette déstabilisation de l'ordre patriarcal n'est que temporaire, puisque lorsqu'ils réintègrent leur famille, la division sexuelle du travail habituelle se remet en place (Desai et Banerji, 2008).

On pourrait s'attendre à ce que les femmes, en l'absence de l'époux, gagnent en pouvoir de décision au sein de la famille. On pourrait parallèlement émettre l'hypothèse que ces hommes, immergés dans un nouvel environnement, se trouvent infusés de nouvelles idées et attitudes qui pourraient profondément modifier les relations de genre au sein de leur famille. On trouve dans la littérature des résultats mitigés, voire contradictoires, au sujet de ces questionnements. Desai et Banerji (2008) apportent un éclairage intéressant en soutenant que les femmes faisant partie d'une famille nucléaire détiennent de plus grandes responsabilités et voient leur autonomie s'accroitre par rapport aux femmes évoluant dans des familles élargies, lorsque l'époux migre. En effet, dans ces dernières, les femmes sont soumises aux règles et à la supervision des autres membres, comme les hommes ou la belle-mère. Elles doivent alors recomposer leurs relations sans l'intermédiaire du mari. Si le modèle de la famille élargie est majoritaire en Inde, sa structure évolue avec le temps ; la famille se divise selon les naissances et les décès des plus anciens. Ainsi, dans l'enquête quantitative sur laquelle l'étude qualitative de Desai et Banerji (2008) se base, « the India Human Development Survey » (Desai et al., 2005), la moitié des familles est de type nucléaire. Toutefois, vivre seule pour une femme est encore considéré comme anormal et la migration des maris est donc envisageable seulement si les jeunes femmes vivent avec d'autres membres de la famille (de Haan, 2006), et la présence d'une femme plus âgée dans le rôle de chaperonne est souvent indispensable. Cela amène parfois ces femmes à s'installer avec

une autre partie de la famille, plutôt que de se retrouver seules. Ce phénomène est visible principalement dans les classes les plus élevées.

Les auteurs terminent donc leur étude en affirmant que les femmes avec des maris migrants dans les familles nucléaires, particulièrement en l'absence de belle-mère, acquièrent un pouvoir de décision au sein du foyer plus important, sont plus promptes à sortir à l'extérieure sans demander de permission, et sont plus susceptibles d'investir le marché du travail. Ils nuancent ces constats en les comparant aux femmes n'ayant plus de mari du tout (divorcées ou veuves), qui elles bénéficient bien plus de ces marges de liberté, même au sein d'une famille élargie. Cela les amène à conclure que même en l'absence des maris, leur influence continue à modeler la vie de leurs épouses. Si les veuves bénéficient d'une plus grande liberté dans les décisions concernant leurs enfants ou elles-mêmes, ces résultats sont contrebalancés par la place peu avantageuse qu'elles occupent dans la société entraînant d'autres types de vulnérabilités (Chen, 2000), comme on a pu l'établir en première partie.

2.3.3 Empowerment et capabilités

L'approche par les capabilités, à l'origine établie par l'économiste Amartya Sen (1985 ; 1992), a été adaptée, notamment par Nussbaum (2000) pour décrire la qualité de vie dans de nombreuses dimensions ayant attrait à la notion de liberté vécues. Il s'agit bien là de la possibilité des individus de faire et d'être, ce qui renvoie à la liberté de choix « *pour atteindre une finalité qui leur importe* » (Marius, 2016a, p 182) dans le cadre de contraintes légales, sociales, économiques, environnementales. Chaque individu est conditionné par cet environnement, par sa socialisation, et possède donc un certain capital propre (physique, financier, humain, social, éthique), mais aussi le potentiel de développer d'autres capacités. Dans le domaine du développement, l'idée est donc de donner aux personnes la possibilité de les développer. La notion de bien-être est centrale dans la proposition de Sen ; en effet, il s'agit de l'objectif même du développement de ces potentiels. Pour cela, il distingue les ressources, les capacités et les fonctionnements :

- les ressources (droits formels) font références aux biens et services accessibles, ce qui comprend les structures légales ;
- les capacités renvoient à « la liberté de mener la vie que l'on a des raisons de valoriser » : cette liberté dépend de l'environnement ainsi que des ressources matérielles, immatérielles et personnelles ;
- les fonctionnements désignent les comportements effectifs.

Kamala Marius (2016a) commente cette approche en soulignant l'exigence en matière de

démocratie que celle-ci implique. L'apport majeur de cet outil se situe dans la finesse de l'analyse des inégalités, utile par exemple dans la considération du travail domestique.

Martha Nussbaum (2000, 2006) complète le travail de Sen en y incluant la notion de justice sociale dans le domaine du genre. Kamala Marius (2016a, p 181) explique que la liste suivante constitue dix capabilités ; chaque personne doit pouvoir effectuer des choix dans chaque domaine suivant :

1. **La vie**. Avoir la possibilité de vivre une vie suffisamment longue et digne d'être vécue ; avoir la possibilité de mourir avant que la vie ne devienne indigne d'être vécue.
2. **La santé physique**. Être capable de conserver une bonne santé, notamment la santé reproductive ; être capable de bien se nourrir et d'avoir un abri décent.
3. **L'intégrité physique**. Être capable de se mouvoir librement ; être en sécurité par rapport aux attaques violentes, notamment aux attaques sexuelles et aux violences domestiques ; être capable d'avoir des occasions de satisfaire sa sexualité, et avoir le choix de sa reproduction.
4. **Les sens, l'imagination, et la pensée**. Être apte à percevoir, imaginer, raisonner, en recevant une éducation de base à la langue, aux mathématiques et aux sciences. Être capable d'agir en faisant des choix éclairés. Avoir toute liberté d'expression, garantie par l'Etat. Être capable d'avoir des expériences plaisantes, et d'éviter les expériences non bénéfiques.
5. **Les émotions**. Être capable d'attachement aux choses et aux gens, de vivre nos sentiments. Ne pas avoir son développement émotionnel perturbé par la peur ou l'anxiété. Être capable de vivre en société avec d'autres.
6. **La raison pratique**. Être apte à avoir une conception du bien et d'avoir une réflexion critique sur son plan de vie, ce qui nécessite la liberté de conscience et la liberté de culte.
7. **L'affiliation**. Être apte à reconnaitre d'autres hommes et à vivre avec eux ; être apte à l'empathie, soit avoir la capacité de se mettre à la place d'un autre. Cette capabilité nécessite que soit garanties la liberté de rassemblement et la liberté d'opinion politique. Être capable de traiter tout autre comme un égal, de le respecter et de ne pas l'humilier.
8. **Les autres espèces**. Être capable d'avoir le souci des animaux, des végétaux, bref de l'environnement.
9. **Le jeu**. Être capable de rire, de jouer et de se distraire.
10. **Le contrôle de son environnement**. a) Politique. Être apte à participer aux choix politiques qui s'imposent à nous (droit à la participation politique). b) Matériel. Être capable de conserver sa propriété et d'en faire ce que l'on veut. Au travail, travailler comme un être humain, reconnaitre les autres travailleurs et être reconnu d'eux.

Cette liste n'a pas la prétention d'être exhaustive et figée. La notion de justice est réalisée s'il y a la possibilité de *« développer ces capabilités essentielles de fonctionnement »* (Marius, 2016a, p 184), si les individus le souhaitent.

Si cette approche reste pertinente, il semble indispensable de la compléter par des considérations plus larges d'ordre politiques, collectives. En effet, on a pu critiquer ce point

de vue dans la mesure où il représente un cadre d'analyse individualiste. Il s'intègre tout à fait dans un contexte néo-libéral, où les responsabilités sont concentrées sur les individus, au détriment des considérations collectives. C'est la notion d'indépendance qui est mise en avant plutôt que celle d'interdépendance. Cette conception s'oppose à l'idée de construction d'une société par les hommes et les femmes selon des intérêts communs (Malhotra et Mather, 1997 ; Govindasamy et Malhotra, 1996 ; Kabeer, 1998). De plus, on peut lui reprocher d'être trop théorique, car les moyens de parvenir à ces fins ne sont pas exprimés (Beneria, 2010). Un autre critique réside dans la non considération de l'effectivité des cadres légaux. En effet, il ne suffit pas de promulguer une loi pour qu'elle améliore le sort des plus défavorisés ; il existe des obstacles d'ordres socio-économico-politiques et l'on peut même considérer que nombre d'institutions en place produisent et reproduisent les inégalités. Enfin, cette approche est basée sur l'idée d'un cadre normatif universel, et l'on peut se demander dans quelle mesure il existe un décalage avec les spécificités du contexte culturel indien – contexte qui n'a par ailleurs cessé d'être influencé par l'extérieur. Toutefois, cet outil peut nous aider à identifier les inégalités d'accès aux ressources et aux opportunités, en ayant conscience de ses limites.

En conclusion, il semble pertinent d'enrichir la perspective macrosociale grâce à une analyse microsociale (Marius, 2016a).

2.3.4 Féminisation de l'agriculture et dévalorisation

Dans le monde, 60 à 80% du travail agricole est réalisé par des femmes, selon un rapport de la FAO datant de 2009. On a pu précédemment constater la dévalorisation sociale de l'agriculture en Inde. En un contexte néo-libéral où l'Etat se retire de l'action publique, on a vu que le secteur de l'agriculture est délaissé, et la viabilité de l'agriculture paysanne menacée. Le phénomène de féminisation de l'agriculture représente un autre facteur important participant à cette dévalorisation, relevant à la fois d'une cause et d'une conséquence. On compte de plus en plus de femmes parmi la main d'œuvre agricole en Inde, car ce sont les hommes qui accèdent à des activités plus valorisées. En Himachal Pradesh, les tendances sont les mêmes, mais le scénario est un peu différent dans la mesure où une grande partie des femmes sont considérées comme « cultivators[125] » plutôt que simplement embauchées comme main d'œuvre agricole (voir annexe K).

La féminisation de l'agriculture se déroule dans un contexte particulièrement rude, comme

[125] Exploitante agricole

on a pu l'exposer en première partie : fragmentation des terres, sols abîmés, ressources en eau dégradées et raréfiées, accès compromis aux semences traditionnelles ou autres intrants, accès moindre aux marchés et aux technologies, aux prêts bancaires, diminution de la main d'œuvre disponible... (Pattnaik et al., 2017). Ce phénomène relève plus d'une conséquence de la crise paysanne que d'un choix. D'ailleurs, plus les revenus d'un foyer sont élevés, moins les femmes sont investies dans le secteur agricole. A ce titre, Pattnaik et al. (2017, p 15) parlent de la « féminisation de la détresse agricole ». Même en tant que *cultivators*, l'*empowerment* économique n'a pas lieu, en contexte de dévalorisation du secteur, considéré comme peu lucratif.

Ces femmes sont reléguées aux activités agricoles car elles possèdent un moindre niveau d'éducation, mais aussi de mobilité, ce dernier étant lié à la fois à des restrictions spatiales culturelles, mais aussi au poids de leurs responsabilités dans la sphère domestique. Ces dernières se cumulent aux tâches liées à l'agriculture, détériorant leur niveau de bien-être. Christine Verschuur (2011, p 407) assure ainsi que *« la féminisation de l'agriculture est liée, non à une promotion des femmes, mais à la segmentation des opportunités de travail non agricole en fonction du genre dans le contexte général de dévalorisation de l'agriculture paysanne ».* On peut donc supposer que les politiques mises en place depuis les années 1990, s'inscrivant dans un système capitaliste, renforcent les inégalités de genre. D'autre part, ce système mène à aggraver l'insécurité alimentaire des foyers pratiquant une agriculture paysanne. Par ailleurs, il en va de même avec l'idée de la création d'emploi dans l'industrie : Marius Gnanou (2009, p 16) affirme ainsi que cela *« favorise le processus de mondialisation néo-libérale ; cela crée un filet de sécurité évitant ainsi des situations sociales explosives, sans pour autant représenter une échelle pour sortir durablement de la pauvreté ».*

Les femmes sont moins considérées et moins rémunérées, et cela dans tous types d'emplois, ce qui mène à une déterioration des conditions de travail. En Inde, les salaires dans le secteur agricole sont estimés à environ 65% de ceux des hommes (Vepa, 2007). Le niveau de la rémunération soulève la question de la valeur du travail féminin. En effet, le fait de chiffrer la contrepartie d'une activité nous éclaire sur le traitement différencié des hommes et des femmes, et sur l'importance accordée à chacun. L'asymétrie apparaît alors de manière objective et frappante. On peut faire un parallèle avec la faible valorisation du travail de care, décrite par Hochschild (2004, p 16) : « *sa faible valeur marchande a fait apparaître au grand jour la disqualification foncière qui caractérise depuis toujours le travail de soins en général ».*

D'autre part, les tâches agricoles assignées aux femmes sans contrepartie dans le cadre du

foyer constituent une part supplémentaire de travail domestique.

2.3.5 Résistances

Cependant, les paysannes adoptent des stratégies d'adaptation, de résistance, ce qui les rend petit à petit plus visibles ; sans renverser les rapports de pouvoir, elles les bousculent malgré tout. Ce sont ces évolutions, parfois subtiles, que nous proposons de mettre en lumière.

Isabelle Hillenkamp (2011, p 435) soutient que ces résistances *« naissent souvent dans des actions individuelles des femmes dans leur foyer, se servant de leur rôle clef dans l'alimentation familiale, obtenant des revenus monétaires propres ou faisant évoluer leur rôle en réagissant aux changements mêmes qui menacent leur famille ».* Elles peuvent parfois constituer un espace pour une évolution favorable des rapports de genre ; on peut observer à plusieurs endroits du monde un accaparement de la sphère marchande par les hommes et parallèlement les femmes reléguées aux tâches de l'agriculture vivrière. Partant de ce constat, on pourrait imaginer que l'accroissement des revenus monétaires par les femmes constituerait un vecteur d'émancipation (Guérin, 2008). Dans l'étude de Chaturvedi et Sahai (2019), on peut retrouver une évaluation des impacts de programmes *d'empowerment* des femmes, assurant l'évolution positive du pouvoir de décision à l'intérieur des foyers, notamment en matière de mobilité, et de participation à des actions collectives dans les communautés. Par exemple, dans l'étude se situant dans l'Etat du Bihar, les femmes affirment qu'elles se rendent au *panchayat* et dans les centres de santé de manière plus régulière, ou bien que leur avis en matière de dépenses importantes au sein de la famille est maintenant pris en considération et respecté. Les auteurs estiment qu'il s'agit d'une avancée notable, dans la mesure où les normes sociales en vigueur au détriment des femmes sont particulièrement ancrées dans cet Etat.

Parallèlement, sur leur terrain au Tamil Nadu, ils ont pu constater que les femmes étaient plus « proactives » lorsqu'elles étaient confrontées à des problèmes dans l'espace public, et qu'à l'image de leur terrain au Bihar, un certain nombre de femmes se saisissaient de questions comme l'alcoolisme, les pénuries d'eau ou alimentaires en investissant l'espace du *panchayat*.

Hillenkamp (2011) avance que les nouveaux enjeux féministes pourraient résider dans *« l'inclusion des femmes dans les processus de décision »* et Rao (2007, p 199) ajoute qu'ils pourraient bien se situer dans la remise en cause des *« valorisations différenciées selon*

le genre du travail lié à la production et la reproduction[126] *».*

Toutefois, l'esprit et les effets des programmes d'*empowerment* économique des femmes sont largement controversés. Dans le cadre de programmes d'*empowerment* économique au niveau des foyers, il arrive qu'il en résulte un surcroît de travail. En effet, ces initiatives ne s'attaquent pas aux problèmes structurels des systèmes de genre, et ce qui vise à l'origine à réduire la pauvreté ou à accroître le pouvoir de décision des femmes se traduit par un double fardeau, ajouté à celui du travail reproductif (Hillenkamp, 2011). Les actions menées, s'appuyant parfois sur des programmes de microfinance, se sont concentrées sur l'accroissement de la productivité agricole, la transformation des produits issus de cette activité ainsi que sur la recherche d'un revenu non-agricole. Ce rapport entre revenu monétaire des femmes et amélioration des rapports de pouvoir semble crucial à étudier dans chaque contexte particulier. Cette conception repose implicitement sur l'idée que le Marché, associé à la notion de modernité, est un domaine désirable, par opposition au domaine de la subsistance, de valeur moindre voire considéré comme arriéré, méprisable. Elle s'appuie sur la notion d'efficacité, par le biais de l'introduction de la technologie, associée généralement au domaine masculin. La promotion de « bonnes pratiques » induirait donc l'idée que les femmes devraient s'aligner sur des domaines valorisés comme masculins. Les conceptions écoféministes notamment, remettent en question cette vision en retournant la réflexion : un mouvement inverse de valorisation des activités de *care* et de la sphère domestique ne serait-il pas nécessaire ? Amener les hommes à investir le travail domestique ne serait-il pas plus pertinent ? (Pruvost, 2019).

D'autre part, *l'empowerment* économique peut représenter une instrumentalisation des femmes dans un objectif de productivité agricole comme moyen de réduction de l'insécurité alimentaire, comme peuvent l'afficher certaines agences de développement internationales[127] (Hillenkamp, 2011). Cet objectif ne peut être assimilé à une amélioration des rapports de genre. En effet, même si les revenus des femmes augmentent, cela n'implique pas automatiquement une progression de leur pouvoir de décision. Bieri et Sancar (2009, p 10) affirment ainsi que les *« options et les choix des femmes »* s'améliorent sans qu'on puisse affirmer qu'il se produise des *« changements structuraux conduisant à une plus grande égalité en termes de rôles, de relations de pouvoir et de contrôle des actifs*[128] *».* De plus,

[126] Traduction de Hillenkamp, 2011

[127] Voir l'ouvrage de la FAO, de la Banque mondiale et du FIDA, au titre révélateur « *Investir dans les femmes en tant que moteurs de la croissance agricole »* (2009)

[128] Traduction de Hillenkamp (2011)

l'augmentation des revenus des femmes peut amener les hommes du foyer à diminuer leur participation financière.

Ces actions se situent dans un contexte de globalisation et l'insertion des femmes dans le système capitaliste se fait souvent à leur détriment, notamment lorsqu'il s'agit d'observer les rapports de production dans l'agro-industrie. En effet, ce système s'appuie en partie sur l'exploitation des femmes les plus défavorisées, recevant une faible rémunération, faisant preuve de flexibilité et manifestant peu de défiance. La compétitivité des firmes dépend de cette précarité des emplois. Certaines politiques de développement induisent donc un patriarcat recomposé s'incluant dans des logiques d'accumulation du système capitaliste (Hillenkamp, 2011). D'ailleurs, les emplois occupés par les femmes sont conçus par les gérants de ces entreprises comme un parallèle des rôles assignés de *care* dans la mesure où les tâches « délicates » leur sont réservées (par ailleurs ces tâches sont les moins qualifiées) ; le rythme est saisonnier pour leur permettre d'intégrer leur place « naturelle » située dans l'espace domestique. Finalement, la faible rémunération peut être justifiée par le principe qu'il ne représente qu'un complément au revenu apporté par les hommes au foyer (Hillenkamp, 2011).

Toutefois, dans plusieurs pays en développement, on a pu constater une mise en place de stratégies de survie, constituant des réactions en situation de nécessité, amenant les femmes à faire preuve d'inventivité. Rappelons qu'on ne considère pas les femmes comme des victimes passives dans les relations de pouvoir de genre. Elles créent des espaces de résistance, révélant leur capacité d'agir, de penser. Elles organisent des luttes tant individuelles que collectives ou encore investissent des espaces dits « masculins » (Granié et al., 2006). Par exemple, Laurel Bossen (2002) rapporte la mise en place, en Chine, d'une stratégie de diversification face à une baisse de la viabilité des activités agricoles, dans un domaine jusque-là réservé aux hommes (transport et commerce). Hélène Guétat-Bernard (2008) a étudié au Cameroun l'essor du « vivrier marchand », adaptation de femmes investissant la sphère marchande à partir de leur rôle assigné aux cultures de subsistances. D'ailleurs, Gardner (1990) affirme que les femmes les plus pauvres transgressent plus volontiers les normes de genre[129].

[129] *« Ce sont les femmes les plus pauvres qui parlent le plus franchement, fument du tabac, chantent les chansons d'amour et de passion le plus ouvertement, et qui quittent le plus souvent le confinement de leur maison… Elles paraissent beaucoup moins soumises ou passives que les femmes dont les besoins sont satisfaits par les maris »* Gardner (1990, p 439)

2.3.5.1 Résistances individuelles

Hillenkamp (2011) distingue les formes de résistances individuelles et collectives. A l'échelle du foyer, Rondeau (1985) mentionne les exemples de ces femmes refusant de cuisiner ou de se marier avec un homme choisi pour elles au Mali. Bina Agarwal (1994), parle de formes « couvertes » et « ouvertes » de résistances. On peut observer des stratégies reposant sur des formes de sabotage, rejoignant la forme « couverte », plus subtile et moins évidente à observer. En effet, on pourrait à première vue croire à un consentement mais des formes de défiance détournées se manifestent. D'autre part, il semble primordial d'analyser ces manœuvres au sein du foyer en termes de coopération et de conflit. Sen (1987) parle de « cooperative conflicts », une approche fine des relations intrafamiliales prenant en compte l'entremêlement de ces deux dimensions, sans lecture dichotomique. Il prend en compte les interactions de type « négociation », mais aussi d'autres notions comme la légitimité, le mérite et les capacités des personnes.

2.3.5.2 Droit à la terre

La question de l'accès à la terre des femmes est saillante dans la littérature sur l'Inde. En effet, elles sont « traditionnellement » exclues des titres de propriété, phénomène se perpétuant par les usages liés aux héritages. Cet accès différencié reflète en cela les identités de genre. D'ailleurs, Vatturi-Pionetti (2006, p 204) fait référence à des « terres rouges » dites « féminines » et des « terres noires » dites « masculines », ces dernières étant caractérisées par une fertilité supérieure. Toutefois, Hillenkamp (2011) questionne le « caractère progressiste » des législations établies par les Etats. Si l'on considère ces lois dans le contexte contemporain de dévalorisation de l'agriculture paysanne, on peut se demander dans quelle mesure cette progression indispensable favorise globalement l'autonomisation des femmes, l'égalité de genre ou une progression de la sécurité alimentaire. En effet, elle affirme que *« la féminisation de l'agriculture ne peut alors être comprise comme un synonyme d'émancipation des femmes grâce à un contrôle accru de la production agricole, y compris lorsqu'elle s'accompagne d'un meilleur accès à la terre »* (p 435).

2.3.5.3 Résistance collective

Au niveau collectif, on doit considérer que les résistances s'organisent sous plusieurs influences. Elles sont soutenues par des organisations nationales ou internationales. Cela leur permet de se développer, mais en contrepartie, ces soutiens exercent une influence sur la direction que peuvent prendre les mobilisations.

Même si des femmes ont investi certains mouvements paysans[130], par exemple pour revendiquer l'accès à la terre, elles n'ont pas du même coup vu les rapports de pouvoir évoluer favorablement, ni au sein des mouvements eux-mêmes, ni de la famille (Agarwal 1994). Les luttes de femmes rurales, lorsqu'elles font partie intégrante de ces mouvements, se trouvent entravées par des revendications utilisant un registre d'arguments liés à la « tradition ». En effet, ces mouvements présentant des caractéristiques conservatrices légitiment les rôles « complémentaires » des deux sexes au sein de l'organisation productive. Par conséquent, même en cas d'obtention d'une amélioration des droits des paysans, les rapports de genre restent quasiment inchangés. Le temps du conflit, les femmes ont l'occasion de sortir de leur rôle domestique, mais Hillenkamp (2011) constate que cela relève de l'exceptionnel et retombe une fois le combat mené. Dans les luttes de femmes analysées par Agarwal (1994), les revendications portaient sur l'exploitation économique, sexuelle et domestique des femmes en milieu agricole. Les succès obtenus tenaient à une conjonction de conditions comme la convergence et les débat des paysannes sur les questions de genre ou la multiplication des mouvements de femmes dans tout le pays. Au début des années 1980, on voit donc apparaître les thèmes des discriminations et des violences envers les femmes dans le débat public.

En conclusion, on peut assurer que les initiatives individuelles au sein des foyers et les mouvements collectifs s'attaquant aux institutions elles-mêmes sont complémentaires.

2.3.6 Changement dans les aspirations et éducation

Si la progression du pouvoir de décision des paysannes est loin d'être une évidence, on peut par contre repérer un changement certain dans leurs aspirations, et particulièrement chez les plus jeunes, de plus en plus éduquées.

Kamala Marius Gnanou (2009, p 14), dans son étude sur les femmes embauchées dans des usines en milieu rural, a constaté que les plus âgées peuvent travailler dans le secteur agricole, alors que les plus jeunes *« […] ne pourraient jamais mettre les pieds dans un champ ».* L'auteur en conclut qu'il s'agit donc d'une mobilité sociale « intergénérationnelle ». Chaturvedi et Sahai (2019), eux, ont établi que toutes les femmes interrogées avaient des rêves et des aspirations. Elles sont prêtes à s'investir fortement pour les atteindre, même partiellement. Les plus âgées (26-55 ans) souhaitent que leurs enfants reçoivent une bonne éducation, que leurs maris obtiennent un emploi stable, que leurs

[130] Agarwal (1994) analyse en particulier trois mouvements : mouvement Tebhaga et Telangaha dans les années 1940 et le mouvement Bodhgaya, à la fin des années 1970.

affaires s'améliorent et qu'ils aient une maison. Elles aspirent également à obtenir elles-mêmes un emploi, qui serait exercé à la maison. Les femmes les plus jeunes (16-25 ans), encore dans les études, ont la volonté de les poursuivre afin d'obtenir un emploi stable et bien payé, de type « col blanc[131] » ou un emploi gouvernemental ; celles qui ne sont pas encore mariées aspirent à trouver un mari avec un emploi stable.

Tant en milieu urbain que rural, les femmes s'identifient à des « modèles », réels ou apparaissant dans des feuilletons télévisés, qui leur apportent de la force, du soutien et font office de guides. On a vu dans la première partie que cela fait partie intégrante de la construction des identités tant personnelles que sociales. Ils influent par exemple sur leur façon de s'habiller. Si les hommes ont des idées bien arrêtées sur les vêtements qu'une femme doit porter, cela ne signifie pas qu'elles s'y conforment obligatoirement. On peut retrouver d'autres formes de transgression lorsque certaines jeunes femmes admettent sortir voir des films ou des amies sans autorisation.

Lorsque vient l'heure du mariage, les femmes affirment que leur vie change sérieusement. Elles se trouvent confrontées à de nouvelles restrictions, doivent demander la permission dans leurs prises de décisions et leurs priorités évoluent. Leurs aspirations personnelles passent au second plan. Elles semblent en majorité résignées à leur sort dans l'étude dans le Bihar. Les auteurs ont pu lire en filigrane la menace d'une punition si l'avis des femmes mariées différait avec celui de leur époux.

Les jeunes femmes s'accordent à dire qu'elles souhaitent retarder cette échéance d'au moins cinq années. Elles affirment également qu'elles désirent faire un mariage « d'amour » plutôt qu'un mariage arrangé, comme leurs parents préfèreraient.

Globalement, les femmes interrogées en milieu rural considéraient leur environnement comme une contrainte majeure, référence faite au poids des traditions, comparativement à celles en milieu urbain. Les femmes les plus jeunes, plus éduquées, revendiquent des ambitions plus élevées que le groupe des plus âgées ; elles aspirent à trouver un emploi en adéquation avec leur niveau d'éducation, et sont à la fois conscientes que leurs options sont limitées. Elles se sentent également restreintes dans leurs déplacements, notamment par leur perception du manque de sécurité dans les transports (comme dans les espaces publics en général), ou de leur rareté. En comparaison, les femmes les plus âgées étaient plus confiantes quant à la réalisation de leurs aspirations.

Tandis que le groupe de femmes plus âgées dans le Bihar bénéficiaient de 30 à 60 jours de

[131] « white-collar jobs » (Chaturvedi et Sahai, 2019, p 15)

travail dans le cadre du MNREGA (travail manuel), et que d'autres ont été encouragées à s'investir dans l'élevage de volailles et de chèvres, les plus jeunes ne sont absolument pas intéressées par ce type d'activités et ne les envisagent qu'en dernier recours.

Les auteurs constatent qu'à travers la transformation du pays (urbanisation, médias…), les normes de genre affectant les femmes évoluent parallèlement. De ces mutations résultent des aspirations chez les jeunes à un autre mode de vie que celui de leurs mères ; moins tournées vers les besoins de la famille, elles manifestent des rêves personnels. Toutefois, même si les femmes ont progressé dans leur participation politique, les auteurs ne constatent pas une évolution frappante dans les relations de genre. Elles sont toujours contraintes par des assignations sociétales. Ils en concluent que *« ces rêves sont une clé du potentiel de croissance du pays*[132] *».* On peut tout de même mentionner la possible vision orientée des auteurs dans la mesure où elles ont toutes deux travaillé avec la Banque Mondiale[133].

Dans l'étude de Khaleda Gani Dutt (2017) sur le rôle de l'alphabétisation dans la transformation des vies de femmes en milieu rural, les interrogées ont identifié trois types de changement majeurs :

- La capacité de partager, de discuter et de prendre le contrôle de leurs vies, d'agir dans leur propre intérêt.
- L'*empowerment* économique, qui permet aux mères de prendre des décisions concernant leur progéniture, d'éduquer leurs filles, et de participer aux prises de décisions au sein du ménage. Elles ont accès à plus de ressources matérielles et cognitives. De plus, leur statut a progressé dans la famille.
- Finalement, les femmes sont capables d'exercer une influence dans leur communauté en prenant la parole en public et en se prononçant contre les violences domestiques, le mariage précoce ; de plus, elles sont aptes à plaider pour le développement de l'alphabétisation.

Ces évolutions sont corrélées avec une amélioration de la santé des enfants. Lorsque les femmes ont accès à l'emploi dans l'étude, ces deux facteurs contribuent à augmenter leur pouvoir de négociation, ainsi que la possibilité de prévoir l'avenir de leurs enfants. L'utilisation du téléphone portable a également été mentionnée comme outil primordial pour accéder aux opportunités professionnelles. Enfin, l'éducation favorise la réflexivité des femmes et augmente leur conscience d'être victimes d'oppressions dans la sphère privée. Cela a fait naître en elles une certaine confiance quant à leur capacité à agir et à être reconnues comme des individus à part entière. Certaines d'entre elles ont ainsi investi le

[132] On peut y voir là une instrumentalisation des femmes au travers d'une vision économiciste

[133] Les points de vue « Banque Mondiale » ne sont pas en opposition avec l'idée que structurellement les rapports de pouvoir n'évoluent pas spectaculairement, mais ils se focalisent sur l'évolution positive, peut-être en insistant moins sur les limites

panchayat pour dénoncer les discriminations envers les femmes et inciter les familles à scolariser leurs filles.

En conclusion, l'alphabétisation est désignée comme un facteur de transformation, sans que les coutumes néfastes pour les femmes soient pour autant éliminées. Dutt (2017) a consigné dans un tableau (Annexe L) les principales contraintes et opportunités rencontrées par ces femmes, d'un point de vue socio-économique, mais aussi politique et culturel.

On peut également mentionner le fait que les aspirations se calquent sur celles des villes, des classes plus élevées, ainsi influencée par la mondialisation (Osella et Osella, 2006).

Aujourd'hui, on peut se demander comment la situation évoluera dans la mesure où le pays est largement touché par les conséquences du COVID 19, et que les femmes sont une fois de plus les premières à être impactées.

2.4 Sous-hypothèse 2.1 : « Etude de cas » : La durabilité des canaux d'irrigation de la vallée de Kangra (*kuhls*), construits socialement du côté masculin, est menacée, induisant une participation grandissante des femmes dans leur gestion.

Nous allons maintenant procéder à une étude de cas, dans le domaine de l'irrigation. De nombreuses études (Bottrall, 1981 ; USAID, 1980 et 1983 ; Hotes, 1984) ont démontré que les retombées positives des projets d'irrigation de grande ampleur en Inde se situaient souvent bien en-dessous des attentes. Celles-ci se concentraient notamment sur des questions d'auto-suffisance alimentaire, d'importations et d'exportations, de hausse des revenus en milieu rural. Après ces constats mitigés, l'accent fut mis sur la participation des communautés à l'échelle locale, ce qui donna naissance à des associations d'usagers et autres initiatives de gestion afin d'augmenter l'efficience des systèmes. Toutefois, les relations entre les communautés et le gouvernement restent ambigües et des blocages apparaissent (Sharma et al., 2015). Observons plus spécifiquement le fonctionnement d'un réseau d'irrigation unique, les *kuhls* de la vallée de Kangra.

2.4.1 Fonctionnement des kuhls[134]

La vallée de Kangra est située de telle façon qu'elle est, à l'origine, approvisionnée en eau de manière abondante. Elle bénéficie de la fonte des neiges des montagnes abruptes qui la

[134] Voir annexe M

surplombe. Cette topographie particulière a empêché le développement massif de puits, comme c'est le cas dans de nombreuses autres régions du pays. La vallée est ainsi traversée par plusieurs torrents, dont les agriculteurs tirent l'eau pour l'irrigation. Elle s'écoule donc jusqu'aux cultures par gravité, empruntant un vaste réseau de tranchées étroites, qui constituent des dérivations, les fameux *kuhls*. Ce réseau de canaux unique destiné à l'irrigation existe depuis 1850, selon certains auteurs, mais Sharma (2016) fait référence à la construction de *kuhls* à partir du XVII^{ème} siècle. On compte environ 715 *kuhls* principaux, et environ 2500 de moindre envergure (Baker, 1994), qui irriguent environ 30 000 hectares de terres. Les cultivateurs de riz, production demandant une présence continuelle d'eau, sont assujettis à des règles spécifiques consignées par écrit : il s'agit des « droits à l'eau ». La distribution se fait donc selon ces règles. Les autres agriculteurs effectuent un roulement pour recevoir l'eau. Selon ces règles, les cultures situées en amont du réseau peuvent bénéficier de l'eau à volonté, puis la distribution est proportionnelle pour les sites plus en aval. La distribution d'eau est très variable d'un endroit à un autre. Ce réseau, qui fonctionnait bien jusque dans les années 1980, s'est dégradé au fil du temps. En 2013, il était quasiment inopérant et la culture du riz fut abandonnée. Différents facteurs d'ordres topographiques, climatiques, agronomiques, institutionnels et socio-économiques l'ont affaibli.

2.4.1.1 Gestion commune des ouvrages

Chaque réseau possède son propre « kuhl committee », une association des usagers de l'eau. Elle est responsable de la gestion du réseau et établit ses propres règles. La maintenance des ouvrages demande une forte participation des usagers dans la mesure où les travaux sont importants pour assurer la dérivation de volumes d'eau considérables sur des périodes spécifiques. De plus, les structures sont régulièrement endommagées voire détruites par le puissant courant.

Les hommes acteurs dans la gestion de l'irrigation n'en bénéficient pas équitablement, on peut observer de nombreux jeux de pouvoir et de domination (selon la classe, la caste, la situation du village par rapport à l'amont du dispositif…). La charge de travail est plus lourde en aval du torrent alors que c'est à ce même endroit que l'eau est la moins disponible (Sharma, 1990). Les paysans en aval doivent débuter le nettoyage des canaux et participer jusqu'en amont. Une répartition si inégale du travail sape leur motivation et leur volonté de participer, d'autant plus que nombre d'entre eux trouvent du travail dans des secteurs non-agricoles. D'autre part, ces associations manquent de reconnaissance.

Les *kuhl committees* désignent un chef, le *kohli*, à qui on confit la responsabilité de faire appliquer les règles et d'arbitrer les conflits, ainsi que de gérer la maintenance et les réparations. Ils agissent donc sur les plans technique, de distribution, de coordination, mais aussi religieux. Le *kohli* donne la priorité sur l'eau aux personnes ayant participé au travail collectif. Dans certains cas, on peut être dispensé de participation : lorsque les hommes sont malades, ou si le propriétaire terrien ne cultive pas sa terre. Enfin, les foyers sans hommes sont exemptés de participation pour des raisons de restrictions spatiales et d'accès à l'espace public.

Baker, en 1996, rapporte que des femmes, n'ayant pas d'hommes dans leur foyer, se sont mises à participer aux travaux communs de maintenance. Le kuhl committee a donc décidé que dans ces cas-là, une participation monétaire serait demandée à la femme plutôt que de participer physiquement à ce « travail d'homme ».

2.4.1.2 Un réseau menacé

La demande en eau a augmenté et on a vu de nouveaux usagers se l'approprier, à l'instar d'une université agricole à Palampur ainsi que des autorités locales. Une usine hydroélectrique a vu le jour. De nouveaux migrants et des paysans anciennement sans terres bénéficiant de parcelles[135] redistribuées par le gouvernement se sont installés en amont du cours d'eau, ce qui a participé à réduit l'eau disponible en aval. De plus, l'eau de certains *kuhls* est détournée pour alimenter en eau potable des villes de plus en plus étendues. Par conséquent, l'urbanisation croissante pollue également les cours d'eau.

La nature des activités agricoles s'est transformée, ainsi que l'utilisation de l'eau des *kuhls*. De nombreuses terres ont été laissées en friche. L'élevage de bétail pour le lait, plus rentable, s'est développé. Par conséquent de l'herbe est arrosée pour produire du foin pour nourrir les vaches, qui sont de moins en moins emmenées paître dans les montagnes. La culture du blé, moins contraignante, s'est répandue, et on a vu arriver quelques petits tracteurs réduisant l'utilisation des bêtes de trait. De plus, le glissement d'une agriculture de subsistance vers une agriculture de rente, encouragée par le gouvernement se produit mais apparaît comme plus risquée (destruction par les animaux sauvages par exemple) et plus gourmande en eau. Avec la disparition du réseau, la culture des légumes à petite échelle est pratiquée à l'aide de pompes manuelles, conçues pour l'eau destinée à la consommation et qui atteignent les eaux souterraines. Ces dernières subissent par conséquent une pression grandissante, comme on a

[135] Précédemment de propriété commune ou abandonnées

pu déjà l'évoquer en première partie.

Finalement, les aléas climatiques ont une forte influence sur les stratégies d'adaptation : sécheresse, pluies torrentielles, glissements de terrain, fonte des glaces… Bates et al. (2008, p 16) précisent ainsi : *« on a déjà constaté que le réchauffement climatique affecte les modèles pluviométriques, en allant dans les extrêmes ; il est la cause de fonte massive des neiges et des glaces ; il augmente la vapeur d'eau atmosphérique ; le phénomène d'évaporation est en hausse ; il modifie l'humidité des sols et les ruissellements*[136]*. »* Ces nouveaux paramètres menacent en parallèle l'agriculture pluviale. Un des effets néfastes sur l'environnement est le manque d'eau disponible. Habituellement, les *kuhls* fonctionnaient de 340 à 350 jours dans l'année, et en 1989, on enregistrait seulement 25 à 50 jours d'utilisation.

Par conséquent, les règles du droit à l'eau ont perdu leur sens dans la mesure où la situation a évolué, et que la culture de riz a disparu.

2.4.1.3 Conséquences de l'emploi non agricole sur les kuhls

Comme on l'a vu précédemment, de nombreux hommes quittent leurs fermes, soit pour migrer à la recherche d'un emploi plus viable, soit pour trouver un emploi non-agricole dans les environs. La gestion des *kuhls* est de type communautaire. En effet, chaque foyer bénéficiant de ces canaux participe à sa maintenance. Baker (2001) a identifié quatre types de conséquences sur le fonctionnement de ces réseaux d'irrigation :

- la participation à la maintenance et aux réparations diminue ;
- les inégalités entre les foyers en amont et en aval des ouvrages se creusent (consommation d'eau et participation) ;
- l'autorité du *kohli* s'érode, ainsi que son pouvoir de faire appliquer les règles coutumières ;
- les modèles de culture évoluent.

Lorsqu'un homme est employé dans une activité non-agricole, préférant s'engager dans les petits commerces, l'industrie, l'armée ou les emplois gouvernementaux, il ne vient plus participer à la maintenance et aux réparations des *kuhls*. D'autre part, les emplois agricoles sont délaissés par les plus jeunes générations suite à l'amélioration de l'éducation. En effet, l'Himachal Pradesh est aujourd'hui un des Etats en tête du pays en la matière[137], on parle même de « shooling revolution[138]».

[136] Traduction personnelle
[137] Cet Etat était jadis considéré comme une région arriérée
[138] https://www.tribuneindia.com/news/archive/comment/laadli-races-up-literacy-ladder-in-himachal-283420

La femme ne viendra pas le remplacer dans la mesure où elle est traditionnellement exclue de ce type de tâche, selon une division sexuelle du travail ancestrale. Toutefois, des indices montrent que cette division s'assouplit.

De plus, il se produit des vols d'eau, de la part d'habitants d'autres villages ou d'autres réseaux. En l'absence de nombreux hommes, la surveillance nocturne des ouvrages, effectuée par des gardes masculins, à l'agressive masculinité, est de plus en plus difficile à réaliser.

L'exercice d'une activité non-agricole génère des revenus diminuant la dépendance aux ressources locales. Par conséquent, les rapports de pouvoir évoluant en situation d'interdépendances, forgées autour de cette ressource naturelle, se transforment et l'autorité traditionnelle du *kohli* s'affaiblit, autrefois garante du fonctionnement du système. Sa légitimité sera plus susceptible d'être remise en cause. Ce phénomène est toutefois ralenti par les normes de réciprocité et une hiérarchie marquée, encore bien visibles. Toutefois, la coordination entre l'amont et l'aval du réseau en pâtit. De plus, Sharma et al. (2015) affirment que les nouveaux usagers des réseaux ne s'encombrent pas des droits de l'eau ou autre règle et se servent à volonté.

2.4.1.4 Rôle du gouvernement dans les ouvrages

Le gouvernement de l'Himachal Pradesh, à travers l'« Irrigation and Public Health Department » (IPH), tente de prendre le contrôle du réseau et intervient notamment en construisant des ouvrages en béton. L'entretien est toutefois peu assuré et l'eau n'est pas disponible pour autant. Malheureusement, ce genre d'initiatives pose un certain nombre de problèmes de gestion (manque de ressources financières, qui sont allouées plutôt à l'accès à l'eau potable par exemple). Des fonds du MGNREGA peuvent être alloués pour combler le manque de participation à l'entretien des ouvrages, mais seulement si une bonne gestion est de mise. De plus, les actions entreprises ne prennent pas en compte les dimensions durables et écologiques de la question. Finalement, ces mesures rencontrent un manque d'acceptation au sein des communautés (Sharma et al., 2015).

2.4.1.5 Recommandations

Selon Sharma et al. (2015), de nouvelles règles plus adaptées doivent être établies. De plus, les usagers devraient être sensibilisés aux problématiques actuelles. Une nouvelle organisation, incitant à la participation des usagers dans la gestion des *kuhls* doit être mise en place, en tenant compte des différents paramètres énoncés précédemment. Le système de

rotation des cultures semble approprié à cet environnement. Les *kuhls committees* doivent être conscients des enjeux écologiques, pour rendre le réseau durable. D'autre part, si des infrastructures permettant le stockage de l'eau au niveau des dérivations étaient créées, cela fournirait des emplois non-agricoles au niveau local. Les auteurs concluent en soulignant l'importance du développement des sports aquatiques et de l'aquaculture, dans une optique similaire. Enfin, ils proposent de déployer des solutions technologiques.

2.4.2 Genre et irrigation

2.4.2.1 La technique au masculin

On assiste à une invisibilisation des femmes dans les discours sur l'irrigation. Ce silence, selon Zwarteveen (2008, p 1), est révélateur d'une assimilation des hommes avec la connaissance, le *« pouvoir organisationnel, l'autorité, l'expertise et le prestige*[139] *».* Il s'agirait d'un des nombreux « allant de soi » concernant les assignations de genre, une façon aussi de légitimer le pouvoir par sa naturalisation. A travers les trois exemples de son article, l'auteur remarque que les identités liées à l'irrigation sont construites du côté masculin, et ancrées dans un ordre patriarcal plus large (normes, symboles…), reproduit par des pratiques et des discours glorifiant la masculinité. Elle nomme ce système « hydropatriarcat ».

Les femmes sont majoritairement exclues de la gestion des dispositifs d'irrigation, et ceci est vrai pour le réseau de *kuhls*. Elles s'occupent de l'agriculture et prennent donc en charge l'arrivée de l'eau, et l'entretien du dispositif sur les parcelles et non en amont (Zwarteveen, 2008).

L'irrigation est construite socialement du côté masculin dans la mesure où elle est associée à la technique, notion qui renvoie également à la connaissance et à l'expertise, associées au masculin. La dimension de « maîtrise de la nature » (Bryant, 1999) et par extension du progrès et de la civilisation renforce ces représentations et une division sexuelle du travail est légitimée. De plus, l'espace publique et politique est un domaine réservé aux hommes. Les rapports de genre sont établis de telle manière que les femmes sont exclues implicitement, et sont empêchées d'investir ces espaces comme des pairs (Zwarteveen, 2006). L'auteur affirme que dans les représentations des hommes de son étude, les aptitudes requises pour s'engager dans des activités « masculines » (gestion de l'irrigation, participation à des réunions…) s'acquièrent plus facilement si l'on est un homme. D'ailleurs, ces compétences seront plutôt jugées positives chez un homme, mais de manière négative si

[139] Traduction personnelle

une femme les possède.

L'irrigation est associée à la culture, à la sphère publique, au travail, à la production, à la technologie, à la rationalité, et je complèterais avec la force physique dans le cas des *kuhls.* Zwarteveen (2006, p 41) ajoute : *« les femmes ont tendance à être symboliquement et métaphoriquement associées à tout ce qui n'est PAS l'irrigation*[140] *».* Ces représentations découlent d'une vision stéréotypée plus globale associant le masculin à la culture et le féminin à la nature, à l'intuition. Zwarteveen (2006, p 26), dépeint un tableau révélateur des ingénieurs néerlandais et britanniques dans le domaine de l'irrigation : celui de *« héros coloniaux pionniers qui conçurent et construisirent courageusement de vastes ouvrages de contrôle de l'eau, et qui n'avaient pas peur de mettre leurs pieds dans la boue et de relever leurs manches pour faire le travail*[141] *».* Il s'agit d'une figure évoquant la modernité, dans le sens où cela représente la volonté de tout comprendre et tout contrôler, capacité d'omnipotence caractéristique de Dieu jusque-là. D'autre part, elle ajoute que les rapports coloniaux relatifs à la technologie et au genre ont créé deux autres types de masculinités en opposition ; une masculinité « traditionnelle » renverrait aux agriculteurs pratiquant l'irrigation, et une autre « globalisée » ferait référence aux ingénieurs (Zwarteveen, 2008).

Judy Wajcman (1991), à la suite de Brian Easlea (1983), avance une interprétation psychanalytique à ce lien entre technologie et masculinité. En faisant référence à la technologie appliquée dans le domaine de l'armement, elle parle de « jalousie de l'utérus[142] », c'est-à-dire que les hommes donneraient symboliquement *« naissance à la science et aux armes dans le but de compenser leur absence de 'pouvoir magique', celui de donner naissance à des enfants*[143] *».*

Solomon et Rao (2018) ont fourni une analyse fort intéressante en interprétant l'image des puits d'irrigation comme symboliquement masculin. Elles corroborent les analyses précédentes en associant la notion de technologie au masculin, en affirmant que les femmes sont écartées de ces connaissances, à la fois par l'Etat et les communautés, et que par conséquent elles ne possèdent pas les compétences leur permettant d'investir le domaine. Ils ajoutent l'idée que ces puits, en tant que *« symbole d'une agriculture productive et d'un agriculteur (homme) prospère »* (p 6), représentent des caractéristiques valorisées comme masculines. On peut ajouter qu'il en va de même avec les cultures de type commerciales (le Marché), par rapport aux cultures vivrières, construites du côté féminin (le Don).

[140] Traduction personnelle
[141] Traduction personnelle
[142] « womb envy »
[143] Traduction personnelle

Malheureusement, cette valorisation amène un esprit de compétition impliquant que l'homme devra forer toujours plus profond, au détriment de considérations de type écologiques.

Enfin, l'action de forer ainsi que l'usage de pompes peuvent être aisément associés symboliquement à des attributs masculins.

2.4.2.2 Le corps de la femme, un objet symbolique

Mahesh Sharma (2016) a rédigé un article analysant des balades traditionnelles dans l'ouest de l'Himalaya. Il y est notamment conté que les certaines femmes étaient emmurées au pied de certains *kuhls* pour garantir un flux continuel de ses eaux. L'auteur soutient que cette sépulture renvoie au confinement de la femme, et que son corps est symbolisé par l'eau s'écoulant et nourrissant la terre, toutefois contenue par les bords des canaux. Autrement dit, le corps de la femme est à maîtriser, à l'image de cette eau contrôlée dans un but nourricier. La femme ainsi sacrifiée est déifiée, et se transforme en un symbole de fertilité. L'auteur fait référence à d'autres contes présentant le corps de la femme comme un support de l'honneur des clans, où l'enjeu de conservation de sa « pureté » renvoie au prestige de la famille.

Dans la vallée de Kangra, les *kuhls* représentent la vie pour les cultivateurs. Ces ouvrages ont demandé du temps et un travail acharné pour être bâtis. Bien que l'eau soit présente dans une certaine abondance, le relief montagneux rend sa canalisation ardue. De nombreux ouvrages destinés à l'irrigation ont été construits à l'initiative de l'Etat : puits, fontaines, réservoirs, bassins, canaux (*kuhls*). De nombreuses représentations de la déesse de l'eau Varuna, gravées sur les fontaines, témoignent du caractère précieux de cette ressource. Sharma affirme que ces histoires, transmises oralement, participent à réaffirmer les valeurs patriarcales en usage.

2.4.2.3 Gouvernance des femmes

2.4.2.3.1 Processus de prise de décision en politique

L'ordre patriarcal est reproduit à travers l'habitus, et Baker (2005, p 47) précise que comme celui-ci *« constitue une grammaire et non un manuscrit, les groupes subordonnés peuvent tenter de contester cet ordre établi*[144] *».* Cela vaut tout à fait pour notre terrain, dans la mesure où de profondes transformations socio-économiques sont en cours. Dans la littérature antérieure à 2005, je n'ai pas trouvé d'élément assurant une plus grande participation des

[144] Traduction personnelle

femmes à la gestion des *kuhls*. Baker (2005) écrit qu'un *kuhl committee* est dirigé par une femme, cela participant à l'évolution de règles prévalant depuis des décennies. On peut considérer ce genre de faits comme les signaux faibles d'une reconfiguration des rapports de genre.

Intéressons-nous maintenant à la participation politique des femmes, en lien avec l'irrigation dans le district de Kangra. Depuis 1992, une loi (le 73rd Amendment Act) est entrée en vigueur et impose des quotas de femmes dans les conseils de village (les *panchayats*), à hauteur de 33% des sièges. Ces quotas s'appliquent également, sur un principe de roulement, au poste de *pradhan*, la personne à la tête du *panchayat*. Cette année-là, 700 000 femmes à travers le pays sont entrées officiellement dans ces instances locales (Bush, 2000). Elles ont depuis pris part aux décisions concernant leurs communautés, et participé à allouer les fonds distribués par le gouvernement pour des programmes sociaux (Ban and Rao 2006).

Dans cette lignée, Alexandra Girard (2013) s'intéresse au cas spécifique des *kuhls*. Elle déconstruit l'idée que les femmes qui s'engagent dans ces structures seraient « placées » purement symboliquement, par des hommes profitant de leur jeune âge et de leur manque d'éducation pour les contrôler plus facilement. En effet, même si l'éducation en Himachal Pradesh en est à un niveau supérieur à la moyenne nationale, les femmes restent moins éduquées que les hommes. Généralement, les femmes seraient effectivement plus jeunes et moins éduquées, conformément aux tendances démographiques, mais cela n'induit pas qu'elles sont moins investies dans leur engagement, bien au contraire. L'auteur corrobore les conclusions de Buch (2000) affirmant que ces femmes assistent en majorité aux réunions et fournissent un volume de travail important en ce qui concerne les activités liées au *panchayat*. De la même façon, l'étude du PRIA (2003) a observé que les *pradhans* femmes sont très investies dans leurs tâches, notamment en termes de temps.

Girard infirme également le mythe affirmant que les femmes ne s'engageraient pas par elles même mais seulement sous la pression de leurs familles et de leur communauté. Au contraire, il a été constaté que les hommes s'engageaient plus que les femmes à la demande des habitants. L'étude menée par Ban et Rao (2006) va dans le même sens en montrant que les hommes et les femmes ont autant de chances d'être sollicités pour s'engager dans les *panchayats* par l'« élite[145] » politique.

Buch (2000) observe également que les femmes reçoivent plus de soutien de la part de leur

[145] Le terme fait référence aux présidents précédents, à des membres de partis politiques locaux ou des membres importants de la communauté

famille que les hommes. Il l'interprète de cette façon : les familles voient dans l'engagement de la femme un bénéfice pour eux-mêmes et encouragent ainsi leur contestation. Ban et Rao (2006), eux, apportent une explication culturelle en émettant l'hypothèse que les femmes sont plus à l'aise d'entrer en politique avec le soutien total de leur mari. Dans l'étude de Girard (2013), ni les hommes ni les femmes n'avancent que ce soutien est une raison déterminante dans leur engagement ; elle en déduit que les femmes choisissent de rechercher le soutien de leurs proches. Les femmes sont donc là considérées comme des individus s'engageant à la fois pour elles-mêmes et à la demande de la communauté, pour les mêmes raisons que les hommes.

Dans le *panchayat*, les femmes travaillent en petits groupes de cinq à huit personnes. Comme les *pradhans* sont les membres qui détiennent le plus de pouvoir (Chattopadhyay et Duflo, 2004), on pourrait s'attendre à ce que les personnes se conforment à son avis. Cela se confirme dans cette étude en ce qui concerne les *panchayats* dirigés par des hommes. Lorsque c'est la femme qui est à sa tête, les opinions sont beaucoup plus hétérogènes. L'auteur suppose que cela peut être dû au fait que les femmes sont nouvelles dans ce domaine, et manquent de légitimité pour des raisons culturelles. Elle avance également une autre interprétation : ces femmes façonnent un espace propice à l'expression des opinions contradictoires. Pratto et Stallworth (1997) affirment qu'il y a une différence socio-psychologique genrée des opinions privilégiées : les femmes seront sur un registre d'égalité, alors que les hommes favoriseront la hiérarchie dans le groupe. Ainsi, les femmes auront tendance à inciter toutes les personnes à participer, dans une démarche d'*empowerment* réciproque, ce qui fera naître un espace plus harmonieux propice à l'expression (Kolb et Coolidge, 2001). Cette façon de procéder défie la conception du pouvoir *sur*, l'idée d'exercer un contrôle sur les autres personnes. Ces femmes peuvent être alors perçues comme passives et sans pouvoir. Girard (2013) rappelle que son étude se focalise sur le sujet de l'attribution des fonds du MGNREGA, principalement alloués à l'irrigation et à des questions liées aux terres, qui constituent des domaines d' « expertise » masculine. Les femmes peuvent être considérées comme non-légitimes lorsqu'il s'agit de statuer sur ce type de questions. A l'inverse, dans l'étude de Raabe et al. (2009), les hommes sont considérés comme moins compétent lorsqu'il s'agit de se saisir des domaines « féminins » comme la santé ou l'éducation. Dans les petits groupes, les individus ont plus tendance à se conformer aux stéréotypes de genre (Eagly 1987). Maznevski (1994, p 534) affirme ainsi que *« le genre est*

rendu public[146] *».*

Girard (2013) conclue son étude en affirmant qu'il n'y a pas d'influence masculine visible dans la prise de décision des *panchayats* menés par de femmes. Elle ajoute que les décisions finales se prennent à l'occasion de *Gram Sabhas*, où les échanges se font donc au sein d'une réunion ouverte. Cooke (2001) affirme que les prises de décisions individuelles ne coïncident souvent pas avec les décisions finales prises en groupe. Cela s'explique par la difficulté d'exprimer publiquement son opinion divergeant. Le paradoxe d'Abilene (Harvey, 1988) représente la capacité des individus au sein d'un groupe à exprimer ce qu'ils pensent qu'on attend d'eux, et non leur véritable opinion. Cela peut amener à des situations absurdes où une décision est prise alors qu'aucun participant n'y adhère. Le fait que les décisions des *panchayats* doivent être approuvées par une instance supérieure (le Block District Office) peut ainsi jouer un rôle dans la façon de prendre les décisions chez les *pradhans*.

Girard (2013) affirme finalement que c'est la communauté qui détient le plus d'influence sur les décisions. En effet, la question de la réputation est centrale dans les villages de petite taille (Ostrom 1990). Par exemple, le fait de prioriser au final la question des routes, qui est le programme le plus facile à mettre en œuvre peut satisfaire la population, et ainsi la réputation des décideurs aura plus de chances d'être sauvegardée (Mukherjee et Ghosh, 2005). Buchanan et Wagner (1977), ainsi que Downs (1965) affirment que la priorité des politiciens est de se faire réélire, ce qui impliquerait que les projets les plus populaires aient la priorité. Le même processus est en route lorsqu'il s'agit du genre : les opinions individuelles sont délimitées pas des attentes sociales normées, ce qui peut expliquer pourquoi certaines femmes *pradhan* ne parviennent pas à imposer leurs opinions individuelles sur un terrain « masculin ».

Karakowsky and Siegel (1999) affirment ainsi que voir une majorité de femmes dans les institutions politiques pourrait contrer les biais de genre.

2.4.2.3.2 Quotas et sous-représentation politique des femmes

Stéphanie Tawa Lama-Rewal (2006) souligne la sous-représentation politique des femmes, en insistant sur l'universalité de ce « plafond de verre ». Au niveau international, la question de la participation politique des femmes commence à faire consensus à partir des années 1990. En effet, en 1995, la Conférence sur les femmes de Pékin recommande ce type de quotas (Dutoya, 2016). L'un des objectifs est rédigé de cette manière : *« prendre des mesures*

[146] Traduction personnelle

pour assurer l'accès égal des femmes et leur pleine participation dans les structures de pouvoir et de la prise de décision[147]*».* Ceci représente un des moyens d'atteindre des objectifs dans l'égalité des genres, notion intégrée dans les approches de développement actuelles. Des arguments de différentes natures sont avancés en faveur ou contre ces quotas : la notion de justice, les intérêts des femmes et les femmes en tant que ressource politique (elles possèderaient des qualités particulières) (Hernes, 1982). L'Inde a été un pays pionnier dans l'établissement de *reservations*[148]. Dès 1920, les castes les plus basses en ont été bénéficiaires, non sans résistances, comme j'ai pu l'évoquer en première partie. Ces mesures sont inscrites dans la constitution de 1950. Ghosh et Tawa Lama-Rewal (2005) parlent de trois indicateurs mesurant le niveau d'*empowerment* politique des femmes : le nombre d'élues dans les institutions sans quotas ; le nombre d'élues à des postes importants à l'échelle municipale ; la participation de ces femmes dans les débats à ce même niveau. Finalement, au sujet du mouvement indien des femmes, Tawa Lama-Rewal (2006, p 17) écrit que son succès majeur réside *« dans la construction du genre comme une catégorie politique aussi légitime que la caste, la tribu et la classe »* catégorie visible notamment dans la question des *reservations*.

On peut conclure que la participation des femmes à la sphère publique augmente à travers leur investissement dans les *panchayats*. Elles restent cependant sous-représentées, et doivent respecter un code de conduite et composer avec leurs responsabilités domestiques. En se conformant aux attentes sociales, elles gagnent une certaine légitimité et la possibilité d'accroître leur pouvoir politique. Lorsqu'elles sont intégrées à ce domaine réservé aux hommes, leurs décisions correspondent généralement à ce qui est socialement attendu d'elles et ne diffèrent donc que peu des décisions prises par les hommes. On peut nuancer cette réalité en avançant que les hommes eux-mêmes ne cherchent pas à imposer leur vision divergente face au groupe, le cas échéant. Finalement, on peut supposer que l'institutionnalisation de la gestion des structures d'irrigation favorise la participation politique des femmes, particulièrement à travers l'existence du MGNREGA, comme on a pu le développer plus particulièrement précédemment.

[147] United Nations (1995) : http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/decision.htm.
[148] Quotas

Conclusion de la deuxième partie

On vient de voir comment la dévalorisation de l'agriculture peut affecter les masculinités dans la mesure où le déficit de femmes a des conséquences directes sur les trajectoires des petits paysans. Coupés de leurs moyens de subsistance, puis exclus du marché du mariage, le fossé qui les sépare de l'image dominante de l'homme viril plonge ces paysans dans un profond désarroi lié à un sentiment d'impuissance ; cela les amène à lutter pour ne pas perdre la face, mais les moins dotés de capitaux possèdent une faible capacité à encaisser les imprévus. De plus, dans leur article sur la détresse psychologique des travailleurs migrants, Seema Sharma et Sushma Jaswal (2006) insistent sur le stress inévitable induit par le changement de cadre culturel et donc de leurs repères. Les migrants peuvent être affectés par l'éloignement du foyer, l'inquiétude pour l'avenir, et un sentiment d'impuissance (United Nations, 1985), et développer des symptômes comme de la colère, de la dépression, de l'anxiété, un sentiment de marginalité ou d'aliénation, et une confusion identitaire. Cela s'applique particulièrement à ceux qui migrent pour une courte durée, car Kuo (1976) avance qu'avec le temps s'opère une adaptation : *« plus la période d'immigration est courte, plus important est le choc*[149] *»* (Sharma et Jaswal, 2006, p 5). Toutefois, cette colère, incarnée dans la figure de l'homme contestataire, si elle peut être source de violence, peut également devenir un moteur de changement. En effet, Lelord et André (2001, p 34) nous éclairent sur les fonctions de la colère : *« nous préparer au combat mais aussi le rendre inutile en intimidant l'autre »*. Autrement dit, cette émotion est utile dans la mesure où elle nous prépare à l'action. En conclusion, Rai (2020) avance l'idée que les réactions des hommes aux évolutions de leur environnement social sont souvent qualifiées de « crise de la masculinité ». L'auteur n'adhère pas à ce concept et préfère voir ces réponses comme une recomposition de leur statut dominant. Jeffrey (2010) avance que les hommes qui sont confrontés à des conflits de genre, recomposent l'image de la masculinité hégémonique en la mettant en phase avec les nouvelles configurations politiques et économiques.

Par ailleurs, les femmes se retrouvent souvent à assumer un double fardeau – la responsabilité du travail domestique et agricole, sans posséder les mêmes accès aux ressources que les hommes. Cependant, elles s'organisent, défient les normes patriarcales,

[149] Traduction personnelle : *« the shorter the immigration period, the greater the shock »*

particulièrement les femmes issues du bas de l'échelle sociale. Les aspirations des plus jeunes évoluent, modelées par les informations véhiculées par les nouveaux médias. Elles sont de plus en plus éduquées, et désirent obtenir des emplois non-agricoles en rapport avec leurs qualifications. On a vu dans l'étude d'un cas plus spécifique que la participation des femmes à la politique locale progresse suite à l'établissement de quotas, et que celles-ci ne sont pas de simples marionnettes placées par les autres hommes du village, même si elles évoluent sous influences, de la même manière que les hommes agissent sous l'influence d'un environnement, et selon leurs interactions sociales. Hommes et femmes vont donc être susceptibles d'exprimer des positions en fonction de ce qu'ils pensent qu'on attend d'eux.

Finalement, au milieu d'une contexte chaotique, on a tenté de repérer des signaux faibles d'évolution positive pour ces femmes. Penchons-nous à présent sur la méthodologie que nous emploierons pour mener à bien cette recherche sur le terrain.

Partie 3. Méthodologie probatoire

Introduction

Nous aborderons la méthodologie en croisant les méthodes qualitatives pour en réduire les biais[150]. De la même manière que j'ai construit mes hypothèses, je séparerai en deux groupes principaux ma population. D'une part j'interrogerai des hommes, et d'autre part des femmes. Concernant la population d'hommes, je choisis d'effectuer une enquête longitudinale et multi-située.

Longitudinale

Forgues et Vandangeon-Derumez (2007, p 411) parle d'une analyse longitudinale comme *« visant à l'étude d'évolutions au cours du temps. Les analyses longitudinales s'intéressent donc au changement ou à la stabilité d'un phénomène ».* Pour capter ces évolutions, nous commencerons par recueillir des récits de vie, afin de capter les trajectoires de vie. D'autre part, afin de réduire en partie le biais de mémoire auquel on se confronte avec ce type d'outil, nous collecterons des données à plusieurs moments distincts. Il s'agira donc de recueils à la fois *a posteriori* et en temps réel. Notre échantillon d'hommes sera donc identique au cours des entretiens successifs. De cette manière, nous pourrons comparer les données recueillies (Menard, 1991). Concrètement, en interrogeant des hommes avant la migration et après leur passage en ville, nous aurons l'occasion de saisir des changements de pratiques et de représentations, ou bien leur stabilité.

Multi-située

D'autre part, en effectuant des entretiens multi-situés, nous appréhenderons les différences de discours, les éventuelles modifications de la division sexuelle du travail, quelles sont les variations de pratiques à la ville par rapport au village… Ainsi, Marchadour (2015, p 7) appuie que « l*e dispositif d'observation multisitué, permettant de relier un continuum de cas d'études avec la contextualisation macro des rapports sociaux de sexe, est encore plus utile pour saisir leur complexité à partir de chaque site enquêté* ».

[150] Les guides d'entretiens figurent en annexes : N,O,P,Q

3.1 Hommes

3.1.1 Récits de vie

3.1.1.1 Choix de la méthode

Le recueil de récits de vie sera le point de départ de mon enquête sur le terrain. Niewiadomski (2019, p 136) définit le récit de vie comme la *« production orale d'une personne (appelée « narrateur » ou « narratrice »), à partir d'une sélection d'évènements vécus au cours de son existence ».* L'idée directrice est de partir de la perception du narrateur d'un fait social, dans le but de dégager une « *explication plausible*[151] *»* pour alimenter notre enquête.

Cela me permettra d'appréhender des trajectoires de vie, et de saisir comment s'est construite l'identité des interrogés sur un temps long. Cela constituera un moyen de capter le ressenti des personnes au sein d'un « *environnement à la fois influenceur et influencé*[152] », les événements marquants, leur perception des autres… Ce sont elles qui donneront du sens à leur récit, à leur parcours familial et migratoire. La façon de présenter les événements est propre au narrateur. Ainsi, le rôle de l'enquêteur sera de saisir leurs logiques d'action (Bertaux, 2010).

Ces récits de vie rempliront une fonction « analytique », au sens de Bertaux (2010, p 50), dans la mesure où suite à cette revue de littérature, j'ai déjà une certaine « *représentation mentale […] des mécanismes de fonctionnement* » de mon objet d'étude. Cela sera une première façon de confronter la partie théorique avec le terrain et d'affiner mes hypothèses. J'aborderai l'échange avec des lignes directrices en tête, ce qui me permettra de porter mon attention sur ce que les expériences dont l'enquêté fait le récit pourront révéler en termes de rapports sociaux. De plus, j'aurais déjà une idée du contexte plus large dans lequel elles s'inscrivent. A l'analyse, je repérerai des récurrences et des divergences, qui me permettront de faire émerger des significations sociologiques. D'autre part, ces résultats me permettront d'adapter les guides d'entretiens semi-directifs, et par ailleurs je pourrai comparer les résultats de ces deux méthodes, dans la mesure où il s'agira des mêmes personnes interrogées.

L'objectif plus précis de cet outil pour notre sujet sera de comprendre comment l'activité

[151] TIBERE Laurence. *Le récit de vie. Une méthode biographique. Entre l'individuel et le collectif.* Cours de master 2 SSAA, ISTHIA, Université Toulouse Jean Jaurès, 2020.
[152] Ibid.

productive s'inscrit dans les parcours de vie. Dans la mesure où notre cadre théorique est largement basé sur des questions d'identités, le récit de vie paraît particulièrement adapté à ce type de recherche.

3.1.1.2 Population

J'interrogerais des hommes issus de foyers de petits paysans, travailleurs saisonniers ayant déjà migré en ville et d'autres n'ayant pas encore migré mais étant sur le point de partir. Plus précisément, je m'intéresserai aux hommes migrant seuls, et trouverai des personnes présentant différents stades d'ancienneté dans la migration. Je choisirai autant de célibataires que d'hommes mariés. Dans la mesure où les changements les plus marqués ont l'air de se produire dans la nouvelle génération, je m'intéresserai à une tranche d'âge de 18 à 40 ans, représentant la « jeune génération ». Je ferai également attention à choisir des personnes issues de familles élargies mais aussi de familles nucléaires.

3.1.1.3 Déroulement

Je serai là pour accompagner le narrateur à se remémorer et exprimer son récit de vie. Sachant que j'aurai déjà établi une problématique et des hypothèses, l'enjeu sera de lui laisser beaucoup de liberté, sans être tentée de la faire rentrer dans ce moule préétabli. Je commencerai par lancer l'entretien, puis je pourrai demander des approfondissements, l'aider à retrouver son fil, à se remémorer… sans perdre de vue que c'est l'enquêté qui décide de la voie à suivre. Pour cela, je pourrais me munir d'une liste de repères chronologiques, comme des fêtes religieuses ou d'autres événements particuliers, et de supports de type images, films, journaux, calendrier, une frise chronologique… et leur demander de me montrer des photos. Je pourrais également préparer de quoi écrire et dessiner pour ordonner les expériences dans une temporalité reconstruite sous sa vigilance.

Je prévois d'en réaliser 20. La durée des entretiens est difficilement prévisible (on peut imaginer une fourchette de 2 à 5 heures), et il sera possible de les étaler sur plusieurs rendez-vous, ce qui me permettra d'éclaircir des points obscurs et de commencer une analyse de la première partie.

3.1.2 Entretiens individuels

3.1.2.1 Choix de la méthode

Les entretiens semi-directifs nous permettront de recueillir des informations pour apporter

des réponses à notre problématique. Ces entretiens relèvent, comme tous les outils présentés ici, d'une méthodologie qualitative. Ils sont semi-directifs car on a besoin de répondre à des hypothèses précises, mais on a besoin également de laisser une liberté à l'interrogé, pour plus de finesse dans nos résultats. Il faudra donc trouver un juste milieu entre une posture trop dirigiste et une posture autorisant de manière disproportionnée la digression (Barbot, 2010, p. 116). L'intérêt de faire ce type d'entretiens, est que l'on peut entrer dans les détails de nos questionnements. Le fait que la personne soit seule, et que le sujet traité relève de l'intime, lui permettra de s'exprimer plus librement que si une autre personne est présente, à condition que je parvienne à la mettre suffisamment en confiance.

L'entretien semi-directif permet de mettre à jour les systèmes de représentations des personnes interrogées. Ils sont amenés à s'exprimer sur leurs valeurs, leurs représentations et leurs connaissances. Il s'agit d'une manière de faire émerger des pratiques sociales : les personnes ont l'occasion de partager des expériences bel et bien vécues. Ils exposent leur point de vue, leurs opinions, la façon dont ils perçoivent la réalité. On leur demandera donc ce qu'ils pensent de leurs expériences, et de parler de leurs comportements, leurs attitudes.

Il ne s'agit pas d'une réalité objective, mais bien de leur propre perspective. Nous nous devons alors de ne pas être dans le jugement, mais au contraire d'adopter une attitude empathique. Cette position justifie alors la précision « il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. » Utiliser des méthodes qualitatives, c'est se consacrer à la dimension de compréhension, contrairement aux méthodes quantitatives, qui relèvent de l'explicatif. A nous d'adapter notre outil de prospection de manière réactive : « *L'entretien support d'exploration est un instrument souple aux mains d'un chercheur attiré par la richesse du matériau qu'il découvre*. » (Kaufmann, 2011, p. 17).

Le lieu de l'entretien devra être calme, et relativement isolé des autres personnes. L'idéal serait d'avoir une salle réservée à l'entretien, dans un endroit neutre, avec à disposition quelque chose à boire et éventuellement à grignoter.

Le temps accordé à l'entretien sera d'une heure environ. J'ai remarqué qu'au bout de trois quarts d'heure, les deux parties commencent à être moins concentrées, et des signes d'impatience se manifestent parfois. De plus, au vu des six mois de recherche accordés, la retranscription et l'analyse de tout le matériel récolté représentant un travail important, il me paraît trop ambitieux de consacrer plus de temps à l'entretien. Je pense également que cela sera suffisant pour les objectifs de notre recherche.

3.1.2.2 Population et nombre d'entretiens

J'interrogerai les mêmes hommes rencontrés pour les récits de vie, ce qui me permettra de récolter des données me fournissant des éléments de comparaison. J'effectuerai ces 20 entretiens à la ville et plusieurs mois après le récit de vie.

3.2 Femmes

3.2.1 Entretiens individuels

Je choisis l'entretien individuel pour les mêmes raisons que pour les hommes.

J'interrogerai les femmes des hommes interviewés précédemment, restées au village, épouse et (belles) sœurs. De plus, pour répondre à l'hypothèse sur les *kuhls*, je m'entretiendrai avec des femmes ayant changé de statut, celles qui sont entrées en politique.

Je prévois d'en réaliser également 20.

3.2.2 Entretiens collectifs

Matériel : une caméra ; deux dictaphones ; de quoi prendre des notes ; à boire et à manger ; des images ; de quoi dessiner.

3.2.2.1 Choix de la méthode

L'entretien collectif, qui « *permet d'accéder au sens commun, aux modèles culturels et aux normes* » (Duchesne et Haegel, 2004, p 39) paraît adapté à notre enquête pour plusieurs raisons. Nous prévoyons de réunir des femmes dont les maris sont partis en ville, la population d'hommes décrite dans le point précédent. Nous avons ainsi l'objectif de récolter leur point de vue et leurs croyances concernant leur vie sans eux, leurs contraintes, les changements et les continuités. D'autre part, nous utiliserons cette méthode dans le but de faire émerger des idées, de repérer les innovations, les éventuels projets et initiatives ayant le potentiel d'améliorer leur travail, et de surcroît le légitimer (Khan et al., 1991).

La méthode de l'entretien collectif est d'ailleurs déjà largement utilisée dans le domaine de la recherche-développement, dans le but d'identifier et d'analyser les besoins. Baribeau et Germain (2010, p 3) soulignent son intérêt *« dans une perspective interculturelle »,* particulièrement lorsque l'on se retrouve dans un contexte de tradition orale, pour capter *« toutes les nuances des enjeux culturels en cause »* par exemple dans les domaines de la santé ou de l'éducation (Simard, 1989).

A première vue, on pourrait croire que parler de sujets intimes au sein d'un groupe pourrait

être plus compliqué pour les participants. Toutefois, des chercheurs (notamment anglo-saxons) affirment le contraire. Cette méthode serait tout à fait pertinente pour partager autour de sujets « sensibles », comme par exemple la sexualité, et *« pour étudier des populations stigmatisées […] voire simplement minoritaires »* (Duchesne et Haegel, 2004, p 35). Les auteurs expliquent cela par l'expérience commune partagée par les participants, qui favoriserait l'apparition d'un espace propice à l'expression de pratiques ou représentations habituellement tues. Johnson (1996) parle même de l'effet « libérateur » de cet outil. Toutefois, Khan (1991), auteur d'une étude sur les *focus groups* en Inde, assure qu'en milieu rural, il n'est pas possible de réunir des personnes qui ne se connaissent pas. Or, il assure que lorsque l'on aborde des sujets sensibles, les données récoltées sont meilleures lorsque les participants ne se connaissent pas. Il semble donc plus prudent de réserver ces questions pour les entretiens individuels.

Finalement, l'analyse des données récoltées sera à replacer dans le contexte des interactions sociales. Observer les logiques d'influence, les tentatives de disqualification de certaines positions, la recherche de consensus, ou au contraire d'affirmation de positions contradictoires, nous informera sur la (dé)construction des opinions en fonction des paroles des autres participants (Duchesne et Haegel, 2004). L'expression du désaccord, au sein d'un groupe, peut également nous renseigner : « [L'entretien collectif] *permet à la fois l'analyse des significations partagées et du désaccord, grâce à la prise en compte des interactions sociales qui se manifestent dans la discussion.* » (Duchesne et Haegel, 2004, p. 39). Des positions plus marquées qu'en entretien individuel peuvent se révéler. Tschannen (2010, p 16) nous rappelle que tant durant l'entretien que lors de l'analyse, le chercheur doit être conscient de trois niveaux de lecture : *« le contenu, le contexte interactionnel et […] l'énonciation (la façon d'énoncer) ».*

Le fait d'effectuer parallèlement des entretiens individuels nous permettra d'accéder à des façons de discourir différentes. A ce sujet, l'étude de Wight (1994) illustre l'intérêt de multiplier les méthodes. Il a effectué une recherche auprès de jeunes garçons issus de classes populaires en Ecosse, en s'intéressant à leurs expériences sexuelles. Les normes sociales de virilité ressorties au sein du groupe accentuaient le regard dominant des participants lorsqu'il s'agissait d'évoquer les filles. D'autre part, lors des entretiens individuels, ces propos étaient largement nuancés. Cette enquête nous apporte un deuxième élément crucial dans le déploiement de notre méthodologie : lorsque les entretiens collectifs précédaient l'entretien individuel, les normes ressorties dans ces premiers influençaient ces deuxièmes. On décidera donc d'effectuer les entretiens collectifs après les entretiens individuels, pour éviter cet

impact que l'on peut considérer dans un biais dans le cadre de nos objectifs de recherche.
De la même manière, l'étude de Banks (1979) sur des ouvriers met en lumière le renforcement de positions tranchées contre leur direction en entretien collectif. Duchesne et Haegel (2004, p 39) explique ce phénomène de cette manière : *« soit qu'ils se soient sentis plus forts en groupe pour endosser une position critique, soit que l'hostilité à l'égard des patrons ait constitué un élément essentiel de cohésion du groupe. »* On peut aisément imaginer que ces expériences peuvent être comparables à notre sujet.
Enfin, cet outil est, à l'image des autres méthodes sélectionnées, une façon de déceler de nouvelles pistes de réflexion.

3.2.2.2 Population

Comme je l'ai mentionné plus haut, après avoir réalisé les récits de vie des hommes, je réunirai leurs femmes et (belles) sœurs pour les célibataires, et si possible certaines ayant un engagement dans la politique locale.
Le choix d'un échantillon où les personnes se connaissent déjà comporte un risque : comme les personnes vont se revoir après, elles pourraient avoir tendance à contrôler leurs paroles, à s'auto-censurer. De plus, elles pourraient communiquer de manière implicite, et une partie du sens deviendrait insaisissable. Toutefois, comme Khan (1991) l'affirme, c'est en pratique le seul choix possible en milieu rural. D'autre part, la question de la place est également évoquée : il assure qu'on a intérêt à obtenir la salle du *panchayat* ou d'une école, car si l'entretien se déroule dans une maison, l'espace et la confidentialité peuvent venir à faire défaut. La disposition en cercle semble disposer les personnes sans notion de hiérarchie. La question de la présence d'une table doit également se poser : « *l'absence de table ouvre un espace destiné à faciliter la prise de risque*. » (Duchesne et Haegel, 2004, p.61). Dans ce contexte, l'objectif est que des personnes plus introverties se sentent plus à l'aise pour s'exprimer, notamment en s'appuyant sur des personnes plus loquaces. Je choisirai des groupes de 5 à 8 personnes, correspondant aux groupes dit « restreints » (Anzieu et Martin, 1979). Cette fourchette de participants permettra une discussion animée, d'autant que Fern (1982) a remarqué que ni la qualité ni la quantité d'idées double si l'on double le nombre d'interrogés.

3.2.2.3 Déroulement

Je prévois environ deux heures d'entretien, avec une pause de 15 minutes. Il est difficile de

demander à plusieurs personnes d'investir beaucoup plus, cela pourrait constituer un frein à leur participation ; d'autant plus que le temps de commencer et de conclure, l'heure annoncée se verra probablement allongée. Comme on a démontré que les femmes mènent des journées surchargées, leur manque de disponibilité peut constituer un frein à leur participation. C'est pour cette raison que je n'ai pas l'intention de leur demander un investissement démesuré. Ce temps permettra cependant de ne pas rester dans la superficialité, et de mener un entretien dense et complet. Je souhaiterais également être accompagnée par une personne qui prendra des notes. Enfin, la présence d'un traducteur, de préférence local, sera indispensable. En effet, je connaitrai des rudiments d'hindi pour faire les présentations mais la difficulté de cette langue ne me permettra pas d'espérer la maîtriser rapidement. D'autre part, d'autres langues locales peuvent être utilisées.

Je serai soutenue par un guide d'animation contenant des questions posées de façon classique, que toutes les personnes seront invitées à discuter. Je prévois en plus deux questions sous forme d'« activités » afin d'interroger de façon plus dynamique, en apportant un côté ludique sans tomber dans l'infantilisation. Je ne prévois pas de support demandant aux participants de lire ou d'écrire, pour ne pas pénaliser ceux qui n'ont pas ces compétences. Je privilégierai ainsi les supports de type picturaux (éventuellement vidéo) et des jeux de rôle.

L'entrée en matière est importante pour donner un rythme à l'échange et mettre à l'aise les participants. L'analyse des relations observées me permettra de définir des profils d'attitude dans le groupe, selon la manière dont les personnes prennent la parole.

Une collation sera offerte au début et à la fin de l'entretien pour ceux qui souhaitent rester. Cela pourra peut-être constituer une dernière occasion de recueillir des compléments d'information.

3.3 Obstacles à anticiper

Khan (1991), dans son article sur les *focus group* en Inde, met en garde contre plusieurs obstacles à anticiper lors d'entretiens en milieu rural ou dans les *slums.* Il nous rappelle que le concept de *focus-group* a été développé dans le milieu du marketing dans les pays développés, et que sans surprise, cette méthode nécessite quelques adaptations face aux réalités indiennes. Il mentionne notamment le fait que dans la mesure où les femmes sont soumises à des restrictions spatiales, elles doivent être accompagnées, par la belle-mère par exemple. De plus, les mères viennent souvent avec un enfant, qui peut se mettre à pleurer et

ainsi perturber le cours de l'entretien. Certaines femmes doivent ainsi quitter la pièce et revenir quelques temps plus tard. D'autre part, il arrive que des participants refusent d'être enregistrés. Dans son enquête, cela a posé des problèmes de restitution et par conséquent d'analyse.

Pour les récits de vie, il faudra s'attendre à rencontrer des biais de mémoire, d'où l'importance de préparer des supports adaptés pour aider à la remémoration.

Deshmukh (2019, p 10) s'est penché sur les difficultés méthodologiques sur le terrain indien et mentionne entre autres le fait qu'en milieu rural, il arrive souvent qu'un seul membre parle au nom de la famille, il parle donc de la « tradition de la 'réponse familiale ' au lieu d'une 'réponse individuelle'. Il mentionne le fait qu'il n'était pas évident de pouvoir interroger des femmes car elles essayaient de faire répondre les hommes à leur place. Il parle aussi des difficultés d'accès aux endroits montagneux, du manque général d'infrastructures et d'éventuels problème de sécurité pour les enquêteurs femmes, ou encore d'éventuelles survenues de catastrophes naturelles.

Un des principaux défis réside dans l'obstacle de la langue, dans la mesure où je ne connaîtrai que les rudiments d'hindi pour mettre en confiance mes interlocuteurs, j'aurai besoin d'un interprète, ce qui pourra provoquer des incompréhensions et entraver la spontanéité des échanges. Généralement, je devrais être vigilante au sujet des erreurs d'interprétation, dans la mesure où des différences culturelles se manifesteront régulièrement. Pour cela, il sera important de beaucoup échanger avec d'autres chercheurs et des indiens profanes. En résidant au village, j'aurais également la possibilité de soumettre mes travaux aux interrogés eux-mêmes.

On peut ajouter que le rapport au temps est différent, et qu'il me semble que de nombreux imprévus ponctuent la vie indienne. L'idée que l'emploi du temps établi devra nécessairement être souple me paraît donc être une évidence au vu de mon expérience dans le pays. Dans la mesure où cette enquête sera longitudinale et multi-située, les fenêtres d'opportunité ne seront pas forcément extensibles, au vu des mouvements des enquêtés.

3.3.1 La position de l'enquêteur

Le fait que je sois une femme, européenne, blanche, de classe sociale moyenne aura forcément une influence sur mes relations avec les enquêtés. Il est primordial de réfléchir à la position que l'enquêteur adoptera durant la recherche. En effet, il s'agit bien d'interactions sociales avec tout ce que cela implique. Des dissymétries vont forcément se manifester, charge à nous de les identifier et de les anticiper pour compenser ces biais. Sans imaginer

que l'on pourra les faire disparaître tout à fait, on peut élaborer des stratégies pour les diminuer.

Dans son mémoire sur la perception des voyageuses occidentales en Inde, Mélisa Rouette (2017) a récolté des témoignages d'indiens et d'indiennes, mettant ainsi en lumière certains stéréotypes. L'idée que les femmes occidentales seraient plus indépendantes ressort régulièrement. De plus, la question du pouvoir financier est récurrente *: « elle jouit alors d'un pouvoir financier non réciproque, ce qui pourrait faire écho à la colonisation de jadis »* (Rouette, 2017, p 8).

Généralement, les occidentales auraient la vie plus facile. L'auteure souligne le rôle des médias, du cinéma et de la pornographie dans la construction de ces représentations, qui auraient pour conséquence de considérer les femmes occidentales comme plus « frivoles ».

Comme on l'a mentionné plus tôt, la hiérarchisation des genres semble être une réalité universelle. Ainsi, selon Françoise héritier, cette *« une valence différentielle des sexes se traduit par une plus grande valeur accordée socialement à ce qui est censé caractériser le genre masculin et, parallèlement, par un escamotage de la valeur de ce qui est censé caractériser le genre féminin »* (p.48), cela tant en France qu'en Inde. Ainsi se croisent différents niveaux de hiérarchies (genre, nationalité, possession de différents types de capitaux…) qui influenceront les relations lors de l'enquête. On peut ajouter à cela les incompréhensions mutuelles liées à la langue et à la différence d'identités culturelles. D'autre part, les locaux pourraient avoir tendance à se comporter selon des attentes perçues, si l'on se fie à la littérature sur le tourisme (MacCannell 1999).

Par ailleurs, Loïs Bastide (2012, p 164) rapporte son embarras dans des situations d'enquêtes en Malaisie et à Singapour face à des comportements de séduction de la part d'interrogées : *« ces adresses, portées sur le registre du désir et des affects, me délogeaient d'une position d'autorité – scientifique –, me rendaient quelque part à ma condition d'interactant ordinaire en m'imposant des ordres interactionnels incompatibles à l'affirmation d'une position de neutralité observante, et en m'obligeant à des transactions émotionnelles ».* Même si les enjeux sont probablement différents pour ma situation, il est tout de même probable que je puisse me retrouver dans ce genre de position.

Examinons d'autres dissymétries possibles entre enquêteur et enquêtés. Tout d'abord, c'est le chercheur qui va initier l'enquête et poser les règles du jeu. A ce titre, Duchesne et Haegel (2004, p 36) citent certaines féministes qui avancent que *« la passation d'un questionnaire ou même le guide d'entretien reflète (et impose) les questions qui intéressent l'enquêteur et non celles qui préoccupent l'enquêté ».* Elles mettent ainsi en avant l'entretien collectif afin

d'éviter cet écueil. Il va de plus obtenir des informations personnelles au sujet de l'enquêté qui lui, n'en détiendra pas à propos de l'enquêteur. Par ailleurs, le chercheur va être susceptible d'entrer dans l'intimité de l'autre personne, qui en évoquant par exemple des souvenirs difficiles peut sentir ses limites outrepassées. L'introspection est un exercice délicat et tout l'enjeu est de créer un espace sécurisant où l'autre se sentira à la fois libre de s'exprimer et à la fois en position de garder pour elle les informations qu'elle ne désire pas livrer. Nous nous devons d'être conscient des effets que l'on peut provoquer, et au-delà d'éviter de créer des impacts négatifs sur les enquêtés, nous pouvons espérer rendre cet entretien gratifiant pour eux, en proposant une écoute attentive de ses opinions et préoccupations.

Kaufmann (2011, p 47), lui, met en avant la qualité du « style oral ». Pour lui, un des moyens de contrer l'effet hiérarchie réside dans *« le ton à trouver [qui] est beaucoup plus proche de celui de la conversation entre deux individus égaux que du questionnement administré de haut »,* dans l'entretien compréhensif, sans toutefois *« se laisser aller à une vraie conversation »*.

Ensuite, on peut être confronté à une dissymétrie sociale, qui renvoie à la notion de « violence symbolique » de Bourdieu (1970). Par exemple, Gérard Mauger (1991) s'est retrouvé face à un enquêté menaçant, l'interprétant comme une façon de réagir à la violence symbolique. Bourdieu affirme ainsi que cette dissymétrie existe *« toutes les fois que l'enquêteur occupe une position supérieure à l'enquêté dans la hiérarchie des différentes espèces de capital […]* (Bourdieu, 1993, p 905).

Haas et Masson (2006, p 5) soulignent la réalité des *« caractéristiques individuelles spécifiques du chercheur (son âge, son sexe, son apparence, ses appartenances et origines sociales et culturelles, sa personnalité) […] et de l'interviewé »* qui influent sur la construction de la relation. Elles affirment que ces caractéristiques contribuent à l'établissement d'une représentation de l'autre plus ou moins proche de soi. Cette distance peut être à la faveur de l'une ou l'autre des parties, et pas seulement de l'enquêteur, comme il est souvent avancé.

Il nous est toutefois possible d'agir sur notre attitude : communication verbale (et le niveau de langage utilisé) et non-verbale, façon de nous habiller, de nous présenter… Mélisa Rouette (2017), dans son mémoire sur la perception des voyageuses occidentales en Inde, a développé la question de l'habillement, et il en ressort que se vêtir « à l'indienne » est apprécié, encore faut-il maîtriser les codes vestimentaires en fonction des circonstances. Rai (2020), qui a effectué nombre de ses recherches en terrain indien, avance par exemple que

réaliser un entretien à la maison de l'enquêté brise la hiérarchie entre le chercheur et l'interrogé (Elwood et Martin, 2000). Bourdieu, lui, suggère d'adopter une posture d'écoute active, pour laquelle la disponibilité pour l'autre est cruciale, pouvant *« conduire par une sorte de mimétisme plus ou moins maîtrisé à adopter son langage et à entrer dans ses vues, dans ses sentiments, dans ses pensées »* (Bourdieu, 1993, p 906).

La question du jugement de valeur est à étudier avant d'entrer sur le terrain dans la mesure où celle-ci accroît l'asymétrie. L'objectif est de ne pas poser ses représentations sur les représentations des autres. Kaufmann (2011, p 53) parle ainsi d'écarter le biais des jugements de valeur : « *s'il veut vraiment comprendre, l'enquêteur doit parvenir à se dépouiller de toute morale ; il reprendra ses idées une fois l'entretien terminé ». P 53*

Le fameux principe de neutralité axiologique de Weber (1965) nous aidera à être réflexif sur notre façon d'appréhender les dires de l'enquêté, tout en étant conscient que les valeurs orientent le choix de l'objet de recherche et la méthodologie. Ce principe exige du scientifique *« une 'probité intellectuelle' qui implique une réflexivité quant aux relations entre le rapport aux valeurs et le travail scientifique*[153] *»*. L'idée d'adopter une attitude souple en remettant perpétuellement en perspective nos façons de travailler avec ce que l'on est permettra une meilleure capacité d'adaptation et une intégrité supérieure. J'adhère à la formulation de Kaufmann (2011, p 53) qui parle d'un *« monde à découvrir, plein de richesses inconnues »* et pour y accéder, il affirme la nécessité de se munir d'une *« intense soif de savoir ».*

Finalement, on pourrait anticiper l'échange en termes de don et de contre-don. Si l'on considère, à la suite de Mauss (1925), que le mouvement du Don est un phénomène créateur de relation, on peut se rappeler que l'entretien est une interaction sociale avant tout, qui mérite d'être analysée à la lumière de cette théorie. En n'arrivant pas sur le terrain pour seulement « prendre » des informations, mais en inscrivant notre démarche dans une perspective de réciprocité, l'asymétrie des relations caractérisée par une absence d'échanges peut se résoudre. Que donne le chercheur en interrogeant une personne ? Comme on l'a mentionné plus haut, le don d'une écoute attentive peut constituer un cadeau, et non seulement un moyen d'obtenir des données. Kaufmann (2011, p 48) décrit ainsi un entretien équilibré, et à mon sens réussi : *« l'informateur est surpris de se sentir écouté en profondeur et il se sent glisser, non sans plaisir, vers un rôle central : il n'est pas interrogé sur son*

[153] Alain Beitone et Alaïs Martin-Baillon , « La neutralité axiologique dans les sciences sociales, Une exigence incontournable et incomprise », *Revue du MAUSS permanente*, 18 décembre 2016 [en ligne]. http://www.journaldumauss.net/./?La-neutralite-axiologique-dans-les-1340

opinion, mais parce qu'il possède un savoir, précieux, que l'enquêteur n'a pas, tout maître du jeu qu'il soit ».

Au-delà des dimensions intangibles du Don, prévoir un cadeau palpable prend tout son sens. De plus, la restitution des résultats de l'étude aux enquêtés peut également s'inscrire dans cette logique.

En conclusion, il semble primordial de considérer la relation enquêteur / enquêté comme un rapport social avant tout, en nous focalisant sur les risques de domination ; cela semble d'autant plus crucial lorsque l'on travaille sur des questions de domination… toute masculine qu'elle soit. La réflexivité constitue une qualité nécessaire de tout sociologue.

Conclusion de la troisième partie

Cette méthodologie nous permettra de repérer les signaux faibles, les changements, les résistances… individuelles et collectives dans les relations de genre. Avec le matériel récolté, nous pourrons identifier les leviers d'une plus grande égalité hommes-femmes, de nouvelles idées, les facteurs de légitimité des femmes en politique… à une échelle micro-sociale voire micro-individuelle (Dejeux, 2004). Comme il s'agira d'une enquête qualitative, je complèterai la recherche de terrain à l'aide d'études quantitatives existantes, pour élargir ma perspective. Il s'agira d'user de tous types de triangulation des données (Denzin 1989) : théorique, méthodologique, académique, « écologique », des sources[154]…

De plus, je suis consciente que l'enquête sur le terrain m'amènera à faire preuve de souplesse et de créativité à travers un « bricolage méthodologique » (Becker, 2002). Soizic Croguennec (2010, p 14) justifie ce bricolage en avançant que *« la démarche méthodologique n'est jamais figée »*. En effet, nous devrons nous adapter aux réalités rencontrées, afin de *« donner du sens et ouvrir de nouvelles voies de réflexion »,* rester l'esprit ouvert.

Le fait de vivre au village dans lequel j'effectuerai mon enquête pendant plusieurs mois me permettra de m'intégrer en partie dans le paysage quotidien des habitants. J'aurai de cette manière l'occasion de m'adonner à des discussions informelles, d'observer et de questionner les allant-de-soi. Tout cela sera consigné dans un journal de terrain, et j'ajouterais une partie « introspective » afin d'ajouter de la finesse à l'analyse, en y intégrant mes perceptions.

L'idéal serait de créer l'occasion de restituer les résultats aux enquêtés, pour discuter des résultats, et recevoir d'éventuelles critiques. Cette recherche, qui pourra constituer un sujet de thèse de doctorat, alimentera la littérature sur l'agriculture, le genre et le développement, sur un terrain montagneux encore sous-étudié.

[154] ROCHEDY Amandine. *Méthodologie qualitative et quantitative.* Cours de master 2 SSAA, ISTHIA, Université Toulouse Jean Jaurès, 2020.

Conclusion générale

Après avoir soulevé plusieurs axes de questionnement sur les effets de la crise agraire sur les identités masculines et *in fine* sur les relations de genre, on peut affirmer que les réponses n'apparaissent pas comme des évidences. En effet, au vu de la diversité des situations et des environnements évoqués dans une vaste littérature, seule l'expérience du terrain pourra clarifier les doutes, voire les contradictions relevées dans les différentes études présentées. La complexité du pays apparaît dans toute sa splendeur lorsque l'on s'attache à démêler les différents facteurs d'influence traversant nos hypothèses. Une approche intersectionnelle paraît alors appropriée pour saisir les subtilités des phénomènes étudiés.

Nous avons étudié les réponses et les adaptations des femmes et des hommes au renforcement des inégalités de genre par la crise agraire. Nous nous sommes penchés sur le phénomène du célibat forcé, prégnant dans le milieu agricole, qui serait accentué pour les paysans par la dévalorisation sociale de l'agriculture. Le déficit de femmes, question récurrente en Chine et en Inde, a des répercussions dramatiques sur les plus défavorisés. Dans le même temps, ces réalités représentent des facteurs de mutation des institutions et des structures familiales.

Nous avons constaté la remise en cause des identités masculines, les malaises et la violence que cela peut faire naître chez les hommes, à travers les notions de masculinités subalternes et contestataires. Nous avons porté notre regard sur le fossé qui sépare la plupart de ces hommes de l'image de la masculinité hégémonique, en s'attardant sur la figure de l'homme « pourvoyeur ». Ce fossé amène nombre de ces hommes, tout en luttant pour leur subsistance et celle de leur famille, à reconfigurer leur position dominante au sein des relations de genre. Puis nous avons rapproché ces éléments de la notion de classe au sein des rapports de production. Enfin, la position sociale des petits paysans doit assurément être mise en perspective avec la notion de caste, dans la mesure où ils occupent les plus bas échelons d'une société hiérarchisée à l'extrême.

D'autre part, nous avons découvert une certaine flexibilité dans la division sexuelle du travail qui à première vue semble rigide, voire figée. En observant un certain type de migrations, nous avons émis l'hypothèse que le mouvement que ce phénomène représente, apporte forcément des transformations chez les individus qui en sont traversés. Par ailleurs, nous avons constaté les effets d'un système capitaliste alimentant un individualisme croissant,

fragilisant à la fois les structures familiales et la cohésion sociale. On pourrait faire le rapprochement avec deux notions conceptualisées par Durkheim (1893), en décelant un glissement d'une solidarité mécanique vers une solidarité organique. Dans un pays présentant une pauvreté « intégrée », les liens de solidarité familiaux sont forts et la couverture sociale faible. Les principes de réciprocité étant peu à peu mis à mal, les filets de sécurité que représentent la famille et la communauté se distendent peu à peu, sans être remplacés par un nouveau type de sécurité, celle d'un Etat Providence par exemple.

Finalement, nous nous sommes intéressés à la féminisation de l'agriculture, qui représente un double fardeau pour les femmes, et nous avons étudié quelques manifestations de résistances et d'affirmation de leur part. A travers l'étude de cas de canaux de dérivation, source de fertilité des cultures, on a pu déceler une occupation de la sphère publique grandissante pour certaines femmes. On a constaté le changement d'aspirations des jeunes femmes, parallèlement au niveau d'éducation en hausse et à l'arrivée des nouveaux médias. Par ailleurs, nous voyons émerger des initiatives féminines dans le domaine de l'agriculture qui confirment la capacité de celles-ci à redonner de la valeur à un secteur essentiel à la vie de tout un chacun. On peut citer l'initiative de Vandana Shiva[155], qui milite pour la sauvegarde et la diffusion de semences paysannes, ou ces femmes qui arpentent leur région pour convaincre les paysannes de convertir leurs fermes à l'agriculture biologique[156]. Pour faire un lien avec l'actualité en matière de mouvement paysan, on peut également mentionner le mouvement ghandien « Ekta Parishad », emmené par Rajagopal P.V., luttant pour les droits des communautés marginalisées, notamment en matière de droit à la terre, et plus généralement pour la justice sociale et la paix. Une marche partie de Delhi en octobre 2019 à destination de Genève, mais quelque peu perturbée par le COVID-19, a été initiée dans le but de *« reconstruire la société avec les exclu.es et sans voix de la planète entière[157] ».* La marche « Jai Jagat » s'appuie sur les objectifs de développement durable des Nations Unies.

On peut se demander quel avenir désirable l'Inde peut espérer voir émerger ? Radja et al. (2016) ont mis en évidence les enjeux de soutenabilité pour l'agriculture indienne. Ils en viennent à comparer les modèles de la Révolution Verte et de l'*evergreen*, la révolution « toujours verte », en les mettant en perspective avec la notion de performance. Alors que le premier modèle se base sur le principe de productivité, le deuxième fait référence à une autre

[155] https://www.navdanya.org/site/index.php
[156] https://asialyst.com/fr/2015/10/28/agriculture-en-inde-l-emergence-des-femmes-entrepreneurs/
[157] https://jaijagatgeneve.ch/

conception, c'est-à-dire une combinaison d'efficacité et de résilience. Ils concluent leur article en affirmant que *« l'élaboration et la mise en œuvre de modèles d'agriculture soutenable doivent ainsi articuler les modes traditionnels et les transformations actuelles et futures dans le cadre d'une société apprenante (développement des capacités, innovations sociales) »* (Radja et al., 2016, p 15).

De son côté, l'Etat a un rôle de premier plan à jouer pour initier un tournant décisif pour des milliers de paysans et leur environnement, au-delà de s'engouffrer dans la course effrénée d'une mondialisation néo-libérale.

Pour conclure, suite à l'arrivée du COVID-19, le confinement de deux mois a provoqué des bouleversements dans tout le pays. On a vu notamment dans les grands médias de nombreuses images de travailleurs migrants journaliers privés de leurs moyens de subsistance, obligés de parcourir la distance qui les sépare de leur village d'origine à pied. Certains cependant n'ont pas pu quitter les villes et en l'absence de ressources, se sont tournés vers les ONG et espéraient bénéficier de mesures d'urgences[158]. Les systèmes d'aide dysfonctionnent et dans cette situation d'immense détresse, des manifestations ont éclaté. Finalement, les inégalités sociales ont été exacerbées, et les femmes se sont trouvées en première ligne. Le système alimentaire été fortement fragilisé, et la question de l'insécurité alimentaire resurgit de manière frappante.

[158] Situation en avril 2020 : https://www.cirad.fr/en/news/all-news-items/articles/2020/science/covid-19-and-food-security-india-and-its-jobs-crisis

Bibliographie

Adjamagbo, A., Calvès, A. (2012) L'émancipation féminine sous contrainte. *Autrepart*, 61(2), 3-21. doi:10.3917/autr.061.0003.

Adler, A. (1992 [1927]) Understanding Human Nature, trans. Colin Brett. Oxford : Oneworld.

Aebischer, V, Oberlé D. (1998) Le groupe en psychologie sociale, Paris, Dunod.

African Development Bank (ADB). (2012) Mainstreaming Gender Equality : A Road to Results or a Road to Nowhere?, Tunisia, AfDB, 88p.

Agarwal, B. (2007) "Le débat femmes et environnement : les apports de la réflexion en Inde". In Verschuur, Christine. Genre, mouvements populaires urbains et environnement. Genève : Graduate Institute Publications (pp. 31-40).

Agarwal, B. (2012) Luttes pour les ressources, luttes de sens. In Genre, changements agraires et alimentation. Cahiers genre et développement. N° 8. (Dir.) C. Verschuur. 455-479. Paris : L'Harmattan.

Agarwal, B, Agrawal, A. (2016) Global development to farm or not to farm? Indian farmers in transition. Global Development Institute (GDI) Working Paper Series 2016-001. Manchester: University of Manchester. ISBN:9781909336353.

Ahlawat, N. (2016) The Dark Side of the Marriage Squeeze: Violence Against Cross Region Brides in Haryana, India. *Dutch Crossing: Journal of Low Countries Studies*.

Ahlers, R., Zwarteveen, M. (2009) The Water Question in Feminism: Water Control and Gender Inequities in a Neo-liberal Era, Gender, Place and Culture, Vol 16, No 4, pp 409–26.

Akoun, A., Ansart, P. (1999) Dictionnaire De Sociologie. Paris : Le Robert Seuil. Print. Dictionnaires Le Robert-Seuil.

Alcalde, M. C. (2011) Masculinities in Motion: Latino Men and Violence in Kentucky. In: Men and Masculinities, 14, 4, pp. 450-469.

Allen P., SACHS C. (2012) Women and Food Chains : the Gendered Politics of Food, in COUNIHAN C., WILLIAMS-FORSON P. (eds), Taking Food Public. Redefining Foodways in a Changing World. New York, Routledge : 23-40.

Alvarez, S.E. (1999)Advocating Feminism : The Latin American Feminist NGO 'Boom', International Feminist Journal of Politics, 1(2) : 181-209.

Alvarez, S.E. (2009) Beyond NGO-ization in Latin America, Development, 52(2) :175-184.

Anand M., Pawar P. S. (2015) TERI, New Delhi: The Energy and Resources Institute. 28pp.

Appadurai A. (1986) Is homo hierarchicus?, American Ethnologist, 13, 4, p. 745-761.

Appadurai A. (2005 [2001]) Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation. Paris, Payot & Rivages.

Arambourou C. (2017) Du patriarcat aux modes de domination », Travail, genre et sociétés, n° 38, p. 181-186.

Astruc L. (2014) Vandana Shiva. Pour une désobéissance créatrice : entretiens, Actes Sud, Arles.

Atkin, D. (2016) The Caloric Costs of Culture : Evidence from Indian Migrants. American Economic Review, 106 (4): 1144-81.

Bailey, F. G. (1957). Caste and the Economic Frontier : A Village in Highland Orissa. Manchester : Manchester University Press.

Bailly Traore A. (2018) Banque mondiale, Développement de l'approche genre du projet multisectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance, Rapport provisoire, Avril.

Baker, J. M. (2005) The Kuhls of Kangra : Community-Managed Irrigation in the Western Himalaya. University of Washington Press.

Baker, J.M. (1996) Changing Contexts, Steady Flows : Patterns of Institutional Change within the Communal Irrigation Systems (Kuhls) of Kangra Valley, Himachal Pradesh, India," Himalaya, the Journal of the Association for Nepal and Himalayan Studies: Vol. 16: No. 1, Article 6.

Baker, J.M. (1994) Rhythms of the Kuhls : Persistence and Change Within the Communal Irrigation Systems of Kangra, Himachal Pradesh, India, PhD Dissertation, University of California, Berkeley.

Balandier, G. (2013) Chapitre VI. Tradition et modernité, Anthropologie politique, PUF, p 193-226.

Ban, R. and Rao, V. (2006) Tokenism or agency ? The impact of women's reservations on panchayats in South India. Economic development and cultural change, 56, 510– 530.

Banks, J. A. (1979) Sociological Theories, Methods, and Research Techniques. A Personal Viewpoint, Sociological Review, 27(3): 75-84.

Banque Mondiale (2001) World Development Report 2001-2002 : Attacking Poverty, Washington D. C., 379 p.

Barbot J. (2010) Mener un entretien de face à face. In Paugam Serge (dir) L'enquête sociologique, Paris : PUF, 458p.

Baribeau, C. et Germain, M. (2010) L'entretien de groupe : considérations théoriques et méthodologiques. Recherches qualitatives, vol. 29, no 1, p. 28-49.

Barker, G., Contreras, J.M., Heilman, B., Singh, A.K., Verma, R.K., and Nascimento, M. (2011) Evolving Men: Initial Results from the International Men and Gender Equality Survey (IMAGES).Washington, D.C.: International Center for Research on Women (ICRW) and Rio de Janeiro: Instituto Promundo. January.

Bastide, Loïs. (2012) Ethnographie de l'ailleurs et ailleurs ethnographiques: postcolonialité, subjectivation et construction des espaces de l'enquête en Asie du sud-est. In: Roulleau-Beger, L. Sociologies et cosmopolitisme méthodologique. Toulouse : PUM.

Bates, B.C., Kundzewicz Z.W., Wu S. and Palutikof J.P. (eds) (2008) Climate Change and Water: Technical Paper of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva: IPCC Secretariat.

Batliwala, S. (2007) Putting power back into empowerment, Open Democracy.

Batliwala, S. (1994) The meaning of women's empowerment : New concepts from action : In Sen, G. Germain, A. & Chen, L.C. (eds) : population policies Reconsidered: Health, Empowerment and Rights : P.P. – 127 – 138.

Baud I, Pfeffer K., Sridharan N., Nainan N. (2009) Matching deprivation mapping to urban governance in three Indian mega-cities, Habitat International, 33(4), p 365-377.

Becker, H. S. (2002) *Les ficelles du métier*, La Découverte, Paris, 359 p.

Beneke, T. (1997) Proving Manhood: Reflections on Men and Sexism. Berkeley : University of California Press.

Benería, L. (2010) Chapitre 4 / Travail rémunéré, non rémunéré et mondialisation de la reproduction. Dans : Jules Falquet éd., Le sexe de la mondialisation : Genre, classe, race et nouvelle division du travail (pp. 71-84). Paris : Presses de Sciences Po.

Bennett, L. (1983) Dangerous wives and sacred sisters : Social and symbolic roles of high-caste women in Nepal. New York, NY : Columbia University Press.

Bertaux D. (2010) Le récit de vie, Paris, Armand Colin.

Bhatta, G. D., and Aggarwal, P. K. (2016). Coping with weather adversity and adaptation to climatic variability: A cross-country study of smallholder farmers in South Asia. Climate and Development, 8, 145–157.

Bhikhu P. (2006) Defining India's Identity, India International Centre Quarterly, Vol. 33, No. 1, pp. 1-15. India International Centre.

Bhushi K. (2018) Farm to Fingers. The Culture and Politics of Food in Contemporary India, Cambridge University Press, 290 p.

Bisilliat, J. (dir.) ; Verschuur, C. (dir.) (2000) Le genre : un outil nécessaire : Introduction à une problématique. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications.

Bossen, L. (2002) Chinese women and rural development : Sixty years of change in Lu Village, Yunnan. Oxford : Rowan and Littlefield.

Bottrall. A.F. (1981) Comparative Study of the Management and Organization of Irrigation Projects. Staff Working Paper 458. The World Bank, Washington, D.C., U.S.A.

Bourdier F. (2001) Sociabilité et sexualité en Inde du Sud. Familles en péril au temps du sida, Paris, Karthala, 438 p.

Bourdieu, P. (2011) Champ du pouvoir et division du travail de domination. Texte manuscrit inédit ayant servi de support de cours au Collège de France, 1985-1986, Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 190, no. 5, pp. 126-139.

Bourdieu, P. (2002) Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn. Paris : Editions du Seuil. 2002.

Bourdieu, P. (2000 [1972]) Esquisse d'une théorie de la pratique. Paris : Editions Du Seuil.

Bourdieu, P. (1998) La domination masculine. Paris, Seuil.

Bourdieu, P. (1993) La misère du monde, Paris, Seuil.

Bourdieu, P. (1990) La domination masculine. In : Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 84, septembre. Masculin/féminin-2. pp. 2-31.

Bourdieu, P, Passeron J. C. (1970) La reproduction. Les éditions de Minuit.

Bozon M. (1999) Les significations sociales des actes sexuels. In : Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 128, juin. Sur la Sexualité. pp. 3-23.

Brittan, A. (2001) Masculinities and Masculinism in The Masculinities Reader, Whitehead, Stephen M. and Barrett, Frank J. (eds.), Cambridge : Polity Press.

Broverman, et al. (1972) cited in Holmes, D.; Hughes, K.; Julian, R. (2003) Australian Sociology: a changing society, French Forest, N.S.W.: Pearson Education.

Bruckert M. (2015) Une géographie de la viande au Tamil Nadu (Inde) : statuts, espaces et circulations, thèse de doctorat, université Paris Sorbonne.

Bryant, L. (1999) The Detraditionalization of Occupational Identities in Farming in South Australia. Sociologia Ruralis, 39 : 236-261.

Buchanan, J.M. and Wagner, R.E. (1977) Democracy in deficit: the political legacy of Lord Keynes. New York : Academic Press.

Cadène P. et Dumortier B. (2015) L'Inde Une géographie. Armand Colin CNED.

Caillé A. (dir.) (2007) La quête de reconnaissance. Nouveau phénomène social total. La Découverte, coll. « textes à l'appui », 302 p.

Carrigan, T., Connell, R.W., & Lee J. (1985) Towards a new sociology of masculinity, in Theory and Society, 14 (5).

Chand, P. & Punam, S. (2009) The declining child sex ratio in Himachal Pradesh : a case study. Sambodh : A Journal of Discursive Social Science. Vol. 22, 54-69.

Chant, S. & Sweetman, C. (2012) Fixing women or fixing the World ?'Smart economics', efficiency approaches, and gender equality in development, Gender and Development, 20(3): 517-529.

Chasles V., 2008, Femmes en Inde, L'Information Géographique, 72, 57-69.

Chasles V. (2009) Inégalités De Genre Et Restrictions Spatiales. L'exemple Du Recours Aux Soins Des Femmes En Inde Rurale, Sciences Sociales Et Santé, 27.2, p 37-45.

Chandrasekhar, S., & Mitra, A. (2018). Migration, caste and livelihood : Evidence from Indian city-slums. Urban Research and Practice, 1–17.

Chattopadhyay, R. and Duflo, E. (2004) Women as policy-makers: evidence from a randomized policy experiment in India. Econometrica, 72 (5), 1409 – 1443.

Chaturvedi, G. & Sahai, G. (2019). Understanding Women's Aspirations : A Study in Three Indian States. ANTYAJAA : Indian Journal of Women and Social Change. 4.

Chen, M. A. (2000) Perpetual Mourning : Widowhood in Rural India. New York : Oxford University Press.

Chetcuti, N. (dir.) ; Greco, L. (dir.) (2012) La face cachée du genre : Langage et pouvoir des normes.
Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.

Chopra, R. (2006) Muted Masculinities : Introduction to the Special Issue on Contemporary Indian Ethnographies. Men and Masculinities 9, no. 2 (October).

Chopra, R. (2004) Encountering masculinity : An ethnographer's dilemma. In R. Chopra, C. Osella, & F. Osella (Eds.), South-Asian masculinities: Context of change, sites of continuity (pp. 36–59). Delhi : Women Unlimited.

Choudhary, N., and Parthasarathy D. (2007) Gender, Work and Household Food Security. Economic and Political Weekly 42 (6) : 523–531.

Chowdhry, P. (2015) Popular perceptions of masculinity in rural north Indian oral traditions. Asian Ethnology, vol. 74, no. 1, p. 5+.

Chowdhry, P. (2011). Men, marriage and sexuality in Northern India. In S. Sen, R. Biswas, & N. Dhawan (Eds.), Intimate others : Marriage and sexualities in India (pp. 241–262). Kolkata : Stree.

Chowdhry, P. (2007). Contentious marriages, eloping couples : Gender, caste and patriarchy in North India. New Delhi : Oxford University Press.

Chowdhury, S. (2011) Employment in India : What does the latest data show ? 46. 23-26.

Clair I. et De Singly F. (2012) Sociologie Du Genre. Paris : Armand Colin.

Clémentin-Ojha C., Jaffrelot, C. , Matringe D., and Pouchepadass J. (2009) Dictionnaire De L'Inde. Paris : Larousse. Print. À Présent.

Cling J. P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2002) Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté. Synthèse, Paris, DIAL/Economica.

Codol, J. P. (1981) Une approche cognitive du sentiment d'identité, Social Sciences Information, 20, 1.

Collinson, D.L. and Hearn, J. (Eds) (1996) Men as managers, managers as men. Critical perspectives on men, masculinities and managements. London, UK ; California, US and New Delhi, India: SAGE Publications.

Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale. (2012) S'entendre sur la terminologie, 17p.

Connell, R. W., and Messerschmidt, J. W. (2005) Hegemonic Masculinity : Rethinking the Concept. Gender and Society 19, no. 6 : 829-59.

Connell R. (2014) Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie, Paris, Amsterdam Editions, 288 p.

Cooke, B. (2001) The social psychological limits of participation ? In : B. Cookeand and U. Kothari, eds. Participation : the new tyranny? London/New York : Zed Books, 102 – 121.

Cornwall, A, and Lindisfarne N. (1994) Dislocating masculinity: comparative ethnographies. London : Routledge.

Cornwall, A. (1997) Men, Masculinity and 'Gender and Development', in Gender and Development, vol. 5, (2), pp. 8-13.

Cornwall, A. (2016) Masculinities under Neoliberalism ToC and introduction.

Côté, D. (2009) Transformations contemporaines de la paternité : la fin du patriarcat? Reflets, 15 (1), 60–78.

Croguennec S. (2010) Un bricolage méthodologique à la croisée des disciplines, *L'Ordinaire des Amériques* [Online], 214.

CSO (2015). National Accounts Statistics of India. Central Statistics Ofice, Government of India.

Da Corta, L, and Venkateshwarlu D. (1999) Unfree Relations and the Feminisation of Agricultural Labour in Andhra Pradesh, 1970–95." The Journal of Peasant Studies 26 (2–3) : 71–139.

Darling, M.L. (1928) The Punjab Peasant in Prosperity and Debt, New Delhi: Oxford University Press.

Dasgupta, R. K. and Gokulsing K. M. (2013) Introduction : Perceptions of masculinity and challenges to the Indian male.

De Haas, H. (2007) Remittances, migration and social development (pp. 46). Geneva, Switzerland : United Nations Research Institute for Social Development.

Delaney, C. (1992) The Seed and the Soil : Gender and Cosmology in Turkish Village Society. Vol. 11. Berkeley : University of California Press.

Deliège R. (2006) Le système indien des castes. Nouvelle édition [enligne]. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.

Delphy C. (2000) « Patriarcat », in Helena Hirata et al. (dir.), Dictionnaire critique du féminisme, Paris, puf, pp. 141-146.

Delphy C. (2001) Penser le genre. L'ennemi principal. Tome 2. Collection « Nouvelles Questions Féministes ». Paris : Éditions Syllepse, 390 pages.

Delphy C. (2002) Penser le genre. Note de lecture par Françoise Armengaud », Nouvelles Questions Féministes, janvier (Vol. 21), p. 126-133.

De Neve, G., and Carswell G. M. (2014) T-shirts and Tumblers : Caste, Dependency and Work under Neo-liberalisation in South India. Contributions to Indian Sociology 48 (1) : 103–131.

Denzin, N. K. (1989) Interpretive biography. Sage.

Dercon, S. and Singh, A. (2013) From Nutrition to Aspirations and Self-Efficacy: Gender Bias over Time among Children in Four Countries, World Development 45.

Desai, S. (1994) Gender inaqualities and demographic behaviour – India. New York, Population Council.

Dagenais, D. (2000) La Fin De La Famille Moderne La Signification Des Transformations Contemporaines De La Famille. Presses Universitaires De Rennes.

Desai, S., Banerji, M. (2008) Negotiated identities : Male migration and left-behind wives in India. Journal of Population Research 25, 337–355.

Desai, Sonalde, Vanneman, Reeve, and National Council of Applied Economic Research, New Delhi (2005). India Human Development Survey (IHDS), Inter-university Consortium for Political and Social Research [distributor].

Deshingkar, P. (2016) Towards contextualised, disaggregated and intersectional understandings of migration in India. Asian Population Studies, 1744–1749.

Deshmukh, Y. (2019) Methodological Issues and Problems of Conducting Surveys in India. A Commentary by the Indian ISSP Partner Organization, International Journal of Sociology, 49:5-6, 400-411,

Desjeux D. (2004) Les sciences sociales, Paris, PUF, Que-sais-je ?.

Donaldson, M. (1987) Labouring Men : Love, Sex and Strife. In : Australian and New Zealand Journal of Sociology, 23, 2, pp. 165-184.

Donaldson, M. and Howson R. (2009) Men, Migration and Hegemonic Masculinity. In Migrant Men : Critical Studies of Masculinities and the Migration Experience, edited by Mike Donaldson, Raymond Hibbins, Richard Howson, and Bob Pease, 210–217. New York : Routledge.

Dorin B. et Aubron C. (2016) Croissance et revenu du travail agricole en Inde. Une économie politique de la divergence (1950-2014) », Économie rurale [En ligne], 352 | mars-avril.

Dorin, B., Landy F. (2002) Agriculture et alimentation de l'Inde. Les vertes années (1947-2001). Paris : Institut National De La Recherche Agronomique éditions.

Downs, A. (1965) A theory of bureaucracy. The American economic review, 55, 439– 446.

Drèze J. et SEN A. (2014) Splendeur De L'Inde ? Développement, Démocratie Et Inégalités. Flammarion, [1ère édition en anglais, 2002].

Dubar, C. (2000) La Crise Des Identités L'interprétation D'une Mutation. Presses Universitaires De France.

Dumont L. (1966) Homo hierarchicus : essai sur le système des castes, Paris, Gallimard.

Dumont, L. (1964) Marriage in India : The Recent State of the Question." Contributions to Indian Sociology 7: 77–98.

Durand-Dastes, F. (2001) L'irrigation en Inde, *Feuilles de Géographie*, Feuille n°51, 18 p.

Dupuis J. (1992) L'Inde : une introduction à la connaissance du monde indien, Paris : Éditions Kailash.

Durkheim E. (1925) L'Éducation morale, Paris, Puf.

Durkheim E. (2007 [1893]) De la division du travail social. Paris : Presses Universitaires de France, Collection Quadrige, 8e édition, 416p.

Duchesne S., Florence H. (2004) L'enquête et ses méthodes : les entretiens collectifs. Nathan, pp.126.

Dutoya V. (2016) Une demande faite au nom des femmes ? Quotas et représentation politique

des femmes en Inde et au Pakistan (1917-2010). Revue Francaise de Science Politique, Fondation Nationale
des Sciences Politiques, Prétendre représenter la représentation politique comme revendication, 66 (1), pp.49-70.

Dutt, K. G. (2017) The Role of Adult Literacy in Transforming the Lives of Women in Rural India : Overcoming Gender Inequalities : Comparative case studies in Bhilwara District Rajasthan & Howrah District West Bengal India. Thèse de doctorat. Department of Education, Stockholm University.

Eagly, A.H. (1987) Sex differences in social behavior: a social-role interpretation. Hillsdale : Erlbaum.

Easlea, B. (1983) Fathering the unthinkable: masculinity, scientists, and the nuclear arms race. London : Pluto Press.

Échard N., Quiminal C., Héritier-Augé F. (1991) La valence différentielle des sexes au fondement de la société ?. In : Journal des anthropologues, n°45, Septembre. Anthropologie des sexes, sexe des anthropologues. pp. 67-78.

Edlund, L., Hongbin L., Junjian Y. and Zhang J. (2007) Sex Ratios and Crime : Evidence from China's One-Child Policy, IZA Discussion Paper No 3214, December.

Eklund, L. (2011) Rethinking Son Preference: Gender, Population Dynamics and Social Change in the People's Republic of China, Lund Dissertations in Sociology 96 (Lund University: Sweden).

Elson, D. (2012) Review of World Development Report 2012 : Gender Equality and development, Global Social Policy, 12(2) : 178-183.

Elson, D. (1991) Male Bias in the Development Process. Manchester, UK: Manchester University Press.

Elwood, S. A., and Martin, D.G. (2000) 'Placing' Interviews: Location and Scales of Power in Qualitative Research. The Professional Geographer 52 (4): 649–657.

Étienne, G. (2005) Agriculture et économie rurale en Inde – Début de réveil, Revue Tiers Monde, vol. 183, no. 3, pp. 539-558.

Etienne, G. (2014) Indian villages : Achievements and Alarm Bells, 1952–2012. New edition [online]. Genève: Graduate Institute Publications.

Eyben, R. (2010) Subversively Accommodating: Feminist Bureaucrats and Gender Mainstreaming, IDS Bulletin, 41(2) : 54-61.

Falquet, J. (2007) Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néo-libérale, Actuel Marx, (42) : 36-47.

Family Health International's Quarterly Health Bulletin, Network (2002) Sexual Health , vol. 21(n°4).

FAO (2015) FAOSTAT, Internet web portal and database. Food and Agricultural Organization of the United Nations.

FAO (2011) La situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture, le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement.

FAO (2007). Understanding the Dynamics of food insecurity and Vulnerability in Himachal Pradesh, Food Security and Agricultural Projects Analysis, FAO ESA Working Paper No 07-22.

Fassin E. (2008) L'empire du genre, L'Homme [En ligne], 187-188.

Feildel B. (2016) Le bricolage et l'herméneutique comme principes méthodologiques dans l'enquête en sciences sociales : Un outil cartographique pour révéler la relation affective aux espaces de vie. ESO Travaux et Documents, Espaces et SOciétés - UMR 6590, pp.89-99.

Ferguson A. (2009) Empowerment, Development and Women's Liberation in JONASDOTTIR A., JONES K. B. (eds.), The political Interests of Gender revisited. Redoing Theory and Research with a feminist Face, New York, United Nations University Press, pp. 85-103.

Fern, E. J. (1982) The use of focus groups for idea generation: the effects of group size, acquaintanceship, and moderator on response quantity and quality. Journal of marketing research, XIX: 1-13.

Festinger, L., Vassine, H. and Vaidis, D.C.F. (2017) Une Théorie De La Dissonance Cognitive. Paris: Enrick B éditions. Print. Les Classiques Des Sciences Humaines Et Sociales.

Fischer, A. (2005) Les chemins complexes de l'autonomie, Nouvelles Questions Féministes, 24(2) : 65-85.

Fletcher, E. and Pande R. and Moore, C.M.T. (2017) Women and Work in India: Descriptive Evidence and a Review of Potential Policies (December 1). HKS Working Paper No. RWP18-004.

Forgues, B. & Vandangeon-Derumez, I. (2007) Analyses longitudinales.

Foucault M. (1976) Histoire de la sexualité I : la volonté de savoir. Paris, Gallimard, 211 p.

Fournier T., Jarty J., Lapeyre N. et Touraille P. (2015) L'alimentation, arme du genre, Journal des anthropologues [En ligne], 140-141.

Fraisse G. (2010) "Nous ne sommes plus dans le patriarcat, même si…". Entretien avec Geneviève Fraisse, Réfractions, n° 24, pp. 73-80.

Freire P. (1974) Pédagogie des opprimés suivi de Conscientisation et révolution, Paris, François Maspero, 202 p.

Fuller, N. (2000) Work and Masculinity among Peruvian Urban Men. The European Journal of Development Research 12 (2): 93–114.

Gardey, D. and Löwy I. (2000) L'invention Du Naturel Les Sciences Et La Fabrication Du Féminin Et Du Masculin. Éditions Des Archives Contemporaines.

Gardner, K. (1990) Paddy fields and jumbo jets : overseas migration and village life in Sylhet district, Bangladesh. Thèse de doctorat non publiée. Dept of Anthropology. London School of Economics.

Gerson, K. (1993) No Man's Land: Men's Changing Committment to Family and Work . New York : Basic Books.

Gidwani, V. (2000) The Quest for Distinction: A Reappraisal of the Rural Labor Process in Kheda District (Gujarat), India. Economic Geography 76 (2): 145–168.

Giguère, N. (2013) L'expérience de la rencontre avec l'autre imaginé : cercle interprétatif et négociation identitaire chez les expatriés occidentaux en Inde. Diversité urbaine, 13 (2), 107–128.

Gilbert, R., and Pam Gilbert. (1998) Masculinity Crises and the Education of Boys. Change (Sydney, NSW) 1 (2): 31.

Gittelsohn J.; Thapa, M. and Landman, M. (1997) Cultural Factors, Calorific Intake and Micronutrient Insufficiency in Rural Nepali Households, Social Science & Medicine Volume 44, Number 1.

Goffman E. (1973) La mise en scène de la vie quotidienne 1. La présentation de soi (Le sens commun). Paris : Les Éditions de Minuit.

Goodwin, J. (2002) Irish Men and Work in North County Dublin. Journal of Gender Studies 11 (2):151–166.

Gore M.S. (1977) Indian youth : The Process of Socialization, Vishwa Yuvak Kendra, New Delhi.

Govindasamy, P., & Malhotra, A. (1996) Women's position and family planning in Egypt. *Studies in family planning, 27 6*, 328-40.

Goyal, M. (2016) Single Contaminant Based Water Pinch Analysis. 10.13140/RG.2.1.3645.3367/1.

Greene, M. E. (1997) Watering the neighbours garden : Investing in adolescent girls in India. South and East Asia Regional Working Paper n°7. New Delhi, Population Council.

Godelier M. (1982) La Production des grands hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée. Paris, Fayard.

González-Allende, I. (2016) L'homme de la famille migrant : masculinité, travail et migration dans la vie d'un émigrant espagnol de Víctor Canicio.

Ghosh A., Tawa Lama-Rewal S. (2005) Democratization in Progress : Women and Local Politics in Urban India. Delhi, Tulika Books.

Gould, E. D., & Paserman, M. D. (2003) Waiting for mr. Right : Rising inequality and declining marriage rates. Journal of Urban Economics, 53(2), 257–281.

Government of India, Ministry of Health and Family Welfare. (2015-2016) State Fact Sheet: Himachal Pradesh, 2 National Family Health Survey-4.

Granié, A.M., Guetat-Bernard H., and Verschuur C. (2006) Empreintes Et Inventivités Des Femmes Dans Le Développement Rural. Paris Toulouse : IRD éd., Institut De Recherche Pour Le Développementes Universitaires Du Mirail. Print. Ruralités Nord-Sud.

Guétat-Bernard, H. (2015) Travail Des Femmes Et Rapport De Genre Dans Les agricultures Familiales : Analyse Des Similitudes Entre La France Et Le Cameroun. Revue Tiers Monde, vol. 221, no. 1, pp. 89–106.

Guétat-Bernard, H. (2011a) Culture du café et transformations des rapports de genre en pays bamiléké au Cameroun. In Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation. (Dir.) C. Verschuur. 167-188. Actes des colloques genre et développement. Berne : DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève : IHEID.

Guétat-Bernard, H. (2011b) Développement rural et rapports de genre, Mobilité et argent au Cameroun, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 213 p.

Guétat-Bernard, H. and Kennedy L. (2006) La Petite Industrie Rurale Indienne Et L'enjeu Du Développement. Annales De Géographie, vol. 647, no. 1, pp. 92–112.

Guétat-Bernard H. et Lapeyre N. (2017) Les pratiques contemporaines de l'empowerment. Pour une analyse des interactions entre pratiques et théories, individu·e·s et collectifs. L'Harmattan | « Cahiers du Genre ». Février, n° 63, pages 5 à 22.

Guétat-Bernard, H (dir.) et Saussey, M. (dir.) (2014) Genre et savoirs : Pratiques et innovations rurales au Sud. Nouvelle édition [en ligne]. Marseille : IRD Éditions.

Gupta, D. (2009) The Caged Phoenix: Can India fly? Stanford: Stanford University Press.

Gupta, M.D. (2005) Explaining Asia's 'Missing Women': A New Look at the Data. Population and Development Review, vol. 31, no. 3, pp. 529–535.

Guru, G. (2009) Humiliation : Claims and Context. New Delhi: Oxford University Press.

Guru, G. (2019) Migration : A Moral Protest. Social Change, vol. 49, no 2, p. 315-328.

Haag P., Rippert B. (2006) L'Inde, Paris, Le Cavalier Bleu, coll. Idées reçues.

Haas, V. & Masson, E. (2006) La relation à l'autre comme condition à l'entretien. Les cahiers internationaux de psychologie sociale.

Haase-Dubosc D., LAL, M. (2010) De la postcolonie et des femmes : apports théoriques du postcolonialisme anglophone aux études féministes In : Genre, postcolonialisme et diversité de mouvements de femmes [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications.

Haddad, L., Peňa, C., Nishida, C. Quisumbing, A. and Slack, A. (1996) Food Security and Nutrition Implications of Intrahousehold biases: a Review of Literature, FCND Discussion Paper No. 19, Washington, DC: IFPRI.

Halfon, S. (2007) The Cairo Consensus : Demographic Surveys, Women's Empowerment, and Regime Change in Population Policy, Lanham, Lexington Books.

Hanlon, N. (2012) Masculinities, Care and Equality; Identity and Nurture in Men's Lives.

Hanmer, J., and E. L. (1977) Violence Et Contrôle Social Des Femmes. Questions Féministes, no. 1 : 68-88. Accessed May 18, 2020. www.jstor.org/stable/40619104.

Hannabuss, S. (2008) International Encyclopedia of Men and Masculinities, Reference Reviews, Vol. 22 No. 5, pp. 23-24.

Harriss-White, B. (2004) Labour, gender relations and the rural economy. In Rural India facing the 21st century. Chapter 1-5. B. Harriss-White and J. Janakarajan. London : Anthem.

Hariss-White, B. (2012) Marchandisation et masculinisation des systèmes après récolte du riz en Asie du Sud. In Genre, changements agraires et alimentation. Cahiers genre et développement. N° 8. (Dir.) C. Verschuur. 281-296. Paris : L'Harmattan.

Harvey, J. B. (1988) The Abilene Paradox and Other Meditations on Management. Lexington, Mass. : San Diego, Calif. :Lexington Books ; University Associates.

Hazell P. (2014) Repenser le rôle des petites exploitations agricoles dans les stratégies de développement, Point de vue n° 2, FARM.

Held D. et McGrew A.G. (2000) The Global Transformations Reader. An Introduction to the Globalization Debate, Malden, Polity Press.

Hennink, M.M. (2007) International focus group research: A handbook for the health and social sciences. Cambridge University Press.

Héritier F. (2005) Hommes, femmes, la construction de la différence, Paris, Ed. Le Pommier-Cité des Sciences et de l'Industrie, pages 35-36.

Héritier F. (2002) Masculin Féminin II: Dissoudre la hiérarchie, Odile Jacob.

Hernes H. (1982) The State. Women No Entrance? Oslo, Universitatforlaget.

Hibbins, R., and Pease B. (2009) Men and Masculinities on the Move." In Migrant men: Critical studies of masculinities and the migration experience, edited by Mike Donaldson,

Raymond Hibbins, Richard Howson and Bob Pease, 1–19. New York: Routledge.

Hillenkamp, I. (2011) Genre, sytèmes agraires et vulnérabilités alimentaires : une analyse nécessaire. In Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation. (Dir.) C. Verschuur. 367-443. Actes des colloques genre et développement. Berne : DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève : IHEID.

Hobsbawm E. et Ranger T. (dir.) (1983) The Invention of Tradition. Cambridge : Cambridge University Press.

Hochschild A.R. (2004) Le nouvel or du monde, Nouvelles Questions Féministes, mars (Vol. 23), p. 59-74.

Hodgson, D. (2003) Taking It like a Man": Masculinity, Subjection and Resistance in the Selling of Life Assurance." Gender, Work & Organization 10 (1): 1–21.

Hondagneu-Sotelo P. (1992) Overcoming patriarchal constraints: the reconstruction of gender relations among Mexican immigrant women and men. Gender and Society ; 6(3):393–415.

Hondagneu-Sotelo, P. (2003) Gender and Immigration: A Retrospective and Introduction. In: Hondagneu-Sotelo, Pierrette (ed.): Gender and U.S. Migration: Contemporary Trends. Berkeley: University of California Press, pp. 3-19.

Hondagneu-Sotelo, P, Messner, M.A. (1994) Gender Displays and Men's Power: The 'New Man' and the Mexican Immigrant Man. In: Bord, Harry/Kaufman, Michael (eds.): Theorizing Masculinities. Thousand Oaks: Sage, pp. 200-218.

Honneth Axel. (2000) La Lutte pour la reconnaissance. Paris : éditions du Cerf.

Hotes, F.L. (1984) World Bank Irrigation Experience, Network Paper 9d, Overseas Development Institute ODI, London, U.K.

Hudson, V. and den Boer A. (2004): Bare Branches: The Security Implications of Asia's Surplus Male Population (Cambridge, Mass: MIT Press).

Hudson, V. and den Boer A. (2002) A Surplus of Men, A Defi cit of Peace, Security and Sex Ratios in Asia's Largest States, International Security, 26 (4), pp 5-38.

Hugo, G. (2000) Migration and women's empowerment. In: Presser, H.; Sen, G., editors. Women's Empowerment and Demographic Processes: Moving beyond Cairo. New York: Oxford University Press, p. 287-317.

Inda J.X., Rosaldo R. (eds) (2002) The Anthropology of Globalization. A Reader. Malden, Mass., Blackwell.

Inda N. (1998) L'homme : le sexe surévalué in : El sexo sobre-evaluado Actualidad Psicologica (Buenos-Aires), mayo, n° 253, p. 29-32 (extraits).

Inglehart R. et Baker W.E. (2000) Modernization, Cultural Change, and the Persistence of Traditional Values, American Sociological Review, n°65.1, p 19-51.

IPCC (2014). Annex II: Glossary [Agard, J., E.L.F. Schipper, J. Birkmann, M. Campos, C. Dubeux, Y. Nojiri, ...M.D. Mastrandrea. In V. R. Barros et al., Eds., Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (pp. 1757–1776). Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA: Cambridge University Press.

Jackson C. (1999) Men's work, masculinities and gender divisions of labour, The Journal of Development Studies, 36:1, 89-108.

Jackson D. et Mannix J. (2004) Giving voice to the burden of blame: A feminist study of mothers' experiences of mother blaming, International Journal of Nursing Practice 10, n°4, p 150- 158.

Jacobsen K.A., Basu H., Malinar A., Narayanan V. (2009) Brill's Encyclopedia of Hinduism. Vol.II: Sacred texts, ritual traditions, arts, concepts, Brill, 887 p.

Jeffrey, C. (2010) Timepass: Youth, Class, and the Politics of Waiting in India. Stanford, CA: Stanford University Press.

Jeffery, C., Jeffery, P., & Jeffery, R. (2010). Education, unemployment and masculinities in India. New Delhi: Orient Blackswan.

Jeffery, P., & Jeffery, R. (1996) Don't marry me to a plowman! Women's everyday lives in rural north India. Boulder, CO : Westview Press.

Jenson, J., and Lépinard E. (2009) Penser Le Genre En Science Politique. Revue Française De Science Politique, vol. 59, no. 2, pp. 183–201.

Jha S., Srinivasan PV., Ganesh-Kumar A. (2010) Achieving food security in a cost-effective way: Implications of domestic deregulation and liberalized trade in India. In: Ganesh-Kumar A, Roy D, Gulati A, eds., Liberalizing foodgrains markets. Experiences, impact and lessons from South Asia. New Delhi: Oxford University Press.

Jodha, N. (1986) Common Property Resources and Rural Poor in Dry Regions of India. Economic and Political Weekly, 21(27), 1169-1181.

Johnson, A. (1996) 'It's good to talk': The Focus Group and the Sociological Imagination, The Sociological Review, vol.44(3) : 517-538.

Jumageldinov A. (2009) Diversités culturelles et construction identitaire chez les jeunes appartenant aux différents groupes ethniques au Kazakhstan. Approche comparative, thèse de doctorat.

Kabeer, N. (2002) Nécessaire, suffisant ou insignifiant ? Femmes, salariat et rapports de pouvoir au sein du ménage In : Genre, mondialisation et pauvreté [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications.

Kabeer, N. (1998) Money Can't Buy Me Love? Re-evaluating Gender, Credit and Empowerment in Rural Bangladesh, IDS Discussion Paper 363, Brighton: IDS

Kakar, S. (1996) The Indian Psyche. New Delhi, Vicking.

Kannan E. (2012a) Trends in India's agricultural growth and its determinants. *Asian Journal of Agriculture and Development* 8(2): 79–99.

Kannan E. (2012b) Wither farm profitability? A cause of agrarian distress in India. In: Proceedings of National Seminar on agrarian Distress in India: The Way Out. National Institute of Rural Development, Hyderabad (India), 5–7 Novembre 2012b, pp. 517–534.

Kaplan S. L. (eds) (1998) Food and Gender. Identity and Power. Amsterdam, Harwood Academic Publishers : 125-144.

Karakowsky, L. and Siegel, J.P. (1999) The effects of proportional representation and gender orientation of the task on emergent leadership behavior in mixed-gender work groups. Journal of applied psychology, 84 (4), 620– 631.

Kaufman, M. (1994) Men, Feminism, and Men's Contradictory Experiences of Power." In Theorizing Masculinities, edited by Harry Brod and Michael Kaufman, 142-164, Research on Men and Masculinities Series. Thousand Oaks, CA: SAGE Publications, Inc.

Kaufman, M., Kimmel M.S., Delporte, C. and Pacco (2018) Le Guide Du Féminisme Pour Les Hommes Et Par Les Hommes. Paris: Massot éditions. Print.

Kaufmann, J.C. (2011) L'entretien compréhensif. Paris : Armand Colin, 128p.

Kaur, R. (2008) Dispensable daughters and bachelor sons : Sex discrimination in North India. Economic and Political Weekly, 43(30), 109–114.

Kaur, R. (2013a) Mapping the adverse consequences of sex selection and gender imbalance in India and China. Economic and Political Weekly. 48. 37-44.

Kaur, R. (2013b) Migrating for marriage: Locating humanity, emotion and agency in cross-region marriage. Paper presented at the conference on gender and migration : Negotiating questions around structure and agency. School of Women's Studies, Jadavpur University, Kolkata, India, 22–23 August.

Kelly, L. (1987) The Continuum of Sexual Violence. In: Hanmer J., Maynard M. (eds) Women, Violence and Social Control. Explorations in Sociology (British Sociological Association Conference Volume series). Palgrave Macmillan, London

Kergoat, D. (2004 [2000]) Division du travail et rapports sociaux de sexe, in Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré, Danièle Senotier (dir.), dictionnaire critique du féminisme, Paris, PUF.

Khan, M.E. (1988) Infant mortality in Uttar Pradesh : a micro-level study. Infant mortality in India and determinant, Jain, A. K. and Visaria P. Edition : New Delhi, Sage publications.

Khan, M.E. et al. (1987) Inequalities Between Men and Women in Nutrition and Family Welfare Services : an In-depth Inquiry in an Indian Village, Population and Labour Policies Program Working Paper Number 158 (Geneva : ILO).

Khan, M.E. & Anker, M & Patel, B. & Sadhwani, H & Kohle, R. (1991) The use of focus groups in social and behavioural research: Some methodological issues. World health statistics quarterly. Rapport trimestriel de statistiques sanitaires mondiales. 44. 145-9.

Kilani, M. (2000) L'inhumanité de l'autre ? Notes introductives sur quelques concepts clés, p. 25.in R. Gallissot, M. Kilani, A. Rivera L'imbroglio ethnique, Lausanne, Ed. Payot.

Kimmel, M.S. (1997) Manhood in America: A Cultural History. New York: The Free Press.

Kolb, D.M. and Coolidge, G.G. (2001) Her place at the table: a consideration of gender issues in negotiation. In: I. Asherman and S. Asherman, eds. Negotiation sourcebook. 2nd ed. Amherst, MA: Human Resource Development Press, 259 – 276.

Krais, B. (1999) Autour Du Livre De Pierre Bourdieu La Domination Masculine. Travail, Genre Et Sociétés, vol. 1, no. 1, pp. 214–221.

Kumar, N. (2017) Unraveling Farmer Suicides in India. Egoism and Masculinity in Peasant Life. Oxford: Oxford University Press.

Kumar, S. (2009) 2 Indian Indigenous Concepts and Perspectives: Developments and Future Possibilities. 4.

La Boétie, E. (1993) Discours de la servitude volontaire. Paris : Payot.

Lal, M. (2003) Sexe, genre et historiographie féministe contemporaine : l'exemple de l'Inde coloniale, Cahiers du Genre, vol. 34, no. 1, pp. 149-169.

Landy, F. (1994) Paysans De L'Inde Du Sud Le Choix Et La Contrainte.

Landy, F. (2013) From trickle down to leapfrog. How to go beyond the green revolution ? Economic and Political Weekly 48(24): 42–49.

Landy, F. (2006a) L'Inde et l'OMC », *Transcontinentales* [Online], 2 | document 15.

Landy, F. (2006b) Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde. Paris : Belin.

Laroche-Gisserot, F. (2006) Le mariage indien moderne. De la compensation matrimoniale à la dot, Annales. Histoire, Sciences Sociales, 3 (61e année), p. 675-693.

Larsen, M., and Kaur R. (2013) Signs of change? Sex ratio imbalance and shifting social practices in northern India." Economic and Political Weekly : 45-52.

Lautier, B. (2002) Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté, Tiers-Monde, tome 43, n°169, Les chemins de l'intégration régionale. pp. 137-165.

Lecler, R. (2013) Sociologie De La Mondialisation. La Découverte.

Lelord, F. et André, C. (2001) La force des émotions : amour, colère, joie. Odile Jacob.

Leroy, A., Termote C., Carracillo C. (2016) Féminisation de l'agriculture ou féminisation de la survie ?

Liebrand, J. (2017) Performing Maps and Masculinity in Irrigation Planning in Nepal, *Anthropologie & développement* [En ligne], 46-47.

Lutringer, C. (2013) Le secteur agricole en Inde : quelles mutations ?, Asie. Visions 65, Centre Asie Ifri.

Lutringer, C. (2017) Le ciblage des politiques agricoles en Inde : les implications pour les paysans du système d'approvisionnement public. Cahiers Agricultures. 26.

MacCannell, D. (1999 [1976]) The Tourist : A New Theory of the Leisure Class. New York, Schoken Books.

McDowell, L. (2003) Masculine Identities and Low-Paid Work: Young Men in Urban Labour Markets." International Journal of Urban and Regional Research 27 (4): 828–848.

Macé, E. (2015) L'après-patriarcat, Paris, Seuil.

Malewska-Peyre, H. (2000) Dynamique de l'identité, stratégies identitaires in Pluralité des cultures et dynamiques identitaires, Paris, L'Harmattan, p 47.

Malhotra, A., & Mather, M. (1997). Do Schooling and Work Empower Women in Developing Countries ? Gender and Domestic Decisions in Sri Lanka. *Sociological Forum, 12*, 599-630.

Manier, B. (2008) 100 millions de femmes manquent en Asie, dans : , Quand les femmes auront disparu. L'élimination des filles en Inde et en Asie, sous la direction de Manier Bénédicte. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », p. 11-14.

Marchadour, G. (2015) Les apports d'une enquête multisituée pour l'observation des « rapports sociaux de sexe, *SociologieS* [En ligne], La recherche en actes, Ethnographie du genre.

Marius Gnanou, K., Brangenberg C. (2005) Mobilités de travail et reconstruction des rapports de genre. Un exemple dans une vallée industrialisée du Sud de l'Inde. Capron, Guénola; Cortès, Geneviève; Guétat-Bernard, Hélène. Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires, Belin, pp.45-62, Mappemonde.

Marius Gnanou, K. (2013) Genre et marché du travail en Inde, Margaret Maruani éd., Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs. La Découverte, pp. 150-160.

Marius Gnanou, K. (2016a) Les Inégalités De Genre En Inde Regard Au Prisme Des Etudes Féministes Postcoloniales. Pondichery Paris Pessac : Institut Francais De Pondichery Edition Karthala Université Bordeaux Montaigne, Print. Hommes Et Societes.

Marius Gnanou, K. (2016b) Les inégalités de genre en Inde, Géoconfluences.

Marriott, M. (1955) Village India: Studies in the Little Community. Chicago: The University of Chicago Press.

Martin, P. (2001) 'Mobilizing Masculinities': Women's Experiences of Men at Work. Organization. 8. 587-618.

Martuccelli, D. (2004) Figures de la domination. Revue française de sociologie, mars, Vol. 45, p. 469-497.

Martyn, R. (2008) Modernity, 'Authenticity', and Ambivalence: Subaltern Masculinities on a South IndianCollege Campus. The Journal of the Royal Anthropological Institute, Vol. 14, No. 1 (March), pp.79-95. Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland.

Mascarenhas-Keyes, S. (1990) Migration, 'progressive motherhood' and female autonomy: Catholic women in Goa. In: Dube, L.; Palriwala, R., editors. Structures and Strategies: Women, Work and Family. New Delhi: Sage Publications; p. 119-143.

Masoodi, A. (2014). Human trafficking caters to demand for brides. Retrieved from http://www.livemint.com/Politics/7cSn08nD9gvIEAbZcQrP7I/Human-trafficking-caters-to-demand-forbrides.

Mathieu, N.C. (1973) Homme-culture et femme-nature ?. In: L'Homme, tome 13 n°3. pp. 101-113.

Mauger, G. (1991) Enquêter en milieu populaire. In: *Genèses*, 6. Femmes, genre, histoire, sous la direction de Susanna Magri et Eleni Varikas. pp. 125-143.

Mauss, M. (1925) Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. Sociologie et Anthropologie, p143-277.

Mayer, A. C. (1960) Caste and Kinship in Central India: A Village and its Region. London: Routledge and
Kegan Paul.

Mayoux, L. (1998) L'empowerment des femmes contre la viabilité ? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit, Preiswerk Y., ed., Les silences pudiques de l'économie. Économie et rapports sociaux entre hommes et femmes, Commission nationale suisse pour l'Unesco, Direction du développement et de la coopération, Genève, Institut Universitaire d'Études du Développement, 73-97.

Maznevski, M.L. (1994) Understanding our differences: performance in decision-making groups with diverse members. Human relations, 47 (5), 531– 552.

Mc Gee, R. et Brock, K. (2001) From poverty assessment to policy change : processes, actors and data, IDS Working Paper.

Mead, G.H. (2006 [1934]) L'esprit, le soi, et la société. Paris : Presses Universitaires De France.

Menard S. (1991) Longitudinal Research, Sage University Paper Series on Quantitative Applications in the Social Sciences, Newbury Park, Sage.

Mencher, J. P. (1988) Women's Work and Poverty: Women's Contribution to Household Maintenance in South India. In A Home Divided: Women and Income in the Third World, edited by D. Dwyer and J. Bruce, 99–119. Stanford, CA, US: Stanford University Press.

Merrill, D. M. (2007) Mothers-in-law and daughters-in-law: Understanding the relationship and what makes them friends or foe. Westport, CT: Praeger.

Michiels, S. (2016) Modernisation, marchés du travail et circulation en Inde : Une approche mixte et multi-scalaire des migrations de travail. Economies et finances. Université de Bordeaux.

Minocha, R. (2015) Gender, Environment and social transformation : A Study of Selected Villages in Himachal Pradesh, Indian Journal of Gender Studies, 22.3, 335-57.

Mishra, P. (2018) Being 'Bare Branches': Demographic Imbalance, Marriage Exclusion and Masculinity in North India. Scarce Women and Surplus Men in China and India : 25–46. Crossref. Web.

Mishra, P. (2016) Imbalaced Sex-Ration and Cross-Region Marriage : The Challenges of Transcending Caste Boundaries." In Too Many Men, Too Few Women: Social Consequences of Gender Imbalance in India and China', edited by R. Kaur, 197–220. Delhi: Orient Longman.

Mitra, A. and Rao, N. (2019) Gender, water, and nutrition in India: An intersectional perspective. Water Alternatives 12(1): 169-191

Mohanty, C. T. (1988) Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses Feminist Review, n° 30, pp. 65-88.

Molinier, P. (2003) Préhistoire d'amour, in : Travail, Genre et Sociétés, no. 10/2003, pp. 181-187

Mosconi, N. (2014) Le paradoxe de l'éducation des garçons, in Sylvie Ayral et Yves Raibaud, Pour en finir avec la fabrique des garçons. Vol. 1. À l'école, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, pp. 37-52.

Moser, C. & Moser, A. (2005) Gender Mainstreaming Beijing + 10 : A Desk Review of Successes and Limitations in International Institutions, Gender and Development, 13(2) : 11-22.

Mucchielli, A. (1992) L'identité, Paris, Presses Universitaires de France, p.127.

Mukherjee, S. and Ghosh, S. (2005) What determines the success and failure of '100 days work' at the panchayat level? A study of Birbhum district in West Bengal. Occasional Paper 16, Institute of Development Studies Kolkata.

Nakassis, C.V. (2013) Youth masculinity, 'style' and the peer group in Tamil Nadu, India, Contributions to Indian Sociology, 47, 2, p. 245-269.

Nanda, P., Gautam, A., Verma R., Khanna A., Khan N., Brahme D., Boyle S. and Kumar S. (2014). Study on Masculinity, Intimate Partner Violence and Son Preference in India. New Delhi, International Center for Research on Women.

Nations Unies. (2014). « ONU Femmes : L'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », disponible en Ligne, URL : http://www.un.org/youthenvoy/fr/organismes-delonu/onu-femmes-lentite-des-nations-uniespourlegalite-des-sexes-et-lautonomisation-des-femmes/

Nations Unies (1995) Rapport de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, Beijing, Nations unies, disponible en ligne, URL : http://www.un.org/french/ womenwatch/followup/beijing5/session/fond.html

Nayak, A. (2003) Last of the "Real Geordies"? White Masculinities and the Subcultural Response to Deindustrialization." Environment and Planning D: Society and Space 21 (1): 7–25.

Neogy, S. (2012) Challenging Cultural Attitudes that Affect Food Security in India, Innovative Approaches to Food Security : Changing Attitudes, Changing Behaviours, Insights Policy Brief, Brighton : IDS.

Niewiadomski C. (2019) Récit de vie, dans : Christine Delory-Momberger éd., Vocabulaire des histoires de vie et de la recherche biographique. Toulouse, ERES, « Questions de société », p. 136-139.

Ní Laoire, C. (2002) Young Farmers Masculinities and Change in Rural Ireland. Irish Geography 35 (1):16–27.

Ní Laoire, C. (2005) You're Not a Man at All !': Masculinity, Responsibility and Staying

Niti, A., Government of India. (2015) Raising Agricultural Productivity and Making Farming Remunerative for Farmers, Occasional Paper.

Nussbaum, M.C. (2006) Frontiers of justice: Disability, nationality, species membership. Cambridge, Mass: The Belknap Press.

Nussbaum, M.C. (2003) Capabilities as fundamental entitlements : Sen and social justice, Feminist Economics 9.2-3, p 33-59.

Nussbaum, M.C. (2000) Women and human development, the capabilities approach, Cambridge University Press.

OCDE. (2004) Chapitre 5 : L'emploi informel - Promouvoir la transition vers une économie salariée, in Perspectives de l'emploi de l'OCDE.

Omvedt, G. (1979) The Downtrodden among the Downtrodden: An Interview with a Dalit Agricultural Laborer." Signs: Journal of Women in Culture and Society 4 (4): 763–774.

Osella, C., and Osella F. (2006) Men and Masculinities in South India. LONDON; NEW YORK; DELHI: Anthem Press.

Osella, C., and Osella F. (2000). Social Mobility in Kerala: Modernity and Identity in Conflict. London: Pluto Press.

Ostrom, E. (1990) Governing the commons: the evolution of institutions for collective action. Cambridge: Cambridge University Press.

Oxaal, Z. & Bade, S. (1997) Gender and Empowerment : Definition, approaches and implications for Policy , in Bridge Development Gender, Brighton, Institute of Development Studies.

Pai, S. (1987) Class, Gender and Agrarian Change: An Analysis of the Status of Female Agricultural Labour in India, Social Scientist, Vol. 15, No. 6 (Jun.), pp. 16-32 Published by: Social Scientist.

Pandian, M. S.S. (1995) Gendered Negotiations: Hunting and Colonialism in the Late 19th Century Nilgiris. Contributions to Indian Sociology 29, no. 1–2 (January): 239–63.

Parikh, J. (2011) Hardships and Health Impacts on Women Due to Traditional Cooking Fuels : A Case Study of Himachal Pradesh, India, Energy Policy, 39.12, p 7587-594.

Paringaux, R.P. (2003) Meurtres en série pour cause de dot en Inde, Manière de Voir, 68, avril-mai, 46-48.

Parini, L. (2006) Le système De Genre Introduction Aux Concepts Et théories. Seismo.

Parpart, J. (2014) Exploring the Transformative Potential of Gender Mainstreaming in International Development Institutions », Journal of International Development, 26 :382-395.

Parry, J. P. (2003) Nehru's Dream and the Village 'Waiting Room': Long-Distance Labour Migrants to a
Central Indian Steel Town." Contributions to Indian Sociology 37 (1-2): 217–249.

Pattnaik, I., Lahiri-Dutt , K., Stewart L. & Pritchard B. (2017) The feminization of agriculture or the feminization of agrarian distress? Tracking the trajectory of women in agriculture in India, Journal of the Asia Pacific Economy.

Paugam, S. (2013) Les formes élémentaires de la pauvreté (3e edition revue et completee. ed., Le Lien social). Paris: Presses universitaires de France. Sociologie de la pauvreté.

Pease, B. (2009) Immigrant Men and Domestic Life: Renegotiating the Patriarchal Bargain?

In: Donaldson, Mike/Hibbins, Raymond/ Howson, Richard/Pease, Bob (eds.): Migrant Men: Critical Studies of Masculinities and the Migration Experience. New York: Routledge, pp. 79-95.

Pereira, C. (2008) Appropriating “Gender” and “Empowerment” : the Resignification of feminist Ideas in Nigeria’s neoliberal Reform Programme, IDS Bulletin 39(6) : 42-50.

Pessar, P.R. (2003) Engendering Migration Studies: The Case of New Immigrants in the United States.” In: Hondagneu-Sotelo, Pierrette (ed.): Gender and U.S. Migration: Contemporary Trends. Berkeley: University of California Press, pp. 20-42.

Polanyi, K. (1944) The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Times. Boston: Beacon Press.

Popkin, B.M. (1993) Nutritional Patterns and Transitions. Population and Development Review, mars, vol. 19, n° 1, p. 138-157.

Pradhan, M.R., and Ram U. (2010) Perceived Gender Role That Shape Youth Sexual Behaviour: Evidence from Rural Orissa, India." Journal of Adolescence 33.4 : 543-51. Web.

Prabhakar, S.C.J. (2010) Socio-cultural dimensions of development in North Karnataka, Centre for Multi-disciplinary Development Research, December.

Pratto, F. and Stallworth, L.M. (1997) The gender gap: differences in political attitudes and social dominance orientation. British journal of social psychology, 36, 49– 68.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) (1995). La révolution de l’égalité entre les sexes in : Rapport mondial sur le développement humain 1995. Paris, Economica (extraits).

Pronk, J. (1992) Women in development : Advancing towards Autonomy (1ère partie) in : Policy and Development. Analysis and Policy La Haye, Ministery of Foreign Affairs, p. 14-23 (extraits)

Pruvost, G. (2019) Penser l’écoféminisme. Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire, Travail, genre et sociétés, n° 42, p 29-47, février.

Purusottam, N., et Mahanta, B. (2009) Women Empowerment in India, SSRN Electronic Journal, February.

Raabe, K., Sekher, M. and Birner, R. (2009) The effects of political reservations for women on local governance and rural service provision. Survey evidence from Karnataka. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. Discussion Paper No. 00878.

Racine, J.L. (2015) Géopolitique De l’Agriculture Indienne. Hérodote, vol. 156, no. 1, pp. 29–49.

Radja, K., Schembri, P. et Bazin, D. (2016) Quels enjeux de soutenabilité pour l’agriculture indienne ?, Économie rurale, 352 | mars-avril.

Rai P. (2020) Seasonal masculinities: seasonal labor migration and masculinities in rural western India, Gender, Place & Culture, 27:2, 261-280.

Rai, P. (2018). The labor of social change: Seasonal labor migration and social change in rural western India. Geoforum.

Rao, A. (2006) Making Institutions Work for Women, Development, 49(1) : 63-67.

Rao, N. (2006) Land rights, gender equality and household food security: Exploring the conceptual links in the case of India. Food Policy.

Rao, N. (2012) Male 'Providers' and Female 'Housewives': A Gendered Co-performance in Rural North India. Development and Change.

Rao, N. (2014) Migration, mobility and changing power relations : Aspirations and praxis of Bangladeshi migrants. Gender, Place & Culture, 21, 872–887.

Rao, V. M., and Hanumappa H. G. (1999) Marginalisation Process in Agriculture: Indicators, Outlook and Policy Implications." Economic and Political Weekly 34, no. 52 : A133-138.

Ramachandran, N. (2012) Reducing Gender Inequalities in Food Security and Nutrition: The Other Side of the Equation, paper produced for Global Thematic Consultation: Addressing Inequalities, The Heart of the Post 2015 Development Agenda and the Future we Want for All, Delhi: Institute of Economic Growth.

Ramakrishna J, Pertti J. Pelto, Verma R.K., Schensul S.L. and Joshi A. (2003) Guidelines for policy-making and interventions in the times of AIDS , Paper to appear in a book « Sexuality in the Time of AIDS : Contemporary Perspectives from Communities in India », edited by Ravi K. Verma, Pertti J. Pelto, Archana Joshi and Stephen L. Schensul (In Press) SAGE-India.

Ranade, S. (2007) The way she moves. Mapping the everyday production of gender-space, Economic and Political Weekly, p 1519-1526.

Rawling, A. (2017) Daycare, Decision-making, and the Determinants of Health: A Mother-centric Approach to Understanding Childcare and Child Health in Rural Dharamshala, Independent Study Project (ISP) Collection, 2610.

Raykar, N. et al. (2015) India Health Report : Nutrition, New Delhi, India, Public Health Foundation of India, 2015 [en ligne].

Razavi, S. (2012) WDR 2012 : Too little, and already a bit out-of-date? », Global Social Policy, 12 : 193-197.

Rey-Debove J., REY, A. (2009) Le Nouveau Petit Robert. Dictionnaire Alphabétique Et Analogique De La Langue Française. Paris : Le Robert.

Ricoeur, P. (1996) Soi-même comme un autre, Paris, Le Seuil, coll. "Points".

Ricoeur, P. (1983) Temps et récit I. L'intrigue et le temps historique ; Temps et récit II. La configuration dans le récit de fiction, Paris, Le Seuil.

Rivoal, H. (2017) Virilité Ou Masculinité ? L'Usage Des Concepts Et Leur Portée Théorique Dans Les Analyses Scientifiques Des Mondes Masculins. Travailler, vol. 38, no. 2, pp. 141–159.

Robson, J.P., & Nayak, P.K. (2010) Rural out-migration and resource-dependent communities in Mexico and India. Population and Environment, 32, 263–284.

Rouette, M. (2017) Expériences et perceptions des rapports de genre chez les femmes voyageant en Inde. Mémoire de Maîtrise en communication, Montréal : Université du Québac, 163 p.

Rouyer, V., Mieyaa, Y. et Le Blanc, A. (2014) Socialisation de genre et construction des identités sexuées, Revue française de pédagogie [En ligne], 187 | avril-mai-juin.

Roy, P. & Tremblay, G. (2012) Comprendre les masculinités rurales : un portrait basé sur la santé psychologique. Service social, 58 (1), 68–84.

Rubin, G. (1984) Thinking sex: Notes for a radical theory of the politics of sexuality. In C. S. Vance (Ed.), Pleasure and danger: Exploring female sexuality (pp. 267–319). London: Pandora.

Safi, M. (2008) Inter-mariage et intégration : les disparités des taux d'exogamie des immigrés en France, Population, Février (Vol. 63), p. 267-298.

Saha, S. & Paul, K. (2017) Evolving Patterns of Child Sex Ratio in India. Social change. 47. 1-21.

Sai, A. (2007) Tamot : Masculinities in transition in Papua New Guinea, Thèse de doctorat en philosophie, Victoria University.

Samaddar, R. (2016) Migrant and the neo-liberal city: An introduction. Economic and Political Weekly, lI, 52–54.

Sanchez, P. (2009) Handicap et capabilités: Lecture de Frontiers of Justice de Martha Nussbaum. Revue d'éthique et de théologie morale, 256(HS), 29-48.

Sardenberg, C. (2008) Liberal us liberating Empowerment : a Latin American Feminist Perspective on conceptualising Women's Empowerment, IDS Bulletin, 39(6) : 18-25.

Sassen, S. (2006) Vers Une Analyse Alternative De La Mondialisation : Les Circuits De Survie Et Leurs Acteurs." Cahiers Du Genre, vol. 40, no. 1, pp. 67–89.

Scott, J., Varikas, E. (1988) Genre : Une catégorie utile d'analyse historique. In: Les Cahiers du GRIF, n°37-38,. Le genre de l'histoire. pp. 125-153.

Sen, A. (2003) Un Nouveau Modèle économique Développement, Justice, Liberté. Paris : Odile Jacob.

Sen, A. (2000) Repenser L'inégalité. Paris : Seuil.

Sen, A., (1992) Inequality Reexamined, Clarendon Press, Oxford.

Sen, A. (1987) The Standard of Living. (Hawthorne G). Cambridge: Cambridge University Press.

Sen, A. (1985) Commodities and Capabilities, North Holland, Amsterdam.

Sen, G., Grown C. (1987) Development, Crises and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives, New York, Monthly Review Press.

Sen, K.M. (1961) Hinduism, The World's Oldest Faith, Penguin, A Pelican Book.

Serra Mallol, C. (2013) Entre local et global : l'alimentation en Polynésie. Le cas de Tahiti et de Rapa, Anthropologie et Sociétés, numéro Spécial Glocalisation alimentaire, 37-2, p 137-153.

Sharma, A. (2018) Spatial patterns of migration in Himachal Pradesh, 1991-2001, International Journal of Research in Social Sciences Vol. 8 Issue 2, February.

Sharma, A.K. (1990) An Economic Analysis of Different Sources of Irrigation in Kangra District of Himachal Pradesh, Department of Agricultural Economics, Himachal Pradesh Krishi Vishvavidyalaya, Palampur, (Unpublished Ph.D. Thesis).

Sharma, A.K. et al. (2015) Death of Kuhl Irrigation System of Kangra Valley of Himachal Pradesh : Institutional Arrangements and Technological Options for Revival. *Indian journal of agricultural economics* 70 : 350.

Sharma, B.R. et Gupta, M (2004). Gender Based Violence in India : A Never-ending Phenomenon, Journal of International Women's Studies, n°6(1), p 114-123.

Sharma, J., Parthasarathy, S.K. (2007) Examining Self Help Groups : Empowerment, Poverty Alleviation, and Education a qualitative Study, New Delhi, Nirantar, 147 p.

Sharma, M. (2016) State, Waterways and Patriarchy: The Western-Himalayan Legend of Walled-up Wife. HIMALAYA 35(2).

Sharma, S. & Jaswal, S. (2006). Migration and Magnitude of Psychological Distress. Journal of Social Sciences. 12. 10.1080/09718923.2006.11978395.

Sharma, V.P. (2012) Accelerating Agricultural Development for Inclusive Growth: Strategic Issues and Policy Options. Vikalpa, Vol. 37 No. 1, p. 10.

Simmel, G. (2005 [1907]) Les Pauvres. Paris : PUF, Quadrige.

Simon, B. (1994) The Empowerment Tradition in American social Work : a History, New York, Columbia University Press.

Singh, C. (2019) Migration as a driver of changing household structures : implications for local livelihoods and adaptation, Migration and Development, 8:3, 301-319.

Singh, C, & Basu, R. (2019) Moving in and out of vulnerability: Interrogating migration as an adaptation strategy along a rural urban continuum in india. Geographical Journal, 15-18.

Singh G.R. (2015) Swaminathan MSP Solution to Agrarian Crisis and Farmers' ? Economic and Political Weekly 50(33): 20–23.

Singh L, Singh N, eds. (2016) Economic transformation of a developing economy: The experience of Punjab, India. Singapour: Springer.

Singh, S. (2012) New markets for smallholders in India: Exclusion, policy and mechanisms. 47. 95-105.

Siwach, S. (2014a). Bahu dilao, vote pao in Haryana. The Times of India. March 14.

Siwach, S. (2014b). After satrol khap's historic decision, other khaps may soften stand on marriage norms. The Times of India. April 22.

Smith, R. (2006) Mexican New York: Transnational Lives of New Immigrants. Berkeley: University of California Press.

Solomon, D. & Rao, N. (2018) Wells and well-being in South India: Gender dimensions of groundwater dependence. Economic and Political Weekly. 53. 38-45.

Sonpar S., Kapur R. (2001) Gender disparities under structural reforms, Economic and Political Weekly, 6 janvier 2001, 14.

Sourisseau J-M., Even M-A. (2015) Transformations agricoles et agricultures familiales : quelques défis mis en lumière durant l'année internationale de l'agriculture familiale. Cahiers Agricultures 24(4): 201–203.

South, S. J., Trent, K., & Bose, S. (2014) Skewed sex ratios and criminal victimization in India. Demography, 51(3), 1019–1040.

Spoorenberg, T. (2004) Malthus et l'Asie : relecture et mise en perspective du système démographique préindustriel japonais. » *Cahiers québécois de démographie*, volume 33, numéro 2, automne, p. 309–338.

Srinivas, M. N., ed. (1955) India's Villages. Alipore: West Bengal Government Press.

Sugden, F., Maskey, N., Clement, F., Ramesh, V., Philip, A., & Rai, A. (2014) Agrarian stress and climate change in the Eastern Gangetic Plains: Gendered vulnerability in a stratified social formation. Global Environmental Change, 29, 258–269.

Suthar, S. K. (2018) Contemporary farmers' protests and the 'new rural–agrarian' in India. Economic and Political Weekly, LIII, 17–23.

Szabo, S., Adger, W. N., & Matthews, Z. (2018) Home is where the money goes: Migration-

related urban-rural integration in delta regions. Migration and Development, 2324, 1–17.

Tabet, P. (1979) Les Mains, les outils, les armes. In : L'Homme, tome 19 n°3-4. Les catégories de sexe en anthropologie sociale. pp. 5-61.

Tajfel, H., (1972) La catégorisation sociale, in Introduction à la psychologie sociale, sous dir. Moscovici, S., Paris : Larousse.

Tambs-Lyche, H. (2013) La sati indienne au travers de l'histoire. Du suicide héroïque aux martyres du système socio-politique, Conserveries mémorielles [En ligne], #14.

Tawa Lama-Rewal, S. (2006) Le local et le global dans le mouvement indien des femmes », Cahiers du Genre, Janvier (n° 40), p. 183-202.

T E R I. (2015) Green Growth and Agriculture in Himachal Pradesh. New Delhi: The Energy and Resources Institute. 28pp. Author Manish Anand Reviewer Prakashkiran S Pawar

Tilche, A. & Simpson, E. (2018) Marriage and the crisis of peasant society in Gujarat, India, The Journal of Peasant Studies, 45:7, 1518-1538.

Tiwari, P. C., & Joshi, B. (2016) Gender processes in rural out-migration and socio-economic development in the Himalaya. Migration and Development, 5, 330–350.

Touraille, P. (2008) Hommes grands, femmes petites : une évolution coûteuse : Les régimes de genre comme force sélective de l'adaptation biologique. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Tschannen, O. (2010) L'entretien collectif en contexte, Communication [En ligne], Vol. 28/1.

Turquet, L. (2012) Neither a proper feminist, nor a proper donor: negotiating the middle ground », in Smyth etTurquet (eds), Strategies of Feminist Bureaucrats: Eyben, R. (2010), « Subversively Accommodating: Feminist Bureaucrats and Gender Mainstreaming », IDS Bulletin, 41(2) : 54-61.

Udas, P.B., and Zwarteveen, M. (2010) Can Water Professionals Meet Gender Goals? A Case Study of the Department of Irrigation in Nepal. Gender & Development: Water, vol. 18, no. 1, pp. 87–97.

UNICEF (2006) After the wave: IMNCI in Tamil Nadu, UNICEF.

United Nations (1985) The abuse of indigenous people land rights and national legislation." The Fourth World Documentation Project. Geneva, 29 July-2Aug.

United States Agency for International Development on Development (1980) The Impact of Irrigation Development: Issues for a Comprehensive Evaluation Study, Program Evaluation Discussion Paper 9, USAID, Washington, U.S.A.

United States Agency for International Development (1983) Irrigation and AID's Experience: A Consideration Based on Evaluation, Program Evaluation Report 8, USAID, Washington, U.S.A.

Van Woerkens, M. (2010) Nous ne sommes pas des fleurs. Deux siècles de combats féministes en Inde. Paris : Éditions Albin Michel.

Vatuk, S. (1995) The Indian woman in later life: Some social and cultural considerations. In M. Das Gupta (Ed.), Women's health in India: Risk and vulnerability (pp. 259-306). New Delhi, India: Oxford University Press.

Verma, R.K. and Mahendra, VS. (2004) Construction of masculinity in India: a gender and sexual health perspective.

Verma, R.K. and Mahendra, VS & Pulerwitz, Julie & Barker, GT & Dam, J & Flessenkaemper, S. (2004) From research to action : Addressing masculinity and gender norms. 634-654

Verma R.K., Sharma V.M., Rangaiyan G, Kahndekar S, Flessenkaemper, S. Pulerwitz J., van Dam, J., Barker G. (2005) From Research to Action: Addressing Masculinity and Gender Norms to reduce HIV/AIDS related risky sexual behavior among young men in India » Indian Journal of Social Work, (Special Issue), January.

Verma R.K., Vaishali S. Mahendra, Pulerwitz J., Barker, G.T., van Dam, J., Flessenkaemper, S. (2004) From Research to Action: Addressing Masculinity and Gender Norms The Indian journal of social work, Volume 65, Issue 4, October.

Verschuur, C. (dir.) (2012) Genre, changements agraires et alimentation. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications.

Verschuur, C. (dir.) (2011a) Du grain à moudre : Genre, développement rural et alimentation. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications.

Verschuur, C. (2011b) Changements agraires et des rapports de genre. In Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation. (Dir.) C. Verschuur. 15-28. Actes des colloques genre et développement. Berne : DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève : IHEID.

Verschuur, C. (dir.) (2000) Quel genre d'homme ? Construction sociale de la masculinité, relations de genre et développement. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications.

Verschuur, C. (dir.) ; Guérin, I. (dir.) ; et Guétat-Bernard, H. (dir.) (2015) Sous le développement, le genre. Nouvelle édition [en ligne]. Marseille : IRD Éditions.

Vincent-Ponroy, J., Chevalier, F. (2018) Chapitre 9. Les récits de vie », dans : Françoise Chevalier éd., Les méthodes de recherche du DBA. Caen, EMS Editions, « Business Science Institute », p. 158-175.

Wagne, A.C. (2018) « Domination », *Sociologie* [En ligne], Les 100 mots de la sociologie.

Wajcman, J. (1991) Feminism confronts technology. Pennsylviania, U.S.A.: Pennsylvania State University Press.

Walker, G.W. (2006) Disciplining Protest Masculinity, Men and Masculinities 9, no. 1 (July): 5–22.

Warner, K., & Afifi, T. (2014) Where the rain falls: Evidence from 8 countries on how vulnerable households use migration to manage the risk of rainfall variability and food insecurity. Climate and Development, 6, 1–17.

Weber, M. (2013 [1914]) La domination. Paris, La Découverte, séries : « Politique & sociétés ».

Weber, M. (1947) The Theory of Social and Economic Organization, New York, The Free Press

Weber, M. (2014 [1922]) Les trois types purs de la domination légitime (Traduction d'Elisabeth Kauffmann) », Sociologie, n°3 (Vol. 5), p. 291-302.

Weber, M. (1917 [1965]) Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques, dans M. Weber, Essais sur la théorie de la science, trad. J. Freund, Paris, Librairie Plon, p. 475-526.

Wei, Y., & Zhang, L. (2015) Involuntary bachelors in rural China. China Report, 51(1), 1–22. Zhou, X. D., Wang, X. L., Li, L., & Hesketh, T. (2011). The very high sex ratio in rural China : Impact on the psychosocial wellbeing of unmarried men. Social Science and Medicine, 73(9), 1422–1427.

Welzer-Lang, D. (1998) Déconstruire le masculin. Problèmes épistémologiques, Anne-Marie Sohn éd., L'Histoire sans les femmes est-elle possible ? Éditions Perrin, pp. 291-304.

Welzer-Lang, D. (2004) (dir.) Les hommes en changements. Actes du séminaire européen sur les résistances masculines aux changements (Toulouse, les 20 - 21 février 2004), Université de Toulouse le Mirail, Association Les Traboules

West, C., Zimmerman D.H. (2009) Faire le genre, Nouvelles Questions Féministes, mars (Vol. 28), p. 34-61.

Whitson, R. (2010) The Reality of Today Has Required Us to Change : Negotiating Gender through Informal Work in Contemporary Argentina. Annals of the Association of American Geographers 100 (1): 159–181.

Wight, D. (1994) Boys' Thoughts and Talks About Sex in a Working Class Locality of Glasgow, The Sociological Review n. 42: 702-37.

Win, E.J. (2005) Not Very Poor, Powerless or Pregnant: The African Woman Forgotten by Development, IDS Bulletin, (35)4, Repositioning Feminisms in Development : 61-64.

Wong, K. F. (2003) Empowerment as a Panacea for Poverty. Old Wine in new Bottles? Reflections on the World's Bank's Conception of Power », Progress in Development Studies, n° 3, pp. 307-322.

World Bank. (2018) India : Systematic Country Diagnostic. Realizing the promise of prosperity, Report n°126284-IN.

World Bank. (1991) India : Country Economic memorandum, Volume II : Agriculture - Challenges and Opportunities. Report n°9412-IN.

Zavalloni M. (1984) Identité sociale et conscience, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Zhou, Z.Y., Hong-Bo, L., Vasant P.G. (2012) Évolution des habitudes alimentaires en Inde et en Chine, http://regardssurlaterre.com/evolution-des-habitudes-alimentaires-en-inde-et-en-chine

Zwarteveen, M. (2017) Hydrocracies, Engineers and Power: Questioning Masculinities in Water, Engineering Studies, 9:2, 78-94.

Zwarteveen, M. (2008) Men, Masculinities and Water Powers in Irrigation. *Water alternatives* 1 : 111-130.

Zwarteveen, M. (2006). Wedlock or deadlock? : feminists' attempts to engage irrigation engineers.

Table des annexes

Annexe A : Carte des Etats de l'Inde 142
Annexe B : Revenu, production et emploi informels 143
Annexe C : Irrigation 144
Annexe D : Violence conjugale perçue par les hommes 145
Annexe E : Populations animales 146
Annexe F : Stress hydrique 147
Annexe G : Sécurité alimentaire 149
Annexe H : Perception des caractéristiques masculines et féminines 150
Annexe I : Caractéristiques de genre 152
Annexe J : Evolution des migrations en Himachal Pradesh 153
Annexe K : Femmes selon le statut agricole par Etat 154
Annexe L : Facteurs influençant l'empowerment des femmes 155
Annexe M : Structure des *kuhls* 156
Annexe N : Guide d'entretien récit de vie 157
Annexe O : Guide d'entretien individuel hommes 158
Annexe P : Guide d'entretien individuel femmes 160
Annexe Q : Guide d'entretien collectif femmes 162

Annexe A : Carte des Etats de l'Inde

Source : https://le-cartographe.net/index.php/dossiers-carto/asie/128-inde-fiche-didentite

Tableau 5.1. **Revenu, production et emploi informels : principales sous-catégories et relations entre ces éléments**

1. Situation au regard du PIB[a]	Non inclus dans le PIB	Inclus dans les chiffres totaux publiés du PIB, dans toute la mesure du possible							Inclus en principe mais souvent pas dans les chiffres totaux publiés
2. Source du revenu	Fraude à la sécurité sociale, fraude à la TVA, coullage, vol, extorsion	Production de biens par les ménages pour leur propre usage		Production/économie informelle destinée à faire l'objet d'échanges		Production/économie souterraine			Production de biens et services interdits destinés à faire l'objet d'échanges
				Production/économie strictement informelle					
3. Situation typique au regard de l'emploi	Quelconque	Sans emploi	Travailleurs indépendants, travailleurs familiaux	Salariés ou travailleurs indépendants	Salarié sur l'emploi principal			Travailleur indépendant	Salarié ou travailleur indépendant
4. Forme de dissimulation	Diverse	La production peut être localisée à domicile et il peut être difficile de la valoriser par référence à son équivalent sur le marché ouvert		Pas de dissimulation car pas d'obligation de déclarer l'emploi ou les revenus	Statut au regard de l'emploi et revenus dissimulés de connivence avec l'employeur	Statut de salarié déclaré, gains partiellement dissimulés de connivence avec l'employeur	Travaux dans le cadre d'un second emploi et gains dissimulés de connivence avec l'acheteur	Gains dissimulés de connivence avec l'acheteur	Production, vente et consommation : dissimulation dans tous les cas
5. Sous-catégories détaillées d'emploi informel	(pas habituellement considérées comme relevant de l'emploi)	**Emploi dans le cadre d'une production des ménages pour leur propre usage**		**Emploi strictement informel**	**Travail entièrement non déclaré**	**Travail sous-déclaré**	**Travail au noir**		**Stricte fraude fiscale sur les gains**	**Emploi dans la production illégale**[b]
6. Emploi informel au sens large et selon une définition plus étroite	(peut être inclus dans une définition large de l'économie informelle)	(peut être inclus dans une définition large de l'emploi informel)		**Emploi informel (définition centrale)**					(peut être inclus dans une définition large de l'emploi informel)	

a) L'« économie non observée » au sein du PIB, telle qu'elle est définie dans OCDE (2003c) et UNECE (2003), inclut non seulement la production de biens pour les ménages pour leur propre usage et la production strictement informelle (T6 : secteur informel), la production souterraine (T4 et T5 : économie souterraine), et la production de biens et services interdits par la loi (T7 : production illégale), mais aussi la production souterraine pour raisons statistiques, du fait, par exemple, de la non-réponse aux enquêtes et de lacunes dans les données (T1 à T3), qui, ici, n'est pas prise en compte.

b) L'expression « emploi illégal » s'appliquera fréquemment à l'emploi de travailleurs immigrés sans permis de travail et peut aussi décrire le travail illégal effectué à titre lucratif par des salariés de l'administration publique plutôt que l'emploi dans la production illégale.

Source : Adapté par le Secrétariat de l'OCDE sur la base des définitions de l'économie non observée utilisées dans les comptes nationaux (OCDE, 2003c) et des définitions de l'économie fantôme et des activités au noir utilisées dans les enquêtes de la Fondation Rockwool (Pedersen, 2003), ainsi que d'autres sources citées dans le corps du texte.

Source : OCDE, 2004

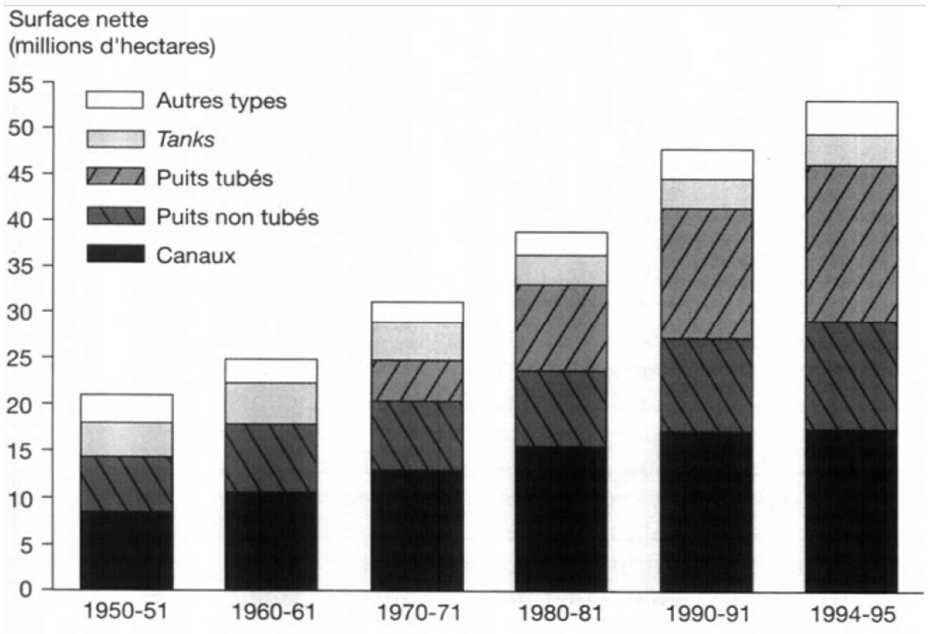
Figure 1 : Utilisation de l'eau par secteur (1997/98) et projection (2025)

	1997/98		2025	
	m^3 (milliards)	%	m^3 (milliards)	%
Prélèvements totaux	629		784-850	
– usages agricoles (irrigation)	524	83,3	561-618	72,1
– usages industriels	30	4,8	67	8,2
– usages domestiques	30	4,8	55-62	7,2
– génération d'énergie	9	1,4	31-33	3,9
– autres	36	5,7	70	8,6

(*Source* : A.D. Mohile, *Central Water Commission*, février 2000)

Source : Dorin et Landy, 2002, p 148

Figure 2 : Surfaces nettes irriguées par source (1950/51-1994/95)



Source : Dorin et Landy, 2002, p 66

Annexe D : Violence conjugale perçue par les hommes

Dans la communauté du répondant, il est commun de battre sa femme si... %	... elle sort sans permission	... sa famille ne donne pas l'argent prévu	... elle néglige la maison	... elle ne cuisine pas bien	*Sans violence*
INDE	**39**	**29**	**35**	**29**	**50**
Âge de la femme					
15 - 19 ans	48	33	40	35	43
20 - 24 ans	42	31	35	29	46
25 - 29 ans	41	30	35	29	48
30 - 39 ans	38	29	35	30	50
40 - 49 ans	35	26	32	28	53
Niveau d'instruction de la femme					
Illettrée	45	33	38	33	43
1 à 4 années d'étude	40	32	39	31	47
5 à 9 années	36	27	32	27	53
10 à 11 années	30	24	31	23	57
12 ans - coll. universitaire	24	19	25	20	62
Diplôme niv. coll. univ.	18	15	20	15	70
Lieu de résidence					
Métropoles	29	21	22	18	63
Autres villes	29	24	31	24	57
Villages développés	41	31	39	32	46
Villages moins développés	44	31	36	32	46
Revenus					
Quintile le plus élevé	30	22	26	21	60
4e quintile	35	27	34	28	52
3e quintile	40	30	35	30	48
2e quintile	42	32	38	32	46
Quintile le plus bas	47	35	41	36	41
Groupes sociaux					
Hautes castes hindoues	33	25	29	23	57
OBC	40	31	37	31	48
Dalit	43	32	37	31	46
Adivasi	40	23	35	30	49
Musulmans	42	30	36	31	47
Chrétiens et autres religions	16	20	26	21	65

Kamala Marius pour Géoconfluences 2016 // Source : d'après IHDS Données 2004-2005

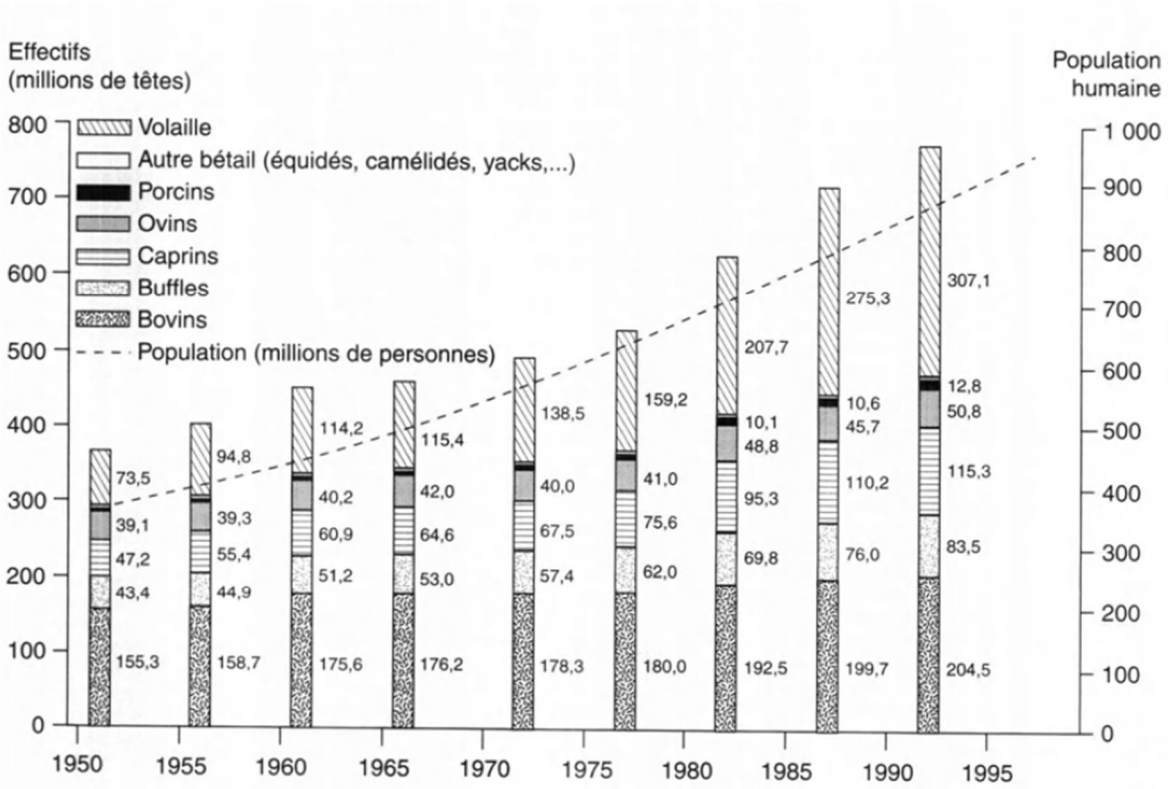
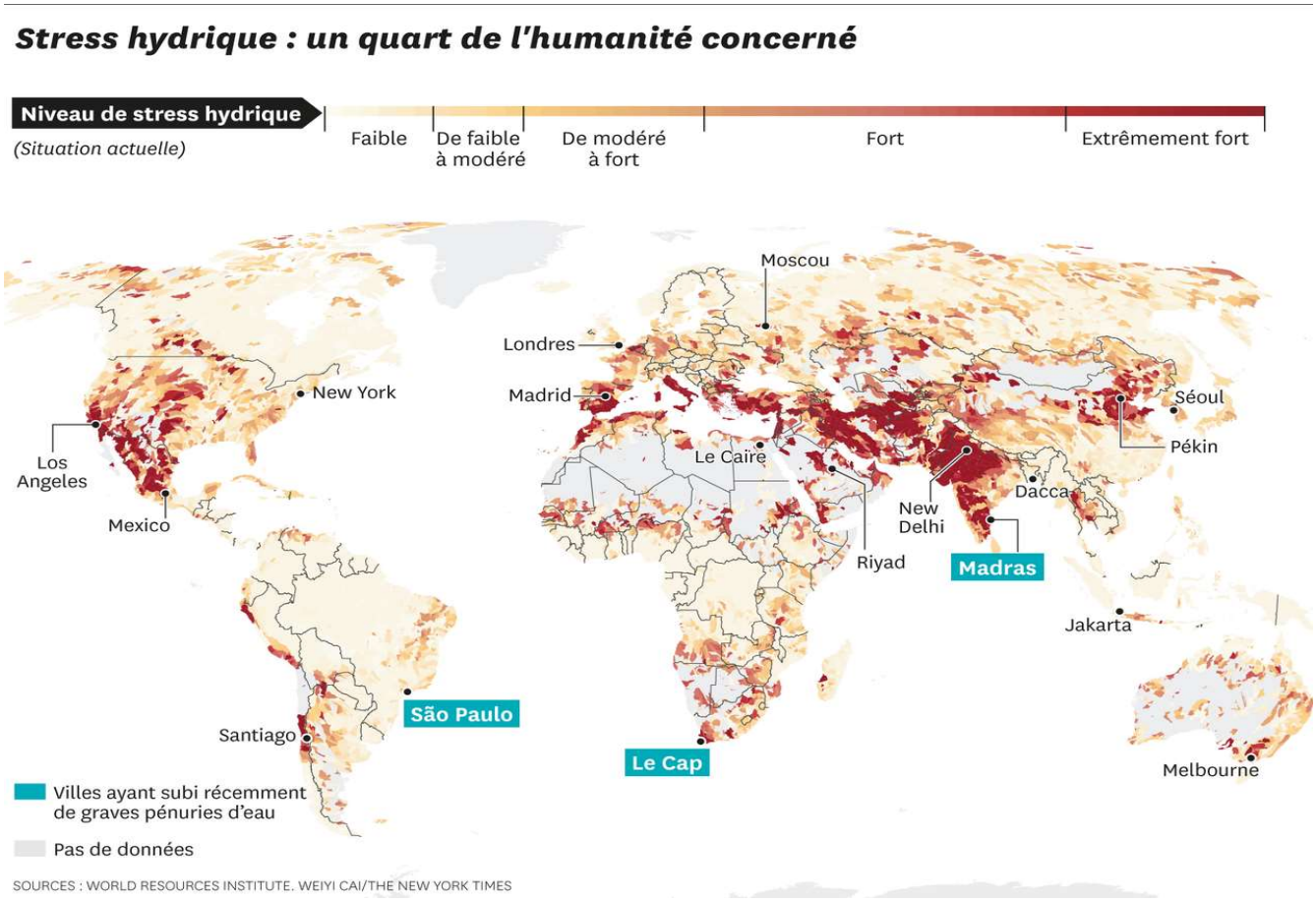


Figure 25 : *Populations animales (recensements 1951-1992)*
(*Source* : d'après *Ministry of Agriculture*)

Source : Dorin et Landy, 2002, p 114

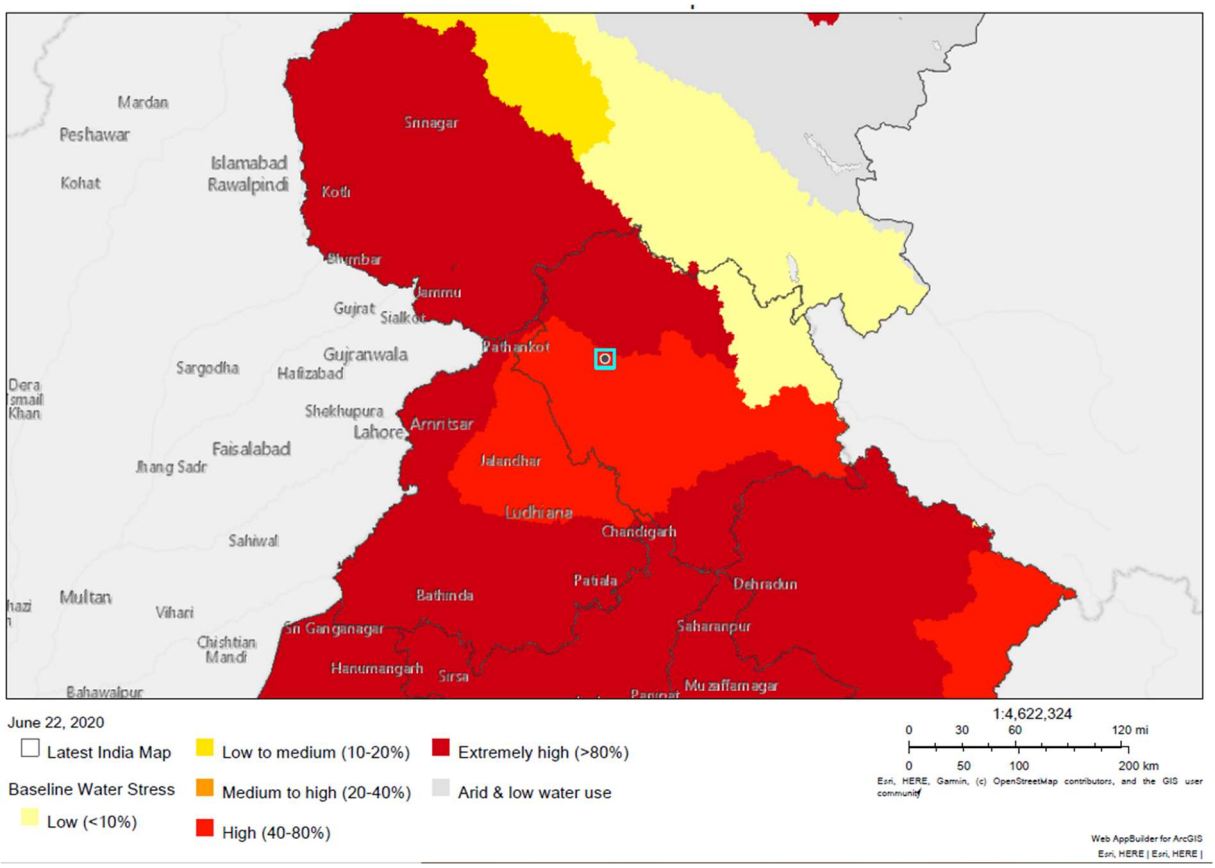
Annexe F : Stress hydrique



Source : Courrier International

https://www.courrierinternational.com/article/environnement-un-terrien-sur-quatre-risque-de-manquer-deau

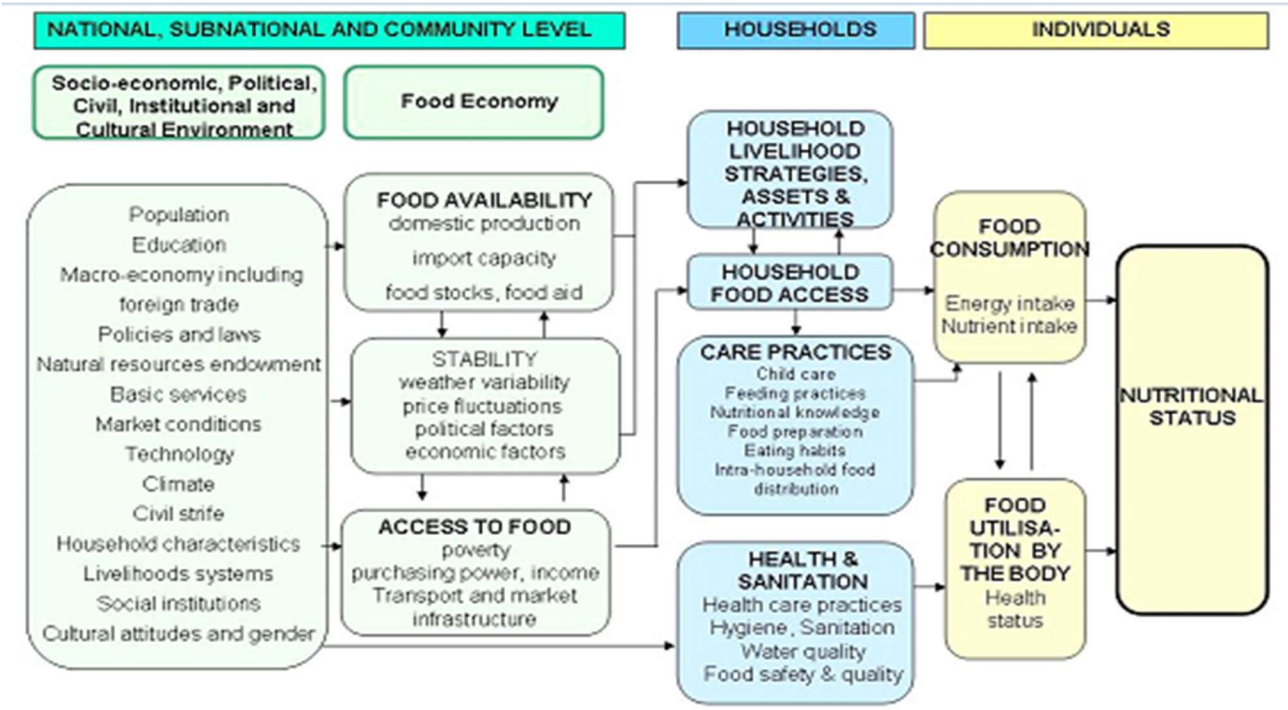
Stress hydrique en Himachal Pradesh



Source : https://www.indiawatertool.in/

La cible représente l'emplacement de la Vallée de Kangra

Annexe G : Sécurité alimentaire



Source : FAO, 2007, p 11

Annexe H : Perception des caractéristiques masculines et féminines

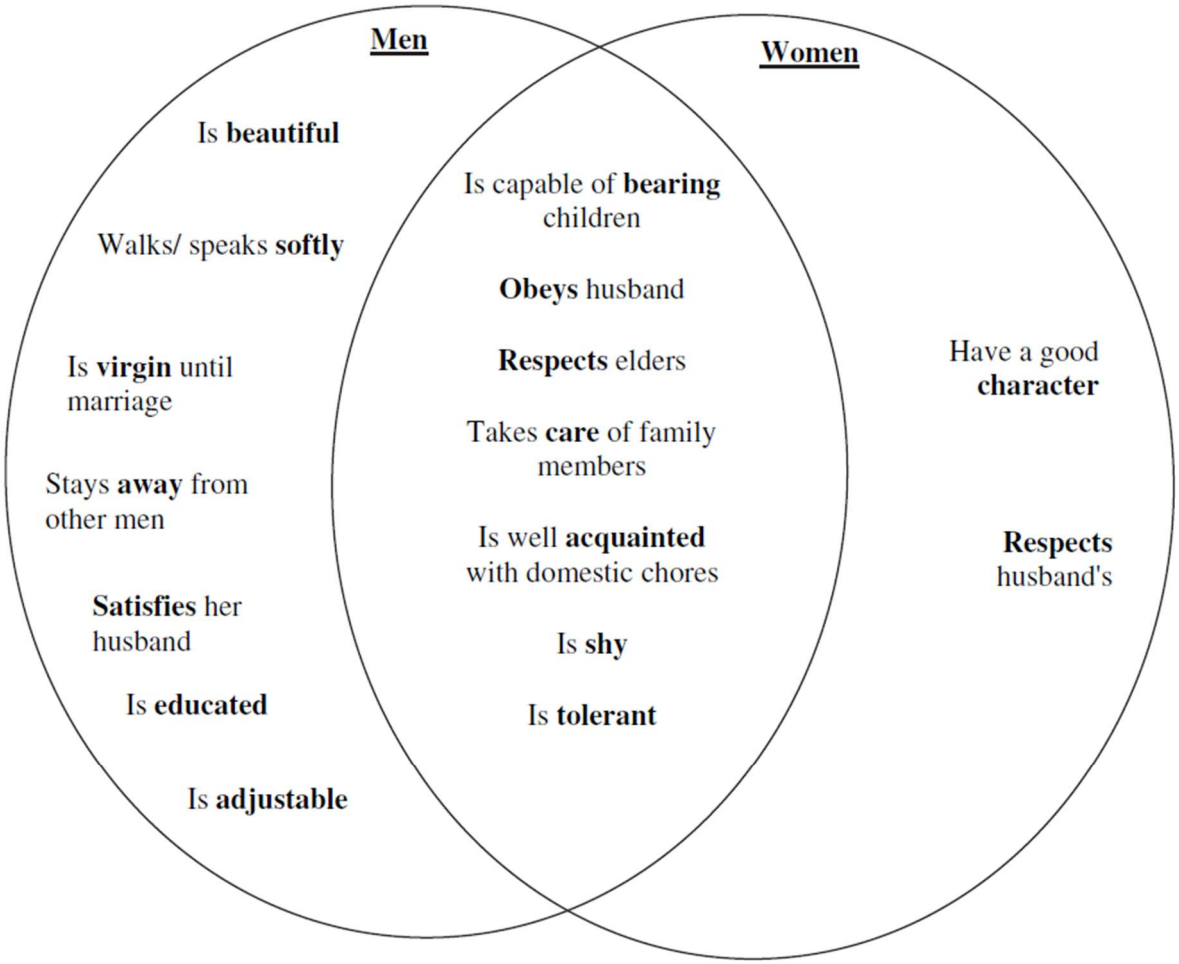


Fig. 2. Free list of 'real woman' perceived by youth. $N = 50$ married youth consisting of 24 men and 26 women.

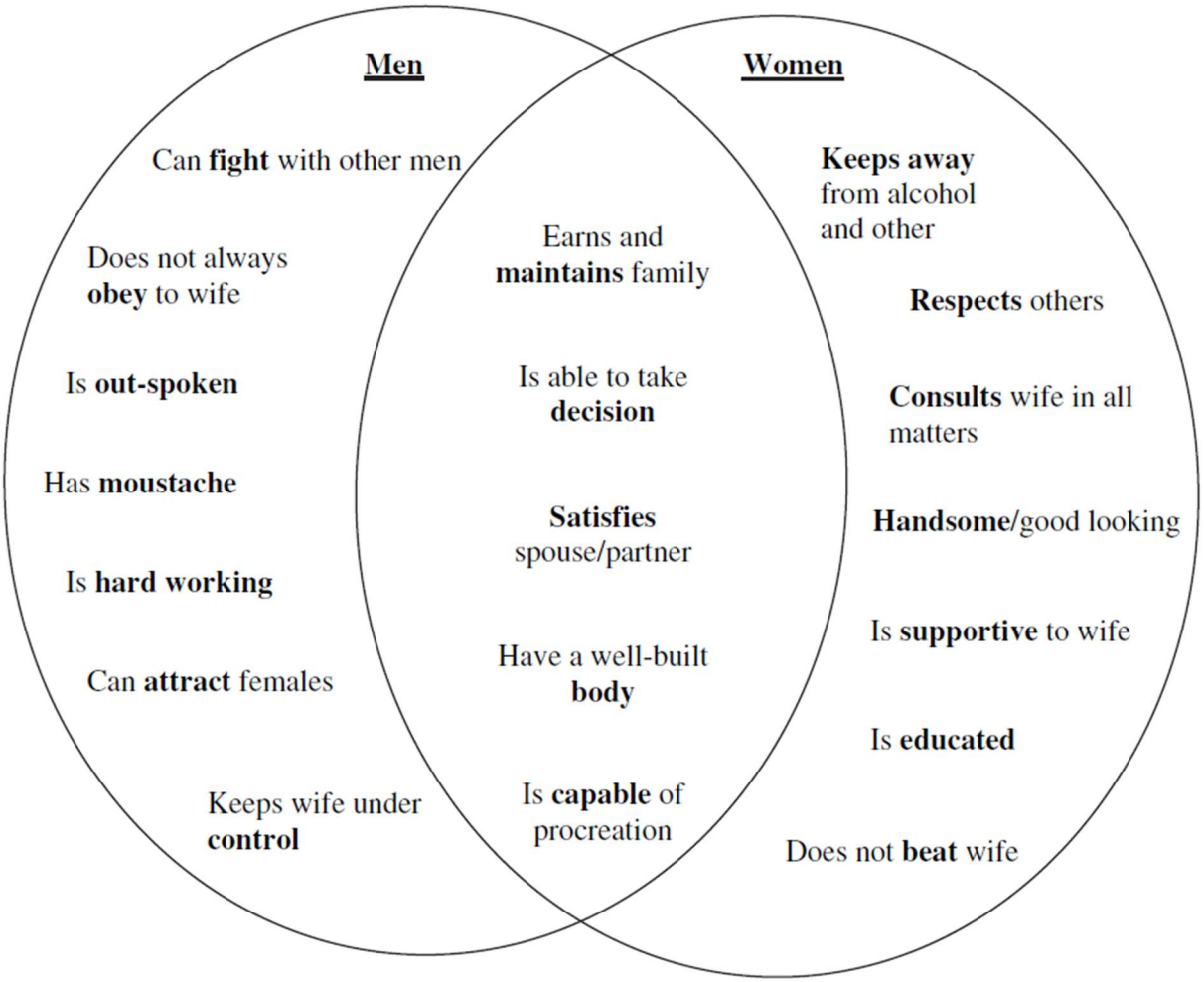


Fig. 1. Free list of 'real man' perceived by youth. $N = 50$ married youth consisting of 24 men and 26 women.

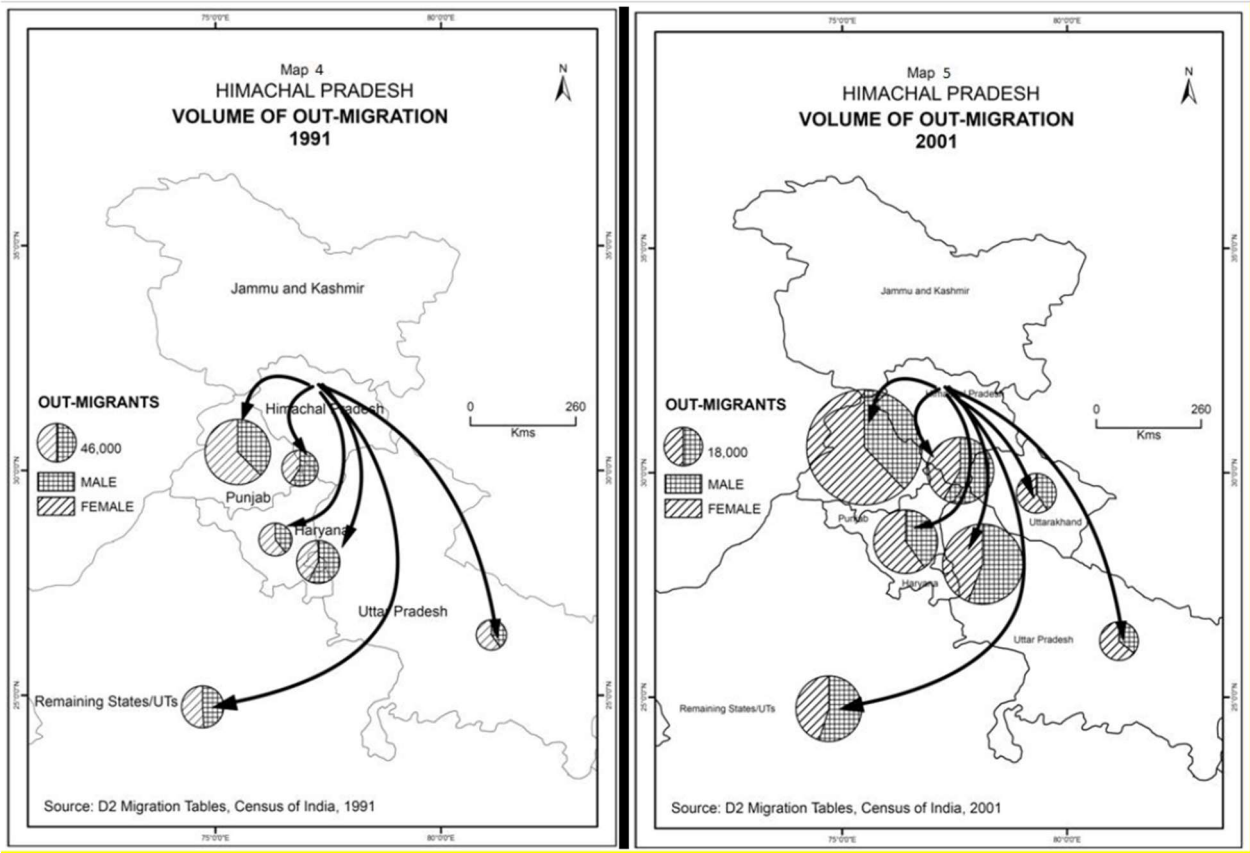
Source : Pradhan et Ram, 2010

Annexe I : Caractéristiques de genre

Feminine	Masculine
Not at all aggressive	Very aggressive
Not at all independent	Very independent
Very emotional	Not at all emotional
Very subjective	Very objective
Very easily influenced	Not at all easily influenced
Very submissive	Very dominant
Dislikes maths and science	Likes maths and science
Very excitable in crisis	Not at all excitable in crisis
Very passive	Very active
Not at all competitive	Very competitive
Very illogical	Very logical
Very home oriented	Very worldly
Not at all skilled in business	Very skilled in business
Does not know the ways of the world	Knows the ways of the world
Feelings easily hurt	Feelings not easily hurt
Not at all adventurous	Very adventurous
Has difficulty making decisions	Can make decisions easily
Cries very easily	Never cries
Almost never acts as a leader	Almost always acts as a leader
Not at all self-confident	Very self-confident
Not at all ambitious	Very ambitious
Unable to separate feelings from ideas	Easily able to separate feelings from ideas
Very conceited about appearance	Never conceited about appearance
Doesn't use harsh language at all	Uses harsh language
Very talkative	Not at all talkative
Very tactful	Very blunt
Very gentle	Very rough
Very aware of feelings of others	Not at all aware of feelings of others
Very religious	Not at all religious
Very interested in own appearance	Not at all interested in own appearance
Very neat in habits	Very sloppy in habits
Very quiet	Very loud
Very strong need for security	Very little need for security
Easily expresses tender feelings	Does not easily express tender feelings

Source : Sai, 2007, p 109

Annexe J : Evolution des migrations en Himachal Pradesh



Source : Archana, 2018, p 12

Annexe K : Femmes selon le statut agricole par Etat

Table 10. Women as cultivators and agricultural labourers by state.

States	Total female cultivators as share of total female workers		Total female agricultural labours as share of total female workers	
	2001	2011	2001	2011
Andhra Pradesh	20.1	14.0	55.8	58.0
Bihar	23.2	15.3	62.6	60.8
Goa	16.7	7.9	13.4	7.6
Gujarat	28.0	17.8	39.1	47.1
Haryana	43.7	32.8	21.1	23.1
Jammu & Kashmir	54.7	42.6	5.2	11.8
Jharkhand	43.0	32.6	39.6	44.8
Karnataka	24.7	19.0	43.5	40.3
Kerala	4.9	3.9	21.5	14.7
Madhya Pradesh	43.3	28.5	40.4	51.5
Maharashtra	35.8	29.6	41.1	39.9
Orissa	20.1	12.9	53.9	57.8
Punjab	13.9	9.9	17.8	19.1
Rajasthan	67.0	52.6	16.2	24.2
Tamil Nadu	19.0	13.2	44.8	41.6
West Bengal	14.1	7.7	32.2	34.0
Assam	41.1	28.1	16.2	20.9
Andaman & N islands	24.1	12.3	4.2	3.3
Chhattisgarh	44.5	31.3	44.1	54.4
Dadra Nagar Haveli	55.9	26.1	24.3	32.6
Daman & Diu	16.6	6.0	8.0	3.0
Delhi	1.8	0.7	0.8	1.0
Himachal Pradesh	85.8	76.2	3.0	4.8
Manipur	39.6	37.9	15.2	13.6
Meghalaya	52.8	45.1	20.1	19.1
Mizoram	61.6	51.1	6.9	9.9
Nagaland	77.5	65.2	4.2	7.3
Pondicherry	1.5	1.8	35.9	22.9
Sikkim	62.8	47.5	8.5	11.5
Tripura	28.1	15.8	34.6	32.9
Uttar Pradesh	36.1	22.2	39.7	38.4
Uttaranchal	77.8	64.0	6.1	8.8
India	32.9	24.0	38.9	41.1

Source: Compiled from Census of India by authors.

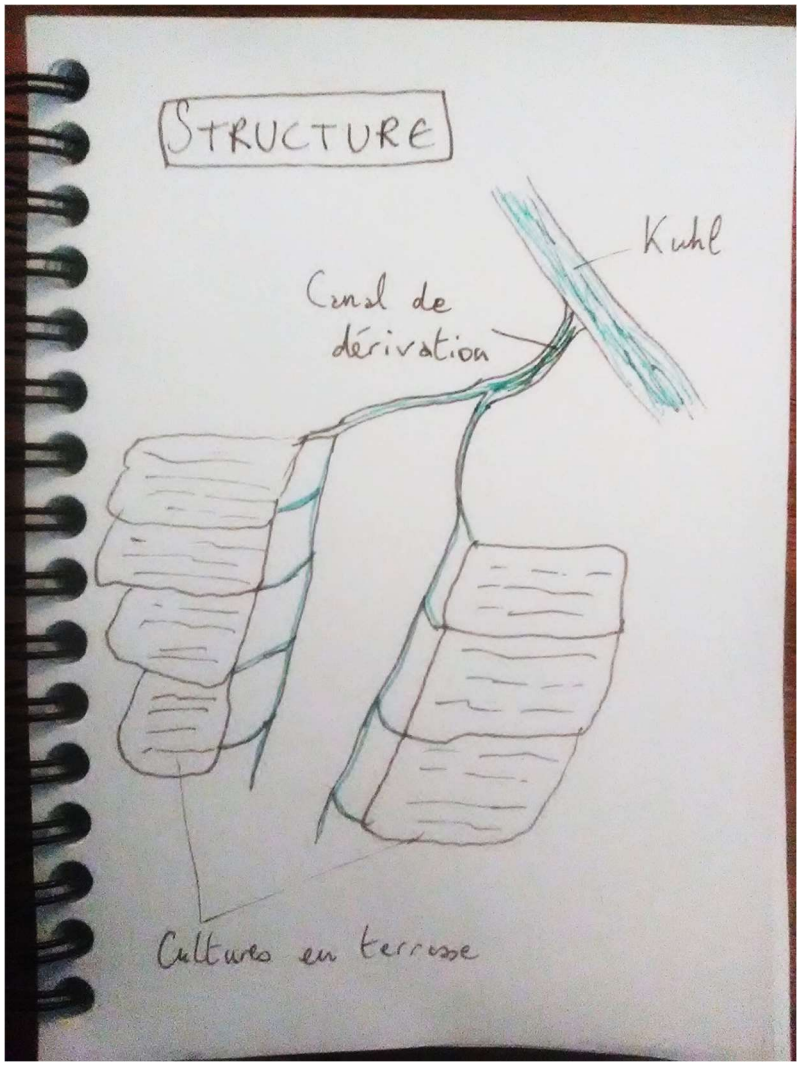
Source : Pattnaik et al., 2017, p 13

Annexe L : Facteurs influençant l'empowerment des femmes

Influencing factors	Constraints	Opportunities
Socio-economic	Early marriage/widows Male exploitation (by husbands, members of the family) Gender specific roles: women spent more time on household tasks	Awareness raising by community members, civil society Government provisions to help the rural and marginalized women
Political/Power	Men block women's access to control their lives/power Limited participation of women in decision-making hierarchy	Women's advocacy organizations Government legislations, provisions to combat poverty, discrimination faced by rural and marginalized women
Cultural	Women's place is at home Early marriage Women as mothers and carers Religious beliefs	NGO involvement to raise awareness about the importance of educating girls and NFE for women Greater acceptance of women in economic role

Source : Dutt, 2017, p 175

Annexe M : Structure des kuhls



Source : dessin personnel, d'après *Pampa Mukherjee et Nishant Rohta « Traditional Institutions in Contemporary Context: A Study of Community Managed Irrigation System (Kuhls) in Himachal Pradesh India, PanjabUniversity, India*

Annexe N : Guide d'entretien récit de vie

Introduction :

- Présentation de l'enquêteur et des objectifs de recherche
- Consentement « libre & éclairé »
- Explication des modalités (durée, supports, liberté, si plusieurs, intervalle)
- Caractère anonyme et confidentiel de l'entretien
- Demande de l'autorisation d'enregistrer l'entretien

Chronologie	**Questions**	**Relances**
Présentation	Pouvez-vous commencer par vous présenter ?	Structure de la famille (frères et sœurs, parents, mariage, enfants…), profession, lieu d'origine, caste, religion…
Lancement	Pouvez-vous me raconter votre histoire familiale et professionnelle ?	Quotidien, grandes étapes, événements marquants…
Enfance		Activités à la maison, qui habitait dans le foyer, école, travail au champ ?... Type de relations avec l'entourage
Adolescence		
Age adulte		Comment s'organise la vie de la maison ? Qui fait quoi ? Quel genre de travail avez-vous fait ? Activités rémunérées, services rendus régulièrement… formel / informel
Migration		Quels événements vous-ont poussé à chercher du travail en ville ? Racontez-moi votre vie en ville Différences avec le village ? Et votre retour au village ?
		Qu'est-ce qui a changé après la migration ?
		Aspirations ?
	Quelque chose à ajouter ?	
	Données socio-démographiques manquantes ?	

Annexe O : Guide d'entretien individuel hommes

Introduction

- Présentation de l'enquêteur et des objectifs de la recherche
- Consentement « libre & éclairé »
- Explication des modalités (durée, supports, liberté, si plusieurs, intervalle)
- Caractère anonyme et confidentiel de l'entretien
- Demande de l'autorisation d'enregistrer l'entretien

Lieu et date

Thèmes	**Questions**	**Relances**
Présentation	1)Pour commencer, je vais vous demander de vous présenter	Prénom, âge, composition de la famille, statut (caste)
Agriculture	2) Comment voyez-vous l'agriculture ? 3) Comment les autres voient l'agriculture à votre avis ?	Avez-vous envie de faire de l'agriculture ? Si non : qu'est-ce qui vous donnerait envie ? Rémunération ? Mécanisation ?
Masculinité	4) Qu'est-ce qu'être un homme pour vous ? 5) Qu'est-ce que vous aimez et n'aimez pas dans le fait d'être un homme ?	Qualités, défauts, comportements, activités
Célibat	6) a. Etes-vous marié ? b. Si oui : qu'est-ce qui change pour votre femme à la maison sans vous ?	Comment ça se passe avec votre femme ? Est-ce que vous vous parlez souvent à distance ? Est-ce qu'elle a des difficultés ?
	c. Si non : quels sont les obstacles ?	Comment le vivez-vous ? Qu'en dit votre entourage ? Avez-vous des projets de rencontre ?
	7) Décrivez-moi la femme idéale selon vous ?	Caractère ? Comportement ? Apparence physique ? Qualités ? Origine géographique ? Classe, caste, religion…
Migration	8) Comment en êtes-vous arrivé là ?	Qu'est-ce qui vous a décidé à partir du village ? Comment avez-vous trouvé votre emploi ?

	9) Décrivez-moi votre (vos) emploi(s)	Quel salaire ? Dates, horaires, types, façon dont la personne a obtenu l'emploi, raison pour laquelle l'emploi a pris fin
	10) a. Quelles difficultés rencontrez-vous ? b. Quels sont les avantages de ce travail ?	Comment vous sentez-vous ici ? Relations avec les autres ? Travailleurs, employeurs, voisins…
	11) Quel serait votre emploi idéal ?	Plusieurs idées ?
	12) Décrivez-moi votre emploi du temps habituel	Temps libre ? Loisirs ?
	13) Qu'avez-vous fait hier ?	
Division sexuelle du travail	14) a. Comment faites-vous pour vous nourrir ? b. Qui fait les tâches domestiques ici ?	Cuisinez-vous ? Quelqu'un d'autre ? Une femme ? Achetez-vous des repas tout prêts ?
	15) Et au village ?	Est-ce que vous participez aux tâches ? Si oui : lesquelles ? Si non : qu'est-ce qui vous en empêche ?
Projections	16) a. Quels sont vos rêves ? b. Avez-vous des projets ?	
	17) Avez-vous quelque chose à ajouter ?	Un souvenir marquant ?

Durée de l'entretien : 1h

Introduction

- Présentation de l'enquêteur et des objectifs de la recherche
- Consentement libre et éclairé
- Explication des modalités (durée, supports, liberté…)
- Caractère anonyme et confidentiel de l'entretien
- Demande de l'autorisation d'enregistrer l'entretien

Thèmes	**Questions**	**Relances**
Présentation	1)Pour commencer, je vais vous demander de vous présenter	Prénom, âge, composition de la famille, statut (caste)
Genre	2) Maintenant, si je vous dis « homme », à quoi pensez-vous ?	Caractéristiques ?
Division sexuelle du travail	3) Pourriez-vous me décrire votre journée habituelle ? 4) Qu'est-ce que les hommes font quand ils sont au village ?	Qu'en pensez-vous ? Certains hommes participent aux tâches domestiques ? Des évolutions ?
Pouvoir de décision	5) Comment sont prises les décisions à la maison ? 6) Y-a-t-il des évolutions avec le temps ?	Qui prend lesquelles ? Concernant quoi ? Vous sentez-vous restreinte ? Contenu des repas, dépenses importantes, nombre d'enfants, quelles cultures choisir…
Difficultés / stratégies	7) Quelles sont les principales difficultés dans votre vie quotidienne ? 8) Comment y faites-vous face ?	Travail domestique ? Travaux agricoles ? Relations avec les autres ? Manque de ressources ?...
Migrations	9) Qu'est-ce qui change dans votre vie avec les hommes qui partent ?	Quand ils sont absents ? Depuis qu'ils ont commencé à migrer ?
Relations de genre / résistances *Jeux de rôle*	10) Comment ça se passe avec les hommes de votre entourage ? 11) Qu'est-ce que vous faites quand vous n'êtes pas d'accord ?	Dans votre foyer ? à l'extérieur ? Mobilisations collectives ? Comment vous-sentez-vous avec ça ? Des évolutions à travers le temps ?
Participation politique	12) Racontez-moi comment	Qu'en pensent votre

Si concernée	vous en êtes venues à vous engager dans le *panchayat* ? 13) Comment ça se passe là-bas ?	entourage ? Rôle du mari ? Prise de parole ? Conflits ? Acceptée ? Ecoutée ?
	14) Qu'est-ce que ça a changé dans votre vie ?	Vie quotidienne ? Relation avec l'entourage ?
Aspirations	15) De quoi rêvez-vous pour votre vie future ?	Avez-vous des projets ? Qu'est-ce qui vous en empêche ? Et si tout était possible ?
Améliorations	16) Qu'est-ce qui pourrait améliorer vos difficultés ?	Des revendications ?
Conclusion	17) Aimeriez-vous ajouter quelque chose ?	

Accueil : les participants pourront se servir à boire et à manger, puis seront invités à s'assoir en cercle au sol.

Présentation : 5 minutes
- de l'animateur, de l'objectif de la recherche ;
- de l'assistant, du traducteur.
- de l'entretien : *« L'objectif de cette discussion est de recueillir vos vécus quotidiens, de voir comment ça se passe pour vous lorsque les hommes partent travailler à la ville ».*
- du déroulement : *« je vais vous poser une série de questions sur lesquelles vous serez libre de vous exprimer, ou non, et nous ferons une petite pause à la moitié »* ;
- information du caractère anonyme et confidentiel de l'entretien ;
- demande l'autorisation d'enregistrer et de filmer.

Présentation des règles :
- il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses donc ne vous censurez pas ;
- écoutez-vous et laissez-vous parler ; on peut « rebondir » sur les idées des autres participants ;
- il s'agit d'une discussion, n'hésitez donc pas à rebondir sur ce que vous entendez ;
- éteignez les téléphones portables si possible.

Présentation des participants : 10 minutes
« Pour commencer, je vais vous demander de vous présenter en disant votre prénom, votre âge, qui compose votre famille, votre statut (caste) et en quelques mots quelque chose qui vous représente : quelque chose que vous aimez, que vous n'aimez pas, un trait de caractère... ce qui vous passe par la tête ».

Thème	Questions	Relances
Genre	1) Pour commencer, si je vous dis « homme », à quoi pensez-vous ?	Caractéristiques ?
Division sexuelle du travail *Support : images / photos* Je proposerai des feutres et du papier pour ajouter des activités omises.	2) J'ai apporté des images qui représentent des tâches de la vie quotidienne, je vous propose de les mettre dans l'ordre pour décrire votre journée habituelle 3) Maintenant vous pouvez commenter votre journée	Qu'est-ce que les hommes font quand ils sont au village ? Certains participent aux tâches domestiques ? Des évolutions ?
Pouvoir de décision	4) Comment sont prises les décisions à la maison ? 5) Y-a-t-il des évolutions avec le temps ?	Qui prend lesquelles ? Concernant quoi ? Vous sentez-vous restreinte ? Contenu des repas, dépenses importantes, nombre d'enfants, quelles cultures choisir…

Difficultés / stratégies	6) Quelles sont les principales difficultés dans votre vie quotidienne ? 7) Comment y faites-vous face ?	
Migrations	8) Qu'est-ce qui change dans votre vie avec les hommes qui partent ?	Quand ils sont absents ? Depuis qu'ils ont commencé à migrer ?
Relations de genre / résistances *Jeux de rôle*	9) Comment ça se passe avec les hommes de votre entourage ? 10) Qu'est-ce que vous faites quand vous n'êtes pas d'accord ? 11) Imaginons que cette femme est votre mari/ tel homme, est-ce que vous pouvez me rejouer la scène ?	Dans votre foyer ? à l'extérieur ? Mobilisations collectives ? Comment vous-sentez-vous ? Des évolutions à travers le temps ?
PAUSE - 15 minutes		
Participation politique	12) Il y en a parmi vous qui font partie du *panchayat*, racontez-nous comment vous en êtes venues à vous engager ? 13) *Aux autres* : qu'en pensez-vous ? Le feriez-vous ?	
Aspirations	14) De quoi rêvez-vous pour votre vie future ?	Avez-vous des projets ? Qu'est-ce qui vous en empêche ? Et si tout était possible ?
Améliorations	15) Qu'est-ce qui pourrait améliorer vos difficultés ?	Des revendications ?
Conclusion	16) Aimeriez-vous ajouter quelque chose ?	

Remerciements, cadeau

Table des figures

Figure 1 : Evolution de la part des pauvres dans la population 18
Figure 2 : Les catégories d'emploi selon le genre et le milieu rural ou urbain 21
Figure 3 : Part moyenne des trois grands secteurs économiques dans le PIB (1950-2014) 22
Figure 4 : Situation de l'Etat de l'Himachal Pradesh 23
Figure 5 : Contribution au PIB intérieur selon les secteurs en Himachal Pradesh (en %) .. 25
Figure 6 : Taille des exploitations agricoles en Inde 34

Table des matières

Remerciements 6
Sommaire 7
Introduction générale 8
Partie 1. Contextualisation 11
1.1 Données du terrain 12
1.1.1 L'Inde, un pays sous le signe de la diversité 12
1.1.1.1 Géographie 12
1.1.1.2 Histoire (Astier, 2007) 12
1.1.1.3 La mondialisation 14
1.1.1.4 La pauvreté 15
1.1.1.4.1 Des mesures controversées 16
1.1.2 Structure sociale, ordre moral 17
1.1.2.1 Les castes 17
1.1.2.2 Le dharma 19
1.1.3 Structure économique, marché du travail 19
1.1.3.1 Evolution du marché du travail en Inde, une perspective genrée 19
1.1.4 District de Kangra, Etat de l'Himachal Pradesh 22
1.1.4.1 Géographie 22
1.1.4.2 Économie 23
1.1.4.3 Démographie 24
1.1.4.4 Religions 24
1.1.4.5 Taux d'alphabétisation 25
1.1.4.6 Langues 25
1.1.4.7 Castes et tribus répertoriées 25
1.2 Agriculture 26
1.2.1 Les « petits paysans » 26
1.2.2 Quelques cultures (Dorin et Landy, 2002) 27
1.2.2.1 Les plantations 27
1.2.2.2 Les fruits et légumes 27
1.2.3 L'élevage 28
1.2.4 Géopolitique 29
1.2.5 Révolutions agricoles 30
1.2.5.1 La Révolution Verte : les céréales 30
1.2.5.2 Révolution blanche : le lait (Dorin et Landy, 2002) 34

1.2.5.3 Révolution jaune : les oléagineux (Dorin et Landy, 2002) 35
1.2.6 Mouvements paysans 36
1.2.7 Environnement (Dorin et Landy, 2002) 37
1.2.7.1 Irrigation 37
1.2.7.2 Les barrages 39
1.2.7.3 Autres pollutions 39
1.2.8 Limitations (Dorin et Landy, 2002) 40
1.2.9 Réponses de l'Etat 40
1.2.10 La sécurité alimentaire 41
1.2.10.1 (In)sécurité alimentaire en Inde 42
1.2.11 District de Kangra 43
1.3 Cadre théorique 45
1.3.1 Les rapports de genre – des asymétries universellement ancrées 45
1.3.1.1 Le patriarcat 45
1.3.1.2 Genre et sexe 46
1.3.1.3 Le pouvoir 48
1.3.1.4 La domination 48
1.3.1.5 La domination masculine 49
1.3.1.6 Socialisation et domination 51
1.3.1.7 Le coût de la domination masculine 52
1.3.1.8 Violences 55
1.3.2 Les femmes en Inde rurale 57
1.3.2.1 La crémation des veuves 59
1.3.2.2 La figure de la belle-mère 59
1.3.2.3 Le mariage 61
1.3.2.4 La maternité, la santé 62
1.3.2.5 Restrictions spatiales 62
1.3.2.6 Division sexuelle du travail 64
1.3.3 Construction des identités 64
1.3.3.1 Le processus de construction des identités 64
1.3.3.2 Lien avec la socialisation 66
1.3.3.3 Construction des identités de genre en Inde et sexualité 66
1.3.3.4 Les masculinités 69
Conclusion de la première partie 72
Partie 2. Problématique et hypothèses 73
Introduction 74
2.1 Hypothèse 1 : L'agriculture connaît un mouvement de dévalorisation sociale qui

fragilise les identités masculines 75
2.1.1 Dévalorisation de l'agriculture et célibat forcé 75
2.1.2 Célibat et masculinité hégémonique 78
2.1.3 Le phénomène de « marriage squeeze » 81
2.1.4 Déficit de femmes et violences 82
2.1.5 Evolution des pratiques matrimoniales 84
2.2 Sous hypothèse 1.1 : De nombreux petits paysans rencontrant des difficultés à assurer la sécurité financière de leur famille adoptent la stratégie de migration et voient leur masculinité fragilisée dans la menace de leur rôle de pourvoyeur 85
2.2.1 Hétérogénéité des migrations 85
2.2.2 Evolution de la division sexuelle du travail 88
2.2.3 Masculinité de pourvoyeur 90
2.2.4 Masculinités contestataires 92
2.3 Hypothèse 2 : La féminisation de la main d'œuvre agricole entraine à la fois un enfermement des femmes dans les activités agricoles et une certaine progression dans leur pouvoir de décision 97
2.3.1 Conséquences des migrations 97
2.3.2 Les femmes gagnent en autonomie et pouvoir de décision lorsque l'époux migre et lorsque la taille de la famille est restreinte 99
2.3.3 Empowerment et capabilités 100
2.3.4 Féminisation de l'agriculture et dévalorisation 102
2.3.5 Résistances 104
2.3.5.1 Résistances individuelles 107
2.3.5.2 Droit à la terre 107
2.3.5.3 Résistance collective 107
2.3.6 Changement dans les aspirations et éducation 108
2.4 Sous-hypothèse 2.1 : « Etude de cas » : La durabilité des canaux d'irrigation de la vallée de Kangra (*kuhls*), construits socialement du côté masculin, est menacée, induisant une participation grandissante des femmes dans leur gestion. 111
2.4.1 Fonctionnement des kuhls 111
2.4.1.1 Gestion commune des ouvrages 112
2.4.1.2 Un réseau menacé 113
2.4.1.3 Conséquences de l'emploi non agricole sur les kuhls 114
2.4.1.4 Rôle du gouvernement dans les ouvrages 115
2.4.1.5 Recommandations 115
2.4.2 Genre et irrigation 116
2.4.2.1 La technique au masculin 116
2.4.2.2 Le corps de la femme, un objet symbolique 118
2.4.2.3 Gouvernance des femmes 118

2.4.2.3.1 Processus de prise de décision en politique 118
2.4.2.3.2 Quotas et sous-représentation politique des femmes 121
Conclusion de la deuxième partie 123
Partie 3. Méthodologie probatoire 125
Introduction 126
3.1 Hommes 127
3.1.1 Récits de vie 127
3.1.1.1 Choix de la méthode 127
3.1.1.2 Population 128
3.1.1.3 Déroulement 128
3.1.2 Entretiens individuels 128
3.1.2.1 Choix de la méthode 128
3.1.2.2 Population et nombre d'entretiens 130
3.2 Femmes 130
3.2.1 Entretiens individuels 130
3.2.2 Entretiens collectifs 130
3.2.2.1 Choix de la méthode 130
3.2.2.2 Population 132
3.2.2.3 Déroulement 132
3.3 Obstacles à anticiper 133
3.3.1 La position de l'enquêteur 134
Conclusion de la troisième partie 139
Conclusion générale 140
Bibliographie 143
Table des annexes 174
Table des figures 197
Table des matières 198

Résumé

En Inde, les petits paysans n'en finissent pas de faire face à une crise économique et sociale, suite à la libéralisation des politiques agricoles dans les années 1990, sans parler des conséquences environnementales de la Révolution Verte. La dévalorisation sociale de l'agriculture induit des conséquences sous-étudiées sur les identités masculines. De la question du célibat forcé pour les hommes à celle des migrations saisonnières, nous nous pencherons sur la façon dont ces mutations recomposent les masculinités. D'autre part, on assiste à un phénomène de féminisation de l'agriculture, tant dans le domaine de l'agro-industrie que dans l'agriculture vivrière. Quels effets cela produit-il sur le pouvoir de décision et la participation des paysannes à la sphère publique, et plus largement sur les relations de genre ? Enfin, quelles évolutions peut-on identifier dans les aspirations des plus jeunes générations, dans un contexte de globalisation ? Notre étude s'attachera à analyser les mutations flagrantes et à repérer les signaux faibles de ces phénomènes à travers une revue de littérature et une projection de méthodologie probatoire de type ethnographique.

Mots-clés : Inde - agriculture – genre – masculinités – migrations – systèmes alimentaires

Abstract

In India, small peasants are endlessly facing an economic and social crisis, since the liberalisation of agricultural policies in the nineties, not to mention environmental consequences of the Green Revolution. Agricultural social devaluation induces under-studied consequences for masculin identities. From the issue of forced celibacy for men to that of seasonal migrations we will look at how these changes redefined these masculin identities. On the other hand, we are witnessing a phenomenon of the feminisation of agriculture, both in the field of agro-industry and in subsistence farming. What effect does this have on decision-making power and the participation of peasant women in the public sphere, and more particularly on gender relations ? Finally, what changes can we identify in the aspirations of the younger generations, in a context of globalisation ? Our study will focus on analysing the flagrant mutations and identifying the weak signals of these phenomena through a review of the literature and a projection on an ethnographic type probative methodology.

Keywords : India - agriculture – gender – masculinities – migrations -food systems.